

Avis de convocation à l'assemblée annuelle des actionnaires

Le 7 mai 2019 | Toronto (Ontario)

BARRICK

Société aurifère Barrick

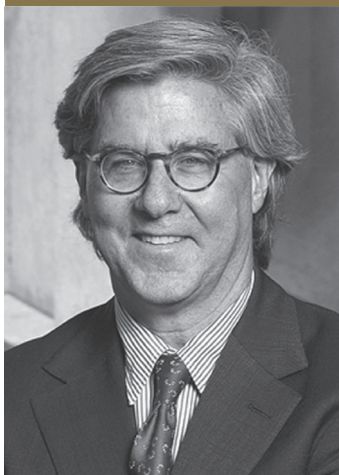
**Circulaire de sollicitation
de procurations**

Dans la présente circulaire

Lettre du président exécutif du conseil	II
Lettre de l'administrateur principal	IV
Avis de convocation à l'assemblée annuelle de 2019	1
Termes et acronymes clés	3
Information concernant l'assemblée et l'exercice des droits de vote	5
Points soumis à la délibération de l'assemblée	11
États financiers de Barrick	11
Élection des administrateurs	11
Nomination de l'auditeur	11
Vote consultatif sur la rémunération	12
Autres points	12
Sommaire	13
Notre engagement envers la gouvernance	24
Administrateurs	30
Comités du conseil	39
Rapport sur la rémunération des administrateurs et leur avoir en titres de capitaux propres	47
Analyse de la rémunération	53
Rémunération des membres de la haute direction visés pour 2018	54
Rémunération du président exécutif du conseil pour 2018	54
Rémunération de nos partenaires visés pour 2018	62
Gouvernance et surveillance de la rémunération	78
Tableau sommaire de la rémunération	88
Tableaux des attributions en vertu d'un régime incitatif	91
Autres renseignements	101
Renseignements concernant les régimes de rémunération fondés sur des titres de capitaux propres	101
Indemnisation des administrateurs et des membres de la direction	104
Utilisation de mesures financières hors PCGR	104
ANNEXE A : Renseignements sur les pratiques en matière de gouvernance	108
ANNEXE B : Mandat du conseil d'administration	127
ANNEXE C : Caractéristiques clés du régime d'unités d'actions octroyées en fonction du rendement (UAOR)	129
ANNEXE D : Caractéristiques clés des attributions d'unités d'actions incessibles (UAI)	132

Le 29 mars 2019

Lettre du président exécutif du conseil



Chers actionnaires,

Au nom du conseil d'administration, j'ai le plaisir de vous inviter à notre assemblée annuelle des actionnaires.

Au cours des quatre dernières années, chaque geste que nous avons posé visait à jeter les bases de la transformation de l'entreprise dans le but d'assurer une croissance rentable à long terme. Nos résultats de 2018 montrent que, bien qu'il reste encore des choses à faire, nous avons réalisé des progrès significatifs dans l'atteinte de ce but.

Barrick a rempli ses objectifs dictés par ses prévisions de production pour l'année : nous avons atteint notre cible de zéro décès et avons réduit nos taux de blessures et d'incidents environnementaux – un accomplissement digne de mention pour une entreprise de cette taille, dans un secteur où des événements récents ont encore une fois mis en exergue l'importance cruciale de la mise en place de mesures de sécurité efficaces et de gestion des risques de nature environnementale. Le dividende annuel a été augmenté de 33 % grâce à de solides flux de trésorerie et à la réduction de la dette totale. Ainsi, Barrick s'est-elle retrouvée avec un bilan sain à la fin de l'année.

La réalisation de notre fusion à prime nulle avec Randgold le 1^{er} janvier 2019 a marqué un avancement majeur dans l'atteinte de nos buts stratégiques. Elle a renforcé la position de Barrick à titre de chef de file au sein du groupe des principales sociétés aurifères comparables dans chaque aspect de ses activités, a accéléré le rythme et l'efficacité du changement et a permis à Barrick d'avoir à son service un chef de la direction et une équipe dotés du meilleur bilan du secteur en matière de création de valeur, d'excellence opérationnelle et d'exécution rigoureuse.

Le nouveau président et chef de la direction, Mark Bristow, a rapidement choisi et intégré les équipes du siège social et de gestion opérationnelle pour qu'elles cadrent avec notre nouvelle vision, qui est de devenir la société aurifère la plus réputée au monde. Nous avons renouvelé notre engagement envers une culture de partenariat et de propriété, défini nos filtres d'investissement stratégique et arrêté les initiatives stratégiques qui requièrent notre attention immédiate. Ces initiatives ont déjà été lancées et nous vous ferons rapport régulièrement sur leur avancement. Nous sommes d'avis que d'ici la fin de l'année en cours, nous serons en mesure de démontrer que la fusion a rempli toutes les promesses que nous y avons attachées et nous vous exprimons notre gratitude pour l'appui continu que vous nous manifestez.

Après la fusion entre Barrick et Randgold, le conseil de Barrick a été reconstitué et rationalisé pour regrouper neuf administrateurs, dont six ont été nommés par Barrick et trois, par Randgold. Les candidats de Barrick étaient María Ignacia Benítez, Gustavo A. Cisneros, J. Michael Evans, Brian L. Greenspun, J. Brett Harvey (administrateur principal) et moi-même. Les candidats de Randgold étaient Mark Bristow, Christopher L. Coleman et Andrew J. Quinn. Tragiquement, à la fin de février, María Ignacia Benítez est décédée après un combat contre le cancer. María s'était jointe au conseil d'administration de Barrick à la fin d'avril 2018; elle est rapidement devenue une conseillère de confiance et elle était une amie chère de la Société. Ses conseils judicieux, son leadership de même que sa profonde bonté et son honnêteté nous manqueront.

Également après la fusion, le conseil a reconstitué ses comités pour former trois comités permanents, soit le comité d'audit et des risques, présidé par J. Brett Harvey, le comité de la rémunération, présidé par Christopher L. Coleman, et le comité de la gouvernance et des mises en candidature, présidé par Gustavo A. Cisneros.

Les nouveaux candidats aux postes d'administrateur comprennent des gens d'affaires ayant de l'expérience internationale et des professionnels de l'industrie minière qui apportent une vaste gamme de compétences, d'expérience et de perspectives. Ces candidats possèdent aussi l'expertise et les connaissances organisationnelles nécessaires pour assurer une intégration sans heurts des activités d'exploitation de Randgold à celles de Barrick. La composition du conseil découle de notre stratégie de renforcement et de renouvellement réguliers du conseil, dans le but qu'il soit outillé pour répondre efficacement aux défis, aux occasions et aux risques de notre entreprise.

Tirant parti du succès sans équivoque de notre fusion avec Randgold, en mars 2019, nous avons annoncé une entente avec Newmont Mining Corporation en vue de créer une coentreprise et regrouper nos activités, actifs, réserves et talents miniers respectifs au Nevada. Barrick sera propriétaire à 61,5 % de la coentreprise et Newmont, à 38,5 %, Barrick en étant l'exploitante. Cette entente représente un accord historique entre nos sociétés qui nous permettra de tirer parti de l'énorme potentiel géologique des gisements aurifères du Nevada. Il s'agit d'une opération qui a été tentée à maintes reprises depuis plus de 20 ans et qui constitue une réalisation dont le mérite revient à la nouvelle équipe de direction.

Nous vous invitons à passer en revue notre circulaire de sollicitation de procurations qui indique comment assister à l'assemblée annuelle le 7 mai 2019, voter et communiquer avec moi, mes collègues administrateurs et la Société.

Nous vous remercions de votre appui et nous serons heureux de vous compter parmi nous à l'assemblée.

Je vous prie d'agréer mes salutations distinguées.

Le président exécutif du conseil,

A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'J.L. Thornton', with a stylized flourish at the end.

John L. Thornton

Le 29 mars 2019

Lettre de l'administrateur principal



Chers actionnaires,

En tant que membres du conseil d'administration, notre travail en votre nom est guidé par trois principes essentiels : nous sommes un conseil résolument engagé; nous voulons de la rétroaction de nos propriétaires et nous l'écoutons; et nous exerçons une surveillance rigoureuse des risques dans tous les aspects de notre entreprise, imposant à la direction une obligation redditionnelle. Nous croyons en l'importance d'élever continuellement les exigences et de les atteindre et de faire en sorte que les leaders de notre Société ne s'écartent pas de notre mission essentielle, qui est de devenir la société aurifère la plus réputée au monde, pour dégager des rendements durables pour nos propriétaires et autres partenaires.

Dans le cadre de la fusion de Barrick et de Randgold qui a pris effet le 1^{er} janvier 2019, le président exécutif du conseil et moi-même avons travaillé avec le comité de la gouvernance et des mises en candidature afin de reconstituer un conseil composé de neuf administrateurs, en recherchant un équilibre entre les deux sociétés sur le plan de l'expérience et des connaissances afin de faciliter une transition sans heurts et efficace. Nous estimons que les membres de notre conseil apportent des antécédents diversifiés et stratégiquement pertinents à la Société et reflètent la portée mondiale des défis, des risques et des occasions visant notre entreprise aujourd'hui.

Comme l'a exprimé notre président exécutif du conseil dans sa lettre, nous avons malheureusement perdu un de nos membres, María Ignacia Benítez, décédée d'un cancer à la fin de février. Sa perte se fait sentir à l'échelle de la Société et nous partageons tous l'immense tristesse ressentie par sa famille et ses amis. Le comité de la gouvernance et des mises en candidature recherche maintenant activement une candidate tout aussi convaincante et compétente à titre d'administratrice.

La fixation de la rémunération des membres de la haute direction constitue une autre des principales responsabilités du conseil. Au cœur de notre culture de partenariat réside la conviction que les leaders doivent être des propriétaires. Le but de notre système de rémunération est de susciter le sentiment d'appartenance et de propriété financière le plus élevé qui soit parmi les membres de la haute direction aux échelons les plus élevés de la Société, maintenant et à long terme, tout en liant la rémunération au rendement de la Société et à la réalité de nos actionnaires. Une partie importante de la rémunération de nos leaders est versée sous forme d'actions de Barrick, qui doivent être détenues jusqu'à ce qu'ils prennent leur retraite ou quittent la Société.

Pour fixer la rémunération incitative du président exécutif du conseil pour 2018, le comité de la rémunération a entrepris une évaluation de son rendement par rapport à un ensemble de buts stratégiques, au rendement des capitaux engagés (RCE) de Barrick, ainsi qu'à une évaluation de la réalité globale des actionnaires en 2018.

À cet égard, le conseil a reconnu l'accomplissement par le président exécutif du conseil de l'ensemble des initiatives annuelles que nous lui avons fixées en 2018, le RCE moyen sur trois ans de Barrick de 8,3 % et le leadership qu'il a exercé dans le cadre de la fusion transformationnelle de Barrick avec Randgold, après des années de planification et d'exécution rigoureuses. M. Thornton a personnellement conçu et exécuté la fusion distinctive à prime nulle qui a renforcé la position de Barrick à l'égard de tous les paramètres clés par

rapport à ses principales sociétés aurifères comparables. Depuis l'annonce de la fusion jusqu'à la réalisation de l'opération le 1^{er} janvier 2019, le cours de notre action à la NYSE a augmenté de 29 %, ce qui s'est traduit par une augmentation de notre capitalisation boursière de 3,6 G\$.

En comparaison, au cours de la même période, le cours des actions à la NYSE et à l'Australian Securities Exchange des principales sociétés aurifères comparables de Barrick a augmenté en moyenne de 7 %, alors que le cours moyen de l'or n'a aussi augmenté que de 7 %. Compte tenu de ces facteurs et reconnaissant que le rendement des actions de Barrick est le meilleur parmi ses principales sociétés aurifères comparables en 2018, le comité a recommandé, et les administrateurs indépendants ont approuvé, l'attribution d'une rémunération incitative totale de 9,735 M\$ au président exécutif du conseil. Conformément aux exigences en matière de détention et de recouvrement de Barrick, qui sont parmi les plus rigoureuses du secteur, M. Thornton était tenu d'utiliser la majeure partie du produit après impôts de cette attribution pour acheter des actions de Barrick, lesquelles doivent être détenues jusqu'à ce qu'il prenne sa retraite, augmentant encore davantage son actionnariat substantiel de plus de cinq millions d'actions de Barrick. Il détient actuellement 5 215 000 actions de Barrick, près de 29 fois son salaire de base. De même, notre nouveau président et chef de la direction, Mark Bristow, a converti la totalité de son actionnariat dans Randgold en actions de Barrick et il détient actuellement plus de cinq millions d'actions de Barrick.

Pour 2018, le comité de la rémunération a accordé aux cadres de Barrick une note collective de 50 sur 100 par rapport à notre tableau de bord à long terme. Nos partenaires visés ont reçu une note moyenne de 75 sur 100 par rapport à leurs tableaux de bord personnels, lesquels ont été conçus en fonction de leurs responsabilités individuelles.

De presque tous les points de vue, 2018 a constitué une année transformationnelle pour Barrick. Alors que nous sommes dorénavant une seule société, il est de ma responsabilité et de celle des autres membres du conseil de veiller à ce que nos leaders poursuivent sans relâche l'objectif fondamental de Barrick : être la société d'exploitation aurifère la plus réputée au monde, qui dégage des rendements durables pour nos propriétaires et obtient des avantages réels pour nos partenaires ainsi que les pays hôtes et les collectivités.

Je vous prie d'agréer mes salutations distinguées.

L'administrateur principal
au nom du conseil d'administration de Barrick

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'J.B. Harvey'.

J.B. Harvey

Avis de convocation à l'assemblée annuelle de 2019

Information concernant l'assemblée

Date : Le 7 mai 2019
Heure : 10 h (heure de Toronto)
Lieu : Temple de la renommée du hockey, Tim Hortons Theatre,
Brookfield Place, 30, Yonge Street, Toronto (Ontario),
M5E 1X8, Canada
Webémission : www.barrick.com/investors/agm

Chers actionnaires,

Vous êtes invités à assister à l'assemblée annuelle des actionnaires de 2019 de Barrick (**assemblée**), à laquelle vous serez priés de voter sur ce qui suit :

- l'élection de huit candidats aux postes d'administrateur;
- la nomination de PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l. en tant que notre auditeur pour 2019; et
- l'approbation de notre vote consultatif non contraignant sur l'approche en matière de rémunération des membres de la haute direction.

Les actionnaires délibéreront aussi sur toute autre question dûment soumise à l'assemblée.

Le conseil d'administration de Barrick a approuvé le contenu du présent avis de convocation et celui de la circulaire ainsi que leur envoi à nos actionnaires, à nos administrateurs et à notre auditeur.

Si vous prévoyez assister à l'assemblée, vous devrez vous inscrire auprès de notre agent chargé des transferts, la Société de fiducie AST (Canada) (**AST**), au bureau d'inscription pour obtenir une carte d'admission avant d'entrer dans la salle. Veuillez vous reporter à la page 6 pour plus d'instructions.

Cette année, Barrick offre encore une fois à ses actionnaires inscrits la possibilité de participer à l'assemblée par webémission en direct. Cette webémission, qui vise à améliorer notre interaction avec les actionnaires, permettra aux actionnaires inscrits de participer, de poser des questions et de voter en temps réel à l'assemblée à partir d'un portail en ligne. Par conséquent, si vous êtes un actionnaire inscrit et que vous n'êtes pas en mesure de vous rendre sur le lieu de l'assemblée, vous pourriez choisir de participer à l'assemblée par webémission à partir de notre site Web au www.barrick.com/investors/agm. Les actionnaires non inscrits (ou actionnaires véritables) peuvent assister à la diffusion de l'assemblée en direct par webémission sur notre site Web au www.barrick.com/investors/agm, mais ils ne seront pas en mesure d'y exercer un vote virtuel ni d'y poser des questions.

Votre vote est important. À titre d'actionnaires, il est très important que vous lisiez attentivement ces documents et exerciez les droits de vote attachés à vos actions ordinaires de Barrick (**actions de Barrick**). Vous pouvez exercer les droits de vote attachés à vos actions de Barrick si vous étiez un actionnaire inscrit à la fermeture des bureaux le 8 mars 2019. Vous pouvez exercer vos droits de vote en personne ou par procuration. Veuillez vous reporter à la page 6 pour plus d'instructions sur la façon d'exercer vos droits de vote.

Par ordre du conseil d'administration

Le vice-président, secrétaire et conseiller général associé,



Dana W. Stringer
Le 29 mars 2019

Renseignements généraux

Dans la présente circulaire, les termes « vous », « votre », « vos » et « actionnaire » renvoient aux porteurs d'actions ordinaires de Barrick. Les termes « nous », « notre », « nos », « Société » et « Barrick » renvoient à la Société aurifère Barrick, à moins d'indication contraire. L'information dans la présente circulaire est donnée en date du 28 mars 2019, à moins d'indication contraire. Toutes les mentions de \$ US ou de \$ renvoient à des dollars américains et toutes les mentions de \$ CA renvoient à des dollars canadiens. Le taux de change annuel moyen pour 2018 publié par la Banque du Canada était de 1,00 \$ US = 1,2957 \$ CA.

Termes et acronymes clés

Actif aurifère de première catégorie	Mine dont la durée d'utilité indiquée est supérieure à 10 ans, dont la production en 2018 est d'au moins 500 000 onces d'or et dont le total des charges décaissées par once en 2018 est situé dans la moitié inférieure de la courbe des coûts des métaux de Wood Mackenzie (à l'exclusion des mines appartenant à l'État et à des sociétés fermées) ¹
Actions après impôts	Actions de Barrick qui sont achetées sur le marché libre avec le produit de la rémunération après impôts
Actions de Barrick	Actions ordinaires de Barrick
Assemblée	Assemblée annuelle de 2019 devant être tenue le 7 mai 2019
Circulaire	Circulaire de sollicitation de procurations de 2019
Code	Code d'éthique et de conduite des affaires
Comité E&S	Comité de surveillance environnementale et sociale
Comité exécutif de 2018	Membres de la haute direction de Barrick de 2018, à l'exclusion du président exécutif du conseil, y compris l'ancien président, le premier vice-président directeur, Affaires stratégiques, l'ancienne vice-présidente directrice et chef des finances, l'ancien chef des investissements et les autres membres de la haute direction qui ont été nommés en 2018
Conseil d'administration ou conseil	Conseil d'administration de Barrick
Fusion	Acquisition de Randgold par Barrick le 1 ^{er} janvier 2019
NYSE	Bourse de New York
Partenaires visés	Ancien président, premier vice-président directeur, Affaires stratégiques, ancienne vice-présidente directrice et chef des finances et ancien chef des investissements
PIAR	Prime incitative annuelle au rendement
PILT	Primes incitatives à long terme
Politique de recouvrement	Politique de recouvrement de la rémunération incitative modifiée et mise à jour
Politique sur les services d'audit	Politique d'approbation préalable des services d'audit, des services liés à l'audit et des services non liés à l'audit
Principales sociétés aurifères comparables	Agnico Eagle Mines Limited, Goldcorp Inc., Newcrest Mining Limited et Newmont Mining Corporation
Randgold	Randgold Resources Limited
RCE	Rendement des capitaux engagés
RCI	Rendement du capital investi
Régime à l'intention des partenaires	Offre aux partenaires (y compris aux partenaires visés) la possibilité de participer au programme PIAR, au régime d'UAOR et au régime en cas de changement de contrôle
Régime en cas de changement de contrôle	Régime de cessation d'emploi en cas de changement de contrôle à l'intention des partenaires
RTA	Rendement total pour les actionnaires
SEC	Securities and Exchange Commission des États-Unis
Statuts	Avis relatif aux statuts et statuts de prorogation de Barrick
Tableaux de bord PIAR	Tableaux de bord aux fins des primes incitatives annuelles au rendement
TSX	Bourse de Toronto
UAD	Unités d'actions différées
UAI	Unités d'actions incessibles
UAOR	Unités d'actions octroyées en fonction du rendement

1. Le calcul par Wood Mackenzie du « total des charges décaissées » par once pourrait ne pas être identique à la manière dont Barrick calcule les mesures comparables. Le « total des charges décaissées » par once est une mesure financière hors PCGR qui n'a pas de sens normalisé selon les IFRS. Cette mesure pourrait donc ne pas être comparable à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs. Le « total des charges décaissées » par once ne doit pas être considéré par les investisseurs comme une mesure pouvant remplacer le résultat d'exploitation, le résultat net attribuable aux actionnaires ou d'autres mesures établies conformément aux IFRS. Wood Mackenzie est une entreprise de recherche et de consultation tierce indépendante qui fournit des données pour le secteur des métaux et des mines, entre autres. Le « total des charges décaissées le moins élevé » repose sur les données de Wood Mackenzie au 31 août 2018. Le « total des charges décaissées » est une mesure financière hors PCGR qui n'a pas de sens normalisé selon les IFRS. Cette mesure pourrait donc ne pas être comparable à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs. Les comparaisons financières entre Barrick et ses principales sociétés aurifères comparables ont été effectuées à partir des données présentées par Wood Mackenzie, qui pourraient ne pas être calculées de la même manière que Barrick calcule les mesures comparables. Barrick est d'avis que le total des charges décaissées est une mesure utile, pour les investisseurs et la direction, du rendement d'une société minière puisqu'elle donne une indication de la rentabilité et de l'efficacité de la société et des tendances relatives aux charges décaissées à mesure que les activités d'exploitation de la société avancent, et sert de point de référence pour comparer le rendement par rapport à d'autres sociétés. Pour plus de renseignements, voir « Autres renseignements – Données de tiers » à la page 107.

Mesures financières hors PCGR

Certaines mesures financières dans la présente circulaire, soit le BAII ajusté, le BAIIA ajusté, le résultat net ajusté et les flux de trésorerie disponibles ne sont pas prescrites par les Normes internationales d'information financière (**IFRS**). Ces mesures financières hors PCGR sont incluses dans les présentes, car la direction utilise l'information pour analyser le rendement commercial et la solidité financière. Ces mesures financières hors PCGR ne visent qu'à fournir des renseignements additionnels et elles n'ont pas de sens normalisé selon les IFRS; elles pourraient donc ne pas être comparables à des mesures analogues présentées par d'autres sociétés. Ces mesures financières hors PCGR ne doivent pas être considérées isolément ou se substituer à d'autres mesures du rendement établies selon les IFRS. Pour plus de renseignements concernant les mesures financières hors PCGR, voir « *Autres renseignements – Utilisation de mesures financières hors PCGR* » à la page 104.

Information prospective

La présente circulaire renferme de l'« information prospective » au sens de la législation canadienne en valeurs mobilières applicable. On reconnaît souvent, mais pas toujours, l'information prospective à l'emploi de termes comme « viser », « croire », « aspirer à », « s'attendre à », « avoir l'intention de », « prévoir », « estimer » ou d'expressions semblables ainsi qu'à l'emploi du futur et du conditionnel, en ce qui a trait à la Société. Plus particulièrement, la circulaire renferme de l'information prospective se rapportant à la conviction de la direction selon laquelle i) la mise à niveau considérable du portefeuille de la Société, ii) la capacité à concrétiser les avantages prévus de la fusion et de la coentreprise prévue au Nevada avec Newmont Mining Corporation, iii) la capacité à développer un portefeuille d'actifs aurifères de première catégorie, de deuxième catégorie et d'actifs stratégiques, iv) la focalisation sur l'excellence opérationnelle et la rentabilité durable, v) la capacité à faire progresser la résolution de questions en suspens avec les gouvernements et relativement à des projets complexes, vi) la capacité à établir et à gérer des relations avec les parties prenantes et les alliances stratégiques, y compris et surtout avec la Chine, et vii) notre modèle d'exploitation rationalisée (voir « *Sommaire – Faits saillants de l'analyse de la rémunération – Nos priorités stratégiques en 2019* » à la page 22 et « *Analyse de la rémunération – Initiatives annuelles de 2019 pour notre président exécutif du conseil* » à la page 57), renforceront davantage l'objectif de Barrick d'être la société d'exploitation aurifère la plus réputée au monde (voir « *Analyse de la rémunération* » à la page 53), soutiendront la position de Barrick en tant que société aurifère chef de file du secteur tournée vers la création de valeur à long terme et la croissance durable (voir « *Sommaire – Faits saillants de l'analyse de la rémunération – Nos décisions en matière de rémunération reflètent notre solide exécution par rapport à nos priorités de 2018* » à la page 21), permettront une plus grande génération de flux de trésorerie disponibles (voir « *Rémunération des membres de la haute direction visés pour 2018 – Rémunération du président exécutif du conseil pour 2018* » à la page 54) et mèneront au fil du temps à un rendement du capital investi plus élevé (voir « *Rémunération des membres de la haute direction visés pour 2018 – Considérations en matière de rendement pour nos partenaires visés de 2018 – Tableau de bord à long terme de la Société de 2018 (aux fins des attributions d'UAOR de 2018)* » à la page 67). Ces énoncés sont fondés sur des hypothèses, des estimations, des analyses et des opinions raisonnables de la direction formulées à la lumière de l'expérience de cette dernière et de sa perception des tendances, de la conjoncture et des faits nouveaux prévus ainsi que sur d'autres facteurs que la direction estime être pertinents et raisonnables à la date où ces déclarations sont faites. L'information prospective comporte des risques connus et inconnus, des incertitudes, des hypothèses et d'autres facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats, le rendement ou les réalisations réels de la Société, selon le cas, diffèrent considérablement de ceux qui sont prévus, estimés ou projetés. L'information prospective contenue dans les présentes est donnée en date de la présente circulaire et, à moins que les lois sur les valeurs mobilières n'exigent le contraire, la Société décline toute obligation de mettre à jour l'information prospective, que ce soit en raison de nouveaux renseignements, d'événements ou de résultats futurs ou pour toute autre raison, à moins que les lois sur les valeurs mobilières applicables ne l'exigent.

Données de tiers

La comparaison du total des charges décaissées de Barrick par rapport à celui de ses principales sociétés aurifères comparables et les comparaisons entre les actifs aurifères de première catégorie figurant dans la présente circulaire sont fondées sur des données obtenues auprès de Wood Mackenzie en date du 31 août 2018. Wood Mackenzie est une entreprise de recherche et de consultation tierce indépendante qui fournit des données pour le secteur des métaux et des mines, entre autres. Wood Mackenzie n'est pas membre du groupe de Barrick.

Lorsque des actifs aurifères de première catégorie sont comparés et que le total des charges décaissées de Barrick est comparé à celui de ses principales sociétés aurifères comparables, les données de Wood Mackenzie ont été utilisées afin d'assurer la cohérence de la mesure comparée entre Barrick et ces sociétés. Barrick n'a pas la capacité de vérifier les données de Wood Mackenzie et, dans le cas du total des charges décaissées, les mesures financières hors PCGR utilisées par Wood Mackenzie pourraient ne pas correspondre aux mesures financières hors PCGR calculées par Barrick ou par l'une des autres principales sociétés aurifères comparables.

Information concernant l'assemblée et l'exercice des droits de vote

Sollicitation de procurations et documents relatifs à l'assemblée

Comment sollicitons-nous les procurations?

Votre procuration est sollicitée pour le compte de la direction de Barrick dans le cadre de l'assemblée qui se tiendra le 7 mai 2019 (**assemblée**). La direction sollicitera les procurations principalement par la poste, mais des employés de la Société pourront aussi en solliciter personnellement par téléphone. Nous avons retenu les services de Kingsdale Advisors (**Kingsdale**) pour nous assister dans la sollicitation de procurations par la poste et par téléphone moyennant des frais globaux estimatifs d'environ 110 000 \$, plus les frais de distribution et autres frais. Les arrangements contractuels que nous avons conclus avec Kingsdale prévoient que des frais supplémentaires pourraient être exigibles dans certaines circonstances. Les frais découlant de la préparation et de la distribution des documents relatifs à l'assemblée et de la sollicitation de procurations seront assumés par la Société.

Comment utilisons-nous la procédure de notification et d'accès?

Depuis 2013, nous distribuons notre circulaire de sollicitation de procurations aux fins de notre assemblée annuelle et le formulaire de procuration y afférent à nos actionnaires en leur envoyant un avis concernant la disponibilité de la version électronique de cette circulaire. L'avis concernant la disponibilité de la version électronique à l'égard de l'assemblée fournit des instructions sur la façon de consulter la version électronique de notre circulaire de sollicitation de procurations de 2019 aux fins de l'assemblée (**circulaire**) et des instructions sur la façon d'exercer les droits de vote par procuration à l'assemblée. Cette procédure est connue sous le nom de procédure de notification et d'accès.


- **Les avantages pour les actionnaires de Barrick de recourir à la procédure de notification et d'accès** : cette procédure permet d'accélérer la réception de ces documents par nos actionnaires, de réduire les frais d'impression et de distribution et de diminuer l'empreinte environnementale de notre assemblée.
- **Comment obtenir une copie papier de notre circulaire** : les actionnaires peuvent demander de recevoir une copie papier de la circulaire au www.meetingdocuments.com/astca/abx ou en appelant la Société de fiducie AST (Canada) (**AST**) sans frais au 1-888-433-6443 du Canada et des États-Unis ou en l'appelant à frais virés au 416 682-3801 de partout ailleurs. Si vous avez déjà fourni des instructions afin de recevoir une copie papier de notre circulaire et que vous ne voulez plus recevoir de copie papier à l'avenir, veuillez communiquer avec votre courtier.

Comment les documents relatifs à l'assemblée seront-ils remis aux actionnaires?

Les documents reliés aux procurations sont envoyés à nos actionnaires inscrits par l'intermédiaire de notre agent des transferts, AST. Nous n'envoyons pas, de façon générale, les documents reliés aux procurations directement aux actionnaires non inscrits, mais recourons plutôt aux services de Broadridge Investor Communication Corporation (**Broadridge**), qui agit pour le compte des intermédiaires pour l'envoi de ces documents. Nous avons l'intention de payer les intermédiaires pour l'envoi des documents reliés aux procurations et des formulaires d'instructions de vote aux actionnaires non inscrits opposés.

Procédures relatives à l'assemblée

Assister à l'assemblée

	Date :	Le 7 mai 2019
	Heure :	10 h (heure de Toronto)
	Lieu :	Temple de la renommée du hockey, Tim Hortons Theatre, Brookfield Place, 30, Yonge Street, Toronto (Ontario), M5E 1X8, Canada
	Inscription :	Vous ou votre fondé de pouvoir devez voir un représentant d'AST avant d'entrer dans la salle pour vous inscrire à l'assemblée

Combien d'actionnaires doivent être présents pour assurer le quorum?

Pour qu'il y ait quorum à l'assemblée, au moins deux personnes détenant ou représentant par procuration globalement au moins 25 % des actions de Barrick émises et en circulation (**actions de Barrick**) conférant le droit de vote à l'assemblée doivent être présentes à l'assemblée. Le 28 mars 2019, la Société comptait 1 751 981 799 actions de Barrick en circulation. Chaque action de Barrick donne droit à un vote.

Y a-t-il un actionnaire qui est propriétaire véritable de 10 % ou plus des actions de Barrick émises et en circulation?

À la connaissance des administrateurs et des cadres dirigeants de la Société, personne n'était propriétaire véritable, directement ou indirectement, ni n'exerçait le contrôle ou n'avait la haute main sur des titres comportant droit de vote représentant 10 % ou plus des droits de vote attachés aux actions de Barrick en circulation en date du 28 mars 2019.

Les employés de la Société exerceront-ils les droits de vote attachés à leurs actions de Barrick à l'assemblée?

Les employés de Barrick sont habiles à exercer à l'assemblée les droits de vote attachés aux actions de Barrick qu'ils détiennent en propriété véritable, y compris celles qui sont détenues dans le cadre de nos régimes de rémunération fondés sur des titres de capitaux propres. En date du 28 mars 2019, moins de 1 % des actions de Barrick étaient détenues en propriété véritable par des employés dans le cadre de nos régimes de rémunération fondés sur des titres de capitaux propres.

Procédures de vote

Comment puis-je exercer les droits de vote attachés à mes actions de Barrick?

Veillez suivre les instructions de vote en fonction de votre qualité d'actionnaire inscrit ou d'actionnaire non inscrit :

- Vous êtes un **actionnaire inscrit** si vous détenez un certificat d'actions immatriculé à votre nom ou si votre nom figure à titre d'actionnaire inscrit dans les registres de la Société.
- Vous êtes un **actionnaire non inscrit** si vos actions de Barrick sont inscrites au nom d'un intermédiaire (comme une banque, une société de fiducie, un courtier en placement, une chambre de compensation ou une autre institution).

Si vous êtes incertain quant à votre qualité d'actionnaire inscrit ou d'actionnaire non inscrit, veuillez communiquer avec AST par courriel à inquiries@astfinancial.com. Par ailleurs, vous pouvez appeler AST sans frais au 1 800 387-0825 du Canada et des États-Unis ou à frais virés au 416 682-3860 de partout ailleurs.

Comment puis-je voter si je suis un actionnaire inscrit?

Option 1 – Par procuration (formulaire de procuration)

Par Internet :



Allez sur le site Web d'AST à l'adresse www.astvotemaprocuration.com et suivez les instructions qui s'affichent à l'écran. Vous aurez besoin de votre numéro de contrôle à 13 chiffres que vous trouverez sur votre formulaire de procuration.

Voir ci-dessous la rubrique « Comment les droits de vote attachés à mes actions de Barrick seront-ils exercés si je renvoie une procuration? » pour plus de renseignements.

Par téléphone :



Composez le 1 888 489-7352 (numéro sans frais au Canada et aux États-Unis) depuis un téléphone à clavier et suivez les instructions. Vous aurez besoin de votre numéro de contrôle à 13 chiffres, que vous trouverez sur votre formulaire de procuration.

Si vous votez par téléphone, vous ne pouvez nommer que les administrateurs et les membres de la direction désignés sur votre formulaire de procuration en tant que fondés de pouvoir. Voir ci-dessous la rubrique « Comment les droits de vote attachés à mes actions de Barrick seront-ils exercés si je renvoie une procuration? » pour plus de renseignements.

Par télécopieur :



Remplissez, signez et datez votre formulaire de procuration et envoyez toutes les pages (en un seul envoi) par télécopieur au 1 866 781-3111 (numéro sans frais au Canada et aux États-Unis) ou au 416 368-2502 (de l'extérieur du Canada et des États-Unis).

Voir ci-dessous la rubrique « Comment les droits de vote attachés à mes actions de Barrick seront-ils exercés si je renvoie une procuration? » pour plus de renseignements.

Par la poste :



Remplissez, signez et datez votre formulaire de procuration et renvoyez-le dans l'enveloppe fournie à cette fin.

Voir ci-dessous la rubrique « Comment les droits de vote attachés à mes actions de Barrick seront-ils exercés si je renvoie une procuration? » pour plus de renseignements.

Nomination d'une autre personne pour qu'elle assiste à l'assemblée et exerce les droits de vote attachés à vos actions de Barrick à votre place :



Vous pouvez nommer une personne autre que les administrateurs ou les membres de la direction désignés par la Société sur votre formulaire de procuration pour vous représenter et voter en votre nom à l'assemblée. Cette personne ne doit pas nécessairement être un actionnaire. Pour ce faire, biffez les noms des administrateurs et des membres de la direction qui sont imprimés sur le formulaire de procuration et écrivez le nom de la personne que vous nommez dans l'espace prévu à cette fin. Remplissez, signez et datez votre formulaire de procuration et renvoyez-le à AST ainsi qu'il est indiqué. Assurez-vous que la personne que vous nommez sait qu'elle a été nommée et qu'elle sera présente à l'assemblée. À l'assemblée, cette personne doit aller voir un représentant d'AST au bureau d'inscription. Veuillez noter que vous ne pouvez nommer que les administrateurs et les membres de la direction désignés sur votre formulaire de procuration en tant que fondés de pouvoir si vous votez par téléphone. Voir ci-dessous la rubrique « Comment les droits de vote attachés à mes actions de Barrick seront-ils exercés si je renvoie une procuration? » pour plus de renseignements.

Option 2 – En personne à l'assemblée



Vous n'avez pas à remplir ni à renvoyer votre formulaire de procuration si vous prévoyez voter en personne à l'assemblée.

Option 3 – En personne par webémission



Les actionnaires inscrits ont la possibilité de participer, de poser des questions et de voter à l'assemblée au moyen de la plateforme d'assemblée LUMI. Les actionnaires inscrits admissibles peuvent ouvrir une session à <https://web.lumiagm.com/167831277> en cliquant sur « I have a Control Number », en entrant le numéro de contrôle à 13 chiffres qui se trouve sur le formulaire de procuration accompagnant la circulaire et le mot de passe Barrick2019 (sensible à la casse), puis en cliquant sur le bouton « Login ». Au cours de l'assemblée, vous devrez être connecté à Internet sans interruption afin de pouvoir voter lorsque le scrutin concernant les résolutions soumises à l'assemblée commencera. Il vous incombe d'assurer la connexion Internet. **Les actionnaires non inscrits n'auront pas la possibilité de voter ni de poser des questions par le truchement de la plateforme LUMI.** Cependant, les actionnaires non inscrits incapables de se rendre sur le lieu de l'assemblée peuvent y assister par webémission en se rendant à l'adresse URL susmentionnée et en cliquant sur « I am a guest » ou à partir de notre site Web au www.barrick.com/investors/agm.

Comment puis-je voter si je suis un actionnaire non inscrit?

Option 1 – Par procuration (formulaire d'instructions de vote)



Vous recevrez un formulaire d'instructions de vote qui vous permet de voter par Internet, par téléphone, par télécopieur ou par la poste. Pour voter, il vous faut suivre les instructions fournies sur votre formulaire d'instructions de vote. Votre intermédiaire est tenu de vous demander vos instructions de vote avant l'assemblée. Veuillez communiquer avec votre intermédiaire s'il ne vous a pas envoyé de formulaire d'instructions de vote.

Par ailleurs, vous pourriez recevoir de votre intermédiaire un formulaire de procuration préautorisé indiquant le nombre de droits de vote attachés aux actions de Barrick qui seront exercés, que vous devrez remplir, signer, dater et renvoyer ainsi qu'il est indiqué sur le formulaire.

Option 2 – En personne à l'assemblée



Nous n'avons pas accès aux noms de nos actionnaires non inscrits ni au nombre de titres qu'ils détiennent. Par conséquent, vous ne pouvez exercer les droits de vote attachés à vos actions de Barrick en personne à l'assemblée que si vous vous êtes désigné préalablement comme fondé de pouvoir à l'égard de vos actions de Barrick en écrivant votre nom en lettres moulées dans l'espace prévu à cette fin sur votre formulaire d'instructions de vote et en le remettant ainsi qu'il est indiqué sur le formulaire.

Vous pouvez aussi nommer une autre personne à titre de fondé de pouvoir à l'égard de vos actions de Barrick en écrivant son nom en lettres moulées dans l'espace prévu à cette fin sur votre formulaire d'instructions de vote et en le remettant ainsi qu'il est indiqué sur le formulaire. Votre vote ou le vote de votre fondé de pouvoir sera pris en compte à l'assemblée. Vous ou votre fondé de pouvoir devez aller voir un représentant d'AST avant d'entrer dans la salle pour vous inscrire à l'assemblée.

Vos instructions de vote doivent être reçues suffisamment en avance pour qu'elles soient retransmises par votre intermédiaire à AST avant 17 h (heure de Toronto) le 3 mai 2019.

Les actionnaires non inscrits qui ne s'opposent pas à ce que leur nom soit transmis à la Société peuvent être appelés par nos agents de sollicitation de procurations et recevoir de l'aide pour exercer facilement les droits de vote attachés à leurs actions de Barrick directement par téléphone. Barrick peut aussi recourir au service QuickVote de Broadridge pour aider ces actionnaires à exercer les droits de vote attachés à leurs actions de Barrick. Voir aussi « *Comment sollicitons-nous les procurations?* » à la page 5 pour plus de renseignements.

Y a-t-il une date butoir qui s'applique à la réception de ma procuration?

Oui. Que vous votiez par la poste, par télécopieur, par téléphone ou par Internet, votre procuration doit être reçue au plus tard à 17 h (heure de Toronto) le vendredi 3 mai 2019. Si l'assemblée est ajournée ou reportée, votre procuration doit être reçue au plus tard à 17 h (heure de Toronto) l'avant-dernier jour ouvrable précédant la reprise de l'assemblée.

Tel qu'il est mentionné ci-dessus, si vous êtes un actionnaire non inscrit, toutes les instructions de vote requises doivent être remises à votre intermédiaire suffisamment en avance de cette date butoir pour que celui-ci ait le temps de retransmettre cette information à AST. Barrick se réserve le droit d'accepter des procurations en retard et de renoncer à l'imposition de la date butoir s'appliquant à la réception des procurations, avec ou sans avis, mais elle n'a aucune obligation d'accepter ou de rejeter quelque procuration en retard que ce soit.

Comment les droits de vote attachés à mes actions de Barrick seront-ils exercés si je renvoie une procuration?

En remplissant et en renvoyant une procuration, vous autorisez la personne nommée dans la procuration à assister à l'assemblée et à y exercer les droits de vote attachés à vos actions de Barrick à l'égard de tous les points à l'ordre du jour conformément à vos instructions. Si vous avez nommé les administrateurs ou les membres de la direction désignés de Barrick en tant que fondés de pouvoir et que vous ne leur donnez pas d'instructions, ils exerceront les droits de vote attachés à vos actions de Barrick de la façon suivante :

- **POUR** l'élection des candidats aux postes d'administrateur;
- **POUR** la nomination de PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l. comme auditeur de la Société et l'autorisation permettant aux administrateurs de fixer sa rémunération; et
- **POUR** la résolution consultative approuvant l'approche de la Société en matière de rémunération des membres de la haute direction.

Que se passe-t-il si des modifications sont apportées aux points à l'ordre du jour ou si d'autres points sont soumis à la délibération de l'assemblée?

Votre procuration autorise votre fondé de pouvoir à agir et à voter en votre nom à l'égard de toute modification qui est apportée aux points à l'ordre du jour de l'assemblée ou de tout autre point qui est dûment soumis à la délibération de l'assemblée. Votre procuration est valide pour toute reprise de l'assemblée en cas d'ajournement de celle-ci. En date du 28 mars 2019, aucun administrateur ni aucun membre de la direction de la Société n'avaient connaissance de modifications ou d'autres points devant être présentés à l'assemblée aux fins de vote.

Que se passe-t-il si je change d'avis?

Vous pouvez révoquer le vote que vous avez exprimé par procuration :

- en votant de nouveau par Internet ou par téléphone avant 17 h (heure de Toronto) le 3 mai 2019;
- en remplissant un formulaire de procuration ou un formulaire d'instructions de vote qui porte une date postérieure à celle qui figure sur le formulaire de procuration ou le formulaire d'instructions de vote que vous modifiez et en l'envoyant par la poste ou par télécopieur ainsi qu'il est indiqué sur le formulaire de procuration ou le formulaire d'instructions de vote, selon le cas, de sorte qu'il soit reçu avant 17 h (heure de Toronto) le 3 mai 2019; ou
- de toute autre façon permise par la loi.

Si vous êtes un actionnaire inscrit, vous pouvez aussi révoquer un vote que vous avez exprimé au moyen d'un avis écrit de votre part ou de celle de votre mandataire autorisé envoyé à notre secrétaire, de sorte qu'il soit reçu avant 17 h (heure de Toronto) le 3 mai 2019 ou au moyen d'un avis écrit de votre part ou de celle de votre mandataire autorisé donné au président de l'assemblée à l'assemblée ou à toute reprise de celle-ci en cas d'ajournement.

Mon vote par procuration est-il confidentiel?

Oui. Toutes les procurations sont reçues, comptées et compilées de façon indépendante par AST, notre agent des transferts ou par Broadridge, de façon à protéger la confidentialité du vote individuel des actionnaires, sauf :

- au besoin, pour permettre à la direction et au conseil d'administration de s'acquitter de leurs obligations juridiques envers la Société ou ses actionnaires ou pour déterminer la validité d'une procuration;
- en cas de course aux procurations; ou
- si un actionnaire a fait des commentaires écrits sur la procuration destinés à la direction ou au conseil d'administration.

Avez-vous besoin d'aide pour exercer vos droits de vote?

Pour obtenir de l'aide pour exercer vos droits de vote, veuillez communiquer avec Kingsdale :

Kingsdale

Appels sans frais au Canada et aux États-Unis :
1 866 851-2571

Appels à frais virés : 416 867-2272
Courriel : contactus@kingsdaleadvisors.com

Comment obtenir plus d'information sur le processus de vote par procuration?

Si vous avez des questions sur le processus de vote par procuration, veuillez communiquer avec votre intermédiaire (comme une banque, une société de fiducie, un courtier en placement, une chambre de compensation ou une autre institution) ou avec notre service des relations avec les investisseurs comme suit :

Appels sans frais au Canada et aux États-Unis :
1 800 720-7415

Appels à frais virés : 416 307-7474
Télécopieur : 416 861-9717
Courriel : investor@barrick.com

Autres renseignements importants

Quelle est la date butoir pour faire une proposition d'actionnaires à la prochaine assemblée annuelle?

La date butoir pour présenter des propositions aux actionnaires et les faire inclure dans la circulaire de sollicitation de procurations dans le cadre de l'assemblée annuelle des actionnaires de l'année prochaine est le 6 février 2020.

Y a-t-il des propositions d'actionnaires qui seront soumises à la délibération de l'assemblée?

Aucune proposition d'actionnaires ne sera soumise à la délibération de l'assemblée.

Comment puis-je soumettre la candidature d'une personne aux fins de l'élection à un poste d'administrateur à l'assemblée?

Les statuts de Barrick établissent les exigences en matière de préavis pour la mise en candidature des administrateurs et ont été approuvés par les actionnaires à l'assemblée extraordinaire des actionnaires qui s'est tenue le 5 novembre 2018. Les statuts établissent une procédure qui exige la remise d'un préavis à la Société par tout actionnaire qui entend proposer la candidature d'une personne aux fins d'élection à un poste d'administrateur de la Société autrement qu'au moyen a) d'une demande de convocation d'assemblée générale faite en vertu des dispositions de la *Business Corporations Act* (Colombie-Britannique) (**BCBCA**), b) d'une proposition faite en vertu des dispositions de la BCBCA ou c) d'une mise en candidature faite ou ordonnée par le conseil, notamment aux termes d'un avis de convocation à une assemblée. Entre autres choses, les statuts fixent l'échéance avant laquelle les actionnaires doivent soumettre à la Société un avis de mise en candidature à un poste d'administrateur et présentent les renseignements que l'actionnaire doit inclure dans le préavis pour que celui-ci soit valide. Ces exigences visent à donner à tous les actionnaires la possibilité d'évaluer et d'étudier toutes les candidatures proposées et de voter de manière éclairée et en temps opportun relativement à ces candidatures. Les statuts sont disponibles sur notre site Web au www.barrick.com, sur SEDAR au www.sedar.com et sur EDGAR au www.sec.gov. En date du 28 mars 2019, la Société n'avait reçu aucun préavis concernant l'intention d'un actionnaire de soumettre la candidature d'une personne aux fins de l'élection à un poste d'administrateur à l'assemblée aux termes des dispositions des statuts sur les « Mises en candidature des administrateurs ».

Où puis-je consulter de l'information financière concernant la Société?

Notre information financière est contenue dans nos états financiers annuels audités comparatifs pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 et dans le rapport de gestion y afférent, lesquels se trouvent dans notre rapport annuel 2018 sur SEDAR au www.sedar.com ou au www.barrick.com/investors/agm.

Comment puis-je obtenir les documents d'information de la Société?

Si vous souhaitez recevoir notre rapport annuel par la poste l'année prochaine, vous pouvez l'indiquer en cochant la case prévue à cette fin sur votre formulaire de procuration ou votre formulaire d'instructions de vote.

Si vous n'avez pas précédemment indiqué que vous vouliez recevoir notre rapport annuel 2018 par la poste et que vous souhaitez en recevoir une copie, veuillez communiquer avec AST par courriel à inquiries@astfinancial.com. Vous pouvez également appeler AST sans frais au 1 800 387-0825 du Canada et des États-Unis ou à frais virés au 416 682-3860 de partout ailleurs.

Barrick fournira à quiconque, sur demande à notre service des relations avec les investisseurs, une copie de notre rapport annuel 2018, de notre dernière notice annuelle et de cette circulaire. Il est toujours possible de se procurer nos documents d'information publics sur notre site Web au www.barrick.com, sur SEDAR au www.sedar.com et sur EDGAR au www.sec.gov.

Points soumis à la délibération de l'assemblée

États financiers de Barrick

Nous soumettrons à l'assemblée nos états financiers consolidés, y compris le rapport de l'auditeur y afférent, pour l'exercice clos le 31 décembre 2018. Nos états financiers sont inclus dans notre rapport annuel 2018. Une copie du rapport annuel 2018 sera envoyée par la poste aux actionnaires qui en font la demande. Il est aussi possible de se procurer nos états financiers sur notre site Web au www.barrick.com, sur SEDAR au www.sedar.com et sur EDGAR au www.sec.gov.

Élection des administrateurs

Vous élirez un conseil d'administration composé de huit membres. Voir la rubrique « *Administrateurs* » à la page 30 de la présente circulaire pour consulter les notices biographiques et obtenir plus de renseignements sur chacun des candidats. Les administrateurs élus à l'assemblée exerceront leur mandat jusqu'à la fin de notre prochaine assemblée annuelle des actionnaires ou, si ce moment survient avant, jusqu'à leur démission.



Le conseil recommande de voter POUR tous les candidats aux postes d'administrateur.

Si Mark Bristow, John L. Thornton ou J. Brett Harvey est votre fondé de pouvoir et que vous n'avez pas donné d'instructions sur la façon d'exercer les droits de vote attachés à vos actions de Barrick, il votera « POUR » l'élection des huit candidats nommés dans la présente circulaire. Si un candidat proposé est incapable d'agir en tant qu'administrateur ou s'il retire sa candidature, les personnes nommées dans votre formulaire de procuration ou dans votre formulaire d'instructions de vote se réservent le droit de proposer une autre personne et de voter pour celle-ci à leur gré.

Vote majoritaire

Barrick a adopté une politique sur le vote majoritaire, décrite dans ses lignes directrices en matière de gouvernance, que vous pouvez consulter sur notre site Web au www.barrick.com/about/governance. Dans le cadre d'une élection sans concurrence, un candidat proposé au poste d'administrateur à l'égard duquel le nombre d'abstentions de vote est supérieur au nombre de voix exprimées en faveur de son élection doit présenter sans délai sa démission au président exécutif du conseil ou, dans le cas du président exécutif du conseil, à l'administrateur principal, laquelle prendra effet au moment de son acceptation par le conseil. Cette politique ne s'applique que dans des cas d'élections d'administrateurs sans concurrence dans le cadre desquelles le nombre de candidats correspond au nombre d'administrateurs devant être élus. Le comité de la gouvernance et des mises en candidature examinera avec célérité l'offre de démission présentée par l'administrateur et recommandera au conseil de l'accepter ou non; toutefois, la démission doit être acceptée, sauf en des circonstances exceptionnelles. Le conseil disposera de 90 jours pour prendre une décision définitive et l'annoncer par voie de communiqué, dont une copie sera fournie à la TSX conformément à la procédure standard de Barrick. L'administrateur en cause ne prendra pas part aux délibérations du comité ou du conseil relatives à son offre de démission.

Nomination de l'auditeur



Le conseil recommande de voter POUR la nomination de PwC comme auditeur de Barrick.

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l. (PwC) nous fournit des services à titre d'auditeur externe depuis 1983. Le conseil, sur recommandation du comité d'audit et des risques, recommande que le mandat de PwC à titre d'auditeur soit reconduit et que le conseil soit autorisé à fixer sa rémunération. L'auditeur nommé à l'assemblée exercera son mandat jusqu'à la fin de la prochaine assemblée annuelle des actionnaires de la Société.

Si Mark Bristow, John L. Thornton ou J. Brett Harvey est votre fondé de pouvoir et que vous n'avez pas donné d'instructions sur la façon d'exercer les droits de vote attachés à vos actions de Barrick, il votera « POUR » la nomination de PwC comme auditeur de Barrick.

Quels ont été les honoraires de PwC en 2018 et 2017¹?

En millions de dollars	2018	2017
Honoraires d'audit ²	9,9 \$	9,5 \$
Honoraires pour services liés à l'audit ³	0,4 \$	0,4 \$
Honoraires pour services en matière de conformité fiscale et de conseils fiscaux ⁴	0,5 \$	0,7 \$
Autres honoraires	Aucuns	Aucuns
Total	10,8 \$	10,6 \$

1. Le classement des honoraires est établi en fonction des lois canadiennes sur les valeurs mobilières et des définitions de la Securities and Exchange Commission (SEC) des États-Unis qui s'appliquent.
2. Les honoraires d'audit pour 2018 comprennent des honoraires pour services fournis par l'auditeur externe en lien avec l'audit et la révision des états financiers de Barrick, les états financiers de ses filiales et dans le cadre des dépôts de la Société prévus par la loi et par règlement, y compris à l'égard de la fusion de la Société avec Randgold. Les honoraires d'audit pour 2017 comprennent des honoraires pour services fournis par l'auditeur externe en lien avec l'audit et la révision des états financiers de Barrick et dans le cadre des dépôts de la Société prévus par la loi et par règlement, y compris des débours de 0,6 M\$.
3. En 2018, les honoraires pour services liés à l'audit ont eu trait principalement à un certain nombre de projets, dont la conformité aux exigences en matière de dépôts prévus par règlement dans des marchés locaux et des services de traduction. En 2017, les honoraires pour services liés à l'audit ont eu trait principalement à un certain nombre de projets, dont des services liés au rapport 2016 de la Société en vertu de la *Loi sur les mesures de transparence dans le secteur extractif* et des services de traduction.
4. Les honoraires pour services fiscaux ont eu trait principalement à des services en matière de conformité fiscale et de soutien à l'audit pour divers territoires.

Le comité d'audit et des risques a adopté une politique d'approbation préalable des services d'audit, des services liés à l'audit et des services non liés à l'audit (**politique sur les services d'audit**) qui prévoit l'approbation préalable des services fournis par l'auditeur de Barrick. L'objectif de la politique sur les services d'audit est de préciser l'étendue des services pouvant être fournis par l'auditeur de la Société et d'assurer que l'indépendance de celui-ci n'est pas compromise lorsqu'il est engagé pour d'autres services. Tous les services fournis par l'auditeur de la Société sont approuvés au préalable par le comité d'audit et des risques au fur et à mesure ou au moyen de l'approbation préalable, chaque année, de services et d'honoraires accessoires. Tous les services fournis par l'auditeur de Barrick sont conformes à la politique sur les services d'audit ainsi qu'aux normes professionnelles et aux règlements sur les valeurs mobilières régissant l'indépendance de l'auditeur.

Vote consultatif sur la rémunération

Le conseil d'administration a adopté un vote consultatif non contraignant sur la rémunération des membres de la haute direction afin de solliciter de la rétroaction sur notre approche en matière de rémunération des membres de la haute direction. Le vote consultatif sur la rémunération précédent tenu en 2018 a reçu l'approbation de 94,52 % des actionnaires présents à notre assemblée annuelle de 2018 et ayant voté en personne, virtuellement par webémission ou par procuration. Les actionnaires ont la possibilité de voter « pour » ou « contre » l'approche de la Société en matière de rémunération des membres de la haute direction au moyen de la résolution consultative suivante :

« IL EST RÉSOLU, à titre consultatif et sans que soient diminués le rôle et les responsabilités du conseil d'administration, que les actionnaires acceptent l'approche en matière de rémunération des membres de la haute direction divulguée dans la circulaire de sollicitation de procurations de Barrick relative à l'assemblée annuelle des actionnaires de 2019. »

Puisque ce vote est consultatif, il ne liera pas le conseil, qui demeure entièrement responsable de ses décisions en matière de rémunération et n'est pas dégagé de cette responsabilité par un vote positif ou négatif. Toutefois, le conseil et le comité de la rémunération prendront en compte le résultat du vote dans le cadre de leur examen continu de la rémunération des membres de la haute direction et de la rétroaction des actionnaires. La Société prévoit tenir chaque année un vote consultatif sur son approche en matière de rémunération des membres de la haute direction.



Le conseil recommande de voter POUR l'approbation du vote consultatif sur la rémunération des membres de la haute direction.

Si Mark Bristow, John L. Thornton ou J. Brett Harvey est votre fondé de pouvoir et que vous n'avez pas donné d'instructions sur la façon d'exercer les droits de vote attachés à vos actions de Barrick, il votera « POUR » l'approbation du vote consultatif sur la rémunération des membres de la haute direction.

Autres points

Une fois que les délibérations sur les points à l'ordre du jour officiel de l'assemblée seront terminées, nous inviterons les actionnaires présents ou les actionnaires inscrits participant au moyen de la plateforme d'assemblée LUMI à poser des questions et à formuler des commentaires.

En date de la présente circulaire, la direction n'a connaissance d'aucune modification aux points ci-dessus et ne s'attend pas à ce que d'autres points soient soumis à l'assemblée. En cas de modification de ces points ou d'ajout de nouveaux points, votre fondé de pouvoir pourra exercer les droits de vote attachés à vos actions de Barrick à l'égard de ces questions selon son bon jugement.

Sommaire

Le présent sommaire met en évidence de l'information contenue ailleurs dans la présente circulaire. Il ne contient pas toute l'information dont vous devriez prendre connaissance. Veuillez lire attentivement l'intégralité de la circulaire avant d'exercer vos droits de vote.

La présente circulaire renferme certains renseignements historiques concernant le processus de prise de décisions sur la rémunération et la rémunération versée par Barrick aux « **membres de la haute direction visés** » et aux administrateurs pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, notamment pour les administrateurs qui siégeaient au conseil de Barrick avant la fusion, mais qui n'ont pas été nommés à titre d'administrateur après la fusion.

Aux fins de la présente circulaire, nous appelons **partenaires visés** nos membres de la haute direction visés de 2018, à l'exclusion de notre président exécutif du conseil (c'est-à-dire l'ancien président; le premier vice-président directeur, Affaires stratégiques; l'ancienne vice-présidente directrice et chef des finances et l'ancien chef des investissements). Nos partenaires visés (de même que tous les autres partenaires) participent (ou, le cas échéant, participaient) au régime à l'intention des partenaires de Barrick; ils sont ou étaient donc admissibles notamment à participer au programme de primes incitatives annuelles au rendement (**PIAR**), au régime d'UAOR et au régime de cessation d'emploi en cas de changement de contrôle à l'intention des partenaires (**régime en cas de changement de contrôle**). Le président exécutif du conseil est un membre de la haute direction visé, mais non un partenaire, et il n'est pas admissible à participer au régime à l'intention des partenaires.

Questions soumises à l'assemblée

Nous demandons à nos actionnaires de voter sur les points suivants. Le conseil recommande que vous votiez **POUR** la totalité de ces résolutions.

- **Élire** huit candidats aux postes d'administrateur
- **Nommer** PwC comme notre auditeur pour 2019
- **Approuver** notre vote consultatif non contraignant sur notre approche en matière de rémunération des membres de la haute direction

Votre vote est important. Vous êtes habile à voter si vous étiez un actionnaire inscrit à la fermeture des bureaux le 8 mars 2019. Pour vous assurer que les droits de vote attachés à vos actions de Barrick soient représentés à l'assemblée, vous pouvez exercer vos droits de vote en personne ou en soumettant un formulaire de procuration ou un formulaire d'instructions de vote. Veuillez vous reporter à la page 6 pour plus d'instructions sur la façon d'exercer vos droits de vote.

Faits saillants touchant le conseil et la gouvernance



Le conseil recommande de voter **POUR** tous les candidats aux postes d'administrateur.

Notre vision consiste à devenir la société d'exploitation aurifère la plus réputée au monde en découvrant, en mettant en valeur et en possédant les meilleurs actifs ainsi qu'en embauchant les personnes les plus talentueuses, de manière à dégager des rendements durables pour nos propriétaires et nos partenaires. Pour y arriver concrètement, nous devons répondre de nos gestes devant l'ensemble de nos parties prenantes et bien réfléchir à l'incidence de nos pratiques, politiques et investissements. Il est, par conséquent, fondamental d'appliquer de solides pratiques en matière de gouvernance à l'égard de tous les aspects de nos activités – de nous assurer d'exploiter toutes les facettes de notre entreprise avec intégrité, respect et excellence. Vous trouverez ci-dessous un sommaire de nos faits saillants touchant la gouvernance.

Nos pratiques en matière de gouvernance favorables aux actionnaires

- | | |
|--|---|
| ✓ Administrateur principal indépendant | ✓ Politique d'interaction avec les actionnaires |
| ✓ Comités entièrement indépendants | ✓ Lignes directrices en matière d'appartenance commune à un conseil |
| ✓ Politique sur le vote majoritaire | ✓ Politique en matière d'actionnariat (administrateurs, membres de la direction, partenaires) |
| ✓ Processus d'évaluation annuelle du conseil | ✓ Politique de recouvrement |
| ✓ Programme d'orientation du conseil | ✓ Vote consultatif annuel sur la rémunération des membres de la haute direction |
| ✓ Politique en matière de diversité | ✓ Mise à jour du Code d'éthique et de conduite des affaires |

Principaux faits saillants



Un conseil très engagé

Notre conseil estime que la surveillance et le contrôle de la stratégie constitue un processus continu; par conséquent, il adopte une approche à plusieurs niveaux dans l'exercice de ses devoirs. Le sommaire ci-dessous présente les principaux projets entrepris par nos administrateurs pour demeurer pleinement engagés, à l'intérieur et à l'extérieur de la salle du conseil :

Examen de la stratégie :

- ✓ Évaluation des occasions stratégiques de 2018 s'étant traduite par la fusion transformationnelle

Visites de sites miniers :

- ✓ Cortez, Goldstrike, Jabal Sayid, Porgera, Kibali

Séances de formation continue en 2018 :

- ✓ Technologie de la chaîne de blocs
- ✓ Évaluations
- ✓ Intelligence artificielle
- ✓ Intégration Barrick/Randgold



Interaction dynamique avec les actionnaires

Nous avons une interaction dynamique avec nos actionnaires tout au long de l'année, car nous estimons qu'un dialogue régulier et constructif favorise une gouvernance efficace. Le texte ci-dessous présente quelques-uns des projets à la fine pointe du secteur que nous avons mis en œuvre, en plus de nos interactions avec les actionnaires tout au long de l'année :

Promotion du dialogue avec les actionnaires :

- ✓ Interaction trimestrielle constante avec les actionnaires
- ✓ Accent mis sur la communication avec les actionnaires à l'égard de la fusion et de la nomination du nouveau président et chef de la direction

Plus grande transparence dans nos relations avec les actionnaires :

- ✓ Journée des investisseurs en février 2018
- ✓ Journées conjointes des investisseurs de Barrick et de Randgold en novembre 2018

Amélioration de l'accessibilité pour les actionnaires :

- ✓ Politique d'interaction avec les actionnaires
- ✓ Ligne téléphonique réservée aux questions des investisseurs
- ✓ Assemblée des actionnaires hybride (virtuelle et physique)
- ✓ Circulaire numérique



Surveillance rigoureuse des risques

Au nombre des responsabilités inhérentes au conseil se trouvent la compréhension et la surveillance des divers risques auxquels est confrontée la Société. Le conseil n'envisage pas les risques isolément. Les risques sont pris en compte dans chaque décision d'affaires. Nous nous sommes employés à faire progresser notre approche en matière de surveillance des risques dans deux domaines au cours de 2018 :

Risques stratégiques :

- ✓ En 2018, le conseil d'administration a entrepris un examen exhaustif des occasions stratégiques en vue d'accroître la valeur de l'avoir des actionnaires
- ✓ En 2018, le comité d'audit et des risques a reçu des exposés circonstanciés sur les risques associés à l'intégration en lien avec la fusion

Risques d'entreprise :

- ✓ Le comité des risques a reçu des mises à jour régulières sur les risques opérationnels, financiers, géopolitiques, environnementaux et sociaux, y compris l'exécution de projets d'investissement et les risques associés à la cybersécurité
- ✓ Le comité des risques a aussi évalué les programmes d'atténuation des risques de Barrick, dont le programme de gérance des parcs de résidus miniers

Nous évaluons et améliorons continuellement nos pratiques en matière de gouvernance chaque année. Veuillez vous reporter à la page 24 et à l'annexe A des présentes pour plus de renseignements sur nos pratiques en matière de gouvernance.

Notre engagement de longue date envers l'interaction avec les actionnaires.

L'entreprise de Barrick repose sur des partenariats – avec nos gens, les gouvernements, les collectivités, les fournisseurs, les actionnaires et d'autres parties. Ainsi, nous devons créer un équilibre entre nos propres intérêts et priorités et ceux des autres, et ce travail en collaboration sert à la fois Barrick et ses partenaires. Par conséquent, nous devons aussi partager un sens des responsabilités afin de travailler de façon constructive sur des questions d'intérêt et de préoccupation mutuels. Nous interagissons donc avec nos actionnaires tout au long de l'année en cernant et en priorisant les questions qui tiennent le plus à cœur à nos actionnaires. Notre conseil d'administration examine attentivement le vaste éventail de points de vue et de rétroactions échangés au cours de rencontres d'interaction avec les actionnaires. Le texte ci-dessous résume les principaux thèmes de rétroaction portant sur la gouvernance que nos actionnaires ont abordés en 2018 et l'approche que nous avons adoptée pour faire évoluer nos pratiques en matière de gouvernance et de rémunération des membres de la haute direction.

Principaux thèmes de rétroaction de nos actionnaires en 2018	Notre réponse
<ul style="list-style-type: none"> Davantage de transparence sur les questions environnementales, sociales et de gouvernance (ESG) 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Nous avons continué à élargir l'éventail d'activités d'interaction avec les actionnaires axées sur les questions ESG ✓ Nous avons publié notre rapport sur le développement durable ✓ Nous avons formé le comité E&S, présidé par le président et chef de la direction, afin notamment d'examiner le rendement de Barrick en matière de développement durable et de conformité à ses politiques sur le développement durable. Le président et chef de la direction revoit les rapports du comité E&S avec le comité de la gouvernance et des mises en candidature tous les trimestres.
<ul style="list-style-type: none"> Plus grande accessibilité à notre assemblée générale annuelle 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Nous avons tenu une assemblée annuelle hybride (virtuelle et physique) à laquelle il était possible d'assister en personne ou, dans le cas des actionnaires inscrits, au moyen d'un portail vidéo en ligne qui a permis aux actionnaires inscrits de poser des questions au conseil et à la direction et d'exercer leurs droits de vote attachés à leurs actions de Barrick
<ul style="list-style-type: none"> Continuer à favoriser la diversité au sein du conseil 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Après la fusion, qui a pris effet le 1^{er} janvier 2019, le conseil de Barrick a été reconstitué avec neuf administrateurs possédant les connaissances organisationnelles et les compétences nécessaires pour assurer l'intégration efficace et sans heurts de Barrick et de Randgold. En raison du décès malheureux et imprévu de M^{me} María Ignacia Benítez, le conseil de Barrick regroupe maintenant huit administrateurs, qui sont tous candidats à l'élection à l'assemblée. ✓ En date de la présente circulaire, la recherche d'un candidat pour combler la vacance laissée par le décès de M^{me} Benítez se poursuivait. Le comité de la gouvernance et des mises en candidature recherche maintenant activement une candidate tout aussi convaincante et compétente à titre d'administratrice. ✓ Au fur et à mesure que Barrick apportera d'autres changements à son conseil, elle cherchera à accroître la diversité au sein du conseil en mettant un accent particulier sur l'ajout d'autres femmes

En 2018, l'engagement envers la transparence de Barrick a été reconnu par Governance Professionals of Canada qui lui a décerné le prix *Best Engagement by a Governance Team*. Nous continuerons de tenir compte de la rétroaction que nous recevons de nos actionnaires et du résultat de nos votes consultatifs sur la rémunération futurs aux fins de l'évaluation de notre approche en matière de gouvernance et de la prise de décisions portant sur la rémunération de notre président exécutif du conseil et de nos partenaires visés.

Comment communiquer avec nous

Notre conseil

Donnez de la rétroaction à notre conseil en écrivant à notre président exécutif du conseil

Société aurifère Barrick
À l'attention du président exécutif du conseil
TD Canada Trust Tower
Brookfield Place
161, Bay Street, Suite 3700
P.O. Box 212
Toronto (Ontario) M5J 2S1
Courriel : executivechairman@barrick.com
c.c. : corporatesecretary@barrick.com

Nos administrateurs indépendants

Communiquez avec nos administrateurs indépendants en écrivant à notre administrateur principal

Société aurifère Barrick
À l'attention de l'administrateur principal
TD Canada Trust Tower
Brookfield Place
161, Bay Street, Suite 3700
P.O. Box 212
Toronto (Ontario) M5J 2S1
Courriel : leaddirector@barrick.com
c.c. : corporatesecretary@barrick.com

Relations avec les investisseurs

Communiquez avec notre service des relations avec les investisseurs pour communiquer avec la direction en tout temps

Société aurifère Barrick
À l'attention du service des relations avec les investisseurs
TD Canada Trust Tower
Brookfield Place
161, Bay Street, Suite 3700
P.O. Box 212
Toronto (Ontario) M5J 2S1
Téléphone : 416 307-7474
Courriel : investor@barrick.com

Pour plus de renseignements concernant la façon de communiquer avec nous, voir notre politique d'interaction avec les actionnaires sur notre site Web au www.barrick.com/about/governance ou la rubrique « *Communications et interaction avec les actionnaires* » à l'annexe A de la présente circulaire.

Nous avons trouvé l'équilibre entre expérience et expertise parmi nos candidats aux postes d'administrateur.

Notre comité de la gouvernance et des mises en candidature a dressé la liste de l'expérience et de l'expertise qui constituent l'assise nécessaire sur laquelle Barrick peut s'appuyer pour dégager des rendements continus et croissants pour nos propriétaires. Pour assurer le succès de notre entreprise, il est crucial que nous recrutions les meilleurs talents du secteur, établissons des partenariats à long terme avec les parties prenantes, obtenions l'aval des collectivités, négocions des arrangements fiscaux et d'autres ententes de partage des bénéfices, obtenions les permis nécessaires et protégeons les collectivités et l'environnement. Cela demande une interaction continue avec divers groupes de parties prenantes aux niveaux local, national et international.

Nous estimons par conséquent que nos candidats aux postes d'administrateur doivent représenter un bon équilibre entre, d'une part, l'expertise dans les activités d'exploitation minière et de solides connaissances financières et, d'autre part, les compétences et l'expérience nécessaires pour obtenir et conserver l'acceptabilité sociale et gérer les risques adéquatement. Après la fusion, nos candidats aux postes d'administrateur ont été choisis au sein de Barrick et de Randgold afin que le nouveau conseil possède ces compétences et expériences clés, de même que l'expertise et les connaissances organisationnelles nécessaires pour assurer une intégration sans heurts des activités de Randgold à celles de Barrick.

Notre liste de neuf administrateurs au nouveau conseil de Barrick avait également été minutieusement dressée pour que le conseil représente les régions commerciales clés et une diversité d'antécédents, notamment sur le plan des genres. Malheureusement, le 28 février 2019, peu avant que la présente circulaire ait été finalisée, M^{me} María Ignacia Benítez, administratrice indépendante de Barrick depuis avril 2018, est décédée. Bien que cet événement malheureux et imprévu fasse reculer l'atteinte de notre objectif lié à une plus grande diversité sur le plan des genres, le comité de la gouvernance et des mises en candidature recherche maintenant activement une candidate tout aussi convaincante et compétente à titre d'administratrice. En date de la présente circulaire, la recherche d'une candidate pour combler la vacance laissée par M^{me} Benítez se poursuivait. Au fur et à mesure que Barrick apportera d'autres changements à son conseil, elle cherchera à accroître la diversité au sein du conseil en mettant un accent particulier sur l'ajout d'autres femmes. Pour obtenir plus de renseignements concernant la recherche d'administrateurs et le processus de sélection, voir « *Gouvernance – Composition du conseil et mise en candidature des administrateurs* » à l'annexe A des présentes et pour plus de détails sur notre politique en matière de diversité, voir « *Initiatives en matière de diversité* » à l'annexe A des présentes. Pour obtenir plus de renseignements concernant nos candidats aux postes d'administrateur, voir « *Candidats aux postes d'administrateur* » à la page suivante ou « *Administrateurs* » à la page 30.

Nos candidats aux postes d'administrateur possèdent des antécédents diversifiés et stratégiquement pertinents











Nos candidats aux postes d'administrateur représentent un bon équilibre entre de solides connaissances et de nouveaux points de vue qui reflètent les occasions, les défis et les risques visant notre entreprise.



Candidats aux postes d'administrateur

Nous estimons que nos candidats aux postes d'administrateur possèdent des antécédents diversifiés et stratégiquement pertinents pour la Société, qui répondent à l'éventail de défis, de risques et d'occasions à l'échelle internationale visant notre entreprise aujourd'hui. Pour plus de renseignements sur notre politique en matière de diversité, voir « *Initiatives en matière de diversité* » à l'annexe A de la présente circulaire.

Aperçu du profil de notre conseil		Bristow	Cisneros	Coleman	Evans	Greenspun	Harvey	Quinn	Thornton	TOTAL (sur 8)
Expérience et expertise	 Exploitation minière	✓					✓	✓		3
	 Santé, sécurité et environnement	✓					✓			2
	 Répartition du capital et connaissances financières	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	8
	 Perfectionnement et répartition des talents et culture de partenariat	✓	✓	✓	✓	✓	✓		✓	7
	 Exécution de fusions et d'acquisitions	✓		✓	✓	✓		✓	✓	6
	 Expérience en commerce international et partenariats mondiaux	✓	✓	✓	✓			✓	✓	6
	 Affaires gouvernementales et réglementaires et relations avec les collectivités	✓	✓			✓			✓	4
	 Gestion des risques	✓		✓	✓		✓	✓	✓	6
Composition du conseil	Âge	60	73	50	61	72	68	65	65	Moyenne 64 ans
	Durée du mandat au sein du conseil	Nou- veau	16	Nou- veau	5	5	13	Nou- veau	7	Moyenne 6 ans
	Genre									8 (100 %)
	Homme	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
	Femme									Aucune
	Indépendance*	PCD	✓	✓	✓	✓	✓	✓	PEC	6 (75 %)

* PCD = Président et chef de la direction; PEC = Président exécutif du conseil

Légende :



Exploitation minière : Expérience à un échelon élevé dans l'activité minière, notamment aux chapitres de la production, de la prospection, des réserves, des projets d'investissement et de la technologie connexe. Familiarité avec l'établissement des attentes en matière de rendement, la poursuite d'améliorations continues au moyen de normes opérationnelles prévues dans le programme *Excellence*, le développement des capacités de leadership opérationnel et la promotion de l'innovation.



Santé, sécurité et environnement : Connaissance ou expérience des pratiques de premier plan en matière de santé, de sécurité et d'environnement et des exigences connexes, y compris les pratiques en matière de développement durable et de responsabilité sociale de l'entreprise et l'obligation redditionnelle à cet égard.



Répartition du capital et connaissances financières : Expérience dans la surveillance de la répartition du capital pour assurer la réalisation de rendements financiers supérieurs ajustés en fonction des risques, y compris le renforcement de notre structure du capital, l'évaluation des décisions d'investissement du capital, l'établissement et l'application de seuils à l'égard des rendements financiers, l'optimisation des portefeuilles d'actifs et la connaissance ou l'expérience de la comptabilité financière et des finances d'entreprise.



Perfectionnement et répartition des talents et culture de partenariat : Compréhension profonde des processus clés pour assurer une répartition optimale du capital humain, notamment sur les plans du recrutement, de la motivation et du maintien en fonction des talents aux niveaux les plus élevés. Familiarité avec les structures de partenariat et les cultures connexes. Expérience dans des domaines comme l'établissement d'objectifs de rendement, la conception de régimes de rémunération, l'appariement des ressources humaines et des postes, la planification de la relève et la conception organisationnelle.



Exécution de fusions et d'acquisitions : Expérience dans l'évaluation et l'exécution de fusions, d'acquisitions et de ventes d'actifs, y compris la formation de partenariats et de coentreprises avec des sociétés partout sur le globe.



Expérience en commerce international et partenariats mondiaux : Expérience en conduite des affaires à l'échelle internationale, dont l'exposition à une diversité d'environnements politiques, culturels et réglementaires. Familiarité avec le rôle crucial des partenariats avec les gouvernements hôtes, les collectivités locales, les peuples autochtones, les organisations non gouvernementales et les autres parties prenantes et compréhension de la façon d'établir et de renforcer ces partenariats.



Affaires gouvernementales et réglementaires et relations avec les collectivités : Expérience avec le fonctionnement des politiques gouvernementales et des politiques publiques et réglementaires au Canada, aux États-Unis et à l'échelle internationale. Familiarité avec l'engagement auprès des collectivités.



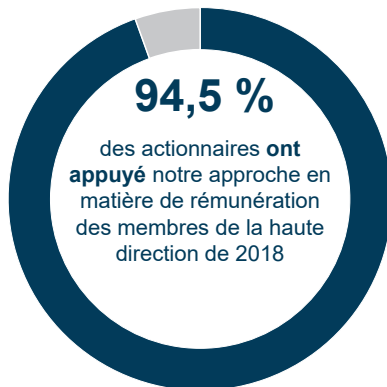
Gestion des risques : Connaissance des principes et des pratiques de gestion des risques et compréhension d'une partie ou de la totalité des domaines de risques les plus importants auxquels la Société fait face et capacité à sonder les contrôles des risques et les expositions aux risques.

Faits saillants de l'analyse de la rémunération



Le conseil recommande de voter **POUR** l'approbation du vote consultatif sur la rémunération des membres de la haute direction.

Pourquoi les actionnaires devraient-ils approuver notre vote sur la rémunération?



- ✓ Nos pratiques en matière de rémunération et de gouvernance ont été développées en consultation avec nos propriétaires et reflètent plusieurs années de changements progressifs favorables aux actionnaires
- ✓ Nos programmes de rémunération incitative sont entièrement fondés sur le rendement et harmonisés à notre stratégie d'affaires, conçus pour récompenser des résultats constants en matière d'exécution et le rendement individuel exceptionnel.
- ✓ Nous avons souligné le rendement de notre président exécutif du conseil en lien avec son exécution de toutes les priorités stratégiques que nous lui avons fixées dans notre circulaire de 2018, sa direction du progrès de Barrick dans le renforcement de son portefeuille de projets en 2018 et au cours des trois dernières années ainsi que sa participation cruciale dans la direction de la fusion transformationnelle à prime nulle de Barrick avec Randgold, qui place Barrick parmi les sociétés aurifères de premier plan affichant des paramètres de rendement opérationnel élevés et des possibilités d'investissement supérieurs en vue d'une croissance à long terme
- ✓ Nos décisions en matière de rémunération pour nos partenaires visés découlent d'une solide année au chapitre de l'exécution en regard de nos priorités de 2018, collectivement et individuellement
- ✓ Nous ne nous contentons pas d'harmoniser nos intérêts à ceux de nos propriétaires; nous sommes une société de propriétaires – nous partageons la responsabilité des succès et des échecs de la Société et nous ne sommes pas portés à prendre des risques excessifs susceptibles de compromettre la durabilité de notre entreprise

Notre culture de propriété constitue l'essence de ce que nous sommes et le fondement de notre façon de travailler chez Barrick. En tant que société de propriétaires, nous avons conçu notre système de rémunération dans le but de récompenser le rendement et de stimuler l'obligation additionnelle au moyen de la propriété partagée.



Tous les cadres dirigeants de Barrick reçoivent une partie importante de leur rémunération en actions de Barrick, liées au rendement de la Société. **Ces actions doivent être détenues jusqu'à ce que la personne prenne sa retraite ou quitte la Société.**



Pour souligner notre engagement envers la propriété, nous égalons les achats d'actions faits par les personnes qui travaillent au sein de la Société, jusqu'à concurrence 4 000 \$ par année (ou 5 000 \$ CA), au moyen du régime d'achat d'actions de Barrick lancé en 2018.



Nous sommes tous personnellement investis dans le succès de Barrick – notre intérêt dans la Société dépasse le simple emploi.

Notre façon de promouvoir et de soutenir notre culture de propriété à l'échelle de la Société :

- La totalité des actions de Barrick gagnées par nos partenaires par voie de rémunération doit être détenue tant et aussi longtemps que la personne travaille chez Barrick. La valeur de ces actions est moindre que leur valeur nominale en raison de la nature à long terme et illiquide de l'investissement, ce qui n'est pas reflété dans les tableaux sur la rémunération. Nos exigences en matière d'actionariat dépassent de loin celles de nos sociétés homologues et du marché en général.
- La majorité de la PILT du président exécutif du conseil attribuée pour 2018 a servi à acheter des actions de Barrick sur le marché libre, lesquelles ne peuvent être vendues jusqu'à la plus tardive de ces dates : a) trois ans à compter de la date d'achat et b) la date à laquelle le président exécutif du conseil prend sa retraite ou quitte la Société.
- La totalité des PILT des partenaires visés est remise sous forme d'unités d'actions octroyées en fonction du rendement (**UAOR**). À l'acquisition de celles-ci, le produit après impôts sert à acheter des actions de Barrick sur le marché libre (**actions incessibles**), lesquelles ne peuvent être vendues jusqu'à ce que le partenaire visé prenne sa retraite ou quitte la Société (et jusqu'à deux ans de plus si le partenaire visé quitte la Société pour rejoindre les rangs d'un concurrent défini ou pour lui offrir ses services).
- Nous n'octroyons pas de primes incitatives en espèces différées.

- Nous avons lancé le régime d'actionnariat mondial de Barrick en 2016 pour faire en sorte que toutes les personnes qui travaillent chez Barrick soient propriétaires.
- Nous avons lancé le régime d'achat d'actions de Barrick en 2018 dans le but d'offrir un moyen simple et accessible aux personnes qui travaillent chez Barrick d'acheter des actions de Barrick.

Notre culture de propriété se renforce et s'ancre davantage à l'échelle de la Société :

- Après l'annonce de la fusion, notre président exécutif du conseil a acheté 2 271 029 actions de Barrick additionnelles sur le marché libre, doublant presque son actionnariat personnel dans la Société en le portant à 5 000 000 d'actions de Barrick au 31 décembre 2018. Également, 51 % de sa PILT de 2018 a servi à acheter des actions de Barrick additionnelles.
- Collectivement, notre président exécutif du conseil et nos partenaires visés détiennent plus de 5,4 millions d'actions de Barrick, d'une valeur de plus de 75 M\$ au 28 mars 2019, renforçant davantage notre culture de propriété à l'échelle de la Société.

Nos programmes de rémunération incitative motivent notre président exécutif du conseil et nos partenaires visés à penser en décennies, à planifier en années et à agir avec diligence afin de livrer des résultats à nos propriétaires.

Pour assurer l'excellence dans tout ce que nous accomplissons, la totalité de la rémunération incitative attribuée à notre président exécutif du conseil et à nos partenaires visés est entièrement fondée sur le rendement. Nos programmes incitatifs sont conçus pour récompenser une exécution de haut niveau constante, l'excellence opérationnelle, la répartition rigoureuse du capital et l'amélioration personnelle continue et pour créer et maintenir des partenariats solides et loyaux avec toutes nos parties prenantes. Nous divulguons prospectivement nos mesures de rendement à court terme et à long terme chaque année de sorte que notre président exécutif du conseil et nos partenaires visés soient tenus responsables des résultats.

Notre processus d'établissement des objectifs se situe au cœur de notre système de rémunération au rendement. Nous passons en revue notre plan d'affaires au début de chaque exercice pour définir les domaines et actions prioritaires pour chaque poste. Nous passons aussi en revue le tableau de bord à long terme de la Société par rapport à notre plan stratégique pour nous assurer que les mesures de rendement demeurent pertinentes. Les fourchettes de rendement à long terme sont révisées et établies en fonction de niveaux de rendement ambitieux qui reflètent les plans de durée d'utilité des mines de Barrick, les attentes des analystes et des actionnaires, le contexte concurrentiel et la stratégie de Barrick.

Admissibilité	Programme incitatif	Base de rendement	Évaluation en fin d'exercice						
Président exécutif du conseil	PILT du président exécutif du conseil	<p>Cadre de rendement et de rémunération : Les objectifs stratégiques et financiers du cadre sont alignés sur les priorités que nous considérons comme cruciales pour la transformation continue de notre entreprise. À la demande du conseil, le cadre peut aussi comprendre d'autres points stratégiques qui sont vitaux pour la croissance de la Société et la création de valeur à long terme. Voir la page 54 pour plus de détails sur ce cadre.</p> <table><tr><td>Objectifs stratégiques</td><td>50 %</td></tr><tr><td>RCE</td><td>50 %</td></tr><tr><td colspan="2">Modificateur en fonction de la réalité des actionnaires</td></tr></table>	Objectifs stratégiques	50 %	RCE	50 %	Modificateur en fonction de la réalité des actionnaires		En fonction des apports individuels qui permettent de faire progresser significativement la transformation de Barrick en la société d'exploitation aurifère la plus réputée au monde, évaluation dans le contexte de la réalité globale des actionnaires, y compris l'examen du rendement total généré pour nos propriétaires.
Objectifs stratégiques	50 %								
RCE	50 %								
Modificateur en fonction de la réalité des actionnaires									
Partenaires visés	Programme PIAR	<p>Tableaux de bord PIAR individuels : Les initiatives annuelles qui sont définies précisément pour chaque poste renforcent effectivement la responsabilisation individuelle aux fins de l'exécution de la stratégie.</p> <table><tr><td>Initiatives annuelles (varient selon les postes) <i>Comprend des objectifs financiers et non financiers</i></td><td>100 %</td></tr></table>	Initiatives annuelles (varient selon les postes) <i>Comprend des objectifs financiers et non financiers</i>	100 %	En fonction des apports individuels qui permettent de faire progresser significativement la stratégie de Barrick.				
Initiatives annuelles (varient selon les postes) <i>Comprend des objectifs financiers et non financiers</i>	100 %								

Admissibilité	Programme incitatif	Base de rendement	Évaluation en fin d'exercice																
	Régime d'UAOR	<p>Tableau de bord à long terme de la Société de 2018 :</p> <p>Ces mesures à long terme constituent des indicateurs importants de la santé et du succès de notre entreprise à tout moment.</p> <p>Voir la page 67 pour plus de renseignements sur les raisons pour lesquelles nous estimons que ces mesures à long terme sont importantes pour nous.</p> <div><p>Mesures financières :</p><table><tr><td>Rendement du capital investi (RCI)¹</td><td>15 %</td></tr><tr><td>Croissance des flux de trésorerie disponibles par action²</td><td>15 %</td></tr><tr><td>Robustesse du dividende par action</td><td>10 %</td></tr><tr><td>Solidité de la structure du capital</td><td>10 %</td></tr><tr><td>Exécution des projets d'investissement</td><td>10 %</td></tr></table><p>Mesures non financières :</p><table><tr><td>Exécution stratégique</td><td>15 %</td></tr><tr><td>Réputation et acceptabilité sociale</td><td>15 %</td></tr><tr><td>Perfectionnement des ressources humaines</td><td>10 %</td></tr></table></div>	Rendement du capital investi (RCI) ¹	15 %	Croissance des flux de trésorerie disponibles par action ²	15 %	Robustesse du dividende par action	10 %	Solidité de la structure du capital	10 %	Exécution des projets d'investissement	10 %	Exécution stratégique	15 %	Réputation et acceptabilité sociale	15 %	Perfectionnement des ressources humaines	10 %	En fonction du rendement de la Société eu égard aux cibles à long terme qui sont établies et communiquées prospectivement au début de chaque exercice.
Rendement du capital investi (RCI) ¹	15 %																		
Croissance des flux de trésorerie disponibles par action ²	15 %																		
Robustesse du dividende par action	10 %																		
Solidité de la structure du capital	10 %																		
Exécution des projets d'investissement	10 %																		
Exécution stratégique	15 %																		
Réputation et acceptabilité sociale	15 %																		
Perfectionnement des ressources humaines	10 %																		

1. Le RCI est une mesure de rendement interne utilisée pour gérer le rendement. Le RCI mesure le rendement du capital investi en retranchant du BAII ajusté (BAIIA ajusté moins l'amortissement) les impôts en espèces tels qu'ils sont déclarés dans les tableaux consolidés des flux de trésorerie et en éliminant l'incidence des gains (pertes) découlant de la conversion de monnaies étrangères tels qu'ils sont inscrits dans les états consolidés du résultat net et en divisant par le capital investi moyen. Le capital investi est calculé en retranchant des actifs consolidés tels qu'ils sont déclarés dans notre état de la situation financière les actifs non assujettis à l'amortissement, tel qu'il est indiqué à la note 19 Immobilisations corporelles de nos états financiers dans notre rapport annuel de 2018. Le BAII ajusté et le BAIIA ajusté sont des mesures financières hors PCGR n'ayant pas de sens normalisé selon les IFRS; ces mesures pourraient donc ne pas être comparables à des mesures analogues présentées par d'autres sociétés. Pour plus d'information et un rapprochement détaillé de chaque mesure financière hors PCGR avec la mesure IFRS la plus directement comparable, voir « *Autres renseignements – Utilisation de mesures financières hors PCGR* » à la page 104.
2. Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure financière hors PCGR n'ayant pas de sens normalisé selon les IFRS; cette mesure pourrait donc ne pas être comparable à des mesures analogues présentées par d'autres sociétés. Pour plus d'information concernant les mesures financières hors PCGR, voir « *Autres renseignements – Utilisation de mesures financières hors PCGR* » à la page 104.

Nos décisions en matière de rémunération reflètent notre solide exécution par rapport à nos priorités de 2018.

Outre notre solide exécution par rapport à nos priorités de 2018, la réalisation de la fusion transformationnelle de Barrick avec Randgold le 1^{er} janvier 2019 a créé une société aurifère véritablement chef de file au sein du secteur avec une vision commune de création de valeur à long terme. Cette fusion a considérablement renforcé la position de Barrick à l'égard de paramètres clés par rapport aux principales sociétés aurifères comparables, dont ceux-ci : Barrick détient cinq des dix principaux actifs aurifères de première catégorie du monde et deux autres mines d'or sont en cours de mise en valeur; elle comptabilise le total des charges décaissées le moins élevé¹, elle possède des réserves d'or de grande qualité et de vastes terrains dans bon nombre de districts aurifères les plus prolifiques au monde, ce qui la positionne en vue d'une croissance durable.

Priorités stratégiques de 2018

Flux de trésorerie disponibles²

Accent mis sur les flux de trésorerie disponibles² par action



Investissement discipliné

Renforcer le bilan tout en générant des rendements pour les actionnaires



Portefeuille de projets

Maximiser la valeur du portefeuille : des actifs et des choix



Excellence opérationnelle

Évolution des activités d'exploitation



Résultats de 2018

- Avons généré des produits tirés des activités ordinaires annuels de 7,24 G\$, des flux de trésorerie d'exploitation de 1,77 G\$ et des flux de trésorerie disponibles² de 365 M\$
- Les efforts de décentralisation ont entraîné, pour l'exercice complet, des frais d'administration du siège social de 212 M\$, un niveau considérablement plus bas que nos prévisions initiales pour 2018 qui étaient d'environ 275 M\$.
- Avons réduit la dette totale de 11 % en 2018, au moyen de remboursements de la dette totaux de Barrick d'environ 10 G\$ au cours des derniers cinq ans et demi. Compte tenu du fait que 85 % de l'encours de la dette de la Société est exigible après 2032, Barrick affiche maintenant l'un des états de la situation financière les plus solides du secteur
- Avons remis davantage de capital aux actionnaires en rehaussant notre dividende annualisé, le faisant passer de 12 cents par action en 2017 à 16 cents par action en 2018, une augmentation de 33 %
- S&P et Moody's ont rehaussé la note de Barrick au cours du premier trimestre de 2018
- Les dépenses d'investissement attribuables totales se sont élevées à 1,41 G\$, au bas de la fourchette de prévisions
- Avons annoncé une convention d'investissement mutuel avec Shandong Gold
- Avons fait progresser des projets au stade des études de faisabilité conformément à l'échéancier et au budget (Turquoise Ridge, Cortez Deep South, Goldrush)
- Avons réalisé des études préliminaires visant une expansion importante de la production à Pueblo Viejo et avons lancé une étude de préfaisabilité
- Avons déclaré des ressources non exploitées à la découverte Fourmile et avons étendu notre présence dans des sites de minéralisation à haute teneur
- Avons obtenu pour le projet Donlin Gold un rapport de décision et des permis fédéraux majeurs
- Bien que 5,4 millions d'onces de réserves aient été épuisées par l'exploitation minière et le traitement, nous avons ajouté 3,2 millions d'onces de réserves en 2018 d'une teneur moyenne de 4,7 grammes par tonne, ce qui est considérablement plus élevé que la teneur de nos réserves globales de 1,56 gramme par tonne. Les réserves associées à nos activités souterraines, d'où proviendra la plus grande partie de la production future de la Société, ont été remplacées par des ajouts aux mines Turquoise Ridge, Goldstrike, Hemlo et Porgera³
- Production d'or pour l'exercice entier de 4,53 millions d'onces, conformes à nos prévisions
- Avons atteint une amélioration de 9 % au chapitre du taux total de fréquence des accidents à signaler (TTFAS) et avons réduit les incidents environnementaux à signaler de 12,5 %
- Avons réévalué la répartition du capital; les dépenses d'investissement attribuables totales pour 2018 se chiffraient à 1,41 G\$, au bas de la fourchette des prévisions
- Avons renforcé la collaboration avec Shandong Gold en partageant de l'expertise technique et des meilleures pratiques liées à la technologie minière, à la technologie de l'information, à la gestion de l'information et à l'innovation numérique

Priorités stratégiques de 2018

Développement des talents

Créer des partenariats et développer des talents



Résultats de 2018

- Avons renforcé notre culture de partenariat par la décentralisation continue du modèle d'exploitation afin d'augmenter la responsabilité, l'obligation redditionnelle et l'agilité
- Avons réalisé une évaluation mondiale des talents afin d'identifier et de former la prochaine génération des leaders du secteur
- Avons fait progresser la conception et la mise en œuvre d'un système d'information des ressources humaines fondé sur l'infonuagique

1. Le total des charges décaissées le moins élevé est une mesure financière hors PCGR qui repose sur les données de Wood Mackenzie et qui n'a pas de sens normalisé selon les IFRS. Cette mesure pourrait donc ne pas être comparable à des mesures semblables présentées par d'autres sociétés. Pour plus de renseignements, voir « *Autres renseignements – Utilisation de mesures financières hors PCGR* » à la page 104 et « *Autres renseignements – Données de tiers* » à la page 107.
2. Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure financière hors PCGR qui n'a pas de sens normalisé selon les IFRS. Cette mesure pourrait donc ne pas être comparable à des mesures semblables présentées par d'autres sociétés. Cette mesure ne doit pas être considérée isolément ni se substituer à des mesures de rendement établies selon les IFRS. Pour plus de renseignements concernant les mesures financières hors PCGR, voir « *Autres renseignements – Utilisation de mesures financières hors PCGR* » à la page 104.
3. Pour plus de renseignements concernant les données sur les réserves minérales et les ressources minérales, voir « *Information technique* » à la page 107.

Nos priorités stratégiques en 2019

En 2019, nous mettrons en œuvre un plan d'affaires qui sera axé sur ce qui suit :

• Qualité des actifs :

- ✓ Développement d'un portefeuille d'actifs de première catégorie, d'actifs de deuxième catégorie et d'actifs stratégiques, axé sur la croissance interne et sur l'identification d'actifs qui satisfont aux critères d'investissement de Barrick et l'investissement dans ces actifs et leur mise en valeur¹
- ✓ Maximisation des occasions de création de valeur découlant de la coentreprise Barrick-Newmont au Nevada
- ✓ Vente graduelle d'actifs secondaires, de façon réfléchie et rigoureuse
- ✓ Focalisation sur la prospection dans les zones situées à proximité des mines existantes à Goldstrike, au complexe Loulo-Goukoto et à Kibali
- ✓ Investissement dans la prospection de vastes terrains dans bon nombre des districts aurifères les plus prolifiques de la planète
- ✓ Maximisation de la valeur à long terme du secteur stratégique du cuivre

• Excellence opérationnelle :

- ✓ Mise en œuvre d'une structure de gestion horizontale associée à une culture de propriété
- ✓ Rationalisation de la gestion et des activités d'exploitation et obligation de reddition de comptes de la direction à l'égard des activités qu'elle gère
- ✓ Mise à profit de l'innovation et de la technologie pour générer des gains d'efficacité à l'avant-garde du secteur
- ✓ Établissement de partenariats fondés sur la confiance avec les gouvernements hôtes, les partenaires commerciaux et les collectivités locales pour favoriser la création de valeur à long terme commune
- ✓ Efforts pour éliminer les blessures en milieu de travail

• Rentabilité durable :

- ✓ Approche rigoureuse en matière de croissance mettant de l'avant la création de valeur à long terme pour toutes les parties prenantes
- ✓ Augmentation des rendements pour les actionnaires découlant de l'accent mis sur le rendement du capital, le taux de rendement interne (TRI) et les flux de trésorerie disponibles²

1 Les critères d'investissement de Barrick sont : i) pour ce qui concerne les actifs de première catégorie, des actifs recelant un potentiel de plus de 5 millions d'onces d'or qui devraient générer un TRI d'au moins 15 % (selon un cours de l'or à long terme calculé par rapport au modèle minier aurifère de référence standard fondé sur le coût des intrants courant); et ii) pour ce qui concerne les actifs aurifères de deuxième catégorie, les actifs recelant un potentiel de plus de 3 millions d'onces d'or qui devraient générer un TRI d'au moins 20 % (selon un cours de l'or à long terme calculé par rapport au modèle minier aurifère de référence standard fondé sur le coût des intrants courant). Les priorités à court terme du portefeuille consistent notamment à faire progresser les projets Goldrush, Fourmile et Turquoise Ridge ainsi que le partenariat stratégique de la Société avec Shandong Gold dans la ceinture El Indio.

2 Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure financière hors PCGR qui n'a pas de sens normalisé selon les IFRS. Cette mesure pourrait ne pas être comparable à des mesures semblables présentées par d'autres sociétés. Cette mesure ne doit pas être considérée isolément ou se substituer à des mesures de la performance établies selon les IFRS. Pour plus de renseignements concernant les mesures financières hors PCGR, voir « *Autres renseignements – Utilisation de mesures financières hors PCGR* » à la page 104.

Nous avons un système de rémunération qui est favorable aux actionnaires et qui n'incite pas à la prise de risques inutiles et excessifs.

Ce que nous faisons

- | | |
|---|---|
| ✓ Nous versons une rémunération au rendement | ✓ Nous nous sommes dotés d'une politique de recouvrement rigoureuse |
| ✓ Nous nous assurons que les intérêts à long terme de nos administrateurs et de nos membres de la direction sont indissociables | ✓ Nous concevons nos régimes de rémunération de façon à atténuer la prise de risques indus |
| ✓ Nous veillons au bon équilibre entre la rémunération incitative à court terme et la rémunération incitative à long terme de nos partenaires visés | ✓ Nous assortissons toutes les attributions de rémunération incitative à long terme de dispositions en cas de changement de contrôle comportant deux événements déclencheurs |
| ✓ Nous plafonnons les paiements aux termes des régimes incitatifs pour nos partenaires visés | ✓ Nous passons régulièrement la rémunération en revue |
| ✓ Nous soumettons les programmes, les attributions et les paiements de rémunération incitative à des exercices de simulation de crise | ✓ Nous tenons annuellement un vote consultatif sur la rémunération des membres de la haute direction |
| ✓ Nous imposons à nos partenaires visés des exigences minimales en matière d'actionnariat qui nous placent en tête du secteur à ce chapitre | ✓ Nous interagissons régulièrement et de façon proactive avec nos actionnaires et nous nous servons continuellement de leur rétroaction pour améliorer nos pratiques en matière de rémunération |

Ce que nous ne faisons pas

- | | |
|---|---|
| X Nous ne garantissons pas de rémunération incitative | X Nous interdisons les opérations de couverture portant sur la rémunération incitative à long terme fondée sur des titres de capitaux propres de la Société et sur l'actionnariat personnel |
| X Nous ne modifions pas le prix des attributions de rémunération incitative fondée sur des titres de capitaux propres | X Nous n'octroyons pas de primes incitatives en espèces différées à nos partenaires |
| X Nous n'offrons pas de majoration aux fins de l'impôt dans le cadre d'indemnités de cessation d'emploi suivant un changement de contrôle | |

Notre engagement envers la gouvernance

Une gouvernance efficace est le fondement de notre rendement et de notre succès.

Les rubriques suivantes fournissent un aperçu de la façon dont nous avons continué à bâtir le conseil d'administration qu'il nous fallait, doté d'une expérience et d'une expertise qui complètent notre stratégie, de notre approche en matière de gouvernance et de la façon dont le conseil supervise les risques à l'échelle de l'entreprise.

L'annexe A de la présente circulaire renferme une description détaillée de nos pratiques en matière de gouvernance conformément aux règles et aux normes applicables des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, de la Bourse de Toronto (**TSX**) et de la Bourse de New York (**NYSE**). Nous nous sommes résolument engagés à ce que nos pratiques en matière de gouvernance soient à l'avant-garde et, de façon générale, conformes aux normes de la NYSE, même si la plupart de ces normes ne s'appliquent pas directement à Barrick, puisqu'elle est une société canadienne.

Composition et renouvellement du conseil

Après la fusion de Barrick et de Randgold qui a pris effet le 1^{er} janvier 2019, le conseil de Barrick a été reconstitué avec neuf administrateurs, dont les deux tiers ont été nommés par Barrick et le dernier tiers, par Randgold. Malheureusement, le 28 février 2019, peu avant que la présente circulaire ait été finalisée, M^{me} María Ignacia Benítez, administratrice indépendante de Barrick depuis avril 2018, est décédée. Bien que cet événement malheureux et imprévu fasse reculer l'atteinte de notre objectif lié à une plus grande diversité sur le plan des genres, le comité de la gouvernance et des mises en candidature recherche maintenant activement une candidate tout aussi convaincante et compétente à titre d'administratrice. En raison du décès de M^{me} Benítez, le conseil de Barrick est maintenant composé de huit administrateurs, chacun d'entre eux étant candidat à un poste d'administrateur à l'assemblée. Notre nouveau conseil comprend des gens d'affaires ayant de l'expérience des affaires internationales et des professionnels de l'industrie minière dotés d'une expertise et d'une expérience de travail dans tous les territoires où Barrick exerce maintenant des activités. Le nouveau conseil tire aussi parti de l'expérience et des connaissances tant de Barrick que de Randgold afin de faciliter une transition plus harmonieuse et efficace au sein de la société nouvellement issue de la fusion. Notre nouveau conseil réunit divers points de vue et diverses perspectives et affiche les compétences, l'expérience professionnelle et les antécédents nécessaires pour que l'entreprise tire le maximum des occasions qui se présentent et puisse faire face aux défis et aux risques qui se posent de la meilleure façon qui soit.

Le conseil continuera de faire progresser ses pratiques en matière de gouvernance d'avant-garde, y compris en appliquant un processus d'évaluation annuel rigoureux qui englobe des revues par les pairs et une évaluation de l'efficacité du président exécutif du conseil, de l'administrateur principal et des comités du conseil.

Nous poursuivrons aussi notre initiative de renouvellement continu du conseil afin de nous assurer que notre conseil représente toujours la mosaïque des compétences et des expériences qui sont pertinentes pour notre entreprise et regroupe les personnes appropriées qui demeureront la voix des propriétaires, en élaborant des politiques axées sur la création de valeur à long terme par action et en veillant à ce que Barrick mette fructueusement en œuvre ces politiques. Au fur et à mesure que Barrick apportera d'autres changements à son conseil, elle cherchera à accroître la diversité au sein du conseil en mettant un accent particulier sur l'ajout d'autres femmes. Pour obtenir plus de renseignements concernant la recherche d'administrateurs et le processus de sélection, voir « *Gouvernance – Composition du conseil et mise en candidature des administrateurs* » à l'annexe A des présentes et pour plus de détails sur notre politique en matière de diversité, voir « *Initiatives en matière de diversité* » à l'annexe A des présentes.

Conseil et structure de leadership aux échelons les plus élevés

Après la réalisation de la fusion le 1^{er} janvier 2019, John L. Thornton a continué d'agir à titre de président exécutif du conseil de Barrick, assurant le leadership au niveau du conseil et guidant les décisions d'affaires à un niveau général. Mark Bristow est devenu président et chef de la direction, surveillant les activités d'exploitation quotidiennes de l'entreprise. Graham Shuttleworth est devenu premier vice-président directeur et chef des finances et Kevin Thomson a continué d'agir à titre de premier vice-président directeur, Affaires stratégiques.

Les devoirs, responsabilités et relations respectifs entre le conseil, le président exécutif du conseil et le président et chef de la direction sont décrits plus en détail ci-dessous.

Conseil d'administration

Dans l'exercice de sa fonction de surveillance, notre conseil d'administration, en tant que voix de tous les propriétaires, passe en revue avec la direction et fixe les priorités de la Société en lien avec notre raison d'être et nos valeurs. Voir « *Mandat et responsabilités du conseil* » à l'annexe A des présentes.

Président exécutif du conseil

Le président exécutif du conseil est nommé par le conseil. Il lui incombe, au titre de ses fonctions principales, d'assumer le leadership et la direction du conseil, de faciliter les fonctions et les responsabilités du conseil conformément à son mandat et d'assumer la responsabilité des initiatives stratégiques de Barrick. Outre les responsabilités applicables à tous les autres administrateurs, au nombre des responsabilités du président exécutif du conseil figurent notamment le travail de pair avec le conseil et le président et chef de la direction en vue d'élaborer des stratégies de croissance future de la Société, le contrôle des activités d'exploitation de Barrick pour s'assurer que ces dernières sont gérées conformément au programme *Excellence* et le maintien des relations solides et constructives de la Société avec les actionnaires, les analystes et les autres partenaires, y compris les gouvernements hôtes et les collectivités. Voir « *Notre structure de gouvernance et de leadership – Président exécutif du conseil* » à l'annexe A de la présente circulaire.

Président et chef de la direction

Le président et chef de la direction est nommé par le conseil et relève du président exécutif du conseil. Le président et chef de la direction a la responsabilité globale, sous réserve de la surveillance exercée par le président exécutif du conseil et le conseil, de gérer quotidiennement les activités de la Société et de contrôler le rendement opérationnel, d'exercer une supervision générale des activités de la Société et d'exécuter les plans opérationnels de la Société et enfin, de travailler en collaboration avec le président exécutif du conseil en vue de l'exécution des priorités stratégiques de la Société. Il incombe au président et chef de la direction de gérer le cadre de contrôle interne de la Société et de faire rapport au comité de la gouvernance et des mises en candidature du progrès de Barrick dans l'atteinte de ses objectifs en matière de responsabilité sociale de l'entreprise. Entre autres, le président et chef de la direction est aussi chargé de surveiller la mise en œuvre de notre philosophie de gestion décentralisée, sous-tendue par une solide culture de propriété, et de rationaliser la gestion et les activités d'exploitation pour éliminer les coûts non essentiels. Voir « *Notre structure de gouvernance et de leadership – Président exécutif du conseil* » à l'annexe A de la présente circulaire.

Équipes de leadership régionales

Sous la surveillance du président et chef de la direction, Barrick met en œuvre une structure de gestion horizontale, sous-tendue par une solide culture de propriété, en établissant des équipes de leadership régionales dans chaque zone géographique où Barrick exerce des activités (c'est-à-dire en Amérique du Nord, en Amérique latine, en Australie-Pacifique, en Afrique et au Moyen-Orient). En déléguant des pouvoirs aux membres de la haute direction et aux équipes qui sont directement responsables de la surveillance de ces régions tout en rationalisant la gestion et les activités d'exploitation pour éliminer les coûts non essentiels, Barrick entend être mieux positionnée pour assurer une valeur à long terme à ses actionnaires.

En outre, Barrick a créé des équipes de leadership dont la responsabilité est de se concentrer sur : i) les finances; ii) les questions stratégiques; iii) la prospection et la géologie; iv) la gestion des ressources minérales; v) la métallurgie, l'ingénierie et les projets d'investissement; vi) la santé, la sécurité ainsi que l'environnement et le développement durable; vii) les ressources humaines; et viii) le siège social et les communications. Chacune de ces équipes, de concert avec les équipes d'exploitation régionales, relève directement du président et chef de la direction, dont l'objectif est d'assurer une exploitation rationalisée de la Société dans son ensemble, dans une perspective de production de valeur.

Rationalisation des comités permanents du conseil

Après la fusion, le conseil a décidé de diminuer le nombre de ses comités permanents et de les reconstituer. Le conseil a fusionné le comité d'audit et le comité des risques pour former le comité d'audit et des risques et le comité de la gouvernance et des mises en candidature a assumé les responsabilités du comité de la responsabilité sociale de l'entreprise, lequel a été dissous. La réduction du nombre de comités du conseil ne modifie d'aucune façon les responsabilités globales du conseil et de ses comités ni l'importance que le conseil accorde aux tâches menées par le conseil et ses comités. Ces responsabilités sont simplement attribuées à moins de comités formés d'administrateurs indépendants, qui possèdent les compétences et l'expérience nécessaires pour surveiller ces fonctions, conformément à notre structure rationalisée du conseil.

Processus de recherche d'administrateurs

Nous identifions des candidats aux postes d'administrateur après une recherche et un processus de sélection rigoureux supervisés par notre comité de la gouvernance et des mises en candidature. Au besoin, le conseil retient les services d'une société de recherche externe afin d'identifier des candidats potentiels. Le but de ce processus est de proposer au conseil des candidats possédant des compétences complémentaires. En particulier, conformément à notre politique en matière de diversité, Barrick entend accroître la diversité sur le plan des genres au sein de son conseil au fur et à mesure qu'elle mène sa recherche d'administrateurs dont les compétences, les expériences professionnelles et les antécédents sauront le mieux répondre aux occasions, aux défis et aux risques visant notre entreprise. Voir « *Notre engagement envers la gouvernance – Composition et renouvellement du conseil* » à la page 24.

Notre approche en matière de gouvernance

✓ Notre conseil est indépendant.

- **Indépendance du conseil** : Nous avons adopté une norme minimale en matière d'indépendance fixant le nombre d'administrateurs indépendants siégeant à notre conseil à deux tiers de ceux-ci.
- **Indépendance des comités** : Tous les comités de notre conseil sont composés entièrement d'administrateurs indépendants.
- **Séances des administrateurs indépendants** : Nos lignes directrices en matière de gouvernance stipulent qu'une séance à huis clos suit chaque réunion du conseil (y compris les réunions extraordinaires) à laquelle les administrateurs indépendants se réunissent sans la présence des administrateurs non indépendants et sans autre membre de la direction ou employé.
- **Amélioration de la politique en matière d'appartenance commune à des conseils d'administration** : Nos lignes directrices limitent à deux le nombre d'instances d'appartenance commune à des conseils à quelque moment que ce soit et interdit à tout membre de la haute direction de Barrick aux échelons les plus élevés de siéger au conseil d'administration d'une autre société ouverte si l'un des membres de la haute direction aux échelons les plus élevés de cette société siège au conseil de Barrick. Il y a appartenance commune quand deux administrateurs ou plus de Barrick siègent ensemble au conseil d'une autre société ouverte.

✓ Notre conseil est efficace.

- **Évaluation du conseil** : De façon générale, le conseil, ses comités et chacun des administrateurs participent à un processus d'évaluation annuelle aux termes duquel l'administrateur principal et le président du comité de la gouvernance et des mises en candidature rencontrent conjointement chacun des administrateurs. Le processus comprend des évaluations des administrateurs par les pairs et porte sur des questions précises relatives à l'efficacité du président exécutif du conseil, de l'administrateur principal et des présidents des comités. Les résultats du processus d'évaluation sont passés en revue par le conseil plénier et l'administrateur principal et président du comité de la gouvernance et des mises en candidature rencontrent les administrateurs individuellement pour partager la rétroaction découlant des évaluations par les pairs. En raison du processus de fusion en cours et des changements de gouvernance y afférents, des évaluations du rendement annuel officielles n'ont pas été menées en 2018. Le conseil nouvellement constitué prévoit reprendre les évaluations du rendement annuel officielles en 2019.
- **Formation continue des administrateurs** : Nous continuons d'améliorer la formation continue de nos administrateurs. Nos séances de formation continue sont intégrées aux réunions ordinaires prévues du conseil. Pour plus de renseignements sur le programme de formation de 2018, voir « *Orientation et formation continue du conseil* » à l'annexe A de la présente circulaire.

✓ Notre conseil est à l'écoute.

- **Politique d'interaction avec les actionnaires** : Le conseil a adopté une politique d'interaction avec les actionnaires officielle, laquelle est conçue pour faciliter un dialogue franc et l'échange d'idées entre notre conseil et nos actionnaires. Nous invitons nos actionnaires à lire la politique et à communiquer avec nos administrateurs pour discuter des questions d'importance. La politique d'interaction avec les actionnaires est affichée sur notre site Web au www.barrick.com/about/governance.
- **Politique sur le vote majoritaire** : Tout candidat proposé à l'élection à un poste d'administrateur à l'égard duquel le nombre d'abstentions de vote est supérieur au nombre de voix exprimées en faveur de son élection dans le cadre d'une élection sans concurrence doit présenter sans délai sa démission au président exécutif du conseil ou, dans le cas du président exécutif du conseil, à l'administrateur principal. La démission sera acceptée, sauf en des circonstances exceptionnelles.
- **Journée des investisseurs 2018** : Le 22 février 2018, Barrick a organisé sa deuxième Journée des investisseurs à laquelle d'importants actionnaires et analystes clés ont assisté et qui a été diffusée en direct par webémission pour ceux et celles qui ne pouvaient pas y assister en personne. Notre président exécutif du conseil a inauguré la journée en mettant de l'avant la vision à long terme de Barrick quant à la production de valeur pour les actionnaires. Cette présentation a été suivie par des mises à jour financières et opérationnelles faites par les membres de la haute direction aux échelons les plus élevés et les directeurs généraux de nos mines principales.
- **Journée sur le développement durable de 2018 et engagement en matière de développement durable** : Le 6 juin 2018, Barrick a organisé sa deuxième Journée sur le développement durable pour les investisseurs, laquelle a été diffusée en direct par webémission pour ceux et celles qui ne pouvaient pas y assister en personne. Ces participants en ligne ont eu aussi la possibilité de poser des questions par voie électronique. Le président du comité de la responsabilité sociale de l'entreprise alors en poste s'est ensuite joint au nombre des conférenciers, puis ont suivi notre chef du développement durable alors en poste et d'autres leaders à l'échelle de la Société. La rencontre était axée sur l'engagement de Barrick envers les activités minières responsables d'un point de vue environnemental et social en partenariat avec des gouvernements hôtes et les collectivités au sein desquelles nous exerçons nos activités.

- **Journées conjointes des investisseurs de Barrick et de Randgold de 2018** : En novembre 2018, Barrick et Randgold ont organisé des journées conjointes des investisseurs à New York, aux États-Unis, à Toronto, au Canada, et à Londres, au Royaume-Uni, auxquelles ont assisté un groupe d'actionnaires importants et analystes clés. Mark Bristow, qui était président et chef de la direction de Randgold avant la fusion et qui a été nommé président et chef de la direction de Barrick après la fusion le 1^{er} janvier 2019, a dirigé la rencontre en soulignant la vision à long terme de Barrick qui est de devenir la société aurifère la plus réputée au monde. Il a été suivi de membres de la haute direction de Barrick et de Randgold qui ont fourni d'autres mises à jour sur la stratégie et la structure organisationnelle pour chaque région dans laquelle Barrick mène des activités après la fusion.



Notre approche en matière de gouvernance évolue au diapason des pratiques exemplaires.

- **Politique de recouvrement renforcée** : Notre politique de recouvrement a été récemment modifiée afin d'assujettir la rémunération incitative versée ou octroyée au président exécutif du conseil, au président et chef de la direction, au premier vice-président directeur et chef des finances, au premier vice-président directeur, Affaires stratégiques, d'autres partenaires visés ainsi qu'à d'autres employés cadres choisis au recouvrement de la rémunération en cas d'inexactitudes financières importantes ou si le conseil détermine qu'il y a eu une conduite fautive ayant, dans chaque cas, fait en sorte qu'un participant a reçu une rémunération incitative d'un montant plus élevé que celui qu'il aurait reçu, n'eût été la déclaration inexacte importante ou la conduite fautive, selon le cas.
- **Politiques en matière d'actionnariat applicables aux administrateurs ne faisant pas partie de la direction et aux membres de la haute direction** : Barrick s'est dotée d'exigences minimales en matière d'actionnariat applicables à ses administrateurs, aux membres de sa haute direction et à d'autres dirigeants. Dans les cinq ans suivant la date où ils se sont joints au conseil, les administrateurs ne faisant pas partie de la direction sont tenus de détenir une valeur correspondant à au moins trois fois leur rémunération forfaitaire annuelle à titre d'administrateur en actions de Barrick et/ou en unités d'actions différées (**UAD**). Dans les trois ans suivant la date où il s'est joint à Barrick, notre président exécutif du conseil est tenu de détenir une valeur correspondant à au moins quatre fois son salaire en actions de Barrick et en UAD. Dans les cinq ans suivant la date de sa nomination, notre président et chef de la direction est tenu de détenir une valeur correspondant à dix fois son salaire en actions de Barrick et/ou en primes incitatives à long terme. Dans les cinq ans suivant la date où ils se sont joints à Barrick, nos partenaires visés sont tenus de détenir une valeur correspondant à cinq fois leur salaire en actions de Barrick, en UAI et en UAOR. Voir « *Rapport sur la rémunération des administrateurs et leur avoir en titres de capitaux propres – Exigences en matière d'actionnariat des administrateurs* » à la page 48 et « *Rémunération des membres de la haute direction visés pour 2018 – Gestion des risques associés à la rémunération – Exigences en matière d'actionnariat des membres de la haute direction visés* », commençant à la page 83.
- **Politique anticouverture** : Barrick a adopté une politique anticouverture officielle aux termes de laquelle il est interdit à tous les membres de la direction et administrateurs de conclure des opérations de couverture des risques économiques liés à leur propriété d'actions de Barrick et à leur rémunération incitative à long terme fondée sur des titres de capitaux propres.
- **Approche renforcée en matière de communication de l'information** : En mars 2018, Barrick a lancé une circulaire de sollicitation de procurations en ligne (**circulaire numérique**) afin de moderniser la façon dont les documents reliés aux procurations sont présentés aux actionnaires et de rendre l'information liée aux procurations plus accessible. En novembre 2018, Barrick a reçu le prix *Best Engagement by a Governance Team (Publicly Listed)* décerné par Governance Professionals of Canada lors des Excellence in Governance Awards de 2018. Ce prix est décerné aux sociétés inscrites en bourse qui démontrent une qualité exemplaire dans six catégories, nommément : 1) la clarté, l'exhaustivité et l'exactitude des communications écrites; 2) l'analyse du caractère adéquat et des compétences et expériences du conseil; 3) les communications améliorées, y compris, mais sans s'y limiter, la circulaire de sollicitation de procurations et l'analyse de la rémunération; 4) les supports en ligne, interactifs et autres façons novatrices de communiquer avec les actionnaires, y compris les forums virtuels; 5) les mécanismes d'accès aux membres du conseil et aux cadres supérieurs, tant collectivement qu'individuellement; et 6) l'efficacité des activités de relations avec les investisseurs et l'accessibilité au conseil sur le plan de la réceptivité aux actionnaires, notamment le degré de proactivité du programme d'interaction.
- **Meilleure communication avec les actionnaires** : Barrick a établi une ligne téléphonique réservée aux questions des investisseurs qui s'ajoute à l'adresse de courrier électronique existante. Cette ligne téléphonique offre aux actionnaires un meilleur accès à la Société et facilite l'interaction avec les actionnaires. Les actionnaires peuvent communiquer leurs points de vue à la direction par l'intermédiaire du service des relations avec les investisseurs de la Société :

Société aurifère Barrick
À l'attention du service des relations avec les investisseurs
TD Canada Trust Tower
Brookfield Place
161, Bay Street, bureau 3700
C.P. 212
Toronto (Ontario) M5J 2S1
Téléphone : 416 307-7474
Courriel : investor@barrick.com

Surveillance des risques

Le conseil estime qu'une approche en matière de gestion des risques déployée à l'échelle de l'entreprise permet à la Société d'évaluer et d'atténuer plus efficacement les risques. Le conseil s'attend donc à ce que la direction :

- maintienne un cadre qui fait en sorte que nous gérons et atténuons les risques efficacement et de manière à créer la plus grande valeur;
- intègre dans tous nos processus décisionnels importants une procédure en vue de la gestion et de l'atténuation des risques, de sorte que nous puissions réduire l'incidence des incertitudes dans le cadre de l'atteinte de nos objectifs;
- veille à ce que les contrôles clés sur lesquels nous nous fions pour que la Société atteigne ses objectifs soient supervisés activement pour qu'ils demeurent efficaces; et
- fournisse aux membres de la haute direction et aux comités du conseil d'administration pertinents l'assurance que nos mesures de contrôle clés des risques sont efficaces.

En décentralisant davantage notre siège social, nous avons continué d'accélérer le rythme auquel l'information circule entre les pôles de leadership et nos mines. Cette structure souple améliore nos processus de gestion des risques en assurant un partage de l'information plus rapide et une plus grande transparence. À la fin de 2018, la réunion hebdomadaire de revue du plan d'affaires (**RPA**) est devenue la réunion hebdomadaire d'examen du comité exécutif, lequel constitue désormais le forum principal pour les cadres supérieurs où ils peuvent soulever les risques qui se rattachent aux activités d'exploitation et à la Société et en discuter de façon plus générale. La réunion hebdomadaire d'examen du comité exécutif réunit le président et chef de la direction et d'autres membres de la haute direction clés ainsi que d'autres cadres supérieurs, y compris les chefs de l'exploitation régionaux.

Il incombe au conseil et à ses comités de surveiller les cadres liés au risque d'entreprise et les cadres de contrôle interne de la Société, sa gestion des risques et ses principaux risques financiers et risques liés à l'information financière, la concordance des programmes de rémunération des membres de la haute direction de Barrick avec les priorités stratégiques et la conception des programmes de gestion des risques auxquels Barrick est exposée sur les plans de l'environnement, de la santé et sécurité, de la responsabilité sociale de l'entreprise et des droits de la personne. Le comité d'audit et des risques aide le conseil, notamment, à superviser la gestion par la Société des risques d'entreprise ainsi que la mise en œuvre des politiques et des normes visant le contrôle et l'atténuation de ces risques.

Au cours de 2018, nous avons continué à rehausser la qualité de l'information portant sur les risques fournie au comité des risques, y compris des renseignements concis et pertinents sur les risques qui facilitent des discussions sérieuses sur les principaux risques auxquels la Société fait face et sur la façon dont ils sont gérés. Au besoin, des exposés approfondis ont été faits sur des sujets précis afin de permettre une compréhension plus complète des risques et des stratégies d'atténuation des risques de la direction. Par exemple, au cours de 2018, des exposés approfondis ont été faits au comité des risques sur une gamme de sujets, dont le programme de gérance des parcs de résidus miniers de Barrick, Pascua-Lama, le séisme de Porgera, la décentralisation, les programmes d'assurance de Barrick, les risques d'intégration liés à la fusion et la gestion des talents pour les directeurs généraux des mines. Avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2019, les devoirs et responsabilités du comité des risques ont été assumés par le comité d'audit et des risques et le comité des risques a été dissous. Le comité d'audit et des risques continuera à l'avenir de tenir ces exposés approfondis et de recevoir ces renseignements sur les risques de meilleure qualité.

Pour plus de renseignements sur nos processus de surveillance des risques, voir « *Surveillance des risques* » à l'annexe A des présentes.

Notre engagement à gérer les risques associés aux changements climatiques

Barrick considère que les changements climatiques, notamment les variations des températures et des précipitations et les manifestations climatiques de plus en plus fréquentes et intenses, sont un grand sujet de préoccupation tant pour la Société que pour les collectivités et le monde entier. En 2018, Barrick a poursuivi la mise en œuvre de sa stratégie sur les changements climatiques qu'elle a élaborée en 2017, laquelle est harmonisée à sa stratégie d'affaires générale qui consiste à faire croître les flux de trésorerie disponibles par action¹ en exerçant ses activités minières d'une manière sûre et responsable.

La stratégie sur les changements climatiques de Barrick repose sur trois piliers : i) la compréhension et l'atténuation des risques associés aux changements climatiques, ii) la réduction de l'impact de Barrick sur les changements climatiques et iii) l'amélioration de notre information sur les changements climatiques. La gouvernance à l'égard des risques et des occasions associés aux changements climatiques est assurée par le conseil et par la direction.

Avant la réalisation de la fusion, le comité de la responsabilité sociale de l'entreprise, qui se réunissait trimestriellement, était chargé de la surveillance des politiques, des programmes et du rendement de Barrick relativement aux questions environnementales, notamment les changements climatiques. Le comité des risques a aidé le conseil à surveiller la gestion, par la Société, des risques d'entreprise ainsi que la mise en œuvre de politiques et de normes de suivi et d'atténuation de ces risques. Les changements climatiques sont intégrés au processus officiel de gestion des risques de Barrick, dont les résultats ont été examinés par le comité des risques tout au long de 2018. En outre, le comité d'audit a passé en revue l'approche de la Société en matière de changements climatiques avant sa publication par Barrick.

¹ Les flux de trésorerie disponibles par action sont une mesure financière hors PCGR qui n'a pas de sens normalisé selon les IFRS. Cette mesure pourrait donc ne pas être comparable à des mesures semblables présentées par d'autres sociétés. Pour plus de renseignements concernant les mesures financières hors PCGR, voir « *Autres renseignements – Utilisation de mesures financières hors PCGR* » à la page 104.

Après la réalisation de la fusion et les changements qui ont été apportés à la composition du conseil et des comités, le comité de la gouvernance et des mises en candidature a assumé les responsabilités du comité de la responsabilité sociale de l'entreprise quant à la surveillance des questions environnementales, tel qu'il est susmentionné, alors que les responsabilités du comité d'audit et celles du comité des risques avant la fusion ont été assumées par le comité d'audit et des risques. En outre, Barrick a réaffirmé son engagement envers le développement durable en créant un comité de surveillance environnementale et sociale (**comité E&S**). Ce comité est présidé par le président et chef de la direction et il regroupe tous les chefs de l'exploitation régionaux, les directeurs généraux des mines et les responsables des questions de santé, de sécurité et d'environnement et de fermeture des mines, le directeur exécutif, Développement durable du groupe ainsi qu'un consultant indépendant en développement durable. Le comité E&S se réunit à tous les trimestres pour examiner le rendement de la Société en matière de développement durable et de conformité à ses politiques sur le développement durable, ainsi que pour cerner rapidement les préoccupations et les possibilités associées aux activités de la Société. Le président et chef de la direction examine les rapports du comité E&S avec le comité de la gouvernance et des mises en candidature chaque trimestre dans le cadre du mandat du comité ayant trait à la surveillance des programmes, des politiques et du rendement de Barrick en matière d'environnement, de santé, de sécurité, de responsabilité sociale de l'entreprise et de droits de la personne.

Administrateurs



Le conseil recommande de voter POUR tous les candidats énumérés ci-dessous.

Nous estimons que nos candidats aux postes d'administrateur doivent représenter un bon équilibre entre, d'une part, les compétences et l'expérience nécessaires pour obtenir et maintenir l'acceptabilité sociale de nos activités et, d'autre part, l'expertise technique et opérationnelle et les compétences financières requises.

Profils des administrateurs

Les profils suivants présentent de l'information sur chacun des candidats à l'élection aux postes d'administrateur. Nos administrateurs sont élus chaque année, individuellement, et par un vote majoritaire. Notre politique sur le vote majoritaire prévoit que dans le cadre d'une élection sans concurrence, le candidat proposé au poste d'administrateur qui n'est pas élu à la majorité des voix exprimées en faveur de son élection doit remettre sans délai sa démission au président exécutif du conseil ou, dans le cas du président exécutif du conseil, à l'administrateur principal, pour que le conseil l'étudie. Aucun contrat, aucune convention, ni aucune entente ne sont intervenus entre l'un des administrateurs ou membres de la haute direction ou toute autre personne aux termes desquels l'un des candidats a été proposé en vue de l'élection à un poste d'administrateur de la Société.

Pour obtenir d'autres renseignements sur les administrateurs, voir « *Rapport sur la rémunération des administrateurs et leur avoir en titres de capitaux propres* » à la page 47, « *Comités du conseil* » commençant à la page 39 et l'annexe A de la présente circulaire.



**Administrateur depuis
le 1^{er} janvier 2019**
Beau Champ, Maurice

Nationalité :
Sud-africaine

Domaines d'expertise



Exploitation minière



Santé, sécurité et
environnement



Répartition du
capital et
connaissances
financières



Expérience en
commerce
international et
partenariats
mondiaux



Perfectionnement
et répartition des
talents et culture de
partenariat



Affaires
gouvernementales
et réglementaires et
relations avec les
collectivités



Exécution de
fusions et
d'acquisitions



Gestion des risques

Mark Bristow (60 ans), non indépendant, président et chef de la direction de Barrick

M. Bristow a été nommé président et chef de la direction de Barrick avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2019, après la réalisation de la fusion. Auparavant, M. Bristow agissait en tant que chef de la direction de Randgold depuis sa constitution en 1995 par suite de ses travaux d'exploration pionniers en Afrique de l'Ouest. Il a par la suite dirigé la croissance de Randgold par la découverte et la mise en valeur d'actifs de qualité supérieure et en a fait l'une des plus importantes sociétés d'extraction aurifère internationales. M. Bristow a joué un rôle central en contribuant à l'avènement d'une industrie minière durable en Afrique. Il a une feuille de route concluante pour ce qui est de créer une valeur considérable pour les actionnaires. Au cours de sa carrière, M. Bristow a siégé au conseil d'administration de nombreuses sociétés d'exploitation aurifère mondiales. M. Bristow est titulaire d'un doctorat en géologie de la Natal University, en Afrique du Sud.

Résultats du vote			Membre du conseil et de comités au 28 mars 2019	Présence
Exercice	Pour	Abstentions	Conseil d'administration	
2018	s.o.	s.o.		3/3
2017	s.o.	s.o.		
<i>Présence globale</i>				100 %
Sièges au sein d'autres conseils de sociétés ouvertes au cours des cinq dernières années ¹				
Rockwell Diamonds Inc.				(2006 à ce jour)
Randgold Resources Limited				(1995 à 2018)
Titres comportant droit de vote détenus au 1 ^{er} mars 2019				
Actions de Barrick ²				5 526 661
Autres titres détenus au 31 décembre 2018				
UAD				Aucune
Attributions aux termes du RAI (ancien régime de Randgold) ³				186 958
Attributions aux termes du régime incitatif à long terme (ancien régime de Randgold) ⁴				480 404

Se conforme à l'exigence en matière d'actionariat pour le président et chef de la direction

- Par suite de la procédure de liquidation provisoire de ses filiales en exploitation sud-africaines, Rockwell Diamonds Inc. (RDI) n'a pas été en mesure de terminer et de déposer ses états financiers audités pour l'exercice clos le 28 février 2018, le rapport de gestion portant sur ces états et les attestations applicables dans les délais prescrits en raison de ses contraintes de financement actuelles et de l'incertitude entourant l'issue de cette procédure. Par conséquent, la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario a émis une ordonnance d'interdiction d'opérations visant RDI en date du 5 juillet 2018 qui est toujours en vigueur en date des présentes.
- M. Bristow détient 4 678 175 actions de Barrick directement. En outre, il détient 306 589 actions de Barrick aux termes de l'échange, en actions de Barrick, de l'attribution non récurrente au président et chef de la direction de Randgold que celle-ci lui a octroyée en 2013. Ces actions de Barrick doivent être détenues pendant la durée de l'emploi de M. Bristow auprès de Barrick. M. Bristow détient 156 833 actions de Barrick aux termes du régime de primes annuelles de Randgold. Ces actions de Barrick doivent être détenues jusqu'à la plus rapprochée des dates suivantes : le 1^{er} janvier 2020 (à l'égard de la prime annuelle de 2017) ou le 1^{er} janvier 2021 (à l'égard de la prime annuelle de 2018) et la date à laquelle son emploi auprès de Barrick prend fin. M. Bristow détient 177 736 actions de Barrick aux termes du régime de coinvestissement de Randgold. Ces actions de Barrick doivent être détenues jusqu'à la plus rapprochée des dates suivantes : la date du second anniversaire de la réalisation de la fusion et la date à laquelle son emploi auprès de Barrick prend fin. M. Bristow détient 207 328 actions de Barrick aux termes du régime d'actions incessibles de Randgold (RAI). Ces actions de Barrick doivent être détenues jusqu'à la plus rapprochée des dates suivantes : le second anniversaire de la réalisation de la fusion et la date à laquelle son emploi auprès de Barrick prend fin.
- À la réalisation de la fusion, Barrick a pris en charge certaines attributions en cours octroyées par Randgold aux termes du RAI avant la clôture et elle a accepté d'acquiescer ces attributions à l'acquisition par l'émission d'actions de Barrick (tenant compte du ratio d'échange de la fusion) selon le même calendrier d'acquisition que celui de l'attribution aux termes du RAI pertinente. Les attributions octroyées aux termes du RAI sont assujetties à des conditions liées au rendement. Une fois acquises, les actions de Barrick émises aux termes du RAI doivent être conservées pendant deux ans.
- À la réalisation de la fusion, Barrick a pris en charge certaines attributions en cours octroyées par Randgold aux termes de son régime incitatif à long terme et elle a accepté d'acquiescer ces attributions à l'acquisition par l'émission d'actions de Barrick (tenant compte du ratio d'échange de la fusion) selon le même calendrier d'acquisition que celui de l'attribution aux termes du régime incitatif à long terme pertinente. Les attributions octroyées aux termes du régime incitatif à long terme sont assujetties à des conditions liées au rendement. Une fois acquises, les actions de Barrick émises aux termes du régime incitatif à long terme doivent être conservées pendant deux ans.



Gustavo A. Cisneros (73 ans), indépendant

M. Cisneros est le président du conseil de Cisneros, une entreprise fermée internationale dont les activités sont liées aux médias, au divertissement, aux télécommunications et aux produits de consommation. De plus, il est le propriétaire de Tropicalia, un complexe immobilier touristique haut de gamme de grande envergure, responsable sur les plans environnemental et social en République dominicaine. M. Cisneros est membre du conseil consultatif international de Barrick. Il est également un conseiller principal auprès de RRE Ventures LLC, une société de capital de risque. Au cours de sa carrière, M. Cisneros a occupé des postes et d'autres fonctions de direction au sein d'un certain nombre de sociétés, dont celles-ci : la Univision Communications, Chase Manhattan Bank, All-American Bottling Corporation, Spalding, l'Autorité du canal de Panama, le Groupe de travail des Nations Unies sur les nouvelles technologies de l'information et de la communication, le Conseil ibéro-américain pour la productivité et la compétitivité, le Council for the Atlantic Institute of Government, The Nature Conservancy, Americas Society, le Council on Foreign Relations, le Museum of Modern Art (MoMA) et la Harvard University. M. Cisneros est titulaire d'un doctorat honorifique de la University of Miami et d'un baccalauréat du Babson College.

Administrateur depuis septembre 2003

Santo Domingo,
République dominicaine

Nationalités :

Vénézuélienne et espagnole

Domaines d'expertise



Répartition du capital et connaissances financières



Perfectionnement et répartition des talents et culture de partenariat



Affaires gouvernementales et réglementaires et relations avec les collectivités



Expérience en commerce international et partenariats mondiaux

Résultats du vote

Exercice	Pour	Abstentions
2018	95,4 %	4,6 %
2017	93,1 %	6,9 %

Membre du conseil et de comités au 28 mars 2019

	Présence
Conseil d'administration	10/10
Rémunération	9/9
Gouvernance et mises en candidature (président)	6/6
<i>Présence globale</i>	100 %

Sièges au sein d'autres conseils de sociétés ouvertes au cours des cinq dernières années

Aucun

Titres comportant droit de vote détenus au 1^{er} mars 2019

Actions de Barrick	11 000
--------------------	--------

Autres titres détenus au 31 décembre 2018

UAD	131 177
-----	---------

Se conforme à l'exigence en matière d'actionariat



**Administrateur depuis
le 1^{er} janvier 2019**
Londres, Royaume-Uni

Nationalité :
Britannique

Domaines d'expertise

-  Répartition du capital et connaissances financières
-  Perfectionnement et répartition des talents et culture de partenariat
-  Exécution de fusions et d'acquisitions
-  Expérience en commerce international et partenariats mondiaux
-  Gestion des risques

Christopher L. Coleman (50 ans), indépendant

M. Coleman est le responsable du groupe des activités bancaires chez Rothschild & Co. et compte plus de 25 années d'expérience dans le secteur des services financiers, notamment en matière d'activités bancaires pour les entreprises et les particuliers et de financement de projets. De 2008 jusqu'à la réalisation de la fusion, M. Coleman a agi à titre d'administrateur ne faisant pas partie de la direction de Randgold, y compris à titre de président du conseil d'administration ne faisant pas partie de la direction, de président du comité de la gouvernance et des mises en candidature et de membre du comité de la rémunération. Outre ses services à titre d'administrateur de Randgold, M. Coleman a longtemps travaillé dans le secteur minier en Afrique et ailleurs. Il est administrateur de NM Rothschild & Sons, président de Rothschild Bank International dans les îles de la Manche et siège à un certain nombre d'autres conseils et comités du groupe Rothschild & Co., dont il est au service depuis 1989. Il est également administrateur ne faisant pas partie de la direction de Papa John's International, Inc. De 2001 à 2008, M. Coleman a été administrateur ne faisant pas partie de la direction de Merchant Bank of Central Africa. M. Coleman est titulaire d'un baccalauréat de la London School of Economics and Political Science.

Résultats du vote			Membre du conseil et de comités au 28 mars 2019	Présence
Exercice	Pour	Abstentions	Conseil d'administration	3/3
2018	s.o.	s.o.	Rémunération (président depuis le 1 ^{er} janvier 2019)	3/3
2017	s.o.	s.o.	Gouvernance et mises en candidature (depuis le 1 ^{er} janvier 2019)	1/1
<i>Présence globale</i>				100 %
Sièges au sein d'autres conseils de sociétés ouvertes au cours des cinq dernières années				
Papa John's International, Inc.				(2012 à ce jour)
Randgold Resources Limited				(2008 à 2018)
Titres comportant droit de vote détenus au 1^{er} mars 2019				
Actions de Barrick				121 334
Autres titres détenus au 31 décembre 2018				
UAD				Aucune
<i>Se conforme à l'exigence en matière d'actionariat</i>				



J. Michael Evans (61 ans), indépendant

M. Evans est président et administrateur d'Alibaba Group Holding Ltd., poste qu'il occupe depuis août 2015. Avant de devenir président, M. Evans était un administrateur indépendant et membre du comité d'audit d'Alibaba Group Holding Ltd., chargé notamment de la surveillance et de l'évaluation du risque opérationnel et financier et des contrôles internes. Il a été vice-président du conseil de The Goldman Sachs Group, Inc. de février 2008 jusqu'à son départ en décembre 2013. M. Evans était président du conseil des activités en Asie de Goldman Sachs de 2004 à 2013 et il a occupé divers postes de direction au sein de l'entreprise des valeurs mobilières de la société, y compris celui de chef mondial des marchés financiers. À titre de coresponsable de la division des valeurs mobilières de Goldman Sachs pendant sept ans, M. Evans était chargé, avec les autres responsables de la division, notamment de la révision continue du risque, y compris le risque opérationnel et financier. Il est membre du conseil de City Harvest. Il est aussi administrateur de l'Asia Society et membre du conseil consultatif du Bendheim Center for Finance à la Princeton University. M. Evans est titulaire d'un baccalauréat de la Princeton University. M. Evans a fait partie du huit de pointe masculin d'aviron médaillé d'or pour le Canada aux Jeux olympiques d'été de 1984.

Administrateur depuis
juillet 2014
New York, New York, États-Unis

Nationalité :
Canadienne

Domaines d'expertise

-  Gestion des risques
-  Répartition du capital et connaissances financières
-  Exécution de fusions et d'acquisitions
-  Expérience en commerce international et partenariats mondiaux
-  Perfectionnement et répartition des talents et culture de partenariat

Résultats du vote

Exercice	Pour	Abstentions
2018	99,3 %	0,7 %
2017	95,7 %	4,3 %

Membre du conseil et de comités au 28 mars 2019

	Présence
Conseil d'administration	9/10
Risques (président jusqu'au 31 décembre 2018)	4/5
Audit et risques (depuis le 1 ^{er} janvier 2019)	1/1
<i>Présence globale</i>	88 %

Sièges au sein d'autres conseils de sociétés ouvertes au cours des cinq dernières années

Alibaba Group Holding Ltd.	(2014 à ce jour)
----------------------------	------------------

Titres comportant droit de vote détenus au 1^{er} mars 2019

Actions de Barrick	Aucune
--------------------	--------

Autres titres détenus au 31 décembre 2018

UAD	72 276
-----	--------

Se conforme à l'exigence en matière d'actionnariat



**Administrateur depuis
juillet 2014**
Henderson, Nevada, États-Unis

Nationalité :
Américaine

Domaines d'expertise



Affaires
gouvernementales
et réglementaires et
relations avec les
collectivités



Perfectionnement
et répartition des
talents et culture de
partenariat



Exécution de
fusions et
d'acquisitions



Répartition du
capital et
connaissances
financières

Brian L. Greenspun (72 ans), indépendant

M. Greenspun est éditeur et rédacteur en chef du *Las Vegas Sun*. Il est également le président du conseil et chef de la direction du Greenspun Media Group. M. Greenspun a été nommé à deux commissions présidentielles des États-Unis. Au début des années 1990, il a été nommé par le président Bill Clinton à la commission de la Maison-Blanche sur les petites entreprises. En décembre 2014, il a été nommé par le président Barack Obama à la commission pour la préservation de l'héritage de l'Amérique à l'étranger. Il est administrateur de la Brookings Institution, de la University of Nevada Las Vegas Foundation et du Simon Wiesenthal Museum of Tolerance. Il est un membre actif de nombreuses organisations civiles et caritatives au sein de la communauté de Las Vegas. M. Greenspun est titulaire d'un diplôme en droit et d'un baccalauréat de la Georgetown University.

Résultats du vote			Membre du conseil et de comités au 28 mars 2019	Présence
Exercice	Pour	Abstentions	Conseil d'administration	9/10
2018	99,2 %	0,8 %	Gouvernance et mises en candidature	6/6
2017	95,7 %	4,3 %	Rémunération (depuis le 1 ^{er} janvier 2019)	3/3
			Responsabilité sociale de l'entreprise (comité dissous le 1 ^{er} janvier 2019)	4/5
			<i>Présence globale</i>	92 %
Sièges au sein d'autres conseils de sociétés ouvertes au cours des cinq dernières années				
Aucun				
Titres détenus au 1^{er} mars 2019				
Actions de Barrick				31 185
Autres titres détenus au 31 décembre 2018				
UAD				54 207

Se conforme à l'exigence en matière d'actionariat



Administrateur depuis décembre 2005
Mesquite, Nevada, États-Unis

Nationalité :
Américaine

Domaines d'expertise

-  Exploitation minière
-  Santé, sécurité et environnement
-  Perfectionnement et répartition des talents et culture de partenariat
-  Répartition du capital et connaissances financières
-  Gestion des risques

J. Brett Harvey (68 ans), indépendant, administrateur principal

M. Harvey a été président du conseil émérite de CONSOL Energy Inc., société de services liés aux secteurs du charbon, du gaz et de l'énergie, de mai 2016 à mai 2017. Il a agi à titre de président du conseil de janvier 2015 à mai 2016, de président exécutif du conseil de mai 2014 à janvier 2015, de président du conseil et chef de la direction de juin 2010 à mai 2014 et de chef de la direction de janvier 1998 à juin 2010 de CONSOL Energy Inc. De janvier 2009 à mai 2014, il a aussi agi à titre de président du conseil et chef de la direction de la CNX Gas Corporation, filiale de CONSOL Energy Inc. Il a commencé sa carrière dans les affaires dans le domaine minier en joignant les rangs de la Kaiser Steel Company en 1979 à la mine de Sunnyside, en Utah et, en 1984, il a été nommé vice-président et directeur général de Kaiser Coal au Nouveau-Mexique. M. Harvey a également agi à titre de vice-président, Exploitation minière, de PacifiCorp. En 2016, il a reçu la médaille d'or commémorative Charles F. Rand décernée par la Society for Mining, Metallurgy and Exploration pour souligner ses réalisations exceptionnelles dans l'administration de l'exploration minière. M. Harvey est l'ancien président de la National Mining Association et du Conseil consultatif de l'industrie du charbon de l'Agence internationale de l'énergie. Il siège au conseil exécutif national de Boy Scouts of America en plus d'être administrateur et ancien président du conseil du Laurel Highlands Council of the Boy Scouts. Il est titulaire d'un baccalauréat en génie minier de la University of Utah.

Résultats du vote			Membre du conseil et de comités au 28 mars 2019	Présence
Exercice 2018	Pour	Abstentions	Conseil d'administration	10/10
	97,0 %	3,0 %	Rémunération (président jusqu'au 31 décembre 2018)	9/9
2017	Pour	Abstentions	Gouvernance et mises en candidature (du 23 octobre 2018 au 31 décembre 2018)	2/2
	93,9 %	6,1 %	Audit et risques (président depuis le 1 ^{er} janvier 2019)	1/1
Présence globale				100 %

Sièges au sein d'autres conseils de sociétés ouvertes au cours des cinq dernières années

Warrior Met Coal Inc.	(2017 à ce jour)
Allegheny Technologies Inc.	(2007 à ce jour)
CONSOL Energy Inc.	(1998 à 2016)

Titres comportant droit de vote détenus au 1^{er} mars 2019

Actions de Barrick	29 175
--------------------	--------

Autres titres détenus au 31 décembre 2018

UAD	103 206
-----	---------

Se conforme à l'exigence en matière d'actionnariat



Andrew J. Quinn (65 ans), indépendant

M. Quinn a été responsable des services bancaires d'investissement dans le secteur minier pour l'Europe et l'Afrique auprès de la Banque Canadienne Impériale de Commerce pendant 15 ans avant de prendre sa retraite en 2011. De 2011 à 2018, il a agi à titre d'administrateur ne faisant pas partie de la direction de Randgold, notamment comme administrateur indépendant principal, président du comité de la rémunération et membre du comité d'audit. Depuis 2016, M. Quinn agit à titre d'administrateur ne faisant pas partie de la direction de la London Bullion Market Association, association commerciale internationale qui supervise le marché hors cote pour l'or et l'argent. Il compte plus de 40 ans d'expérience dans le secteur minier, expérience qu'il a acquise notamment à Anglo American, Greenbushes Tin et au *Mining Journal*. Avant de se joindre à la Banque Canadienne Impériale de Commerce en 1996, M. Quinn avait travaillé pendant 12 ans chez James Capel & Co. Limited (devenue la division des services bancaires d'investissement de HSBC). M. Quinn est titulaire d'un baccalauréat en exploitation minière (génie minier) de la Cardiff University.

Administrateur depuis le 1^{er} janvier 2019
Llanboidy, Carmarthenshire,
Royaume-Uni

Nationalité :
Britannique

Domaines d'expertise



Exploitation minière



Répartition du capital et connaissances financières



Gestion des risques



Exécution de fusions et d'acquisitions



Expérience en commerce international et partenariats mondiaux

Résultats du vote

Exercice	Pour	Abstentions
2018	s.o.	s.o.
2017	s.o.	s.o.

Membre du conseil et de comités au 28 mars 2019

Conseil d'administration
Audit et risques

Présence

3/3
1/1

Présence globale

100 %

Sièges au sein d'autres conseils de sociétés ouvertes au cours des cinq dernières années

Randgold Resources Limited (2011 à 2018)

Titres comportant droit de vote détenus au 1^{er} mars 2019

Actions de Barrick 72 481

Autres titres détenus au 31 décembre 2018

UAD Aucune

Se conforme à l'exigence en matière d'actionariat



Administrateur depuis février 2012

Palm Beach, Floride, États-Unis

Nationalité : Américaine

Domaines d'expertise

-  Exécution de fusions et d'acquisitions
-  Répartition du capital et connaissances financières
-  Expérience en commerce international et partenariats mondiaux
-  Perfectionnement et répartition des talents et culture de partenariat
-  Gestion des risques
-  Affaires gouvernementales et réglementaires et relations avec les collectivités

John L. Thornton (65 ans), non indépendant, président exécutif du conseil de Barrick

M. Thornton a été nommé président exécutif du conseil de Barrick le 30 avril 2014. Du 5 juin 2012 au 29 avril 2014, M. Thornton a agi à titre de coprésident du conseil de Barrick. Il est aussi président du conseil de Silk Road Finance Corporation, société d'investissement asiatique, et président du conseil ne faisant pas partie de la direction de PineBridge Investments, gestionnaire d'actifs à l'échelle internationale. Il est professeur, directeur du programme de leadership international et membre du conseil consultatif de la Tsinghua University School of Economics and Management à Beijing. Il est aussi président du conseil émérite de la Brookings Institution à Washington, D.C. En 2003, il a quitté ses fonctions de président et membre du conseil de Goldman Sachs Group, Inc. M. Thornton est coprésident de la Asia Society et aussi administrateur, membre du conseil consultatif ou membre de la China Investment Corporation (CIC), du Confucius Institute Headquarters, de la King Abdullah University of Science and Technology, du conseil consultatif McKinsey, de Schwarzman Scholars et de l'African Leadership Academy. Il est également vice-président du conseil d'administration du Morehouse College.

M. Thornton est titulaire d'un baccalauréat du Harvard College, d'un diplôme d'études supérieures en jurisprudence de l'Oxford University et d'une maîtrise de la Yale School of Management.

Résultats du vote			Membre du conseil et de comités au 28 mars 2019	Présence
Exercice	Pour	Abstentions	Conseil d'administration	10/10
2018	93,7 %	6,3 %		
2017	93,8 %	6,2 %		
			Présence globale	100 %
Sièges au sein d'autres conseils de sociétés ouvertes au cours des cinq dernières années				
Ford Motor Company			(1996 à ce jour)	
China Unicom (Hong Kong) Limited			(2008 à 2015)	
Titres comportant droit de vote détenus au 1 ^{er} mars 2019				
Actions de Barrick ^{5, 6}			5 000 000	
Autres titres détenus au 31 décembre 2018				
UAD			1 154	

Se conforme à l'exigence en matière d'actionnariat pour le président exécutif du conseil

5. M. Thornton détient 3 985 219 actions de Barrick directement, 59 970 actions de Barrick indirectement par l'intermédiaire d'un transfert à un compte de retraite individuel et 500 000 actions de Barrick indirectement par l'intermédiaire d'une fiducie dont le constituant conserve le droit à la rente. M. Thornton exerce aussi le contrôle ou la mainmise sur 240 600 actions de Barrick détenues au nom de son épouse et de ses enfants. En outre, 214 211 actions de Barrick sont détenues par des fiducies familiales au profit des enfants de M. Thornton, fiducies dont son épouse est fiduciaire. M. Thornton n'a pas d'intérêt véritable dans ces actions de Barrick détenues en fiducie ni n'exerce de contrôle sur celles-ci. Après l'annonce de la fusion, M. Thornton a acheté 2 271 029 actions de Barrick additionnelles, doublant presque son actionnariat pour le porter à 5 000 000 d'actions de Barrick.
6. Le 25 mars 2019, M. Thornton a acheté 215 000 actions de Barrick additionnelles au moyen de son attribution de PILT de 2018, portant ainsi son actionnariat total à 5 215 000 actions de Barrick d'une valeur de près de 29 fois son salaire de base en date du 28 mars 2019. Voir « *Rémunération des membres de la haute direction visés pour 2018 – Gestion des risques associés à la rémunération – Exigences en matière d'actionnariat des membres de la haute direction visés* » commençant à la page 83 pour plus de renseignements.

Comités du conseil

Les trois comités permanents du conseil s'acquittent d'une partie importante des responsabilités de surveillance de celui-ci.

Le 1^{er} janvier 2019, après la fusion, le conseil a reconstitué ses comités en vue d'établir trois comités permanents, qui possèdent tous un mandat écrit. Le conseil a fusionné le comité d'audit et le comité des risques pour former le comité d'audit et des risques et le comité de la gouvernance et des mises en candidature a assumé les responsabilités du comité de la responsabilité sociale de l'entreprise, lequel a été dissous. La réduction du nombre de comités du conseil ne modifie d'aucune façon les responsabilités globales du conseil ni l'importance que le conseil accorde aux tâches menées par les comités qui ont été dissous. Ces responsabilités sont simplement attribuées à moins de comités, conformément à la structure rationalisée de notre conseil. En outre, tous les comités du conseil sont constitués entièrement d'administrateurs indépendants.

Les mandats de nos comités établissent les exigences sur le plan de la composition de chaque comité. Chaque mandat de comité fournit aussi une description du rôle et des responsabilités du président du comité, qui comprennent ce qui suit :

- assurer la direction du comité et en présider les réunions;
- travailler de pair avec le président exécutif du conseil et/ou le secrétaire de la Société, selon le cas, pour établir la fréquence et l'ordre du jour des réunions du comité;
- faciliter l'échange d'information à l'intention du comité et en provenance de celui-ci et favoriser un climat qui permet aux membres du comité de poser des questions et d'exprimer leurs points de vue;
- faire rapport au conseil des activités et de toute recommandation du comité; et
- diriger le comité dans sa révision et son évaluation annuelles du caractère adéquat de son mandat et de son efficacité à le remplir.

Vous pouvez consulter le mandat de chaque comité à l'adresse www.barrick.com/about/governance.

Les mandats des comités autorisent chaque comité, à sa seule appréciation, à recourir aux services de consultants externes, au besoin, aux frais de Barrick. Depuis la réalisation de la fusion, chaque comité a revu son mandat pour s'assurer qu'il reflète les besoins de la Société, les pratiques exemplaires et les exigences réglementaires applicables. Toutes les modifications qui sont apportées de temps à autre aux mandats des comités sont approuvées par le comité de la gouvernance et des mises en candidature et par le conseil.

Le tableau suivant présente les membres des comités en date de la présente circulaire :

Comités	Membres
Comité d'audit et des risques	J. Brett Harvey (président), J. Michael Evans et Andrew J. Quinn
Comité de la rémunération	Christopher L. Coleman (président), Gustavo A. Cisneros, Brian L. Greenspun et J. Brett Harvey
Comité de la gouvernance et des mises en candidature	Gustavo A. Cisneros (président), Christopher L. Coleman et Brian L. Greenspun

La composition des comités varie périodiquement. Au moins une fois l'an, le comité de la gouvernance et des mises en candidature passe en revue la composition des comités et recommande les membres et le président de chacun des comités au conseil aux fins d'approbation.

Comité d'audit et des risques

Avant le 1^{er} janvier 2019, le comité d'audit^{1,2} était composé de Stephen J. Shapiro (président), Pablo Marcet et Ernie L. Thrasher. Le 1^{er} janvier 2019, à la réalisation de la fusion, le comité d'audit et le comité des risques ont été fusionnés. Le nouveau comité d'audit et des risques a assumé les responsabilités du comité des risques, lesquelles se sont ajoutées aux responsabilités existantes du comité d'audit. Le comité d'audit et des risques reconstitué^{1,3} est composé des membres suivants : J. Brett Harvey (président), J. Michael Evans et Andrew J. Quinn. María Ignacia Benítez a été membre du comité d'audit et des risques du 1^{er} janvier 2019 au 28 février 2019. Pour plus de renseignements sur le comité d'audit et des risques, veuillez consulter la rubrique intitulée « *Comité d'audit et des risques* » de notre notice annuelle pour l'exercice clos le 31 décembre 2018.

Principales activités et principaux accomplissements en 2018

Les activités décrites ci-dessous ont été entreprises par le comité d'audit en 2018 avant qu'il soit reconstitué en tant que comité d'audit et des risques le 1^{er} janvier 2019 par suite de la fusion.

Communication de l'information financière	<ul style="list-style-type: none"> Examen et recommandation au conseil aux fins d'approbation des états financiers trimestriels et annuels de la Société dressés conformément aux IFRS et des rapports de gestion y afférents Examen des rapports du comité sur les réserves et les ressources de la Société Examen des contrôles et procédures de communication de l'information de la Société Examen de l'information sur les changements climatiques de la Société en lien avec les recommandations du Task Force on Climate-Related Financial Disclosures du Financial Stability Board
Surveillance des fonctions de contrôle	<ul style="list-style-type: none"> Supervision du cadre de contrôle interne, de l'efficacité des contrôles clés et de l'état des mesures correctrices connexes de la Société Surveillance du processus de gestion des risques d'entreprise de la Société ainsi que de ses procédures et processus liés aux risques financiers importants et à l'information financière, y compris les initiatives portant sur la gouvernance dans le cadre de coentreprises, la planification de la fermeture de mines, les stratégies en matière d'assurance, les mesures en matière de cybersécurité et les plans de reprise des activités, en rapport avec le contrôle interne à l'égard de l'information financière Examen de l'évaluation des risques associés à la communication de l'information financière réalisée par la direction Supervision de l'efficacité de la fonction d'audit interne et examen et approbation du plan annuel d'audit interne
Rapport sur la planification de l'audit et l'exécution de l'audit	<ul style="list-style-type: none"> Approbation du rapport de planification de l'audit dressé par l'auditeur externe et des honoraires de ce dernier, et surveillance de l'exécution de son audit, dont l'opinion de l'auditeur externe quant à l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière de la Société Évaluation de l'efficacité de l'auditeur
Administration de la politique sur les services d'audit	<ul style="list-style-type: none"> Surveillance de la politique sur les services d'audit aux termes de laquelle les services fournis par notre auditeur doivent être approuvés au préalable. La politique sur les services d'audit précise la portée des services permis pouvant être fournis par l'auditeur dans le but de s'assurer que l'indépendance de l'auditeur n'est pas compromise. Tous les services fournis par notre auditeur en 2018 ont été approuvés par le comité d'audit conformément à la politique sur les services d'audit
Structure organisationnelle des finances	<ul style="list-style-type: none"> Évaluation et contrôle des projets visant à rationaliser les processus financiers et à réduire le nombre de bureaux aux termes du modèle d'exploitation décentralisé
Conformité et questions réglementaires	<ul style="list-style-type: none"> Examen de rapports périodiques sur la conformité à notre Code d'éthique et de conduite des affaires, à notre politique antifraude et à notre politique anticorruption et sur les mesures mises en œuvre pour superviser et renforcer la conformité Supervision de la correspondance avec les autorités de réglementation et des faits nouveaux juridiques et réglementaires ayant trait à l'information financière qui ont une incidence sur les activités et l'exploitation de la Société Examen du rapport de la Société sur les paiements aux gouvernements en vertu de la <i>Loi sur les mesures de transparence dans le secteur extractif</i> (Canada) Examen de l'état des litiges importants Examen du processus de comptabilité fiscale de la Société et des politiques fiscales internationales

Notes relatives à la composition du comité :

- Tous les membres du comité ont des compétences financières et au moins un membre a une expertise comptable et financière. Les membres du comité d'audit et des risques ne peuvent faire partie de plus de deux autres comités d'audit de sociétés ouvertes sans l'approbation du conseil. Aucun membre du comité d'audit et des risques ne siège actuellement au comité d'audit de plus de trois sociétés ouvertes, y compris Barrick.
- En 2018, le conseil a déterminé que M^{me} Moyo et MM. Shapiro et Thrasher étaient des « experts financiers du comité d'audit » au sens du terme *audit committee financial expert* défini dans les règles de la SEC.
- En 2019, le conseil a jugé que MM. Harvey et Evans étaient des « experts financiers du comité d'audit » au sens du terme *audit committee financial expert* défini dans les règles de la SEC. Aux termes des règles adoptées par la SEC, même si ces personnes ont été désignées experts financiers du comité d'audit, elles ne seront pas pour autant réputées être des « experts » à toutes fins, ni ne se verront imposer de devoirs, d'obligations ou de responsabilités plus grands que ce qui est imposé aux autres membres du comité d'audit et des risques, et du conseil d'administration qui ne portent pas ce titre.

Comité de la rémunération

Avant le 1^{er} janvier 2019, le comité de la rémunération était composé de J. Brett Harvey (président), Gustavo A. Cisneros, J. Robert S. Prichard, Steven J. Shapiro et Ernie L. Thrasher. Le 1^{er} janvier 2019, à la réalisation de la fusion, le comité de la rémunération a été reconstitué et regroupe maintenant les membres suivants : Christopher L. Coleman (président), Gustavo A. Cisneros, Brian L. Greenspun et J. Brett Harvey.

Principales activités et principaux accomplissements en 2018

Les activités décrites ci-dessous ont été entreprises par le comité de la rémunération en 2018 avant la fusion.

Interaction avec les actionnaires	<ul style="list-style-type: none"> Prise en compte de la rétroaction des actionnaires quant à l'approche en matière de rémunération de notre président exécutif du conseil et des partenaires visés et recommandation d'améliorations visant la divulgation de l'information pour répondre à la rétroaction reçue
Évaluation des risques liés à la rémunération	<ul style="list-style-type: none"> Examen du rapport d'évaluation du risque associé à la rémunération ayant porté sur le programme de rémunération des membres de la haute direction de Barrick qui a été préparé par Pay Governance LLC (Pay Governance)
Groupe de sociétés d'exploitation minière comparables de 2018	<ul style="list-style-type: none"> Examen et approbation des changements apportés au groupe de sociétés d'exploitation minière comparables de 2018 (retrait de Cameco Corp. et de Glencore plc; ajout d'Agnico Eagle Mines Limited, de First Quantum Minerals Ltd et de Newcrest Mining Limited)
Rémunération du président exécutif du conseil	<ul style="list-style-type: none"> Examen de données sur la rémunération du membre de haute direction à l'échelon le plus élevé à l'échelle mondiale de notre groupe de sociétés d'exploitation minière comparables et du marché en général fournies par le consultant indépendant en rémunération Pay Governance et examen d'autres facteurs en vue d'établir la fourchette de rémunération totale pour 2018 pour notre président exécutif du conseil
Approbation de la rémunération de la haute direction	<ul style="list-style-type: none"> Avant la clôture de la fusion le 1^{er} janvier 2019, examen des recommandations du président exécutif du conseil et recommandation de l'approbation des PIAR potentielles et des paiements pour les partenaires qui ont composé notre comité exécutif en 2018 Évaluation du rendement de 2018 et recommandation de l'approbation des attributions d'UAOR à l'égard des membres dont le mandat se poursuit au sein de notre comité exécutif en 2018, sous réserve de l'obtention des résultats financiers de fin d'exercice Après la revue de l'évaluation du rendement du président exécutif du conseil par le comité de la gouvernance et des mises en candidature (réalisée en consultation avec l'administrateur principal) et de l'évaluation du rendement de l'ancien président par le président exécutif du conseil, établissement et recommandation aux administrateurs indépendants de la rémunération de 2018 du président exécutif du conseil et de l'ancien président aux fins d'approbation
Régime d'actionariat mondial de Barrick et régime d'achat d'actions de Barrick	<ul style="list-style-type: none"> Révision et approbation de la répartition d'actions de Barrick aux employés admissibles pour renforcer la culture de propriété de Barrick à tous les échelons de la Société Révision et approbation d'un nouveau régime d'achat d'actions de Barrick qui permet à une personne d'acheter des actions de Barrick par voie de retenues sur le salaire et d'être récompensée de le faire par l'achat correspondant d'actions de Barrick que fait la Société (jusqu'à concurrence de 4 000 \$ ou de 5 000 \$ CA par année), lesquelles sont assujetties à des exigences en matière de détention
Gouvernance	<ul style="list-style-type: none"> Évaluation du programme de rémunération des membres de la haute direction de Barrick par rapport aux pratiques exemplaires et aux politiques des agences de conseil en vote Examen et approbation des modifications proposées du régime d'unités d'actions incessibles pour faire en sorte que les attributions d'actions après impôts renforcent notre culture de propriété à l'échelle de la Société

Comité de la gouvernance et des mises en candidature

Avant le 1^{er} janvier 2019, le comité de la gouvernance et des mises en candidature était constitué de Gustavo A. Cisneros (président), Brian L. Greenspun et Nancy H.O. Lockhart (jusqu'au 23 septembre 2018). J. Brett Harvey a été membre du comité de la gouvernance et des mises en candidature du 23 octobre 2018 au 31 décembre 2018. Le 1^{er} janvier 2019, à la réalisation de la fusion, le comité de la gouvernance et des mises en candidature a assumé les responsabilités du comité de la responsabilité sociale de l'entreprise, lequel a été dissous. Le comité de la gouvernance et des mises en candidature a été reconstitué et regroupe maintenant les membres suivants : Gustavo A. Cisnero (président), Christopher L. Coleman et Brian L. Greenspun. María Ignacia Benítez a été membre du comité de la gouvernance et des mises en candidature du 1^{er} janvier 2019 au 28 février 2019.

Principales activités et principaux accomplissements en 2018

Les activités décrites ci-dessous ont été entreprises par le comité de la gouvernance et des mises en candidature en 2018 avant la fusion.

Renouvellement du conseil	<ul style="list-style-type: none">• Surveillance du processus de détermination de la composition du nouveau conseil et de la nouvelle structure des comités après la fusion et revue des mandats proposés et d'autres documents de gouvernance• De concert avec l'administrateur principal, direction, par le président du comité, du processus d'évaluation annuelle des administrateurs et révision de tous les résultats avec le comité et des principales conclusions avec le conseil• Revue du progrès de la Société par rapport à l'atteinte des objectifs de la politique en matière de diversité
Gouvernance et conformité	<ul style="list-style-type: none">• De concert avec l'administrateur principal, réalisation de l'évaluation du rendement de 2018 du président exécutif du conseil• De concert avec le comité de la rémunération, surveillance de la mise en œuvre de notre stratégie d'interaction avec les actionnaires qui s'est traduite notamment par la Journée des investisseurs de Barrick, les Journées des investisseurs conjointes de Barrick et de Randgold, la rencontre sur le développement durable et les projets ESG• Réception de mises à jour périodiques sur les activités d'interaction avec les actionnaires et examen des répercussions de la rétroaction des actionnaires sur les pratiques et les projets en matière de gouvernance de Barrick• Évaluation de la prorogation de Barrick du régime des lois de la province d'Ontario à celui des lois de la province de la Colombie-Britannique et surveillance du processus de modification des documents de gouvernance clés (y compris les statuts) dans le cadre de la prorogation

Comité de la responsabilité sociale de l'entreprise (dissous le 1^{er} janvier 2019)

Avant le 1^{er} janvier 2019, le comité de la responsabilité sociale de l'entreprise était composé de Brian L. Greenspun, Pablo Marcet et Ernie L. Thrasher. Nancy H.O. Lockhart était la présidente du comité jusqu'à ce qu'elle démissionne de ses fonctions au conseil le 23 septembre 2018. Ernie L. Thrasher a agi à titre de président du comité du 22 octobre 2018 au 31 décembre 2018. María Ignacia Benítez a été membre du comité du 22 octobre 2018 au 31 décembre 2018. Le 1^{er} janvier 2019, après la réalisation de la fusion, le comité de la responsabilité sociale de l'entreprise a été dissous et ses responsabilités ont été assumées par le comité de la gouvernance et des mises en candidature.

Principales activités et principaux accomplissements en 2018

Les activités décrites ci-dessous ont été entreprises par le comité de la responsabilité sociale de l'entreprise en 2018 avant que les responsabilités de ce dernier ne soient assumées par le comité de la gouvernance et des mises en candidature le 1^{er} janvier 2019.

Surveillance des questions de responsabilité sociale de l'entreprise	<ul style="list-style-type: none"> Supervision des structures organisationnelles des fonctions relatives à la responsabilité sociale de l'entreprise, au sein du modèle d'exploitation décentralisée de la Société, dont les fonctions liées à la sécurité et à la santé, à l'environnement, aux permis et à la fermeture de mines, aux relations avec les collectivités, aux droits de la personne et à la sécurité Évaluation de rapports périodiques sur les indicateurs de rendement clés ayant trait à nos fonctions relatives à la responsabilité sociale de l'entreprise Supervision du processus d'assurance visant la conformité aux exigences réglementaires applicables à l'ensemble des fonctions relatives à la responsabilité sociale de l'entreprise Réception d'un exposé détaillé sur la gouvernance en matière de coentreprises, y compris la surveillance de la direction, la mise en œuvre de politiques, la conformité aux questions de responsabilité sociale de l'entreprise ainsi que la présentation de rapports
Surveillance des questions relatives aux parties prenantes et à la réputation	<ul style="list-style-type: none"> Évaluation de rapports périodiques sur des questions clés relatives aux parties prenantes et à la réputation ayant trait à nos fonctions relatives à la responsabilité sociale de l'entreprise, aux affaires internes, au développement durable et aux questions liées aux droits de la personne Réception de rapports détaillés sur les incidents à déclarer sur les plans de l'environnement et de la santé et sécurité des employés, y compris des analyses et des statistiques détaillées sur la sécurité à l'égard de chaque site minier, et mise en œuvre de revues des mesures préventives et de l'état de préparation en cas d'urgence. Les membres du comité ont visité les mines Cortez et Goldstrike pour contrôler la culture de la sécurité et pour discuter des risques associés à la santé et à la sécurité directement avec le personnel de première ligne Révision de la gestion de l'eau, des résidus miniers et de la lixiviation, ainsi que de la stratégie de fermeture de mines par la Société, et réception de mises à jour régulières concernant le programme de gérance des parcs de résidus miniers de Barrick Révision de l'approche de la Société quant au renouvellement du bail minier spécial visant la coentreprise Porgera, y compris à l'égard des questions liées aux relations avec les collectivités et les gouvernements et aux droits de la personne
Programme en matière de droits de la personne	<ul style="list-style-type: none"> Surveillance de la poursuite de la mise en œuvre du programme mondial de conformité en matière de droits de la personne de la Société Révision de la stratégie de la Société en matière de droits de la personne et de sécurité
Responsabilité sociale de l'entreprise	<ul style="list-style-type: none"> Surveillance de la poursuite de la mise en œuvre des programmes et politiques de la Société en matière de responsabilité sociale de l'entreprise et de relations avec les collectivités Révision de l'approche de la Société quant aux questions de harcèlement sexuel, dont les politiques et les normes, les lignes directrices en matière de signalement et les projets de formation à l'échelle internationale de la Société

Comité des risques (dissous en tant que comité distinct et fusionné au comité d'audit le 1^{er} janvier 2019)

Avant le 1^{er} janvier 2019, le comité des risques était composé de J. Michael Evans (président), Graham G. Clow, Anthony Munk et J. Robert S. Prichard. Patricia Hatter a été membre du comité des risques du 23 octobre 2018 au 31 décembre 2018. Le 1^{er} janvier 2019, à la réalisation de la fusion, le comité des risques a été dissous et les responsabilités de ce dernier ont été assumées par le comité d'audit et des risques.

Principales activités et principaux accomplissements en 2018

Les activités décrites ci-dessous ont été entreprises par le comité des risques en 2018 avant qu'il ne soit fusionné au comité d'audit le 1^{er} janvier 2019.

Gestion du risque d'entreprise	<ul style="list-style-type: none">• Examen et évaluation de rapports sur les processus de la Société relatifs à la gestion des risques d'entreprise et à la stratégie globale relative aux risques d'entreprise. Ces risques comprennent les risques d'ordre financier, réglementaire, stratégique et opérationnel• Poursuite d'un processus continu visant à améliorer la qualité de l'information reçue par le comité afin de faciliter une discussion constructive concernant les risques auxquels la Société fait face et la façon dont ils sont gérés. Focalisation particulière sur l'acquisition d'une meilleure compréhension des risques à l'échelle de l'entreprise comme les risques géopolitiques, les risques opérationnels, les risques associés aux projets de décentralisation de Barrick, les risques associés à l'exécution de projets d'investissement et les risques associés à l'environnement numérique de Barrick, y compris la cybersécurité• Évaluation d'importants programmes d'atténuation des risques comme le programme anticorruption, le programme de gérance des parcs de résidus miniers, le programme de gestion des talents et le programme d'assurance de Barrick ainsi que l'approche de la Société en matière de gestion des risques associés à ses coentreprises
Gestion des liquidités	<ul style="list-style-type: none">• Examen et évaluation de rapports sur le plan financier de la Société pour s'assurer qu'il est adéquat et judicieux relativement à ses plans d'exploitation et d'investissement• Évaluation des mesures prises par la direction en vue d'améliorer les activités opérationnelles et commerciales de la Société, notamment par l'entremise du programme <i>Excellence</i> et du projet de transformation numérique de la Société• Révision de la gestion du passif de la Société et de la stratégie en matière de dividendes
Risque associé aux opérations stratégiques	<ul style="list-style-type: none">• Révision et évaluation de rapports sur la planification de l'intégration et les risques associés à la fusion. Focalisation particulière sur l'intégration des structures organisationnelles et des activités d'exploitation de Barrick et de Randgold, y compris l'intégration des fonctions de la planification financière et la communication de l'information financière, de la gestion des risques, de l'assurance commerciale et autres fonctions commerciales clés des sociétés
Gestion du risque financier	<ul style="list-style-type: none">• Surveillance des principales stratégies de gestion du risque financier de la Société

Présence aux réunions

Nous nous attendons à ce que les administrateurs déploient tous les efforts raisonnables pour assister à toutes les réunions du conseil et des comités dont ils sont membres ainsi qu'à l'assemblée annuelle des actionnaires. Les administrateurs peuvent y participer par téléconférence s'ils ne peuvent y assister en personne. Sous réserve de circonstances atténuantes, les administrateurs doivent assister à au moins 75 % de l'ensemble des réunions du conseil et des comités. Tous les administrateurs ont rempli cette exigence en 2018. Le tableau ci-dessous résume le nombre de réunions du conseil et des comités auxquelles a assisté chacun de nos candidats aux postes d'administrateur entre le 1^{er} janvier 2018 et le 28 mars 2019. Le relevé de présence des administrateurs est aussi inclus dans les profils des administrateurs à la rubrique « *Administrateurs* » commençant à la page 30.

Présence aux réunions des candidats aux postes d'administrateur

Après la fusion de Barrick et de Randgold le 1^{er} janvier 2019, le conseil de Barrick a été reconstitué et compte maintenant neuf administrateurs, dont six ont été nommés par Barrick et trois par Randgold. Malheureusement, le 28 février 2019, peu avant que la présente circulaire ait été finalisée, M^{me} María Ignacia Benítez, administratrice indépendante de Barrick depuis avril 2018, est décédée. En date de la présente circulaire, la recherche d'une candidate pour combler la vacance laissée par M^{me} Benítez se poursuivait. Huit administrateurs, dont les noms figurent ci-dessous, sont des candidats à l'élection aux postes d'administrateur à l'assemblée.

Avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2019, les comités du conseil ont aussi été reconstitués. Le comité d'audit et le comité des risques ont été fusionnés pour former le comité d'audit et des risques. Le comité de la gouvernance et des mises en candidature a assumé les responsabilités du comité de la responsabilité sociale de l'entreprise et, par conséquent, celui-ci a été dissous avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2019.

Administrateur	Réunions du conseil en 2018	Réunions des comités en 2018					Réunions du conseil en 2019	Réunions des comités en 2019			Total des réunions du conseil et des comités au 28 mars 2019
		Audit	Rémunération	Gouvernance et mises en candidature	Responsabilité sociale de l'entreprise	Risques		Audit et risques	Rémunération	Gouvernance et mises en candidature	
M. Bristow ¹	–	–	–	–	–	–	3/3 100 %	–	–	–	3 sur 3 100 %
G.A. Cisneros	7/7 100 %	–	6/6 100 %	5/5 100 %	–	–	3/3 100 %	–	3/3 100 %	1/1 100 %	25 sur 25 100 %
C.L. Coleman ^{1, 2}	–	–	–	–	–	–	3/3 100 %	–	3/3 100 %	1/1 100 %	7 sur 7 100 %
J.M. Evans ³	6/7 86 %	–	–	–	–	4/5 80 %	3/3 100 %	1/1 100 %	–	–	14 sur 16 88 %
B.L. Greenspun ⁴	6/7 86 %	–	–	5/5 100 %	4/5 80 %	–	3/3 100 %	–	3/3 100 %	1/1 100 %	22 sur 24 92 %
J.B. Harvey ⁵	7/7 100 %	–	6/6 100 %	2/2 100 %	–	–	3/3 100 %	1/1 100 %	3/3 100 %	–	22 sur 22 100 %
A.J. Quinn ^{1, 6}	–	–	–	–	–	–	3/3 100 %	1/1 100 %	–	–	4 sur 4 100 %
J.L. Thornton	7/7 100 %	–	–	–	–	–	3/3 100 %	–	–	–	10 sur 10 100 %

1. MM. Bristow, Coleman et Quinn sont devenus membres du conseil d'administration le 1^{er} janvier 2019.
2. M. Coleman est devenu membre du comité de la gouvernance et des mises en candidature et du comité de la rémunération le 1^{er} janvier 2019.
3. M. Evans est devenu membre du comité d'audit et des risques le 1^{er} janvier 2019.
4. M. Greenspun est devenu membre du comité de la rémunération le 1^{er} janvier 2019.
5. M. Harvey a été membre du comité de la gouvernance et des mises en candidature du 23 octobre 2018 au 31 décembre 2018 et il a assisté aux deux réunions qui ont eu lieu pendant qu'il en était membre. M. Harvey est devenu membre du comité d'audit et des risques le 1^{er} janvier 2019.
6. M. Quinn est devenu membre du comité d'audit et des risques le 1^{er} janvier 2019.

Présence aux réunions des administrateurs qui ne sollicitent pas le renouvellement de leur mandat

Administrateur ¹	Réunions des comités en 2018						Réunions des comités en 2019				Total des réunions du conseil et des comités au 28 mars 2019
	Réunions du conseil en 2018	Audit	Rému- nération	Gouvernance et mises en candidature	Responsabilité sociale de l'entreprise	Risques	Réunions du conseil en 2019	Audit et risques	Rému- nération	Gouvernance et mises en candidature	
M.I. Benítez ²	6/6 100 %	–	–	–	2/2 100 %	–	0/2 0 %	0/1 0 %	–	0/1 0 %	8 sur 12 67 %
G.G. Clow ³	7/7 100 %	–	–	–	–	4/5 80 %	–	–	–	–	11 sur 12 92 %
G.A. Doer ⁴	1/1 100 %	–	–	–	2/2 100 %	–	–	–	–	–	3 sur 3 100 %
K.P.M. Dushnisky ⁵	3/3 100 %	–	–	–	–	–	–	–	–	–	3 sur 3 100 %
P. Hatter ⁶	6/6 100 %	–	–	–	–	2/2 100 %	–	–	–	–	8 sur 8 100 %
N.H.O. Lockhart ⁷	5/5 100 %	–	–	3/3 100 %	3/3 100 %	–	–	–	–	–	11 sur 11 100 %
P. Marcet ⁸	7/7 100 %	5/5 100 %	–	–	5/5 100 %	–	–	–	–	–	17 sur 17 100 %
D.F. Moyo ⁹	1/1 100 %	1/2 50 %	–	1/2 50 %	–	1/2 50 %	–	–	–	–	4 sur 7 57 %
A. Munk ¹⁰	7/7 100 %	–	–	–	–	5/5 100 %	–	–	–	–	12 sur 12 100 %
J.R.S. Prichard ¹¹	7/7 100 %	–	6/6 100 %	–	–	5/5 100 %	–	–	–	–	18 sur 18 100 %
S.J. Shapiro ¹²	6/7 86 %	4/5 80 %	5/6 83 %	–	–	–	–	–	–	–	15 sur 18 83 %
E.L. Thrasher ¹³	7/7 100 %	5/5 100 %	6/6 100 %	–	5/5 100 %	–	–	–	–	–	23 sur 23 100 %

1. Afin de se conformer aux exigences relatives à la résidence au Canada prévues par la *Loi sur les sociétés par actions* (Ontario), M. Kevin Thomson – premier vice-président directeur, Affaires stratégiques et résident canadien – est devenu administrateur de Barrick à titre intérimaire entre le 7 novembre 2018 et le 27 novembre 2018. M. Thomson a cessé d'être un administrateur immédiatement après la prorogation de Barrick sous le régime des lois de la Colombie-Britannique, où aucune exigence de résidence au Canada n'est imposée pour les administrateurs. Aucune réunion du conseil n'a eu lieu pendant que M. Thomson était administrateur.
2. M^{me} Benítez est devenue membre du conseil avec prise d'effet le 24 avril 2018. Elle est devenue membre du comité de la responsabilité sociale de l'entreprise le 22 octobre 2018 et elle a assisté aux deux réunions qui ont eu lieu après cette date. Le 1^{er} janvier 2019, à la réalisation de la fusion, le comité de la responsabilité sociale de l'entreprise a été dissous et les responsabilités y afférentes ont été assumées par le comité de la gouvernance et des mises en candidature. M^{me} Benítez est décédée le 28 février 2019.
3. M. Clow a cessé d'être membre du conseil avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2019.
4. M. Doer a cessé d'être membre du conseil avec prise d'effet le 24 avril 2018.
5. M. Dushnisky a cessé d'être membre du conseil avec prise d'effet le 31 août 2018.
6. M^{me} Hatter est devenue membre du conseil avec prise d'effet le 24 avril 2018 et membre du comité des risques avec prise d'effet le 23 octobre 2018. Elle a cessé d'être membre du conseil avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2019.
7. M^{me} Lockhart a cessé d'être membre du conseil avec prise d'effet le 23 septembre 2018.
8. M. Marcet a cessé d'être membre du conseil avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2019.
9. M^{me} Moyo a cessé d'être membre du conseil avec prise d'effet le 24 avril 2018.
10. M. Munk a cessé d'être membre du conseil avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2019.
11. M. Prichard a cessé d'être membre du conseil avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2019.
12. M. Shapiro a cessé d'être membre du conseil avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2019.
13. M. Thrasher a cessé d'être membre du conseil avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2019.

Rapport sur la rémunération des administrateurs et leur avoir en titres de capitaux propres

Objectifs globaux du programme de rémunération des administrateurs

En tant que porte-parole de tous les propriétaires et en tant que propriétaires eux-mêmes, nos administrateurs sont rémunérés en contrepartie des tâches de surveillance, de reddition de comptes et de gérance de la Société qu'ils exercent.

Les rubriques suivantes offrent un aperçu du programme de rémunération de nos administrateurs, notamment le mode de rémunération de nos candidats aux postes d'administrateur ne faisant pas partie de la direction et les exigences en matière d'actionnariat qui leur sont applicables. Le terme « administrateurs ne faisant pas partie de la direction » dans la présente circulaire renvoie aux administrateurs qui ne sont pas membres de la direction ni employés de la Société.

Structure de la rémunération des administrateurs

Rémunération forfaitaire annuelle

Les administrateurs ne faisant pas partie de la direction reçoivent une rémunération forfaitaire annuelle de 200 000 \$ en quatre versements à la fin de chaque trimestre de service à titre de membre du conseil. En février 2015, le conseil d'administration a approuvé un changement de la structure de la rémunération des administrateurs afin d'obliger les administrateurs à recevoir au moins 75 % de leur rémunération forfaitaire annuelle à titre d'administrateur sous forme d'UAD. Tous les administrateurs peuvent choisir de recevoir 100 % de leur rémunération forfaitaire annuelle à titre d'administrateurs sous forme d'UAD ou en espèces afin d'acheter des actions de Barrick, qui ne peuvent être vendues, transférées ou autrement aliénées jusqu'à ce que l'administrateur quitte le conseil. Nos administrateurs ne reçoivent aucun jeton de présence aux réunions.

Autre rémunération forfaitaire pour certains administrateurs

Certains administrateurs reçoivent une rémunération forfaitaire supplémentaire qui est versée trimestriellement en espèces :

- **Administrateur principal** : L'administrateur principal reçoit une rémunération supplémentaire de 30 000 \$ annuellement en raison de l'étendue des responsabilités liées à ce poste.
- **Président et membres du comité d'audit et des risques** : Le président du comité d'audit et des risques reçoit une rémunération supplémentaire de 25 000 \$ annuellement et les membres du comité d'audit et des risques reçoivent une rémunération supplémentaire de 3 000 \$ annuellement en raison de la charge de travail et de l'étendue des responsabilités liées à ce comité.
- **Présidents des autres comités** : Les présidents des autres comités reçoivent une rémunération supplémentaire de 15 000 \$ annuellement en raison de la charge de travail et de l'étendue de leurs responsabilités.

La rémunération des administrateurs est revue périodiquement par le comité de la rémunération pour assurer qu'elle est concurrentielle. La taille et la conception des attributions d'éléments de rémunération de nos administrateurs sont étalonnées par rapport à ce qu'offre le groupe de sociétés d'exploitation minière comparables, qui est le même groupe que celui que nous utilisons aux fins de l'étalonnage de la rémunération des membres de la haute direction, tel qu'il est décrit sous « *Rémunération des membres de la haute direction visés pour 2018 – Gouvernance et surveillance de la rémunération – Rémunération versée par le groupe de sociétés comparables et étalonnage* » à la page 80.

Aucune autre rémunération

Les administrateurs ne faisant pas partie de la direction ne reçoivent aucune rémunération incitative en espèces ni de prestations de retraite. Depuis 2004, les UAD constituent l'unique forme d'attributions de titres de capitaux propres octroyées aux administrateurs ne faisant pas partie de la direction. Les administrateurs qui sont des membres de la direction de la Société ne reçoivent pas de rémunération pour les services qu'ils fournissent à titre d'administrateurs.

Attributions de titres de capitaux propres aux administrateurs

Régime d'unités d'actions différées

Une UAD est une unité d'actions qui a la même valeur qu'une action de Barrick et est entièrement acquise au moment de l'octroi, mais n'est payée que lorsque l'administrateur quitte le conseil. Le cas échéant, l'administrateur peut choisir, en tout temps jusqu'à la fin de l'année civile, de faire racheter ses UAD contre espèces en fonction de la valeur des actions de Barrick à une date de rachat subséquente à son avis de démission du conseil.

Options sur actions des administrateurs

Les administrateurs de la Société ne faisant pas partie de la direction n'ont pas reçu d'options depuis 2003. Le régime d'options d'achat d'actions (2004) (**régime de 2004**) prévoit expressément que les administrateurs ne faisant pas partie de la direction ne peuvent recevoir d'options aux termes du régime de 2004. Aucun administrateur actuel de la Société ne détient d'options.

Exigences en matière d'actionnariat des administrateurs

Afin de favoriser le sentiment d'appartenance et la propriété financière parmi nos administrateurs, Barrick exige de ceux-ci qu'ils détiennent des actions de Barrick et/ou des UAD d'une valeur minimale établie par le conseil. Les actions de Barrick détenues en fiducie sont prises en compte aux fins des exigences minimales en matière d'actionnariat. Les exigences minimales en matière d'actionnariat sont les suivantes :

- **Président exécutif du conseil** : Le président exécutif du conseil doit détenir des actions de Barrick et/ou des UAD d'une valeur totale correspondant à au moins quatre fois son salaire annuel avant impôts et il dispose de trois ans à compter de sa nomination pour remplir l'exigence en matière d'actionnariat.
- **Administrateurs ne faisant pas partie de la direction** : Chaque administrateur ne faisant pas partie de la direction doit détenir une valeur correspondant à au moins trois fois sa rémunération forfaitaire annuelle en actions de Barrick et/ou en UAD et il dispose de cinq ans à compter de sa nomination ou de son élection initiale pour remplir l'exigence en matière d'actionnariat.
- **Président et chef de la direction** : Le président et chef de la direction doit détenir des actions de Barrick et/ou d'autres primes incitatives à long terme d'une valeur totale équivalant à au moins dix fois son salaire annuel avant impôts et il dispose de cinq ans à compter de la date de sa nomination pour remplir l'exigence en matière d'actionnariat.

L'exigence minimale en matière d'actionnariat pour les administrateurs ne faisant pas partie de la direction est évaluée annuellement le 31 décembre et comporte une période de grâce accordant aux administrateurs, si la valeur marchande des titres de capitaux propres de la Société qu'ils détiennent tombe sous le niveau de l'exigence minimale en matière d'actionnariat en raison d'une baisse considérable du cours des actions de Barrick, deux ans à compter de la fin du trimestre financier au cours duquel cette valeur a chuté pour la première fois sous le niveau de l'exigence minimale pour remplir à nouveau celle-ci. Au 31 décembre 2018, tous les administrateurs remplissaient l'exigence en matière d'actionnariat qui leur était applicable.

Le tableau suivant fournit des renseignements sur l'actionnariat de nos candidats aux postes d'administrateur, autres que M. Thornton, dont les exigences en matière d'actionnariat sont présentées sous « *Rémunération des membres de la haute direction visés pour 2018 – Gestion des risques associés à la rémunération – Exigences en matière d'actionnariat des membres de la haute direction visés* » commençant à la page 83. L'exigence en matière d'actionnariat de M. Bristow est présentée ci-dessous puisqu'il a été nommé le 1^{er} janvier 2019 et n'était pas un membre de la haute direction visé en 2018.

Actionnariat des candidats aux postes d'administrateur

Nom a)	Date b)	Valeur des actions de Barrick (n ^{bre} d'actions de Barrick) c)	Valeur des UAD (n ^{bre} d'UAD) d)	Valeur totale des actions de Barrick et des UAD ¹ (n ^{bre} total d'actions de Barrick et d'UAD) e)	Valeur en tant que multiple de la rémunération forfaitaire au 31 décembre 2018 f)	A atteint l'exigence en matière d'actionnariat au 31 décembre 2018 (✓) g)
Mark Bristow ²	31 décembre 2018	S.O.	S.O.	S.O.		
	1 ^{er} mars 2019	68 033 197 \$ (5 526 661)	S.O.	68 033 197 \$ (5 526 661)	S.O.	S.O.
Gustavo A. Cisneros	31 décembre 2018	148 940 \$ (11 000)	1 776 137 \$ (131 177)	1 925 077 \$ (142 177)	9,6 x	✓
	1 ^{er} mars 2019	135 410 \$ (11 000)	1 614 789 \$ (131 177)	1 750 199 \$ (142 177)		
Christopher L. Coleman	31 décembre 2018	S.O.	S.O.	S.O.		
	1 ^{er} mars 2019	1 493 622 \$ (121 334)	Aucune (Aucune)	1 493 622 \$ (121 334)	S.O.	S.O.
J. Michael Evans	31 décembre 2018	Aucune (Aucune)	978 617 \$ (72 276)	978 617 \$ (72 276)	4,9 x	✓
	1 ^{er} mars 2019	Aucune (Aucune)	889 718 \$ (72 276)	889 718 \$ (72 276)		

Nom a)	Date b)	Valeur des actions de Barrick (n ^{bre} d'actions de Barrick) c)	Valeur des UAD (n ^{bre} d'UAD) d)	Valeur totale des actions de Barrick et des UAD ¹ (n ^{bre} total d'actions de Barrick et d'UAD) e)	Valeur en tant que multiple de la rémunération forfaitaire au 31 décembre 2018 f)	A atteint l'exigence en matière d'actionariat au 31 décembre 2018 (✓) g)
Brian L. Greenspun	31 décembre 2018	422 245 \$ (31 185)	733 963 \$ (54 207)	1 156 208 \$ (85,392)	5,8 x	✓
	1 ^{er} mars 2019	383 887 \$ (31 185)	667 288 \$ (54 207)	1 051 176 \$ (85 392)		
J. Brett Harvey	31 décembre 2018	395 030 \$ (29 175)	1 397 409 \$ (103 206)	1 792 439 \$ (132 381)	9,0 x	✓
	1 ^{er} mars 2019	359 144 \$ (29 175)	1 270 466 \$ (103 206)	1 629 610 \$ (132 381)		
Andrew J. Quinn	31 décembre 2018	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.
	1 ^{er} mars 2019	892 241 \$ (72 481)	Aucune (Aucune)	892 241 \$ (72 481)		

1. Les valeurs des actions de Barrick et des UAD sont fondées sur le cours de clôture des actions de Barrick à la NYSE le 31 décembre 2018 (13,54 \$), le dernier jour de négociation en 2018, et le 1^{er} mars 2019 (12,31 \$).
2. M. Bristow ne touche aucune rémunération pour ses services à titre d'administrateur et, par conséquent, il n'est pas admissible à recevoir des UAD. Actuellement, M. Bristow répond à l'exigence en matière d'actionariat qui lui est applicable puisqu'il détient 5 526 661 actions de Barrick qui sont des actions comportant droit de vote d'une valeur de plus de 37 fois son salaire de base au 1^{er} mars 2019. Pour obtenir d'autres renseignements relatifs la propriété d'actions de Barrick par M. Bristow, veuillez vous reporter au profil d'administrateur de M. Bristow sous « *Administrateurs* » à la page 30.

Sommaire de la rémunération des administrateurs pour 2018

Le tableau suivant détaille la rémunération des administrateurs de Barrick en 2018, sauf MM. Dushnisky, Thomson et Thornton, dont la rémunération est présentée sous « *Rémunération des membres de la haute direction visés pour 2018 – Tableau sommaire de la rémunération* » à la page 88 et qui n'ont reçu aucune autre rémunération au titre des services qu'ils fournissent en qualité d'administrateurs de Barrick.

Tableau de la rémunération des administrateurs pour l'exercice clos le 31 décembre 2018¹

Nom a)	Comités en 2018 b)	Honoraires gagnés ² c)	Attributions fondées sur des actions ² d)	Attributions fondées sur des options e)	Autre rémunération f)	Rémunération totale g)
María Ignacia Benítez³	RSE	34 341 \$	103 022 \$	Aucune	Aucune	137 363 \$
Gustavo A. Cisneros⁴	GMC (président); Rémunération	15 000 \$	200 000 \$	Aucune	Aucune	215 000 \$
Graham G. Clow⁵	Risques	50 000 \$	150 000 \$	Aucune	Aucune	200 000 \$
Gary A. Doer⁶	RSE	15 797 \$	37 500 \$	Aucune	Aucune	53 297 \$
J. Michael Evans⁷	Risques (président)	15 000 \$	200 000 \$	Aucune	Aucune	215 000 \$
Brian L. Greenspun	GMC; RSE	50 000 \$	150 000 \$	Aucune	Aucune	200 000 \$
J. Brett Harvey⁸	Administrateur principal; Rémunération (président); GMC	45 000 \$	200 000 \$	Aucune	Aucune	245 000 \$
Patricia A. Hatter⁹	Risques	137 363 \$	Aucune	Aucune	Aucune	137 363 \$
Nancy H.O. Lockhart¹⁰	RSE (présidente); GMC	57 160 \$	100 000 \$	Aucune	Aucune	157 160 \$
Pablo A. Marcet¹¹	Audit; RSE	3 000 \$	200 000 \$	Aucune	Aucune	203 000 \$
Dambisa Moyo¹²	Audit; GMC; Risques	26 635 \$	37 500 \$	Aucune	Aucune	64 135 \$
Anthony Munk¹³	Risques	Aucuns	200 000 \$	Aucune	Aucune	200 000 \$
J. Robert S. Prichard¹⁴	Rémunération; Risques	Aucuns	200 000 \$	Aucune	Aucune	200 000 \$
Steven J. Shapiro¹⁵	Audit (président); Rémunération	25 000 \$	200 000 \$	Aucune	Aucune	225 000 \$
Ernie L. Thrasher¹⁶	Audit; RSE (président); Rémunération	4 182 \$	200 000 \$	Aucune	Aucune	204 182 \$

1. La rémunération des administrateurs ne faisant pas partie de la direction est versée en dollars américains.
2. Les montants présentés dans la colonne « Honoraires gagnés » reflètent la partie de la rémunération forfaitaire annuelle des administrateurs qui a été versée en espèces, ainsi que la rémunération additionnelle versée à certains administrateurs en espèces, comme il est décrit dans « *Structure de la rémunération des administrateurs – Autre rémunération forfaitaire pour certains administrateurs* » à la page 47. Les chiffres dans la colonne « Attributions fondées sur des actions » reflètent la partie de la rémunération forfaitaire annuelle qui a été versée sous forme d'UAD. MM. Cisneros, Evans, Harvey, Marcet, Munk, Prichard, Shapiro et Thrasher ainsi que M^{me} Lockhart ont choisi de recevoir la totalité de leur rémunération forfaitaire annuelle sous forme d'UAD. M^{me} Hatter a choisi de recevoir la totalité de sa rémunération forfaitaire annuelle en espèces afin d'acheter des actions de Barrick, qui ne peuvent être vendues, transférées ou autrement aliénées jusqu'à la fin de son mandat d'administratrice. Voir le tableau « *Attributions en vertu d'un régime incitatif – valeur à l'acquisition ou valeur gagnée au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018* » à la page 52 pour connaître la valeur totale réalisée à l'acquisition des UAD attribuées aux administrateurs en contrepartie des services qu'ils ont fournis à titre d'administrateurs en 2018.
3. M^{me} Benítez s'est jointe au conseil le 24 avril 2018 et elle a reçu une rémunération forfaitaire d'administratrice calculée au prorata de 137 363 \$ à titre de membre du conseil du 24 avril 2018 au 31 décembre 2018. M^{me} Benítez est décédée le 28 février 2019.
4. M. Cisneros a reçu des honoraires de 15 000 \$ pour son rôle de président du comité de la gouvernance et des mises en candidature.
5. M. Clow a quitté le conseil le 1^{er} janvier 2019.
6. M. Doer a quitté le conseil le 24 avril 2018. M. Doer a reçu une rémunération forfaitaire d'administrateur calculée au prorata de 53 297 \$ à titre de membre du conseil du 1^{er} janvier 2018 au 24 avril 2018, dont une tranche de 37 500 \$ qu'il a reçue sous forme d'UAD reflétant les honoraires pour ses services du 1^{er} janvier 2018 au 24 avril 2018, le reliquat lui ayant été versé en espèces.
7. M. Evans a reçu des honoraires de 15 000 \$ pour son rôle de président du comité des risques.
8. M. Harvey a reçu des honoraires de 15 000 \$ pour son rôle de président du comité de la rémunération et des honoraires de 30 000 \$ pour son rôle d'administrateur principal.
9. M^{me} Hatter s'est jointe au conseil le 24 avril 2018 et l'a quitté le 1^{er} janvier 2019. M^{me} Hatter a reçu une rémunération forfaitaire d'administratrice calculée au prorata de 137 363 \$ à titre de membre du conseil du 24 avril 2018 au 31 décembre 2018, qu'elle a choisi de recevoir en espèces afin d'acheter des actions de Barrick, qui ne peuvent être vendues, transférées ou autrement aliénées jusqu'à ce qu'elle quitte le conseil.
10. M^{me} Lockhart a démissionné de ses fonctions au conseil le 23 septembre 2018 et a démissionné de ses fonctions à titre de présidente du comité de la responsabilité sociale de l'entreprise avec prise d'effet à compter de sa date de démission. M^{me} Lockhart a reçu une rémunération forfaitaire d'administratrice calculée au prorata de 146 196 \$ à titre de membre du conseil du 1^{er} janvier 2018 au 23 septembre 2018, dont une tranche de 100 000 \$ qu'elle a reçue sous forme d'UAD reflétant les honoraires pour ses services du 1^{er} janvier 2018 au 23 septembre 2018, le reliquat lui ayant été versé en espèces. Elle a reçu des honoraires calculés au prorata de 10 965 \$ pour son rôle de présidente du comité de la responsabilité sociale de l'entreprise du 1^{er} janvier 2018 au 23 septembre 2018.
11. M. Marcet a quitté le conseil le 1^{er} janvier 2019. Il a reçu des honoraires de 3 000 \$ à titre de membre du comité d'audit.

12. M^{me} Moyo a quitté le conseil le 24 avril 2018. Elle a reçu une rémunération forfaitaire d'administratrice calculée au prorata de 63 187 \$ à titre de membre du conseil du 1^{er} janvier 2018 au 24 avril 2018, dont elle a reçu une tranche de 25 687 \$ en espèces pour ses services du 1^{er} avril 2018 au 24 avril 2018. M^{me} Moyo a reçu des honoraires calculés au prorata de 948 \$ à titre de membre du comité d'audit du 1^{er} janvier 2018 au 24 avril 2018.
13. M. Munk a quitté le conseil le 1^{er} janvier 2019.
14. M. Prichard a quitté le conseil le 1^{er} janvier 2019.
15. M. Shapiro a quitté le conseil le 1^{er} janvier 2019. Il a reçu des honoraires de 25 000 \$ pour son rôle de président du comité d'audit.
16. M. Thrasher a quitté le conseil le 1^{er} janvier 2019. Il a reçu des honoraires de 3 000 \$ à titre de membre du comité d'audit. M. Thrasher a aussi reçu des honoraires calculés au prorata de 1 182 \$ pour son rôle de président du comité de la responsabilité sociale de l'entreprise du 3 décembre 2018 au 31 décembre 2018.

Total des options exercées au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018

Nos administrateurs n'ont pas exercé d'options sur actions au cours de 2018.

Attributions fondées sur des actions et attributions fondées sur des options en cours en date de la clôture de l'exercice le 31 décembre 2018

Le tableau qui suit présente des renseignements sur toutes les attributions fondées sur des actions non acquises et toutes les attributions fondées sur des options qui étaient en cours au 31 décembre 2018 pour les administrateurs autres que MM. Dushnisky, Thomson et Thornton, dont les attributions sont présentées à la rubrique « *Rémunération des membres de la haute direction visés pour 2018 – Tableaux des attributions en vertu d'un régime incitatif – Attributions en vertu d'un régime incitatif – valeur à l'acquisition ou valeur gagnée au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018* » à la page 92.

Nom a)	Attributions fondées sur des options				Attributions fondées sur des actions ¹		
	Titres sous-jacents aux options non exercées (n ^{bre}) b)	Prix d'exercice des options (\$) (c)	Date d'expiration des options (d)	Valeur des options dans le cours ou d'instruments semblables non exercés (e)	Actions ou unités d'actions non acquises (n ^{bre}) (f)	Valeur marchande ou de paiement des attributions fondées sur des actions non acquises (g)	Valeur marchande ou de paiement des attributions fondées sur des actions acquises mais non payées ou distribuées ² (h)
María Ignacia Benítez	Aucun				Aucune		113 262 \$
Gustavo A. Cisneros	Aucun				Aucune		1 776 137 \$
Graham G. Clow	Aucun				Aucune		370 522 \$
Gary A. Doer³	Aucun				Aucune		Aucune
J. Michael Evans	Aucun				Aucune		978 617 \$
Brian L. Greenspun	Aucun				Aucune		733 963 \$
J. Brett Harvey	Aucun				Aucune		1 397 409 \$
Patricia A. Hatter⁴	Aucun				Aucune		Aucune
Nancy H.O. Lockhart⁵	Aucun				Aucune		Aucune
Pablo Marcet	Aucun				Aucune		399 308 \$
Dambisa F. Moyo⁶	Aucun				Aucune		Aucune
Anthony Munk	Aucun				Aucune		1 616 013 \$
J. Robert S. Prichard	Aucun				Aucune		582 491 \$
Steven J. Shapiro	Aucun				Aucune		1 341 936 \$
Ernie L. Thrasher	Aucun				Aucune		1 020 158 \$

1. Les administrateurs ne faisant pas partie de la direction se voient attribuer des UAD, qui sont acquises immédiatement au moment de l'octroi, mais doivent être conservées jusqu'à ce qu'ils quittent le conseil, moment auquel la valeur en espèces des UAD leur sera payée. Voir le tableau « *Attributions en vertu d'un régime incitatif – valeur à l'acquisition ou valeur gagnée au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018* » à la page suivante pour obtenir des renseignements sur les UAD attribuées aux administrateurs en 2018.
2. Les montants indiqués dans la colonne h) correspondent à la valeur du nombre total d'UAD détenues par chaque administrateur au 31 décembre 2018, multipliée par le cours de clôture des actions de Barrick à la NYSE le 31 décembre 2018 (13,54 \$).
3. M. Doer a choisi de faire racheter ses UAD contre espèces quand il a quitté le conseil le 23 septembre 2018.
4. M^{me} Hatter a choisi de recevoir la totalité de sa rémunération forfaitaire annuelle en espèces afin d'acheter des actions de Barrick, qui ne peuvent être vendues, transférées ou autrement aliénées jusqu'à la fin de son mandat d'administratrice.
5. M^{me} Lockhart a choisi de faire racheter ses UAD contre espèces quand elle a démissionné du conseil le 23 septembre 2018.
6. M^{me} Moyo a choisi de faire racheter ses UAD contre espèces quand elle a quitté le conseil le 24 avril 2018.

Attributions en vertu d'un régime incitatif – valeur à l'acquisition ou valeur gagnée au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018

Le tableau suivant fournit des renseignements pour chacun des administrateurs sauf MM. Dushnisky, Thomson et Thornton, dont les attributions sont présentées à la rubrique « *Rémunération des membres de la haute direction visés pour 2018 – Tableaux des attributions en vertu d'un régime incitatif – Attributions en vertu d'un régime incitatif – valeur à l'acquisition ou valeur gagnée au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018* » à la page 92 sur la valeur qui aurait été réalisée au moment de l'acquisition des attributions fondées sur des actions au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018.

Nom a)	Attributions fondées sur des options – valeur à l'acquisition au cours de l'exercice ¹ b)	Attributions fondées sur des actions – valeur à l'acquisition au cours de l'exercice ² c)	Rémunération en vertu d'un régime incitatif non fondé sur des titres de capitaux propres – valeur gagnée au cours de l'exercice d)
María Ignacia Benítez³	Aucune	103 255 \$	Aucune
Gustavo A. Cisneros⁴	Aucune	214 447 \$	Aucune
Graham G. Clow⁵	Aucune	152 365 \$	Aucune
Gary A. Doer⁶	Aucune	38 497 \$	Aucune
J. Michael Evans⁷	Aucune	207 422 \$	Aucune
Brian L. Greenspun⁸	Aucune	155 566 \$	Aucune
J. Brett Harvey⁹	Aucune	211 111 \$	Aucune
Patricia A. Hatter¹⁰	Aucune	Aucune	Aucune
Nancy H.O. Lockhart¹¹	Aucune	107 652 \$	Aucune
Pablo Marcet¹²	Aucune	202 319 \$	Aucune
Dambisa F. Moyo¹³	Aucune	39 146 \$	Aucune
Anthony Munk¹⁴	Aucune	213 036 \$	Aucune
J. Robert S. Prichard¹⁵	Aucune	203 933 \$	Aucune
Steven J. Shapiro¹⁶	Aucune	210 622 \$	Aucune
Ernie L. Thrasher¹⁷	Aucune	207 788 \$	Aucune

1. Aucun administrateur n'avait d'options en cours au 31 décembre 2018.
2. Les chiffres indiqués représentent toutes les UAD attribuées qui ont été acquises en 2018. En 2018, MM. Cisneros, Evans, Harvey, Marcet, Munk, Prichard, Shapiro et Thrasher et M^{me} Lockhart ont choisi de recevoir la totalité de la rémunération forfaitaire à titre d'administrateur sous forme d'UAD, tandis que M^{me} Hatter a choisi de recevoir la totalité de sa rémunération forfaitaire annuelle en espèces afin d'acheter des actions de Barrick, qui ne peuvent être vendues, transférées ou autrement aliénées jusqu'à la fin de son mandat d'administratrice. MM. Clow, Doer et Greenspun et M^{mes} Benítez et Moyo ont choisi de recevoir la tranche obligatoire de la rémunération forfaitaire à titre d'administrateur (75 %) sous forme d'UAD. Étant donné que les UAD sont acquises immédiatement au moment de l'émission, la valeur des UAD acquises en 2018 est déterminée en multipliant le nombre d'UAD émises à chaque administrateur au cours de l'exercice par le cours de clôture des actions de Barrick à la NYSE à la date d'émission applicable.
3. Les attributions fondées sur des actions de M^{me} Benítez comprennent 8 346 UAD et 18 UAD représentant des équivalents de dividendes.
4. Les attributions fondées sur des actions de M. Cisneros comprennent 16 103 UAD et 1 188 UAD représentant des équivalents de dividendes.
5. Les attributions fondées sur des actions de M. Clow comprennent 12 077 UAD et 194 UAD représentant des équivalents de dividendes.
6. Les attributions fondées sur des actions de M. Doer comprennent 2 992 UAD et 78 UAD représentant des équivalents de dividendes.
7. Les attributions fondées sur des actions de M. Evans comprennent 16 103 UAD et 610 UAD représentant des équivalents de dividendes.
8. Les attributions fondées sur des actions de M. Greenspun comprennent 12 077 UAD et 457 UAD représentant des équivalents de dividendes.
9. Les attributions fondées sur des actions de M. Harvey comprennent 16 103 UAD et 914 UAD représentant des équivalents de dividendes.
10. M^{me} Hatter a choisi de recevoir la totalité de sa rémunération forfaitaire annuelle en espèces afin d'acheter des actions de Barrick, qui ne peuvent être vendues, transférées ou autrement aliénées jusqu'à la fin de son mandat d'administratrice.
11. Les attributions fondées sur des actions de M^{me} Lockhart comprennent 17 887 UAD et 630 UAD représentant des équivalents de dividendes.
12. Les attributions fondées sur des actions de M. Marcet comprennent 16 103 UAD et 190 UAD représentant des équivalents de dividendes.
13. Les attributions fondées sur des actions de M^{me} Moyo comprennent 2 992 UAD et 133 UAD représentant des équivalents de dividendes.
14. Les attributions fondées sur des actions de M. Munk comprennent 16 103 UAD et 1 072 UAD représentant des équivalents de dividendes.
15. Les attributions fondées sur des actions de M. Prichard comprennent 16 103 UAD et 323 UAD représentant des équivalents de dividendes.
16. Les attributions fondées sur des actions de M. Shapiro comprennent 16 103 UAD et 874 UAD représentant des équivalents de dividendes.
17. Les attributions fondées sur des actions de M. Thrasher comprennent 16 103 UAD et 640 UAD représentant des équivalents de dividendes.

Analyse de la rémunération



Le conseil recommande de voter POUR l'approbation du vote consultatif sur la rémunération des membres de la haute direction.

La culture de partenariat authentique de Barrick constitue son avantage concurrentiel le plus distinctif et durable. Nous sommes une société constituée de propriétaires qui assument leurs responsabilités, se rendent mutuellement des comptes, sont animés d'un sentiment d'urgence et cherchent constamment à s'améliorer.

La rémunération chez Barrick récompense la réalisation de notre vision fondamentale : être la société d'exploitation aurifère la plus réputée au monde en découvrant, en mettant en valeur et en possédant les meilleurs actifs ainsi qu'en embauchant les personnes les plus talentueuses, de manière à dégager des rendements durables pour nos propriétaires et nos partenaires. Dans l'esprit de notre culture de partenariat, nous avons créé un programme de rémunération en consultation avec nos actionnaires dans le but de susciter un grand sentiment d'appartenance chez notre président exécutif du conseil et nos partenaires visés et d'accroître leur propriété financière maintenant et à long terme. Cela a contribué à raviver la culture de partenariat qui a favorisé les premiers succès de Barrick. Les intérêts de nos leaders ne sont pas simplement *alignés* sur ceux des propriétaires. Nos leaders *sont* propriétaires.

Faits saillants de notre programme de rémunération :

- ✓ Une partie importante de la rémunération des membres de la haute direction consiste en une rémunération à long terme, versée sous forme d'actions de Barrick ou d'unités qui peuvent être converties en actions de Barrick.
- ✓ Les leaders doivent détenir ces titres tant qu'ils demeurent à l'emploi de la Société, une exigence de loin supérieure aux exigences en matière de détention de nos sociétés homologues et du marché en général.
- ✓ Le rendement est évalué en fonction de mesures à court terme et à long terme choisies dans le but de favoriser les plus hauts niveaux de rendement et d'exécution qui soient, et ces mesures sont divulguées à l'avance à nos actionnaires chaque année.
- ✓ Nous visons à attirer, à maintenir en fonction et à motiver les personnes dotées d'un talent exceptionnel.

Les rubriques suivantes fournissent un aperçu de notre approche en matière de rémunération pour nos membres de la haute direction visés de 2018, des décisions de rémunération qui ont été prises en fonction du rendement ainsi que des processus et des mesures de protection que nous avons mis en place pour faire en sorte que nos programmes de rémunération n'incitent pas à la prise de risques inutiles et excessifs.

Membres de la haute direction visés de 2018

La présente circulaire fait état de la rémunération versée à nos membres de la haute direction visés en 2018, avant la réalisation de la fusion. En 2018, nos membres de la haute direction visés étaient les suivants :

John L. Thornton	Président exécutif du conseil
Kelvin P.M. Dushnisky	Président (jusqu'au 31 août 2018)
Kevin J. Thomson	Premier vice-président directeur, Affaires stratégiques
Catherine P. Raw	Vice-présidente directrice et chef des finances (jusqu'au 31 décembre 2018)
Mark F. Hill	Chef des investissements (jusqu'au 31 décembre 2018)

Dans la présente circulaire, nous appelons « partenaires visés » l'ancien président, le premier vice-président directeur, Affaires stratégiques, l'ancienne vice-présidente directrice et chef des finances et l'ancien chef des investissements. Le président exécutif du conseil est un membre de la haute direction visé, mais n'est pas un partenaire.

Rémunération des membres de la haute direction visés pour 2018

Rémunération du président exécutif du conseil pour 2018

Par suite de la rétroaction de nos actionnaires, en 2016, le conseil d'administration a approuvé, sur recommandation du comité de la rémunération, le cadre suivant de rendement et de rémunération spécial composé de quatre étapes à l'intention de notre président exécutif du conseil.

Cadre de rémunération en quatre étapes

Étape 1	La fourchette de rémunération totale du président exécutif du conseil est revue, établie et divulguée annuellement, ce qui donne une orientation claire pour fixer la fourchette de ses PILT potentielles.
Étape 2	Nous utilisons une évaluation du rendement structurée liant la rémunération réelle à des objectifs stratégiques et financiers mesurables.
Étape 3	Nous passons officiellement en revue le rendement total à court terme et à long terme pour les actionnaires de la Société pour faire en sorte que la rémunération du président exécutif du conseil reflète la réalité globale des actionnaires.
Étape 4	La majorité de la valeur après impôts de la PILT du président exécutif du conseil est utilisée pour acheter des actions après impôts qui sont assujetties à des exigences en matière de recouvrement et de détention jusqu'à la plus tardive des dates suivantes : la date tombant trois ans à compter de la date d'achat et la date à laquelle il prend sa retraite ou quitte la Société, même lorsque les exigences en matière d'actionnariat sont entièrement remplies.

Application du cadre de rendement et de rémunération en quatre étapes

Nous avons appliqué notre cadre à l'année de rendement 2018, qui a été une année exceptionnelle à plusieurs égards fondamentaux. En premier lieu, au cours de 2018, le président exécutif du conseil a mené à bien la fusion transformationnelle à prime nulle de Barrick avec Randgold, après des années de planification et d'exécution délibérées d'un certain nombre d'initiatives à plus long terme qui ont rendu possible la fusion transformationnelle. En deuxième lieu, outre l'exécution de ses objectifs stratégiques, en 2018, le président exécutif du conseil s'est aussi acquitté avec succès de nombreuses fonctions quotidiennes incombant au membre de notre équipe de direction à l'échelon le plus élevé après la démission de notre ancien président.

Les résultats de notre évaluation du président exécutif du conseil et de ses accomplissements importants en 2018 par rapport au cadre de rémunération conçu en 2016 sont décrits plus en détail à partir de la page 57 sous la rubrique « *Évaluation du rendement du président exécutif du conseil pour 2018* ».

Par suite de la fusion transformationnelle avec Randgold, Barrick est désormais dirigée par le chef de direction le plus respecté dans le secteur minier, doté d'une feuille de route de création de valeur inégalée. La nomination de Mark Bristow en qualité de président et chef de la direction à la clôture de la fusion avec Randgold le 1^{er} janvier 2019 annonce une ère nouvelle pour Barrick et le retour à une structure de gestion plus conventionnelle. Par conséquent, au cours des mois à venir, le comité de la rémunération redéfinira le cadre de rémunération de notre président exécutif du conseil, qui reprendra ses responsabilités principales, soit guider et mener les initiatives stratégiques mondiales de Barrick, compte tenu de niveaux de rémunération significativement plus bas que ceux de 2018. Cette redéfinition fera en sorte que les pratiques en matière de rémunération de Barrick pour 2019 reflèteront adéquatement l'apport du président exécutif du conseil et des partenaires visés.

Étape 1 : Révision et établissement d'une fourchette de rémunération totale

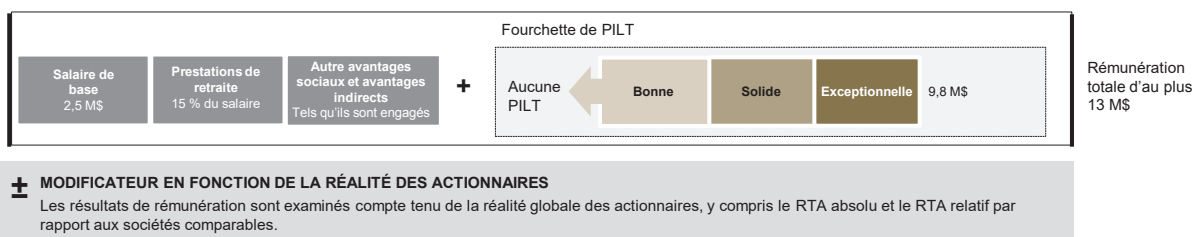
La fourchette de rémunération totale est revue et établie annuellement par le comité de la rémunération. La rémunération totale réelle attribuée varie dans une fourchette en fonction du rendement de la Société et du rendement individuel. Le versement d'une rémunération totale qui dépasse la fourchette ne sera envisagé qu'exceptionnellement, dans le contexte de la réalité globale des actionnaires, en cas de rendement supérieur, notamment un rendement total pour les actionnaires (RTA) absolu et relatif par rapport aux sociétés comparables supérieur.

Pour établir la fourchette de rémunération totale pour notre président exécutif du conseil en 2018, le comité de la rémunération a révisé la rémunération médiane et la rémunération au 75^e centile des membres de la haute direction au plus haut échelon de notre groupe de sociétés d'exploitation minière comparables et du marché en général. L'administrateur principal a aussi examiné d'autres renseignements d'étalonnage portant sur la rémunération médiane et la rémunération au 75^e centile des chefs de la direction et des présidents exécutifs de conseil d'autres sociétés minières internationales et sociétés faisant partie de l'indice S&P 500, notamment, en tenant compte du talent, de l'expérience et des compétences requises pour mener Barrick vers l'atteinte de son objectif, qui est de devenir la société d'exploitation aurifère la plus réputée au monde.

En plus des facteurs habituels qui sont examinés pour établir la fourchette de rémunération totale de notre président exécutif du conseil, le comité de la rémunération a aussi tenu compte de facteurs extraordinaires applicables à 2018. Plus précisément, les facteurs additionnels examinés en 2018 comprenaient le rôle élargi et la charge de travail accrue du président exécutif du conseil à la suite de la démission de l'ancien président en juillet qui a pris effet le 31 août 2018, la réduction considérable correspondante de la rémunération versée à notre ancien président en raison de son départ à la mi-année et les niveaux de rémunération globaux qui en ont découlé pour notre président exécutif du conseil et nos partenaires visés, l'effort, le temps et l'engagement significatifs que notre président exécutif du conseil a consacrés personnellement à l'élaboration et à l'exécution de la fusion à prime nulle avec Randgold largement acclamée et à la confirmation du soutien des actionnaires envers cette opération, la réalité des actionnaires en 2018 à compter de l'annonce de la clôture de la fusion avec Randgold, plus particulièrement l'augmentation de 29 % du cours de nos actions à la NYSE et la création d'une valeur marchande de 3,6 G\$ au cours de cette période, de même que la valeur des autres apports individuels de notre président exécutif du conseil, sans mettre un accent particulier sur l'un ou l'autre de ces facteurs.

Tenant compte de ces multiples facteurs, le comité de la rémunération a approuvé une fourchette de rémunération totale mise à jour pour 2018 d'au plus 13 M\$ pour le président exécutif du conseil. La fourchette de la PILT du président exécutif du conseil (2018 : jusqu'à 9,8 M\$) correspond à la fourchette de rémunération totale, déduction faite du salaire de base, des prestations de retraite et d'autres avantages sociaux et avantages indirects (totalisant environ 3,1 M\$).

Éléments de la fourchette de rémunération totale :



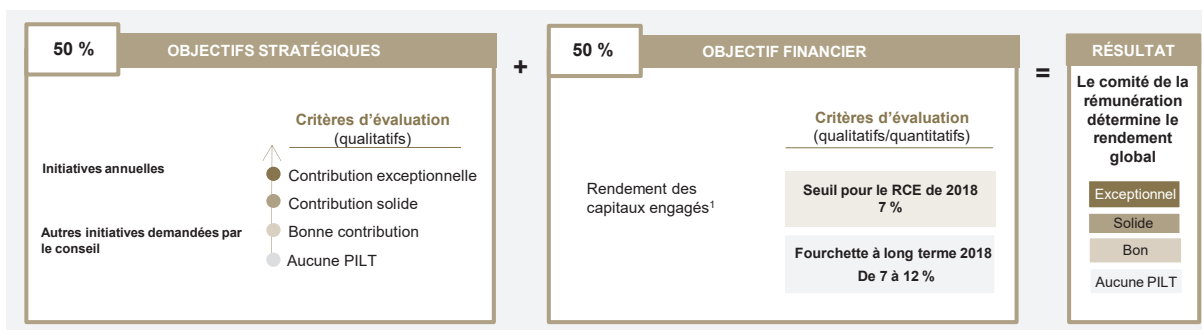
Étape 2 : Évaluation du rendement conformément au cadre

Notre cadre évalue le rendement du président exécutif du conseil en fonction d'objectifs stratégiques et financiers qui sont fixés d'avance et mesurables. Nous divulguons ces objectifs à l'avance à nos actionnaires chaque année.

- **Objectifs stratégiques (50 %) :** Les objectifs stratégiques du président exécutif du conseil englobent les initiatives annuelles reposant sur des objectifs précis et concrets qui soutiennent l'atteinte des objectifs stratégiques de Barrick, lesquels sont conçus pour créer une valeur à long terme pour nos actionnaires. Ils tiennent compte également de la participation directe du président exécutif du conseil dans d'autres dossiers significatifs et importants, sur demande du conseil tout au long de l'année. Le progrès réalisé par rapport à ces initiatives est évalué par le comité de la gouvernance et des mises en candidature, en consultation avec l'administrateur principal, à l'égard du dernier exercice clos. Le comité de la rémunération examine les résultats de cette évaluation au moment de déterminer la PILT du président exécutif du conseil. Voir la page 57 pour obtenir des renseignements sur le rendement du président exécutif du conseil par rapport à ses initiatives annuelles de 2018 et sur ses initiatives annuelles de 2019, qui seront évaluées en 2020 à l'aide d'un cadre de rémunération redéfini qui lui est applicable.
- **Objectif financier (50 %) :** Le comité de la rémunération a déterminé que le RCE constitue l'élément le plus révélateur du rôle de surveillance stratégique du président exécutif du conseil. Le RCE mesure le rendement généré par toutes les sources de financement en capital pour le portefeuille de Barrick, y compris le capital affecté à nos mines en exploitation ainsi qu'à des projets de prospection et de croissance qui ne sont pas en exploitation. Cette mesure est plus large que la mesure du RCI utilisée pour nos partenaires visés, qui est délibérément axée sur les rendements générés par le capital investi dans les mines en exploitation existantes de la Société.

Le taux de rendement minimal à l'égard du président exécutif du conseil est soumis à des exercices de simulation de crise chaque année pour s'assurer qu'il s'agit d'un objectif ambitieux approprié. En 2018, le taux de rendement minimal a été fixé à 7 %. Le taux de rendement minimal tient compte du coût du capital de Barrick et il s'appuie sur l'avis du comité de la rémunération selon lequel le président exécutif du conseil devrait être récompensé pour la surveillance du portefeuille de Barrick, ainsi que pour la réalisation de rendements solides à long terme. À la fin de chaque exercice, le comité de la rémunération examine le RCE réel en regard du taux cible, ainsi que le progrès réalisé pour solidifier le portefeuille de Barrick, conformément aux priorités stratégiques établies par le conseil. Notre RCE réel et les considérations en matière d'évaluation sont divulgués aux actionnaires chaque année.

La PILT du président exécutif du conseil est établie en fonction de la révision par le comité de la rémunération de son progrès réalisé par rapport aux initiatives stratégiques et le RCE atteint chaque exercice, en regard de la fourchette de PILT pour cet exercice. Rien ne garantit qu'une PILT sera attribuée.

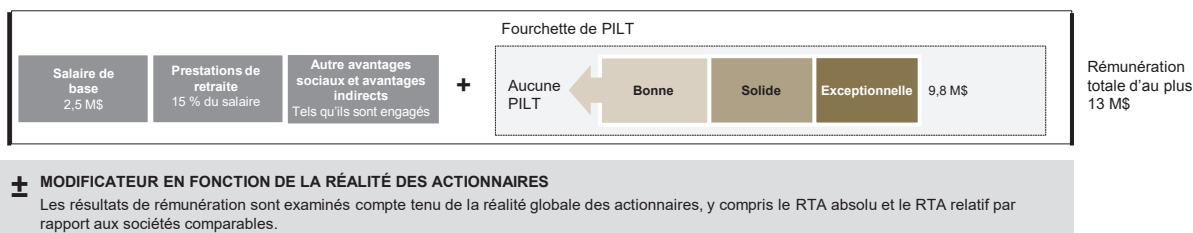


1. Le RCE est une mesure de rendement interne utilisée pour gérer le rendement. Le RCE mesure le rendement des capitaux engagés en divisant le BAIL ajusté (BAILA ajusté moins l'amortissement) par les capitaux engagés moyens. Les capitaux engagés s'entendent du total des actifs consolidés, tels qu'ils sont inscrits dans l'état de la situation financière présenté de la Société. Le BAIL ajusté et le BAILA ajusté sont des mesures financières hors PCGR n'ayant pas de sens normalisé en vertu des IFRS les mesures pourraient ne pas être comparables à des mesures analogues présentées par d'autres sociétés. Pour plus d'information concernant les mesures financières hors PCGR, voir « *Autres renseignements – Utilisation de mesures financières hors PCGR* » à la page 104.

Étape 3 : Révision et recommandation de la rémunération compte tenu de la réalité globale des actionnaires, aux fins d'approbation par le conseil d'administration

Notre cadre fait en sorte que la rémunération totale du président exécutif du conseil reflète la réalité globale des actionnaires. Le comité de la rémunération peut, à son appréciation, modifier positivement ou négativement la PILT du président exécutif du conseil en fonction de l'évaluation faite par le comité de sa rémunération dans le contexte de la réalité globale des actionnaires, y compris du RTA de Barrick absolu et relatif en regard de notre groupe de sociétés d'exploitation minière comparables, de sociétés homologues du secteur et d'autres indices du marché en général sur une période de rendement de un à trois ans. Le comité de la rémunération peut aussi tenir compte des réalisations stratégiques cruciales qui ont considérablement rehaussé globalement la position, le rendement et la stabilité de la Société dans ses efforts pour devenir la société d'exploitation aurifère la plus réputée au monde. Cette étape du cadre de rémunération est fondamentale pour faire en sorte que le comité de la rémunération puisse prendre les décisions appropriées en matière de rémunération lorsque la réalité des actionnaires est très positive ou très négative. En dernier ressort, l'attribution d'une rémunération totale qui dépasse la fourchette de rémunération totale ne sera envisagée qu'exceptionnellement. La décision finale en matière de rémunération et les motifs qui l'appuient sont divulgués à nos actionnaires chaque année. La rémunération du président exécutif du conseil est approuvée par les administrateurs indépendants sur recommandation du comité de la rémunération.

Éléments de la fourchette de rémunération totale :



Étape 4 : Attribution de la majorité de la PILT du président exécutif du conseil en « actions après impôts » qui sont assujetties à des exigences en matière de détention et de recouvrement à la pointe du marché

La rémunération du président exécutif du conseil est structurée de façon à ce qu'il porte une attention soutenue à la création d'une valeur durable à long terme pour les actionnaires. La majorité de la valeur après impôts de la PILT du président exécutif du conseil est utilisée pour acheter des actions après impôts, lesquelles ne peuvent être vendues ou autrement être aliénées jusqu'à la plus tardive des dates suivantes :

a) la date tombant trois ans à compter de la date d'achat et b) la date à laquelle le président exécutif du conseil prend sa retraite ou quitte la Société. Des restrictions en matière de détention continueront de s'appliquer à toutes les actions de Barrick attribuées à notre président exécutif du conseil au titre d'une PILT, même s'il dépasse déjà l'exigence en matière d'actionnariat qui lui est applicable. Ces exigences en matière de détention sont de loin supérieures aux exigences en matière de détention à long terme de la rémunération de nos sociétés homologues. À notre avis, ces exigences en matière de détention à long terme, combinées à l'actionnariat de notre président exécutif du conseil, déjà très important, lui fournissent une grande motivation pour créer de la valeur pour nos propriétaires, maintenant et à long terme. Ces exigences en matière de détention à la pointe du secteur diminuent aussi la valeur intrinsèque pour le président exécutif du conseil des actions après impôts qu'il achète.

La rémunération incitative de notre président exécutif du conseil peut être perdue aux termes de la politique de recouvrement rigoureuse de Barrick, dont les dispositions sont d'une portée plus large que celle des dispositions de la loi intitulée *Dodd-Frank Act* des États-Unis, qui ne sont pas encore en vigueur, comme il est décrit à la rubrique « *Gestion des risques associés à la rémunération – Politique de recouvrement améliorée* » à la page 82.

Initiatives annuelles de 2019 pour notre président exécutif du conseil

En consultation avec l'administrateur principal, le président exécutif du conseil a défini une série d'initiatives précises et concrètes pour 2019. Sur recommandation du comité de la gouvernance et des mises en candidature et du comité de la rémunération, le conseil a approuvé ces initiatives. Le rendement du président exécutif du conseil en regard de ces initiatives sera évalué par le comité de la gouvernance et des mises en candidature, en consultation avec l'administrateur principal.

Les initiatives de 2019 comprennent ce qui suit : a) assurer un leadership et une supervision en vue du fonctionnement efficace du conseil d'administration, en accordant une attention particulière à la diversité; b) agir à titre de porte-parole des propriétaires en maintenant des relations solides, constructives et constantes avec les investisseurs et les partenaires stratégiques, actuels et futurs, y compris les gouvernements hôtes; c) travailler avec le conseil et le président et chef de la direction pour concevoir des stratégies visant la croissance future de la Société en renforçant l'accent mis sur le discernement dans la gestion du portefeuille, les acquisitions, les coentreprises, les aliénations d'actifs, la répartition rigoureuse du capital et les investissements; d) collaborer avec le président et chef de la direction pour faire progresser la résolution de questions en suspens avec les gouvernements et relativement à des projets complexes; e) établir et gérer les relations avec les parties prenantes et les alliances stratégiques, y compris et surtout avec la Chine; f) orienter la surveillance qu'exerce le conseil sur les talents et la planification de la relève, notamment en assurant une plus grande intégration de notre culture de partenariat et de propriété à l'échelle de la Société.

Le conseil peut aussi demander la participation directe et ponctuelle du président exécutif du conseil à des questions significatives et importantes au cours de l'exercice au besoin.

Dorénavant, puisqu'une structure de gestion plus conventionnelle est maintenant en place, dirigée par M. Bristow qui, en qualité de président et chef de la direction, oriente les activités quotidiennes de Barrick, le rendement du président exécutif du conseil par rapport à ces initiatives sera maintenant évalué à l'aide d'un cadre de rémunération redéfini pour 2019, conçu pour assurer que sa rémunération reflète sa participation et son apport à Barrick. Le niveau de la rémunération du président exécutif du conseil en 2019 devrait être considérablement inférieur à celui de 2018.

Évaluation du rendement du président exécutif du conseil pour 2018



Le comité de la rémunération a appliqué le cadre de rendement et de rémunération et a examiné la réalité globale des actionnaires pour calculer la rémunération incitative attribuée au président exécutif du conseil pour 2018. Le rendement du président exécutif du conseil a été évalué avant la clôture de la fusion par le comité de la gouvernance et des mises en candidature en consultation avec l'administrateur principal et le comité de la rémunération en fonction de ce cadre.

En 2018, le président exécutif du conseil a mené à bien les initiatives annuelles que nous lui avons fixées dans notre circulaire de 2018. En outre, en 2018, Barrick a réalisé un RCE de 6,8 %, un taux légèrement en-dessous du taux cible de 7 %, mais qui contribue au RCE moyen sur 3 ans de 8,3 %, ce qui se situe nettement dans la fourchette de rendement à long terme de 7 % à 12 % et qui témoigne fortement de notre engagement à générer des rendements durables pour les actionnaires.

La réalisation des initiatives annuelles du président exécutif du conseil ne représente, cependant, qu'un seul aspect de ses accomplissements en 2018. Le président exécutif du conseil a non seulement mené à bien les initiatives annuelles ainsi que les initiatives liées au rendement financier qui lui avaient été attribuées dans notre circulaire de 2018, mais il a aussi dirigé et réalisé la fusion transformationnelle à prime nulle de Barrick avec Randgold, qui fait progresser significativement bon nombre de buts stratégiques de Barrick et améliore les perspectives de Barrick de devenir la société d'exploitation aurifère la plus réputée au monde.

La fusion transformationnelle avec Randgold a été le point culminant d'un certain nombre d'initiatives clés exécutées efficacement par le président exécutif du conseil après sa nomination en 2014. Lorsqu'il a été nommé pour la première fois, le président exécutif du conseil avait comme rôle principal de restructurer le bilan de Barrick et de ramener la Société à la stabilité financière. Sous la direction du président exécutif du conseil, Barrick a réalisé avec succès une série de ventes d'actifs secondaires entre 2015 et 2018, permettant à la Société de rembourser environ 10 G\$ au titre de la dette au cours des cinq dernières années et demie. Outre la restructuration du bilan de Barrick, le président exécutif du conseil a fructueusement mis en œuvre un modèle de gestion décentralisée et a procédé à des investissements importants en s'adjoignant des gens de talents supérieurs tout en réduisant considérablement les charges administratives de Barrick. Au cours de cette même période, le président exécutif du conseil a aussi beaucoup interagi avec les actionnaires et établi des partenariats stratégiques cruciaux avec des sociétés aurifères chinoises de premier plan et des gouvernements hôtes, jouant un rôle clé dans la résolution du différend avec la filiale détenue en propriété exclusive de Barrick en Tanzanie.

Après avoir rétabli le bilan de Barrick, qui est l'un des plus solides du secteur, et fort d'une équipe de gestion décentralisée allégée et de solides partenariats en place, le président exécutif du conseil a déterminé que le portefeuille d'actifs aurifères de calibre international de Barrick exigeait un leader d'excellence pour amener les activités d'exploitation de Barrick à un niveau supérieur. Le président exécutif du conseil a sondé un certain nombre de leaders très respectés du secteur en vue de trouver un chef de direction hautement respecté, doté des qualités nécessaires pour mener l'entreprise de la Société à un niveau supérieur. Après cette vaste consultation, il est devenu évident que Mark Bristow, qui était largement perçu comme un chef de direction talentueux et respecté, concentré sur la poursuite acharnée de l'excellence, des économies, de l'excellence opérationnelle et du talent, était le chef de direction dont Barrick avait besoin pour atteindre ses buts.

En février 2018, le président exécutif du conseil a entamé des discussions avec M. Bristow portant sur diverses occasions stratégiques touchant Barrick et Randgold, dont la possibilité d'une opération de fusion. Dans les mois qui ont suivi, le président exécutif du conseil a beaucoup voyagé pour rencontrer M. Bristow à différents endroits dans le monde pour favoriser une compréhension mutuelle du bien-fondé et des buts d'une société issue d'une fusion. Une fois cette compréhension mutuelle établie, le président exécutif du conseil a personnellement constitué et dirigé une équipe aux fins de l'opération pour entreprendre la vérification diligente poussée sur les plans technique, financier et juridique ainsi que le travail structurel important qui étaient requis pour réaliser une opération de cette nature. Le président exécutif du conseil a surtout fait preuve d'innovation en concevant cette nouvelle structure à prime nulle qui a permis la concrétisation de l'opération. Le président exécutif du conseil a aussi joué un rôle primordial en convainquant une écrasante majorité d'actionnaires, tant de Barrick que de Randgold, du bien-fondé substantiel de la fusion.

La vision, la détermination et le dynamisme que le président exécutif du conseil a démontrés ont entraîné, le 24 septembre 2018, l'annonce de la fusion, événement novateur au sein du secteur. Les résultats positifs de la fusion se sont matérialisés immédiatement.

Après l'annonce de la fusion à prime nulle de Barrick avec Randgold le 24 septembre 2018, le cours de nos actions à la NYSE a augmenté de 29 % jusqu'à la réalisation de l'opération le 1^{er} janvier 2019, ce qui s'est traduit par une augmentation de notre capitalisation boursière de 3,6 G\$. En comparaison, au cours de la même période, le cours des actions des principales sociétés aurifères comparables à la NYSE et à l'Australian Securities Exchange (**ASX**) a augmenté en moyenne de 7 %, alors que le cours moyen de l'or n'a aussi augmenté que de 7 %.

Compte tenu des grands accomplissements du président exécutif du conseil dans le cours normal et de ses accomplissements extraordinaires en 2018, ainsi que du fait qu'il a assumé des responsabilités additionnelles dans la foulée de la démission de l'ancien président en juillet, sur recommandation du comité de la rémunération, les administrateurs indépendants ont approuvé l'attribution d'une PILT de 9,735 M\$ au président exécutif du conseil. Afin de souligner davantage notre culture de propriété, la majorité du produit après impôts de la PILT de 2018 a servi à acheter 215 000 actions de Barrick pour le président exécutif du conseil, qui ne peuvent être vendues jusqu'à la plus tardive des deux dates suivantes : a) la date tombant trois ans après la date d'achat et b) la date à laquelle le président exécutif du conseil prend sa retraite ou quitte la Société. L'attribution de la PILT du président exécutif du conseil n'a pas été comptabilisée aux fins du régime de retraite à l'intention des membres de la haute direction. En 2018, la rémunération totale du président exécutif du conseil a totalisé 12 859 994 \$.

Le conseil reconnaît une fois de plus l'engagement continu pris par le président exécutif du conseil envers un actionariat significatif et à long terme dans la Société. Le président exécutif du conseil continue de donner l'exemple en veillant à ce que Barrick soit une société de propriétaires : la hauteur de son investissement dans les actions de Barrick dépasse considérablement ce qu'il a reçu en rémunération après impôts de Barrick. Démontrant sa conviction que la propriété constitue un élément essentiel de la culture de partenariat de Barrick, après l'annonce de la fusion, le président exécutif du conseil a acheté plus de 2,2 millions d'actions de Barrick, doublant presque son actionariat total dans Barrick pour le porter à 5 millions d'actions. Compte tenu des actions acquises avec la majorité du produit après impôts de la PILT de 2018, il détient maintenant plus de 5 215 000 actions de Barrick, d'une valeur de près de 29 fois son salaire de base au 28 mars 2019.

Les considérations du comité de la rémunération, dont l'évaluation particulière des faits saillants en matière de rémunération du président exécutif du conseil par rapport à ses initiatives annuelles et ses initiatives financières présentées dans notre circulaire de 2018, sont résumées ci-dessous.

A

OBJECTIFS STRATÉGIQUES

50 %

Initiatives en 2018 telles que présentées dans la circulaire de 2018 et faits saillants en matière de rendement

Objectif
atteint?

a) Assurer le leadership et la supervision du fonctionnement efficace du conseil d'administration en accordant une attention particulière à la taille et à la composition

- A réalisé la prorogation de la Société sous le régime des lois de la Colombie-Britannique, ce qui donne à Barrick la souplesse pour recruter un conseil véritablement international doté de l'expertise requise en raison de nos activités mondiales exercées dans un large éventail de territoires à l'échelle de cinq continents
- Dans le cadre de la fusion, a optimisé et rationalisé la composition du conseil afin d'assurer un équilibre entre compétences et expertise géographique

✓

Initiatives en 2018 telles que divulguées dans la circulaire de 2018 et faits saillants en matière de rendement ^(suite)	Objectif atteint?
<p>b) Diriger la supervision par le conseil de la planification de la relève et des talents, notamment en faisant progresser notre culture de partenariat et de propriété au moyen d'un modèle décentralisé</p> <ul style="list-style-type: none"> A travaillé de concert avec le directeur exécutif des ressources humaines pour lancer le régime d'achat d'actions de Barrick, qui offre un moyen simple et accessible pour les gens à l'échelle de Barrick d'acheter des actions de Barrick sur le marché libre A donné l'exemple et a accru son avoir personnel dans la Société pour le porter à 5 000 000 d'actions de Barrick le 1^{er} octobre 2018 par voie d'achats sur le marché libre et a encouragé tous les partenaires à accroître leur actionnariat dans la Société au moyen de l'achat combiné de plus de 235 000 actions de Barrick avec des fonds personnels en 2018 A travaillé de concert avec le comité exécutif de 2018 pour accroître la rigueur du processus d'examen des talents visant les postes clés au sein de l'exploitation et de la direction. Ces changements ont accru le degré de responsabilité, d'obligation redditionnelle et d'agilité, ce qui a assuré une plus grande décentralisation des activités de Barrick et amélioré l'état de préparation de Barrick aux fins de la fusion et de l'intégration avec Randgold A fait progresser les plans de relève de Barrick avec la nomination de Mark Bristow en qualité de président et chef de la direction, un leader possédant le meilleur bilan du secteur quant à la création de valeur pour les actionnaires et à l'exécution opérationnelle, et a réuni les meilleurs talents de Barrick et de Randgold pour renforcer considérablement les capacités globales de la direction de Barrick 	✓
<p>c) Renforcer la rigueur et la prudence financières qui se traduisent par une gestion du portefeuille éclairée, une répartition rigoureuse du capital et des investissements disciplinés et un bilan plus solide</p> <ul style="list-style-type: none"> A travaillé de concert avec le comité exécutif de 2018 pour renforcer davantage le bilan de la Société en rachetant des titres d'emprunt et en maintenant une discipline rigoureuse dans nos décisions de répartition du capital. Le dernier point a entraîné des investissements dans des projets internes (Fourmile et Turquoise Ridge) et l'augmentation de notre dividende annualisé, le faisant passer de 12 cents par action de Barrick en 2017 à 16 cents par action de Barrick en 2018 A travaillé de concert avec l'équipe de direction pour raffiner les critères de répartition du capital et les filtres d'investissement pour Barrick 	✓
<p>d) Renforcer et favoriser la croissance des flux de trésorerie disponibles par action à long terme par l'excellence opérationnelle en se concentrant sur les principes fondamentaux et une exécution supérieure</p> <ul style="list-style-type: none"> Dans le cadre de la fusion, Barrick s'attend à générer considérablement plus de flux de trésorerie disponibles en raison de son total des charges décaissées le moins élevé parmi ses principales sociétés aurifères comparables¹ 	✓
<p>e) Être le moteur de développement d'un plan de croissance à long terme</p> <ul style="list-style-type: none"> A surveillé les efforts intensifs déployés pour la planification et l'élaboration méticuleuses de chaque aspect de la fusion, dont la négociation, le montage et l'exécution rapide de la fusion En raison de la fusion, Barrick dispose maintenant du plus imposant portefeuille d'actifs aurifères de première catégorie du secteur, dont les paramètres d'exploitation sont supérieurs à ceux des principales sociétés aurifères comparables et qui présentent des options en matière d'investissement porteuses de croissance à long terme 	✓
<p>f) Faire progresser la résolution de questions en suspens avec divers gouvernements et relativement à des projets complexes</p> <ul style="list-style-type: none"> En consultation avec le conseil et de concert avec le comité exécutif de 2018, a fait progresser un plan d'optimisation du côté chilien du projet Pascua-Lama en vue de réduire les frais de détention et de clarifier le statut du projet Dans le cadre de l'entente de coopération stratégique entre Barrick et Shandong Gold, celle-ci a amorcé une évaluation indépendante d'un projet minier potentiel à Lama en Argentine Avec l'appui de l'ancien président, Barrick a signé en octobre 2018 un accord de règlement avec l'administration fiscale zambienne et le gouvernement de Zambie pour faire progresser la résolution de questions fiscales 	✓
<p>g) Bâtir et gérer des relations avec des parties prenantes et des alliances stratégiques, notamment et surtout avec la Chine</p> <ul style="list-style-type: none"> A continué à bâtir des relations particulières, durables et fondées sur la confiance avec la Chine et ses plus grands et plus avisés investisseurs institutionnels A surveillé l'élaboration de deux ententes stratégiques avec Shandong Gold : 1) une entente de coopération stratégique améliorée afin de partager le savoir et d'évaluer les occasions d'investissement futures visant Pascua-Lama et 2) une convention d'investissement mutuel aux termes de laquelle Barrick et Shandong achèteront mutuellement sur le marché libre des actions de l'autre société d'une valeur de 300 M\$ 	✓
Évaluation globale de l'apport	Exceptionnelle

1. Les flux de trésorerie disponibles et le total des charges décaissées le moins élevé sont des mesures financières hors PCGR qui n'ont pas de sens normalisé selon les IFRS. Ces mesures pourraient donc ne pas être comparables à des mesures semblables présentées par d'autres sociétés et, dans le cas du total des charges décaissées le moins élevé et de la marge du BAIIA ajusté la plus élevée, sont fondées sur des données de Wood Mackenzie. Les comparaisons financières entre Barrick et ses principales sociétés aurifères comparables ont été effectuées à partir des données présentées par Wood Mackenzie, qui pourraient ne pas être calculées de la même manière que Barrick calcule les mesures comparables. Pour plus de renseignements, voir « *Autres renseignements – Utilisation de mesures financières hors PCGR* » à la page 104 et « *Autres renseignements – Données de tiers* » à la page 107.

RCE

Réel 2018	6,8 %
Taux minimal de 7 % établi pour 2018	
Autre facteur : RCE réel sur 3 ans	8,3 %
Fourchette à long terme de 2018 (7 – 12 %)	

Le comité de la rémunération a noté que le RCE de 2018 était légèrement sous le taux de rendement minimal de 7 %. Le comité a aussi pris en compte le résultat du RCE de 2018 parallèlement au progrès qu'a fait Barrick à l'égard du renforcement de son portefeuille. En 2018, le portefeuille de Barrick s'est optimisé davantage en raison d'investissements dans la croissance interne et des projets de prospection et compte tenu de la fusion. L'attention apportée à la rigueur dans la répartition du capital et le renforcement du bilan de Barrick au cours des trois dernières années ont permis à Barrick d'augmenter ses investissements dans la croissance interne tout en remettant davantage de capital aux actionnaires, comme en témoigne l'augmentation du dividende annuel de 33 %, et en réduisant significativement la dette. Le RCE moyen sur trois ans de Barrick de 8,3 % se situe nettement dans la fourchette de rendement à long terme de 7 à 12 % et est considéré comme une indication positive de la création de valeur à long terme pour les actionnaires. Compte tenu des facteurs ci-dessus, le comité a décidé qu'une attribution était justifiée pour reconnaître le RCE cumulatif de Barrick malgré le fait que le résultat du taux minimal de 2018 ait été légèrement sous la cible.

C RÉALITÉ DES ACTIONNAIRES

Modificateur

Réalité globale des actionnaires

La réalité globale des actionnaires, qui englobe une évaluation du progrès de Barrick par rapport à la réalisation de ses projets stratégiques à long terme, calculée au moyen de divers paramètres, dont le rendement RTA absolu et relatif, a constitué un facteur primordial de l'évaluation du rendement du président exécutif du conseil et du calcul de sa PILT attribuée pour 2018.

Compte tenu des apports très significatifs du président exécutif du conseil en 2018, dont l'accomplissement de tous ses objectifs annuels jumelé au rôle pivot qu'il a joué dans la concrétisation de la fusion avec Randgold qui a donné lieu à une création de valeur considérable et à un rendement supérieur du cours des actions comme il est décrit ci-dessous, et sa prise en charge de responsabilités additionnelles après la démission de l'ancien président en juillet, le comité de la rémunération a jugé approprié d'octroyer au président exécutif du conseil une PILT à la limite supérieure de la fourchette établie pour 2018.

1) Projets stratégiques à long terme et accroissement de la valeur

Le président exécutif du conseil a personnellement dirigé la fusion transformationnelle de Barrick avec Randgold afin de créer une société minière chef de file du secteur, opération qui a reçu l'aval extraordinaire de 99,8 % des actionnaires de Barrick.

La fusion a établi Barrick comme société aurifère chef de file du secteur dotée de plusieurs avantages clés par rapport à ses principales sociétés aurifères comparables, dont ceux-ci :

- ✓ Propriété de cinq des dix principaux actifs aurifères de première catégorie au monde et de deux actifs aurifères de première catégorie en cours de mise en valeur ou d'expansion;
- ✓ Le total des charges décaissées le moins élevé¹ parmi les principales sociétés aurifères comparables;
- ✓ Solide génération de flux de trésorerie pour soutenir des investissements solides et capacité à remettre du capital aux actionnaires;
- ✓ Parmi les plus grandes réserves d'or du secteur; et
- ✓ Vastes terrains dans bon nombre de districts aurifères les plus prolifiques au monde

La fusion apporte aussi d'importantes possibilités d'investissement en vue d'une croissance à long terme.

2) RTA

Après l'annonce de la fusion à prime nulle de Barrick avec Randgold le 24 septembre 2018, le cours de nos actions à la NYSE a augmenté de 29 % jusqu'à la réalisation de la fusion le 1^{er} janvier 2019, soit une augmentation de notre capitalisation boursière de 3,6 G\$. En comparaison, au cours de la même période, le cours des actions des principales sociétés aurifères comparables à la NYSE et à l'ASX a augmenté en moyenne de 7 %, alors que le cours moyen de l'or n'a aussi augmenté que de 7 %. Tenant compte de l'augmentation similaire du cours de l'action de Randgold au cours de la même période, le comité a aussi considéré ce qui suit :

- ✓ Le RTA supérieur de Barrick par rapport à celui des principales sociétés aurifères comparables depuis l'annonce de la fusion jusqu'au 31 décembre 2018
- ✓ Le RTA supérieur de Barrick par rapport à l'indice aurifère mondial S&P/TSX et l'indice composé S&P/TSX en 2018
- ✓ L'amélioration du positionnement du RTA relatif de Barrick d'un exercice à l'autre sur la base de un exercice
- ✓ Le RTA relatif de Barrick par rapport à celui du groupe des sociétés d'exploitation minière comparables de 2018

Groupe de sociétés d'exploitation minière comparables de 2018 (n=11)	Positionnement du RTA ² relatif de Barrick	
	RTA ² sur 1 an 2018 80 ^e centile (2017 : 5 ^e centile)	RTA ² sur 3 ans 2016 – 2018 57 ^e centile (2017 : 69 ^e centile)

- Le total des charges décaissées le moins élevé est une mesure financière hors PCGR tirée des données de Wood Mackenzie qui n'a pas de sens normalisé selon les IFRS. Cette mesure pourrait donc ne pas être comparable à des mesures semblables présentées par d'autres sociétés. Les comparaisons financières entre Barrick et ses principales sociétés aurifères comparables et entre les actifs aurifères de première catégorie ont été effectuées à partir des données présentées par Wood Mackenzie, qui pourraient ne pas être calculées de la même manière que Barrick calcule les mesures comparables. Pour plus de renseignements, voir « *Autres renseignements – Utilisation de mesures financières hors PCGR* » à la page 104 et « *Autres renseignements – Données de tiers* » à la page 107.
- Le RTA est calculé sur la base d'une monnaie commune (dollar américain) afin de permettre une juste comparaison avec le groupe de sociétés d'exploitation minière comparables de 2018 de Barrick, qui inclut des sociétés homologues internationales inscrites à des bourses à l'extérieur de l'Amérique du Nord. Pour améliorer davantage la comparaison, une moyenne a été faite des cours de clôture quotidiens pour les mois du début et de la fin de chaque période de rendement respective afin de tenir compte des fluctuations à court terme potentielles du cours des actions de Barrick et du cours des actions du groupe des sociétés d'exploitation minière comparables de 2018.

D ATTRIBUTION DE LA PILT DE 2018 POUR LE PRÉSIDENT
EXÉCUTIF DU CONSEIL

9 735 000 \$

La majorité du produit après impôts a servi à acheter 215 000 actions de Barrick sur le marché libre et la tranche restante lui a été versée en espèces¹, en reconnaissance de son engagement continu pris envers un actionnariat significatif et à long terme dans la Société et de son achat de 2 271 029 actions de Barrick additionnelles après l'annonce de la fusion.

L'attribution de la PILT du président exécutif du conseil n'a pas été comptabilisée aux fins du régime de retraite à l'intention des membres de la haute direction.

E RÉMUNÉRATION TOTALE DU PRÉSIDENT EXÉCUTIF DU
CONSEIL POUR 2018

12 859 994 \$

1. La valeur de ces actions est inférieure à leur valeur nominale en raison de la nature à long terme et illiquide de l'investissement, ce qui n'est pas reflété dans les tableaux sur la rémunération.

Rémunération de nos partenaires visés pour 2018

Nos partenaires visés participent au régime à l'intention des partenaires de Barrick; ils sont donc admissibles à participer au programme de PIAR, au régime d'UAOR et au régime en cas de changement de contrôle. Nos partenaires visés sont également assujettis à des exigences minimales en matière d'actionnariat parmi les plus élevées du secteur, preuve éloquente d'un profond engagement envers la propriété à long terme, qui constitue le cœur de notre culture de partenariat.

Salaire de base

Les salaires de base sont fixés selon l'étendue des responsabilités, les compétences et le rendement de chacun. Le comité de la rémunération revoit annuellement les salaires de base de nos partenaires visés en vue d'en assurer le caractère concurrentiel par rapport à des rôles dont l'envergure et l'étendue des responsabilités sont semblables.

Programme de primes incitatives annuelles au rendement

Le programme de PIAR est un élément clé de notre régime à l'intention des partenaires. Les partenaires visés se voient attribuer des PIAR en fonction de l'atteinte d'initiatives et d'objectifs annuels compris dans leur tableau de bord aux fins des primes incitatives annuelles au rendement (**tableau de bord PIAR**). En 2018, les tableaux de bord PIAR ont été élaborés en consultation avec le président exécutif du conseil et l'administrateur principal. Le rendement de nos partenaires visés a été évalué globalement par le président exécutif du conseil, à l'aide des commentaires faits par l'administrateur principal, en fonction des accomplissements en regard du tableau de bord PIAR.

On accorde à chaque tableau de bord une note allant de 0 % (minimum) à 100 % (maximum), qui est multipliée par la PIAR potentielle de chacun de nos partenaires visés afin de fixer les paiements. Des attributions de PIAR maximales de 300 % du salaire seront faites uniquement dans les cas de rendement supérieur vérifiable dans toutes les catégories du tableau de bord.

$$\left[\begin{array}{c} \text{Rendement en regard} \\ \text{du tableau de bord PIAR} \\ (0 \text{ à } 100 \%) \end{array} \right] \times \left[\begin{array}{c} \text{PIAR} \\ \text{potentielle} \\ (\text{plafonnée à } 300 \% \text{ du salaire}) \end{array} \right] = \left[\begin{array}{c} \text{Paiement de la PIAR (\$)} \\ \text{(remise décidée annuellement par} \\ \text{le comité de la rémunération)} \end{array} \right]$$

Tableau de bord aux fins des primes incitatives annuelles au rendement de 2019

Normalement, nous aurions résumé nos priorités stratégiques de 2019 pour les partenaires visés en 2018, mais la fusion a donné lieu à la réorganisation de notre structure de gestion. Par conséquent, nous avons inclus ci-dessous un tableau qui présente les priorités stratégiques de 2019 pour les trois partenaires visés qui devraient, selon nous, être des membres de la haute direction visés en 2019, nommément, le président et chef de la direction, le premier vice-président directeur et chef des services financiers et le premier vice-président directeur, Affaires stratégiques. Les priorités de 2019 sont pondérées dans chaque tableau de bord PIAR pour refléter la portée des responsabilités individuelles. Le rendement individuel en regard de chacune de nos priorités de 2019 sera évalué à la fin de l'exercice et divulgué pour nos partenaires visés de 2019 dans la circulaire de sollicitation de procurations de 2020.

Nos priorités stratégiques en 2019	Président et chef de la direction	Premier vice-président directeur et chef des finances	Premier vice-président directeur, Affaires stratégiques
Qualité des actifs			
<ul style="list-style-type: none"> Développement d'un portefeuille d'actifs de première catégorie, d'actifs de deuxième catégorie et d'actifs stratégiques, axé sur la croissance interne et sur l'identification d'actifs qui satisfont aux critères d'investissement de Barrick et l'investissement dans ces actifs et leur mise en valeur¹ Maximisation des occasions de création de valeur découlant de la coentreprise Barrick-Newmont au Nevada Vente graduelle d'actifs secondaires, de façon réfléchie et rigoureuse Focalisation sur la prospection dans les zones situées à proximité des mines existantes à Goldstrike, au complexe Loulo-Gounkoto et à Kibali Investissement dans la prospection de vastes terrains dans bon nombre des districts aurifères les plus prolifiques de la planète Maximisation de la valeur à long terme du secteur stratégique du cuivre 	✓	✓	✓
Excellence opérationnelle			
<ul style="list-style-type: none"> Mise en œuvre d'une structure de gestion horizontale associée à une culture de propriété Rationalisation de la gestion et des activités d'exploitation et obligation de reddition de comptes de la direction à l'égard des activités qu'elle gère Mise à profit de l'innovation et de la technologie pour générer des gains d'efficacité à l'avant-garde du secteur Établissement de partenariats fondés sur la confiance avec les gouvernements hôtes, les partenaires commerciaux et les collectivités locales pour favoriser la création de valeur à long terme commune Efforts pour éliminer les blessures en milieu de travail 	✓	✓	✓
Rentabilité durable			
<ul style="list-style-type: none"> Approche rigoureuse en matière de croissance mettant de l'avant la création de valeur à long terme pour toutes les parties prenantes Augmentation des rendements pour les actionnaires découlant de l'accent mis sur le rendement du capital, le TRI et les flux de trésorerie disponibles² 	✓	✓	✓

- Les critères d'investissement de Barrick sont : i) pour ce qui concerne les actifs de première catégorie, des actifs recelant un potentiel de plus de 5 millions d'onces d'or qui devraient générer un TRI d'au moins 15 % (selon un cours de l'or à long terme calculé par rapport au modèle minier aurifère de référence standard fondé sur le coût des intrants courant); et ii) pour ce qui concerne les actifs aurifères de deuxième catégorie, les actifs recelant un potentiel de plus de 3 millions d'onces d'or qui devraient générer un TRI d'au moins 20 % (selon un cours de l'or à long terme calculé par rapport au modèle minier aurifère de référence standard fondé sur le coût des intrants courant). Les priorités à court terme du portefeuille consistent notamment à faire progresser les projets Goldrush, Fourmile et Turquoise Ridge ainsi que le partenariat stratégique de la Société avec Shandong Gold dans la ceinture El Indio.
- Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure financière hors PCGR qui n'a pas de sens normalisé selon les IFRS. Cette mesure pourrait donc ne pas être comparable à des mesures semblables présentées par d'autres sociétés. Cette mesure ne doit pas être considérée isolément ni se substituer à des mesures de rendement établies selon les IFRS. Pour plus d'information concernant les mesures financières hors PCGR, voir « *Autres renseignements – Utilisation de mesures financières hors PCGR* » à la page 104.

Les recommandations relatives aux PIAR sont examinées par le comité de la rémunération à la fin de chaque exercice et les décisions sont généralement prises en février après la clôture de chaque exercice, une fois que les états financiers audités sont approuvés par le conseil. Pour 2018, les recommandations relatives aux PIAR ont été examinées et les décisions ont été prises par le comité de la rémunération en décembre, avant la réalisation de la fusion. Ces décisions relatives aux PIAR ont été confirmées par le comité de la rémunération en février 2019, après l'examen des états financiers visant l'exercice complet approuvés par le conseil.

Les paiements des PIAR sont généralement faits en espèces, à moins de décision contraire du comité de la rémunération. La formule de calcul du paiement est donnée à titre indicatif et le comité de la rémunération a le pouvoir discrétionnaire d'approuver et/ou de recommander au conseil un niveau de paiement différent du résultat calculé à l'aide des tableaux de bord PIAR. Le comité de la rémunération se réserve aussi le droit de rajuster les mesures de rendement dans chaque tableau de bord PIAR pour refléter des éléments non récurrents importants qui surviennent au cours de la période évaluée. De tels rajustements seront catégoriquement intégrés dans notre circulaire de sollicitation de procurations chaque année.

Voir « *Considérations en matière de primes incitatives annuelles au rendement pour nos partenaires visés de 2018* » aux pages 72 à 77 pour plus de renseignements sur la rémunération et les faits saillants en matière de rendement pour nos partenaires visés.

Unités d'actions octroyées en fonction du rendement (UAOR)

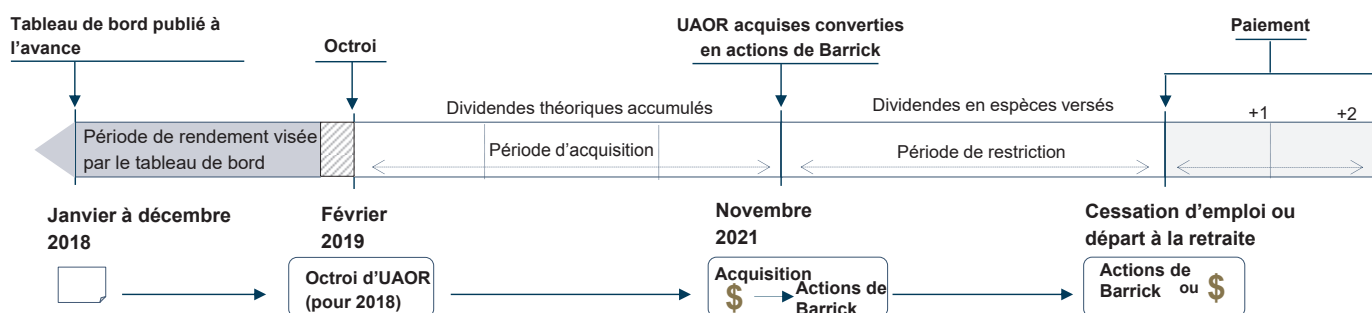
Le régime novateur d'UAOR est la pierre angulaire de notre régime à l'intention des partenaires. Il est conçu pour que nos partenaires visés et les autres participants au régime à l'intention des partenaires s'investissent émotivement et participent financièrement dans le succès à long terme de Barrick. Les partenaires visés reçoivent la totalité de leur PILT sous forme d'UAOR, lesquelles sont des unités fondées sur des actions qui sont converties en actions de Barrick après une période d'acquisition de 33 mois. Même une fois qu'elles sont converties en actions de Barrick, les UAOR ne peuvent être vendues jusqu'à ce que le partenaire visé prenne sa retraite ou quitte la Société. L'accent que nous mettons sur la propriété à long terme de nos membres de la haute direction et de tous nos autres partenaires signifie que nos leaders investissent une partie importante de la rémunération gagnée en actions de Barrick qu'ils ne peuvent pas vendre jusqu'à ce qu'ils prennent leur retraite ou quittent la Société. Au fil du temps, cet investissement dans les actions de Barrick représentera une partie significative de leur patrimoine. **La valeur de ces actions est inférieure à leur valeur nominale en raison de la nature à long terme et illiquide de l'investissement, ce qui n'est pas reflété dans les tableaux sur la rémunération.**

Chaque année, les UAOR sont attribuées en fonction de l'évaluation, par le comité de la rémunération, du rendement de la Société en regard des mesures financières et non financières comprises dans notre tableau de bord à long terme de la Société. Ces mesures ont été soigneusement choisies en consultation avec nos actionnaires pour stimuler la croissance de la valeur pour les actionnaires à long terme. La valeur en dollars des UAOR octroyées à chacun de nos partenaires est fonction du résultat du tableau de bord à long terme de la Société (allant de 0 % à 100 %), multiplié par la valeur de la PILT potentielle de chaque partenaire (dont le plafond se situe entre 100 % et 600 % du salaire, selon le rôle). Le nombre d'UAOR octroyées est fixé en prenant la valeur en dollars des UAOR octroyées, divisée par le cours de clôture des actions de Barrick le jour précédant la date d'octroi ou, si la date d'octroi tombe durant une période d'interdiction de négociation, le cours de clôture le premier jour de négociation suivant la levée de la période d'interdiction de négociation, selon le cours le plus élevé (au sens donné dans le régime d'UAOR). La formule de paiement se veut une ligne directrice et le comité de la rémunération a le pouvoir discrétionnaire d'approuver et/ou de recommander au conseil qu'un partenaire visé reçoive un paiement différent de la valeur qui est établie par le tableau de bord à long terme de la Société. Les attributions de PILT maximales seront faites uniquement dans les cas de rendement supérieur à long terme durable dans toutes les catégories du tableau de bord.

$$\left(\begin{array}{c} \text{Rendement en regard du} \\ \text{tableau de bord à long} \\ \text{terme de la Société} \\ (0 \text{ à } 100 \%) \end{array} \right) \times \left(\begin{array}{c} \text{PILT potentielle} \\ \text{(plafonnée entre 100 \% et} \\ \text{600 \% du salaire selon le rôle)} \end{array} \right) = \begin{array}{c} \text{Octroi d'UAOR (\$)} \\ \text{(sous réserve de restrictions postérieures à} \\ \text{l'acquisition sur la vente ou le transfert jusqu'au} \\ \text{départ à la retraite ou à la cessation d'emploi)} \end{array}$$

Exemple de cycle de vie d'une attribution d'UAOR

Le diagramme suivant illustre le cycle de vie d'une attribution d'UAOR, de l'octroi au paiement, suivant la cessation d'emploi ou le départ à la retraite.



Le comité de la rémunération évalue le rendement par rapport au tableau de bord à long terme de la Société

Le rendement de Barrick par rapport au tableau de bord à long terme de la Société est évalué sur plusieurs années par le comité de la rémunération pour s'assurer

Le comité de la rémunération fixe les octrois d'UAOR en fonction du rendement par rapport au tableau de bord à long terme de la Société

Le comité de la rémunération fixe les octrois d'UAOR au moyen du résultat du tableau de bord à long terme de la Société. La valeur en dollars de chaque octroi

Les UAOR sont acquises, les actions de Barrick sont achetées sur le marché par un agent administratif tiers pour le compte de chaque partenaire

Les UAOR sont acquises 33 mois à compter de la date d'octroi. Le nombre total d'UAOR qui sont acquises comprend l'octroi initial, plus les dividendes accumulés pendant la période d'acquisition.

Les partenaires peuvent réaliser la valeur en espèces tirée des attributions d'UAOR non acquises ou de la vente des actions incessibles une fois que les restrictions sont levées

Généralement, lorsqu'un partenaire quitte la Société, les UAOR non acquises continueront d'être acquises selon le calendrier normal et seront payées en espèces lorsqu'elles seront acquises. Les

que les partenaires ne sont récompensés que pour un rendement et une création de valeur pour les actionnaires durables.

Selon son évaluation, le comité de la rémunération attribue une note globale pouvant aller de 0 % à 100 %.

d'UAOR est fixée en multipliant le résultat du tableau de bord à long terme de la Société et la valeur de la PILT potentielle, qui varie pour chaque partenaire entre une et six fois le salaire de base, selon le poste et le niveau de responsabilités.

Le nombre d'UAOR octroyées est calculé en divisant la valeur en dollars de l'attribution d'UAOR par le cours de clôture des actions de Barrick le jour précédant l'octroi ou, si la date d'octroi survient au cours d'une période d'interdiction de négociation, le premier jour de négociation suivant la période d'interdiction de négociation, selon le cours le plus élevé.

À l'acquisition, la valeur des UAOR est égale au cours de clôture des actions de Barrick à la date d'acquisition multiplié par le nombre d'UAOR qui ont été acquises. Le produit après impôts tiré des UAOR acquises est alors affecté par un agent administratif tiers à l'achat des actions de Barrick sur le marché libre pour le compte du partenaire.

Les actions de Barrick achetées (**actions inaccessibles**) ne peuvent être vendues jusqu'à ce que le partenaire prenne sa retraite ou quitte la Société (jusqu'à deux ans de plus si le partenaire quitte la Société pour rejoindre les rangs d'un concurrent défini ou pour lui offrir ses services). Les partenaires reçoivent des dividendes sur leurs actions inaccessibles en espèces, lorsque ceux-ci sont déclarés.

restrictions sur les actions inaccessibles seront levées et cesseront de s'appliquer.

Si un partenaire quitte la Société pour rejoindre les rangs d'un concurrent défini ou pour lui offrir ses services, les attributions d'UAOR non acquises seront perdues et les restrictions imposées aux actions inaccessibles seront levées en trois tranches (50 % à la cessation d'emploi ou au départ à la retraite et 25 % au premier et au second anniversaires de la cessation d'emploi ou du départ à la retraite).

Les principales caractéristiques du régime d'UAOR sont présentées dans l'annexe C de la présente circulaire. Voir la page 67 pour consulter les résultats du tableau de bord à long terme de la Société de 2018 et le texte ci-après pour obtenir des renseignements prospectifs quant au tableau de bord à long terme de la Société de 2019.

Tableau de bord à long terme de la Société de 2019

Le tableau de bord à long terme de la Société ci-dessous indique les mesures de rendement de la Société et les pondérations qui seront employées par le comité de la rémunération pour déterminer les octrois d'UAOR de 2019, ainsi qu'une description de la raison pour laquelle chaque mesure est importante pour Barrick. L'évaluation du conseil sera centrée sur le rendement de l'exercice précédent ainsi que sur la tendance du rendement au cours des trois derniers exercices (soit le dernier exercice et les deux exercices précédents). Les mesures financières et non financières du tableau de bord ont été soigneusement passées en revue, compte tenu des nombreux commentaires faits par les actionnaires, pour s'assurer de leur concordance avec notre stratégie à long terme.

Mesures du tableau de bord	Base pour le rendement à long terme	Pondération	Fondement de la mesure
Mesures financières (60 %)			
Rendement du capital investi ¹	10 % à 15 %	15 %	Mesure les rendements générés par le capital investi dans les mines en exploitation existantes de la Société
Croissance des flux de trésorerie disponibles par action ²	Obtenir des flux de trésorerie disponibles par action positifs et croissants	15 %	Mesure notre capacité à faire croître les flux de trésorerie disponibles par action et à générer des marges à l'avant-plan du secteur
Robustesse du dividende par action ³	25 % à 35 %	10 %	Évalue notre capacité à générer des rendements excédentaires pour nos propriétaires
Solidité de la structure du capital ⁴	Améliorations importantes de l'état de la situation financière conduisant à l'obtention de la note A	10 %	Évalue les mesures qui sont prises pour renforcer notre bilan, ce qui permettra la mise en place de solutions de rechange stratégiques en vue de la croissance future
Exécution des projets d'investissement ⁵	Budget final aux termes des décisions d'investissement	10 %	Évalue notre capacité à livrer des projets d'investissement d'envergure selon les coûts et les calendriers prévus
Mesures non financières (40 %)			
Exécution stratégique ⁶	Appréciation	15 %	Évalue notre progrès à maximiser la valeur de notre portefeuille d'actifs, notre approche à l'égard des enjeux commerciaux cruciaux et l'atteinte de jalons stratégiques
Réputation et acceptabilité sociale ⁷	Appréciation	15 %	Évalue le rendement de Barrick sur les plans de l'environnement et de la sécurité au fil du temps, notre bilan en matière de conformité, notre rendement sur le plan de la responsabilité sociale de l'entreprise et notre succès à développer de solides partenariats avec nos parties prenantes
Perfectionnement des ressources humaines ⁸	Appréciation	10 %	Évalue la mesure dans laquelle nous assurons le perfectionnement de nos talents à l'échelle de la Société

1. Le RCI est une mesure de rendement interne utilisée pour gérer le rendement. Le RCI mesure le rendement du capital investi en retranchant du BAIIA ajusté moins l'amortissement) les impôts en espèces tels qu'ils sont déclarés dans les tableaux consolidés des flux de trésorerie et en éliminant l'incidence des gains (pertes) découlant de la conversion de monnaies étrangères tels qu'ils sont inscrits dans les états consolidés du résultat net et en divisant par le capital investi moyen. Le capital investi est calculé en retranchant des actifs consolidés tels qu'ils sont déclarés dans notre état de la situation financière les actifs non assujettis à

l'amortissement, tel qu'il est indiqué à la note 19 Immobilisations corporelles de nos états financiers dans notre rapport annuel de 2018. Le BAII ajusté et le BAIIA ajusté sont des mesures financières hors PCGR qui n'ont pas de sens normalisé selon les IFRS. Ces mesures pourraient donc ne pas être comparables à des mesures semblables présentées par d'autres sociétés. Pour plus de renseignements et un rapprochement détaillé de chaque mesure financière hors PCGR avec la mesure IFRS la plus directement comparable, voir « *Autres renseignements – Utilisation de mesures financières hors PCGR* » à la page 104.

2. Nous nous attendons à ce que l'exploitation de notre entreprise se fasse compte tenu de marges qui fournissent de solides flux de trésorerie disponibles par action et, par conséquent, nous évaluerons l'atteinte en fonction des flux de trésorerie disponibles par action réalisés et de l'évolution de la croissance au fil du temps. Les flux de trésorerie disponibles représentent une mesure financière hors PCGR qui n'a pas de sens normalisé selon les IFRS. Cette mesure pourrait donc ne pas être comparable à des mesures semblables présentées par d'autres sociétés. Pour plus de renseignements concernant les mesures financières hors PCGR, voir « *Autres renseignements – Utilisation de mesures financières hors PCGR* » à la page 104.
3. Les dividendes seront fonction du ratio annuel de distribution (défini en tant que pourcentage du résultat après impôts). L'atteinte sera fonction de la taille du dividende, mais tiendra toutefois compte des autres utilisations de l'encaisse (par exemple, les rachats d'actions, le remboursement de la dette, le réinvestissement, les acquisitions, etc.) pour faire en sorte que l'accent soit mis sur l'obtention de rendements excédentaires.
4. La solidité de la structure du capital sera déterminée en fonction des mesures importantes prises pour améliorer l'état de la situation financière et de la qualité de la note de Barrick attribuée par d'importantes agences de notation et nous continuerons d'imposer une norme très élevée à l'égard de la structure du capital que nous visons.
5. L'exécution des projets d'investissement sera déterminée en fonction de la livraison des projets d'investissement d'envergure conformément aux coûts et au calendrier établis au moment où le conseil a approuvé ces projets. L'évaluation sera réalisée projet par projet (pondérée en fonction de la taille des projets) et comportera des dimensions quantitatives et qualitatives. L'évaluation sera fonction de notre atteinte ou non des cibles globales liées au budget des investissements, de notre respect du plan se traduisant par des dépenses engagées selon les niveaux approuvés à l'égard de chaque projet, des dépenses cumulatives relatives à tout projet individuel au fil du temps, de la réalisation de valeur par rapport aux capitaux engagés se mesurant par l'analyse de la valeur gagnée et de notre capacité à mener à bien les projets dans le respect des délais, des paramètres opérationnels et des coûts d'exploitation cibles.
6. La réussite de l'exécution de la stratégie sera évaluée qualitativement en fonction de critères tels que l'optimisation continue du portefeuille au moyen de dessaisissements d'actifs et du développement d'occasions de croissance conformes à nos cibles en matière de rendement du capital investi et à notre stratégie; l'exécution de plans visant à accroître les flux de trésorerie disponibles par action dans une optique de durabilité; l'application de processus, de pratiques de gouvernance, de ressources humaines et de technologie pour favoriser un rendement d'entreprise durable, y compris les gestes vérifiables posés pour régler des questions critiques touchant l'entreprise; et l'atteinte de jalons importants dans le cadre de l'exécution de la stratégie.
7. La réputation et l'acceptabilité sociale seront évaluées en fonction de mesures quantitatives et qualitatives. Nous mesurerons l'évolution de notre rendement au fil du temps à l'égard des questions environnementales (par exemple les incidents) et de la sécurité (par exemple les décès, le taux total de fréquence des accidents à signaler). Les mesures qualitatives englobent notre bilan de conformité globale, des évaluations indépendantes de notre rendement en matière de responsabilité sociale de l'entreprise (par exemple la révision de l'assurance aux termes des principes du Conseil international des mines et métaux, l'inscription à la cote de l'indice Dow Jones Sustainability), du succès à établir et à maintenir de solides relations avec nos parties prenantes clés et de la qualité de nos évaluations du risque lié à l'acceptabilité sociale.
8. Nos priorités en matière de perfectionnement des ressources humaines visent à renforcer et à renouveler le leadership aux échelons les plus élevés de la Société en recrutant des talents externes et en déplaçant des personnes vers les postes qui leur conviennent le mieux; en appliquant le même niveau de renouvellement dans toutes les sphères de notre entreprise au moyen du programme à l'intention des partenaires de Barrick et de nouvelles embauches sélectives; et en développant des processus efficaces et d'avant-garde au sein du secteur aux fins du recrutement, du perfectionnement, de l'évaluation et du maintien en fonction des ressources humaines à tous les échelons de la Société. Le perfectionnement des ressources humaines sera évalué qualitativement en fonction, entre autres, de la capacité d'attirer les employés les plus performants, du taux de maintien en fonction des employés à haut rendement dans l'entreprise, de la préparation de la relève aux postes aux échelons les plus élevés, du taux de promotion interne aux échelons les plus élevés et de l'évolution des processus de gestion des talents.

Unités d'actions incessibles

Des unités d'actions incessibles (UAI) qui sont réglées en actions après impôts peuvent être attribuées à des membres de la direction nouvellement embauchés en cas de perte de rémunération subie en se joignant à Barrick ou encore être octroyées de temps à autre dans le cadre d'une promotion et/ou pour des fins de maintien en poste à long terme. Les UAI sont acquises jusqu'à trois ans à compter de la date d'octroi (tel que le précise le comité de la rémunération au moment de l'octroi) et elles sont réglées en actions après impôts, à moins de décision contraire du comité de la rémunération. Les UAI sont octroyées au cas par cas.

En 2018, le régime d'unités d'actions incessibles a été modifié et renommé « régime incitatif à long terme ». Entre autres choses, le régime incitatif à long terme offre maintenant au comité de la rémunération la souplesse d'octroyer des PILT sous forme d'actions après impôts; néanmoins, les UAI octroyées précédemment demeurent assujetties au régime. Au 31 décembre 2018, Mark F. Hill était le seul partenaire visé qui détenait encore des UAI non acquises. Les caractéristiques clés des attributions d'UAI non acquises de M. Hill assujetties au régime incitatif à long terme figurent à l'annexe D de la circulaire.

Politiques de rémunération antérieures qui continuent de s'appliquer

Nous avons cessé d'octroyer des options sur actions et des attributions en espèces différées, y compris des UAI réglées en espèces, aux fins de la rémunération des membres de la haute direction pour mettre encore plus en évidence que la propriété à long terme est le fondement de nos attributions de PILT.

Aucun des membres de la haute direction visés ne détient d'options sur actions en cours. Certains membres de la direction de la Société détiennent encore des options sur actions octroyées avant 2013 (à l'égard de l'exercice de rendement 2012). Voir la rubrique « *Autres renseignements – Renseignements concernant les régimes de rémunération fondés sur des titres de capitaux propres* », commençant à la page 101, pour obtenir les modalités applicables à tous les octrois d'options en cours.

Autres éléments de rémunération des membres de la haute direction

Régime d'achat d'actions de Barrick

Le 1^{er} avril 2018, nous avons créé un nouveau régime pour inciter nos gens à accroître leur propriété d'actions de Barrick. Le régime d'achat d'actions de Barrick (**RAAB**) permet à nos gens d'acheter des actions de Barrick par voie de retenues sur le salaire et d'être récompensés de le

faire par l'achat correspondant d'actions de Barrick que fait la Société, jusqu'à concurrence de 4 000 \$ (5 000 \$ CA) par année. La valeur de l'achat correspondant fait par la Société est revue annuellement et peut changer de temps à autre. Les actions de Barrick achetées par la Société doivent être détenues tant et aussi longtemps que la personne demeure à l'emploi de la Société.

Régimes de retraite à l'intention des membres de la haute direction

Nous administrons deux régimes de retraite complémentaires à cotisations définies à l'intention des membres de la haute direction qui prévoient des cotisations annuelles de l'employeur égales à 15 % du salaire et de la PIAR gagnés annuellement par chaque membre de la direction admissible plus les intérêts courus jusqu'à la cessation d'emploi (avant la date du départ à la retraite du participant) ou jusqu'au départ à la retraite, selon le cas. Les cotisations accumulées sont versées au membre de la direction admissible en espèces au moment de la cessation d'emploi ou du départ à la retraite, selon le cas.

Actuellement, nous administrons un régime qui est destiné aux membres de la direction établis à l'extérieur des États-Unis (y compris au Canada) et un autre régime qui est destiné aux membres de la direction principalement établis aux États-Unis. Tous les membres de la haute direction visés participent à un régime de retraite à l'intention des membres de la haute direction, mais ne participent à aucun autre régime de retraite de Barrick. Voir la page 93 pour plus de renseignements concernant les régimes de retraite à l'intention des membres de la haute direction.

Autres avantages sociaux et avantages indirects

Nous offrons à nos gens des avantages sociaux et des avantages indirects concurrentiels. La couverture d'assurance collective de Barrick offerte aux personnes qui travaillent à temps plein comprend les soins de santé et soins dentaires, l'assurance vie, l'assurance invalidité et l'assurance décès et mutilation accidentels. Les membres de notre haute direction, y compris les membres de la haute direction visés, sont également admissibles à d'autres avantages sociaux et avantages indirects qui comprennent en général une location d'automobile ou une allocation pour automobile, une allocation de stationnement, des services-conseils financiers et un programme médical pour les cadres. Certaines personnes sont admissibles à d'autres avantages indirects, y compris une assurance vie, une assurance décès et mutilation accidentels et une assurance invalidité à long terme supplémentaires, ainsi que le transport terrestre et aérien.

Barrick est résolue à veiller à ce que les bonnes personnes soient dans les bons postes et ce, à l'échelle mondiale. Pour faciliter cet engagement fondamental à maintenir en fonction les meilleurs talents disponibles sans égard aux frontières, elle offre aux employés, y compris les membres de notre haute direction, un soutien à la relocalisation lorsqu'ils sont relocalisés en raison d'une embauche ou d'une promotion. Les indemnités de relocalisation peuvent comprendre des frais de relocalisation, des services de recherche de maison et des services à destination, une assistance à l'égard de la vente et de l'achat d'une maison, des allocations pour frais de logement, des allocations pour frais de déménagement, ainsi que certaines allocations en espèces en reconnaissance des différences au chapitre du coût de la vie dans le pays hôte. Notre programme de relocalisation internationale facilite la mobilité internationale et nous permet de combler rapidement nos besoins d'affaires partout dans le monde et de perfectionner nos employés pour qu'ils deviennent les leaders de la prochaine génération dans le secteur.

Considérations en matière de rendement pour nos partenaires visés de 2018

Tableau de bord à long terme de la Société de 2018 (aux fins des attributions d'UAOR de 2018)

Les attributions d'UAOR octroyées en février 2019 à l'égard de 2018 ont été évaluées en regard du tableau de bord à long terme de la Société de 2018 qui a été publié dans la circulaire de 2018. Le comité de la rémunération a fixé les attributions d'UAOR de 2018 en fonction des considérations suivantes en matière de rendement :

Mesure de rendement à long terme	Base pour le rendement à long terme	Pondération	Rendement de 2018	Évaluation	Résultat
Rendement du capital investi¹	10 % à 15 %	15 %	5,7 %	0 %	0 %
Croissance des flux de trésorerie disponibles par action²	Flux de trésorerie disponibles par action positifs et croissants	15 %	Flux de trésorerie disponibles ² de 365 M\$ (1 167 millions d'actions en circulation); 0,31 \$ par action	33 %	5 %
Robustesse du dividende par action³	25 % à 35 %	10 %	46 % du résultat net ajusté ⁴ ; 0,16 \$/action	60 %	6 %
Solidité de la structure du capital⁵	Améliorations importantes de l'état de la situation financière conduisant à l'obtention de la note A	10 %	Note rehaussée par Moody's, passant à Baa2 (stable) et par S&P, passant à BBB (stable); réduction de la dette de 685 M\$, sous la cible de 2018	60 %	6 %

Mesure de rendement à long terme	Base pour le rendement à long terme	Pondération	Rendement de 2018	Évaluation	Résultat
Exécution des projets d'investissement ⁶	Budget final aux termes des décisions d'investissement	10 %	Dépenses d'investissement au bas de la fourchette des prévisions de 2018; tous les projets importants de croissance du capital respectent le calendrier et le budget	80 %	8 %
Exécution stratégique ⁷	Appréciation	15 %	Fusion annoncée; convention d'investissement mutuel avec Shandong Gold allant jusqu'à 300 M\$	100 %	15 %
Réputation et acceptabilité sociale ⁸	Appréciation	15 %	7 incidents environnementaux à signaler (au-dessus de la limite de tolérance de 2018 de 4); TTFAS à 0,32 (à la limite de tolérance de 2018)	27 %	4 %
Perfectionnement des ressources humaines ⁹	Appréciation	10 %	Direction des activités de décentralisation; évaluation et examen des talents à l'échelle mondiale; progression de la mise en œuvre du système d'information des ressources humaines	60 %	6 %
Résultats du rendement à long terme de 2018		100 %			50 %

1. Le RCI est une mesure de rendement interne utilisée pour gérer le rendement. Le RCI mesure le rendement du capital investi en retranchant du BAII ajusté (BAIIA ajusté moins l'amortissement) les impôts en espèces tels qu'ils sont déclarés dans les tableaux consolidés des flux de trésorerie et en éliminant l'incidence des gains (pertes) découlant de la conversion de monnaies étrangères tels qu'ils sont inscrits dans les états consolidés du résultat net et en divisant par le capital investi moyen. Le capital investi est calculé en retranchant des actifs consolidés tels qu'ils sont déclarés dans notre état de la situation financière les actifs non assujettis à l'amortissement, tel qu'il est indiqué à la note 19 Immobilisations corporelles de nos états financiers dans notre rapport annuel de 2018. Le BAII ajusté et le BAIIA ajusté sont des mesures financières hors PCGR qui n'ont pas de sens normalisé selon les IFRS. Ces mesures pourraient donc ne pas être comparables à des mesures semblables présentées par d'autres sociétés. Pour plus de renseignements et un rapprochement détaillé de chaque mesure financière hors PCGR avec la mesure IFRS la plus directement comparable, voir « *Autres renseignements – Utilisation de mesures financières hors PCGR* » à la page 104.
2. Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure financière hors PCGR qui n'a pas de sens normalisé selon les IFRS. Cette mesure pourrait donc ne pas être comparable à des mesures semblables présentées par d'autres sociétés. Pour plus de renseignements concernant les mesures financières hors PCGR, voir « *Autres renseignements – Utilisation de mesures financières hors PCGR* » à la page 104. Aux fins du tableau de bord, les flux de trésorerie disponibles seront ajustés en fonction des prix des marchandises.
3. Les dividendes aux actionnaires sont fonction du ratio annuel de distribution (défini en tant que pourcentage du résultat après impôts). L'atteinte sera fonction de la taille du dividende, mais tiendra toutefois compte des autres utilisations de l'encaisse (par exemple les acquisitions, le remboursement de la dette, les rachats d'actions, etc.) pour faire en sorte que l'accent soit mis sur l'obtention de rendements excédentaires.
4. Le résultat net ajusté est une mesure financière hors PCGR qui n'a pas de sens normalisé selon les IFRS. Cette mesure pourrait donc ne pas être comparable à des mesures semblables présentées par d'autres sociétés. Pour plus de renseignements concernant les mesures financières hors PCGR, voir « *Autres renseignements – Utilisation de mesures financières hors PCGR* » à la page 104.
5. La solidité de la structure du capital est déterminée en fonction des mesures importantes prises pour améliorer l'état de la situation financière de Barrick et la qualité de la note qui lui est attribuée par d'importantes agences de notation.
6. Le rendement des projets d'investissement est déterminé en fonction de la livraison des projets approuvés conformément aux coûts et au calendrier prévus. L'évaluation sera quantitative et qualitative compte tenu du fait que les projets s'étendent souvent sur plusieurs années et qu'il est important d'évaluer les volets touchant le calendrier et la qualité en plus des coûts. L'évaluation sera fonction de l'atteinte ou non des cibles globales liées au budget des investissements, du respect du plan se traduisant par des dépenses engagées selon les niveaux approuvés à l'égard de chaque projet, de la réalisation de valeur par rapport aux capitaux engagés se mesurant par l'analyse de la valeur gagnée et de notre capacité à mener à bien les projets dans le respect des délais, des paramètres opérationnels et des coûts d'exploitation cibles. Tous les projets doivent générer un taux de rendement minimal de 15 %.
7. La réussite de l'exécution de la stratégie est évaluée qualitativement en fonction de critères tels que l'optimisation continue du portefeuille au moyen de dessaisissements d'actifs et de la création d'occasions de croissance conformes à nos cibles en matière de RCI et à notre stratégie; l'exécution de plans visant à accroître les flux de trésorerie disponibles par action dans une optique de durabilité; l'application de processus, de pratiques de gouvernance, de ressources humaines et de technologie pour favoriser un rendement d'entreprise durable, y compris les gestes vérifiables posés pour régler des questions critiques touchant l'entreprise; et l'atteinte de jalons importants dans le cadre de l'exécution de la stratégie. Pour une description du RCI, voir la note 1. Pour une description des flux de trésorerie disponibles, voir la note 2 et « *Autres renseignements – Utilisation de mesures financières hors PCGR – Flux de trésorerie disponibles* » à la page 106 de la présente circulaire.
8. La réputation et l'acceptabilité sociale sont évaluées qualitativement en fonction, entre autres, de notre dossier de conformité globale, des évaluations indépendantes de notre rendement en matière de responsabilité sociale de l'entreprise (par exemple, la révision de l'assurance aux termes des principes du Conseil international des mines et métaux, l'inscription à la cote de l'indice Dow Jones Sustainability), du succès à établir et à maintenir de solides relations avec les principales parties prenantes et de la qualité de nos évaluations du risque lié à notre acceptabilité sociale.
9. La qualité du perfectionnement des ressources humaines est évaluée qualitativement en fonction, entre autres, de la capacité d'attirer les employés les plus performants, du taux de maintien en fonction des employés à haut rendement dans l'entreprise, de la préparation de la relève aux postes pour les échelons les plus élevés, du taux de promotion interne aux postes aux échelons les plus élevés et de l'évolution des processus de gestion des talents.

Mesures de la performance financière (pondération de 60 %)

Rendement du capital investi¹ (pondération de 15 % – évaluation : 0 %) :

Barrick a fait des progrès notables au chapitre de la mise à niveau de son portefeuille de mines, apportant des améliorations sur le plan de la rentabilité opérationnelle et réaffectant du capital aux seuls projets qui atteignent les cibles de rendement. En 2018, nous avons fait progresser notre portefeuille de projets très prometteurs, aux exploitations existantes de la Société ou à proximité de celles-ci, dont la production annuelle potentielle pour Barrick est de plus de un million d'onces à des coûts nettement inférieurs aux coûts moyens de notre portefeuille actuel. Ces mesures produiront un RCI¹ plus élevé au fil du temps, mais nous n'avons pas encore atteint, pour le RCI¹, notre fourchette de rendement à long terme de 10 % à 15 %¹. Pour 2018, le RCI¹ s'est chiffré à 5,7 % et notre RCI¹ moyen sur trois ans s'est établi à 7,3 %. Par conséquent, aucun paiement n'a été fait à l'égard de cette mesure.

Croissance des flux de trésorerie disponibles par action² (pondération de 15 % – évaluation : 33 %) :

Nous estimons qu'une entreprise d'exploitation minière saine, à rendement élevé, doit générer des flux de trésorerie disponibles positifs tout au long du cycle de fluctuation du cours de l'or et autofinancer sa croissance. En 2018, nous avons généré des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation de 1,77 G\$ et des flux de trésorerie disponibles² de 365 M\$ (1 167 846 910 actions en circulation). Ce chiffre représente de solides flux de trésorerie disponibles pour 2018, mais il s'agit d'une réduction par rapport aux flux de trésorerie disponibles² de 669 G\$ générés en 2017 (1 165 577 478 actions en circulation). Cependant, le progrès vérifiable de Barrick au chapitre du maintien d'une discipline rigoureuse quant à la répartition du capital et de l'amélioration des flux de trésorerie disponibles² depuis 2014 nous a permis de remettre davantage de capital aux actionnaires en 2018 avec une augmentation de 33 % de notre dividende annuel. Compte tenu de ce qui précède, le paiement à l'égard de cette mesure est de 33 %.

Robustesse du dividende par action (pondération de 10 % – évaluation : 60 %) :

L'une des grandes priorités de Barrick est de remettre aux actionnaires une partie significative de notre marge de trésorerie sous forme de dividendes. Nous visons à augmenter les dividendes au fil du temps compte tenu d'un large éventail de cours de l'or. Fidèles à notre engagement à l'égard du rendement pour les actionnaires, nous avons haussé notre dividende annuel de 33 %, le faisant passer de 12 cents par action en 2017 à 16 cents par action en 2018. Notre dividende correspondait à 46 % de notre résultat net ajusté², ce qui dépasse notre fourchette de rendement à long terme de 25 % à 35 % du résultat net ajusté². Par conséquent, le paiement à l'égard de cette mesure est de 60 %.

Solidité de la structure du capital (pondération de 10 % – évaluation : 60 %) :

Barrick cherche à poursuivre le renforcement de son état de la situation financière tel qu'il est mesuré au moyen d'une plus grande souplesse financière et d'une meilleure note. En 2018, nous avons réduit notre dette totale de 685 M\$, ou 11 %. Étant donné que plus de 85 % de l'encours de notre dette totale de 5,7 G\$ est exigible après 2032, Barrick affiche maintenant l'un des bilans les plus solides du secteur. Moody's Investors Service a rehaussé les notes attribuées aux titres non garantis de premier rang de Barrick et de toutes les filiales cotées, les faisant passer de Baa3 à Baa2, avec une perspective stable, et S&P Global Ratings a rehaussé la note à long terme de Barrick, la faisant passer de BBB- à BBB, également avec une perspective stable. Notre situation de liquidité est solide et continue de s'améliorer, grâce aux robustes flux de trésorerie que nous dégageons, à des obligations de remboursement modérées sur la dette à court terme, à une facilité de crédit non entamée de 3 G\$, à une dette totalisant 4,2 G\$ après déduction de la trésorerie et des équivalents et à un solde de trésorerie consolidé d'environ 1,6 G\$. Par conséquent, le paiement à l'égard de cette mesure est de 60 %.

Exécution des projets d'investissement (pondération de 10 % – évaluation : 80 %) :

L'exécution efficace de nos projets d'investissement d'envergure est cruciale pour le succès de Barrick à long terme, plus particulièrement en ce qui concerne l'atteinte des cibles de rendement du capital. Nous nous imposons donc un ensemble de normes de rendement très élevées et absolues; ainsi, tous les projets d'investissement d'envergure doivent être réalisés conformément aux estimations relatives aux coûts et au calendrier présentés au moment où le conseil a approuvé ces projets (**décision finale sur les investissements**). Les dépenses d'investissement attribuables totales pour 2018 se sont chiffrées à 1,41 G\$, dans le bas de notre fourchette de prévisions, mais étaient semblables à celles de 2017, l'augmentation des investissements liés aux projets ayant été neutralisée par la diminution des dépenses d'investissement de maintien des mines. L'ensemble des projets importants de croissance du capital demeurent conformes au budget et au calendrier grâce à nos efforts en 2018 qui se sont concentrés sur une plus grande optimisation des chemins critiques, ce qui, par ricochet, a changé le calendrier des dépenses tout au long de l'exercice. Toutes les dépenses d'investissement importantes ont été examinées de façon

¹ Le RCI est une mesure de rendement interne utilisée pour gérer le rendement. Le RCI mesure le rendement du capital investi en retranchant du BAII ajusté (BAIIA ajusté moins l'amortissement) les impôts en espèces tels qu'ils sont déclarés dans les tableaux consolidés des flux de trésorerie et en éliminant l'incidence des gains (pertes) découlant de la conversion de monnaies étrangères tels qu'ils sont inscrits dans les états consolidés du résultat net et en divisant par le capital investi moyen. Le capital investi est calculé en retranchant des actifs consolidés tels qu'ils sont déclarés dans notre état de la situation financière les actifs non assujettis à l'amortissement tel qu'il est indiqué à la note 19 Immobilisations corporelles de nos états financiers dans notre rapport annuel 2018. Le BAII ajusté et le BAIIA ajusté sont des mesures financières hors PCGR qui n'ont pas de sens normalisé selon les IFRS. Ces mesures pourraient donc ne pas être comparables à des mesures semblables présentées par d'autres sociétés. Pour plus de renseignements et un rapprochement détaillé de chaque mesure financière hors PCGR avec la mesure IFRS la plus directement comparable, voir « *Autres renseignements – Utilisation de mesures financières hors PCGR* » à la page 104.

² Les flux de trésorerie disponibles et le résultat net ajusté sont des mesures de rendement hors PCGR qui n'ont pas de sens normalisé selon IFRS. Ces mesures pourraient donc ne pas être comparables à des mesures semblables présentées par d'autres sociétés. Pour plus de renseignements concernant les mesures financières hors PCGR, voir « *Autres renseignements – Utilisation de mesures financières hors PCGR* » à la page 104.

indépendante avant qu'elles ne soient soumises à l'approbation du comité des investissements et aucun projet qui ne remplissait pas nos critères d'investissement n'a été approuvé. Les efforts continus déployés afin de repérer, d'évaluer et de canaliser des capitaux dans des projets à rendement élevé se poursuivent, sans incidence par ailleurs sur les chemins critiques applicables aux projets de croissance. Le paiement à l'égard de cette mesure se situe par conséquent à 80 %.

Mesures de rendement non financier (pondération de 40 %)

Exécution stratégique (pondération de 15 % – évaluation : 100 %) :

Le succès de l'exécution stratégique est évalué qualitativement en fonction de considérations comme l'optimisation continue du portefeuille au moyen de dessaisissements d'actifs et du développement d'occasions de croissance conformément à nos cibles en matière de RCI¹ et à notre stratégie; l'exécution des plans visant à accroître les flux de trésorerie disponibles par action dans une optique de durabilité; le recours à l'innovation et aux technologies pour favoriser des efficacités à la fine pointe du secteur; le règlement des questions critiques touchant l'entreprise au moyen de gestes vérifiables; et l'atteinte de jalons importants dans l'exécution de la stratégie. Nos initiatives stratégiques pour 2018 ont porté sur ce qui suit : accent mis sur les flux de trésorerie disponibles par action; évolution des activités d'exploitation; renforcement de notre état de la situation financière en parallèle avec l'obtention de rendements pour les actionnaires; maximisation de la valeur de notre portefeuille; et établissement de partenariats et perfectionnement des talents en vue de la réalisation de notre vision d'exploitation décentralisée. Nous avons réalisé des progrès importants à l'égard de chacune de ces initiatives stratégiques en 2018, y compris l'annonce d'une entente de coopération stratégique améliorée et l'élaboration d'une convention d'investissement mutuel avec Shandong Gold, une des principales sociétés minières chinoises. Chose plus importante encore, nous avons mené à bien notre fusion transformationnelle action pour action à prime nulle avec Randgold le 1^{er} janvier 2019, créant une société aurifère chef de file dans le secteur dotée d'une vision de création de valeur à terme. La fusion a considérablement renforcé la position de Barrick à l'égard de tous les paramètres clés par rapport aux principales sociétés aurifères comparables, dont ceux-ci : Barrick détient cinq des dix principaux actifs aurifères de première catégorie du monde et deux autres mines d'or de première catégorie sont en cours de mise en valeur; elle comptabilise le total des charges décaissées le moins élevé²; elle possède des réserves d'or de grande qualité et de vastes terrains dans bon nombre de districts aurifères les plus prolifiques au monde, ce qui la positionne en vue d'une croissance durable. Le paiement à l'égard de cette mesure se situe par conséquent à 100 %.

Réputation et acceptabilité sociale (pondération de 15 % – évaluation : 27 %) :

L'acceptabilité sociale de notre entreprise dépend de la solidité de notre rendement en matière de sécurité, de notre bilan en matière de conformité (environnement, droits de la personne, mesures anticorruption, etc.) et des relations avec les parties prenantes. Les manquements, même lorsqu'ils sont causés par des événements rares, peuvent avoir une incidence considérable sur nos parties prenantes et notre entreprise; nous avons donc établi une norme absolue élevée et nous évaluons la constance et l'amélioration au fil du temps. Nous avons continué à améliorer notre rendement en matière de sécurité en 2018, atteignant un taux total de fréquence des accidents à signaler de 0,32, le meilleur résultat dans l'histoire de la Société et une amélioration de 9 % comparativement à 2017. Depuis 2014, Barrick a aussi réduit de 87 % les incidents environnementaux à signaler, avec 7 incidents à nos sites d'exploitation l'année dernière, une baisse par rapport à 8 incidents en 2017, ce qui reflète une tendance à l'amélioration à long terme. Bien qu'il y ait eu moins d'incidents environnementaux à signaler en 2017, nous sommes néanmoins arrivés en deçà de la limite ambitieuse de quatre incidents environnementaux à signaler que nous nous étions fixée pour l'année, ce qui démontre qu'il y a beaucoup à faire avant d'atteindre notre cible indiquée dans notre programme *Excellence*. Dans la plupart des territoires, nos solides relations avec les gouvernements et les collectivités ont créé un environnement d'exploitation stable pour la Société. Barrick dresse ses rapports selon les Sustainability Reporting Standards de la Global Reporting Initiative, conformément à l'option Core; et le rapport sur le développement durable de Barrick de 2017 a été certifié de façon indépendante par un tiers en conformité avec les exigences du Conseil international des mines et des métaux. Notre progrès à ces chapitres est reconnu par les tiers. Compte tenu du fait que nous avons encore du travail à faire pour améliorer notre réputation en Argentine, au Chili et en Tanzanie, le paiement à l'égard de cette mesure se situe par conséquent à 27 %.

¹ Le RCI est une mesure de rendement interne utilisée pour gérer le rendement. Le RCI mesure le rendement du capital investi en retranchant du BAII ajusté (BAIIA ajusté moins l'amortissement) les impôts en espèces tels qu'ils sont déclarés dans les tableaux consolidés des flux de trésorerie et en éliminant l'incidence des gains (pertes) découlant de la conversion de monnaies étrangères tels qu'ils sont inscrits dans les états consolidés du résultat net et en divisant par le capital investi moyen. Le capital investi est calculé en retranchant des actifs consolidés tels qu'ils sont déclarés dans notre état de la situation financière les actifs non assujettis à l'amortissement tel qu'il est indiqué à la note 19 Immobilisations corporelles de nos états financiers dans notre rapport annuel 2018. Le BAII ajusté et le BAIIA ajusté sont des mesures financières hors PCGR qui n'ont pas de sens normalisé selon les IFRS. Ces mesures pourraient donc ne pas être comparables à des mesures semblables présentées par d'autres sociétés. Pour plus de renseignements et un rapprochement détaillé de chaque mesure financière hors PCGR avec la mesure IFRS la plus directement comparable, voir « *Autres renseignements – Utilisation de mesures financières hors PCGR* » à la page 104.

² Le total des charges décaissées le moins élevé est une mesure de la performance financière hors PCGR qui repose sur les données de Wood Mackenzie et qui n'a pas de sens normalisé selon les IFRS. Cette mesure pourrait donc ne pas être comparable à des mesures semblables présentées par d'autres sociétés. Pour plus de renseignements, voir « *Autres renseignements – Utilisation de mesures financières hors PCGR* » et « *Autres renseignements - Données de tiers* » à la page 104.

Perfectionnement des ressources humaines (pondération de 10 % – évaluation : 60 %) :

En 2018, nous avons favorisé nos priorités stratégiques en comblant un certain nombre de postes stratégiques avec des gens brillants à l'échelle mondiale, étoffant le bassin de talents de la Société. Au nombre de ces postes figurent le responsable de la gestion des ressources minérales pour l'Amérique du Nord, le directeur général exécutif pour le Nevada, le directeur général de la mine Porgera, le directeur général de la mine Jabal Sayid et le directeur exécutif pour l'Argentine. Nous avons aussi renforcé et regroupé notre équipe des finances du siège social en nommant un premier vice-président, un chef des finances adjoint et un premier vice-président, Impôt et trésorerie.

Nous avons simplifié le siège social et réduit l'effectif à un certain nombre de bureaux satellites dans la foulée du redéploiement des compétences et des capacités aux niveaux des sites et des pays pour répondre de plus près aux besoins de l'entreprise. Nous avons aussi mis en place un nouveau processus à l'échelle mondiale d'examen des talents opérationnels et de planification de la relève et avons fait progresser l'élaboration et la mise en œuvre d'un système d'information pour les ressources humaines fondé sur l'infonuagique.

Conformément à notre conviction selon laquelle tous les employés devraient personnellement être investis dans le succès à long terme de Barrick, nous avons offert un troisième octroi d'actions de Barrick à tous nos employés en vertu de notre régime d'actionnariat des employés mondial et nous avons lancé le régime d'achat d'actions de Barrick mondial, lequel incite nos employés à accroître leur propriété d'actions de Barrick puisque les employés qui achètent des actions de Barrick voient la Société faire un achat correspondant d'actions de Barrick jusqu'à concurrence d'une limite annuelle. Le paiement à l'égard de cette mesure se situe par conséquent à 60 %.

Considérations en matière de primes incitatives annuelles au rendement pour nos partenaires visés de 2018

Les attributions de PIAR de 2018 pour nos partenaires visés ont été calculées en fonction de l'examen, par le comité de la rémunération, de leur rendement en regard des priorités et des initiatives à court terme qui ont été publiées dans notre circulaire de sollicitation de procurations de 2018.

Ancien président



M. Kelvin Dushnisky a été nommé président de Barrick le 17 août 2015. Il a démissionné de ses fonctions au sein de Barrick avec prise d'effet le 31 août 2018. Suivant la recommandation du président exécutif du conseil et l'avis du comité de la rémunération, et compte tenu de l'apport de M. Dushnisky au cours de 2018 à l'avancement de nos priorités de 2018 par rapport aux initiatives qui lui avaient été attribuées au début de l'exercice, les administrateurs indépendants du conseil ont jugé qu'une PIAR calculée au prorata aux termes de son tableau de bord PIAR de 50 %, soit une PIAR de 926 160 \$, était appropriée. Les considérations prises en compte par le comité de la rémunération et les administrateurs indépendants sont résumées dans le tableau ci-dessous.

Initiatives de l'ancien président en 2018

Focalisation	<ul style="list-style-type: none">De concert avec le président exécutif du conseil et le premier vice-président directeur, Affaires stratégiques, appuyer le processus d'évaluation de tous les partenariats liés à des actifs potentiels et des solutions de rechange stratégiques en surveillant les questions en lien avec les risques politiques et les facteurs d'atténuationContinuer à superviser la gouvernance d'Acacia Mining plc (Acacia Mining) en tant que président du conseil d'administration
Excellence en matière d'exploitation minière	<ul style="list-style-type: none">Surveiller et assurer une direction stratégique à l'égard de l'ensemble des questions d'acceptabilité socialeAppuyer tous les aspects des relations gouvernementales ayant trait à Barrick NevadaFaire avancer la prolongation du bail minier spécial visant la coentreprise Porgera
Ressources humaines	<ul style="list-style-type: none">Créer une culture d'intégrité et de propriété qui soutient les valeurs de notre Société à tous les échelons de celle-ci
Flexibilité financière	<ul style="list-style-type: none">Assurer un leadership pour que la Société respecte ses prévisions financières et opérationnellesAssurer la gouvernance et la surveillance des responsabilités de la Société et du respect des exigences en matière de conformité, d'assurance et de communication de l'information de celle-ci
Croissance	<ul style="list-style-type: none">Continuer à assurer du leadership pour faire progresser le processus intégral de délivrance de permis visant le projet Donlin Gold
Partenariat	<ul style="list-style-type: none">Protéger et rehausser la « marque Barrick », notamment auprès des gouvernements hôtes actuels et nouveaux, de la communauté des investisseurs (dont les actionnaires, les analystes et les médias), des associations et du public en généralÉlaborer un plan de gestion des relations mondiales détaillé pour renforcer davantage la réputation de Barrick et sa présence partout dans le mondeCollaborer avec l'ancienne vice-présidente directrice et chef des finances pour améliorer continuellement la qualité des efforts visant les relations avec les investisseurs et l'interaction avec les actionnaires de Barrick

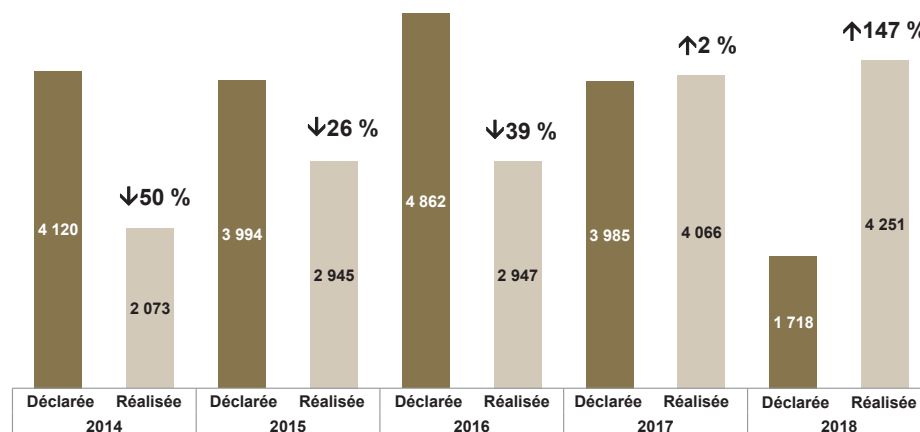
Accomplissements en 2018

- ✓ A amorcé des discussions avec l'administration fiscale zambienne et le gouvernement de Zambie pour faire progresser le règlement de questions fiscales non résolues; Barrick a signé un accord de règlement en octobre 2018 à la suite de dialogues constructifs tenus tout au long de 2018 avec l'administration fiscale zambienne et le gouvernement de Zambie
- ✓ À titre d'ancien président du conseil d'Acacia Mining, a continué à représenter Barrick et à favoriser des discussions continues concernant le cadre proposé visant les activités d'exploitation d'Acacia Mining en Tanzanie
- ✓ En partenariat avec le vice-président directeur, Prospection et croissance, a dirigé des interactions constructives avec l'US Army Corps of Engineers et l'U.S. Bureau of Land Management pour conserver le soutien politique accordé au projet Donlin Gold tout au long de 2018, ce qui a contribué à l'émission d'une décision fédérale aux fins du projet Donlin Gold en août 2018
- ✓ En partenariat avec le Zijin Mining Group et avec le soutien de l'ancien premier vice-président, Excellence opérationnelle et technique, a établi une équipe locale pour obtenir une prolongation du bail minier spécial visant la coentreprise Porgera
- ✓ A mené des vérifications diligentes et des évaluations de mesures d'atténuation visant des risques politiques en lien avec de multiples occasions stratégiques pour guider le processus de prise de décisions
- ✓ A amélioré considérablement la qualité du suivi et des rapports sur les risques géopolitiques et liés à des pays pour rehausser l'importance des questions d'acceptabilité sociale à l'échelle de la Société et, particulièrement, au niveau du conseil
- ✓ A représenté la Société auprès des médias et des investisseurs ainsi qu'auprès du World Gold Council et du Conseil International des Mines et Métaux
- ✓ A maintenu l'inscription de Barrick à l'indice Dow Jones Sustainability pour la onzième année consécutive

Comparaison de la rémunération déclarée et de la rémunération réalisée sur cinq ans pour l'ancien président

La rémunération déclarée (à l'exclusion de la valeur du régime de retraite) comprend le salaire de base, la PIAR gagnée, la juste valeur à la date d'octroi de la PILT attribuée mais non encore acquise et tous les autres éléments de rémunération déclarés dans le « *Tableau sommaire de la rémunération* ».

La rémunération réalisée correspond à la rémunération réellement reçue par l'ancien président au cours de l'exercice, y compris le salaire de base, la PIAR gagnée et tous les autres éléments de la rémunération déclarés dans le Tableau sommaire de la rémunération. Elle comprend aussi la valeur des options sur actions exercées et les attributions de PILT qui ont été acquises au cours de l'année et pour lesquelles il n'y a pas de restriction de détention après l'acquisition, comme il est indiqué dans le tableau « – *valeur à l'acquisition ou valeur gagnée au cours de l'exercice* » pour chaque exercice, respectivement. Elle comprend aussi l'ensemble des attributions d'actions incessibles pour lesquelles les restrictions de vente et de transfert ont été levées à la cessation de son emploi.



Le graphique (exprimé en milliers de dollars) compare la rémunération déclarée de notre ancien président dans le Tableau sommaire de la rémunération de 2014, l'année où M. Dushnisky a été nommé à ce poste, au 31 août 2018, la date de la cessation de son emploi, avec la rémunération qu'il a réellement reçue pour la même période tirée de ses attributions gagnées et acquises.

Nous attribuons une partie importante de la rémunération des membres de notre haute direction en PILT pour qu'une attention soutenue soit portée à la création de valeur à long terme. Bien que les PILT soient déclarées dans le Tableau sommaire de la rémunération, notre ancien président n'a pas réellement reçu de valeur pour ces attributions jusqu'à ce qu'elles aient été acquises ou que les restrictions de vente et de transfert aient été levées. La valeur de ces PILT à ce stade peut différer de la valeur déclarée initialement en raison des fluctuations du cours de nos actions et du rendement de la Société, ce qui fait en sorte que la valeur des attributions reflète la réalité globale des actionnaires à long terme. La valeur des PILT déclarée dans le Tableau sommaire de la rémunération représente donc une possibilité de rémunération future plutôt que la valeur de la rémunération au cours d'une année.

Entre 2014 et 2017, le montant de la rémunération réellement reçue (**rémunération réalisée**) par notre ancien président était, en moyenne, de 28 % inférieur à la rémunération déclarée dans le « *Tableau sommaire de la rémunération* ». En 2018, la rémunération réalisée a été considérablement supérieure à la rémunération déclarée pour l'ancien président en raison de l'acquisition de l'attribution d'UAOR de février 2016 qui a été payée en espèces et des actions incessibles ayant découlé de l'attribution d'UAOR de février 2015 qui ont été acquises en 2017 et dont les restrictions de vente et de transfert ont été levées en raison de sa démission le 31 août 2018.

Premier vice-président directeur, Affaires stratégiques



M. Kevin Thomson a été nommé premier vice-président directeur, Affaires stratégiques, le 14 octobre 2014. Pour fixer l'attribution de la PIAR de M. Thomson, le comité de la rémunération a pris en compte les recommandations du président exécutif du conseil et l'apport de M. Thomson à l'avancement de nos priorités de 2018, qui sont décrites plus en détail ci-dessous. Le comité de la rémunération a jugé qu'un résultat de 80 % aux termes du tableau de bord PIAR était approprié et il a attribué à M. Thomson une PIAR de 1 667 088 \$. Les considérations du comité de la rémunération sont résumées dans le tableau ci-dessous.

Initiatives du premier vice-président directeur, Affaires stratégiques en 2018	
Focalisation	<ul style="list-style-type: none"> Poursuivre le repérage et la direction d'initiatives stratégiques pour Barrick, y compris des occasions de croissance et le processus de dessaisissement des actifs considérés comme secondaires pour Barrick Collaborer avec notre comité exécutif de 2018 et les avocats internes, les banquiers, les conseillers juridiques externes, les conseillers et d'autres personnes pour exécuter des opérations stratégiques de calibre mondial
Flexibilité financière	
Ressources humaines	<ul style="list-style-type: none"> Continuer à stimuler une culture de rendement supérieur à l'échelle de la Société pour assurer un rendement rentable et conforme au programme <i>Excellence</i> Collaborer avec nos équipes des communications, des relations avec les investisseurs et des affaires juridiques pour communiquer le travail de notre groupe des affaires stratégiques de façon claire et transparente En collaboration avec le directeur exécutif des ressources humaines, restructurer et diriger la fonction de conformité
Croissance	<ul style="list-style-type: none"> Collaborer avec des banquiers, des avocats et d'autres conseillers afin de diriger des évaluations exhaustives et professionnelles de diverses options de croissance externes En ce qui concerne les options de croissance externes qui sont approuvées par le président exécutif du conseil, superviser et diriger des équipes internes de diverses fonctions (par exemple, les évaluations, les services techniques, la fiscalité, la comptabilité) et de conseillers externes (par exemple, les banquiers, les avocats, les comptables) pour évaluer et mettre en œuvre ces options avec professionnalisme et en temps opportun
Partenariat	<ul style="list-style-type: none"> De concert avec le président exécutif du conseil, le directeur exécutif des ressources humaines, le vice-président, secrétaire et conseiller général associé, les membres de notre comité de la gouvernance et des mises en candidature et d'autres administrateurs indépendants, traiter les préoccupations que pourraient soulever les actionnaires de temps à autre, pour s'assurer que l'approche de Barrick envers la gouvernance est conforme à son programme <i>Excellence</i> et que notre structure de gouvernance et notre approche en matière de rémunération sont clairement communiquées à nos actionnaires dans notre circulaire de sollicitation de procurations et ailleurs Établir des coentreprises avec d'autres sociétés minières d'envergure visant des actifs du portefeuille de Barrick ou des options de croissance externes Collaborer avec notre président exécutif du conseil et d'autres membres de notre comité exécutif de 2018 pour appuyer les négociations stratégiques, y compris relativement aux relations gouvernementales

Accomplissements en 2018	
✓	A mené avec succès l'exécution d'opérations, d'investissements et de dessaisissements d'actifs considérés comme secondaires pour Barrick qui se sont révélés stratégiques, notamment :
–	Le 1 ^{er} janvier 2019, réalisation de la fusion transformationnelle avec Randgold entièrement en actions, à prime nulle, laquelle fusion a reçu le prix Best Large Cap Deal, dans le cadre de l'événement 16 th Annual Mines and Money Awards for Outstanding Achievement
–	En décembre 2018, réalisation d'un placement privé dans les titres de Reunion Gold Corporation, société de prospection et de mise en valeur axée sur l'acquisition, la prospection et la mise en valeur de projets aurifères dans le Bouclier des Guyanes à grand potentiel en Amérique du Sud
–	En octobre 2018, cession de la participation restante de Barrick dans la coentreprise Bald Mountain Exploration à un membre du groupe de Kinross Gold Corporation
–	En septembre 2018, établissement d'une convention d'investissement mutuel avec Shandong Gold, renforçant ainsi le partenariat de Barrick avec l'une des plus grandes sociétés minières de Chine
–	En juillet 2018, acquisition d'une redevance sur le revenu brut de 2,5 % pour 14,9 M\$ visant certains droits de surface et bien-fonds minéraux adjacents à la propriété Hemlo en Ontario; la zone couverte par la redevance pourrait représenter un important potentiel d'allongement de la durée d'utilité de la mine
–	En mai 2018, acquisition d'une participation de 19,9 % dans Midas Gold Corp. et son projet de calibre mondial Stibnite Gold en Idaho, aux États-Unis qui recèle une production possible de plus de 300 000 onces d'or par année à des coûts d'exploitation compétitifs et présente un potentiel de prospection et peu de risques géopolitiques
✓	A continué à faciliter les discussions avec le gouvernement de Tanzanie concernant le cadre proposé aux fins des activités d'exploitation d'Acacia Mining en Tanzanie

- ✓ A continué à intégrer des normes conformes au programme *Excellence* au sein du groupe des affaires stratégiques et dans toutes les autres fonctions de Barrick essentielles au succès de nos opérations stratégiques
- ✓ A collaboré avec le directeur exécutif des ressources humaines, l'ancienne vice-présidente directrice et chef des finances, le vice-président, secrétaire et conseiller général associé et d'autres afin que Barrick ait des pratiques et de l'information à la fine pointe du secteur en gouvernance
- ✓ A fourni une orientation stratégique et des conseils pour s'assurer de la clarté, de l'uniformité et de la puissance des messages des relations avec les investisseurs et d'autres communications d'entreprise, notamment dans le cadre de notre stratégie d'interaction continue avec les actionnaires pour laquelle le Governance Professionals of Canada a souligné l'engagement de Barrick en lui décernant le prix *Best Engagement by a Governance Team (Publicly Listed)* lors des Excellence in Governance Awards de 2018

Chef de l'exploitation Amérique du Nord (anciennement vice-présidente directrice et chef des finances)



M^{me} Catherine Raw a été vice-présidente directrice et chef des finances du 26 avril 2016 au 31 décembre 2018. Après la fusion, le 1^{er} janvier 2019, elle a été nommée chef de l'exploitation, Amérique du Nord. Pour fixer la PIAR de M^{me} Raw pour 2018, le comité de la rémunération a examiné les recommandations du président exécutif du conseil et l'apport de M^{me} Raw à l'avancement de nos priorités de 2018, qui sont décrites plus en détail ci-dessous. Le comité de la rémunération a jugé qu'un résultat de 80 % aux termes du tableau de bord PIAR était approprié et il a attribué à M^{me} Raw une PIAR de 1 667 088 \$. Les considérations du comité de la rémunération sont résumées dans le tableau ci-dessous.

Initiatives de l'ancienne vice-présidente directrice et chef des finances en 2018	
Focalisation	<ul style="list-style-type: none"> Soutenir le premier vice-président directeur, Affaires stratégiques, et l'ancien chef des investissements aux fins de l'évaluation des opérations stratégiques, y compris en ce qui concerne la planification fiscale, la modélisation financière et la comptabilité
Excellence en matière d'exploitation minière	<ul style="list-style-type: none"> Avec le comité exécutif, repérer les économies au chapitre des frais généraux et administratifs et faire progresser la mise en œuvre du modèle d'exploitation décentralisée de Barrick En collaboration avec l'ancien chef des investissements et l'ancien premier vice-président, Excellence opérationnelle et technique, améliorer la qualité de la planification de la durée d'utilité des mines et les processus budgétaires Soutenir la numérisation continue des fonctions financières de Barrick dans le but de fournir un accès en temps réel à des données de grande qualité et d'accélérer d'autres améliorations opérationnelles à l'échelle de la Société
Ressources humaines	<ul style="list-style-type: none"> Collaborer avec le directeur exécutif des ressources humaines afin d'étoffer et de développer les talents en finances au siège social et aux sites et d'accélérer la décentralisation de la fonction des finances Encadrer activement les chefs des finances aux sites pour rendre plus efficiente la décentralisation à l'échelle de la Société
Flexibilité financière	<ul style="list-style-type: none"> Évaluer et mettre en œuvre des stratégies de gestion des flux de trésorerie et de la volatilité du marché et atteindre la cible de réduction de la dette selon le meilleur rapport coût-efficacité possible Concevoir une stratégie en matière de dividende à long terme qui est appropriée et abordable dans le contexte du plan de croissance et d'investissement général de Barrick
Croissance	<ul style="list-style-type: none"> Collaborer avec le premier vice-président directeur, Affaires stratégiques et l'ancien chef des investissements pour revoir les décisions en matière de répartition du capital et les options de croissance
Partenariat	<ul style="list-style-type: none"> Matérialiser l'accent mis par Barrick sur la création de valeur à long terme provenant des actifs essentiels Collaborer avec les services des communications et des relations avec les investisseurs pour renforcer les liens avec la communauté financière, y compris les agences de notation, et améliorer la qualité des efforts d'interaction avec les investisseurs

Accomplissements en 2018	
✓	A collaboré avec le président exécutif du conseil, le premier vice-président directeur, Affaires stratégiques et d'autres membres du comité exécutif de 2018 pour assurer la clôture fructueuse de la fusion
✓	A dirigé les efforts pour poursuivre le renforcement de notre état de la situation financière en restructurant et réduisant notre facilité de crédit, la faisant passer de 4 G\$ à 3 G\$, et en rachetant des titres d'emprunt d'une valeur de 629 M\$ (billets de 2021) en juillet 2018, ramenant les remboursements de la dette totaux de Barrick au cours des cinq dernières années et demie à environ 10 G\$
✓	A évalué la stratégie de versement des dividendes de Barrick et a amélioré notre dividende annualisé, le faisant passer de 12 cents par action en 2017 à 16 cents par action en 2018, une augmentation de 33 % de notre dividende annuel
✓	A collaboré avec le premier vice-président directeur, Affaires stratégiques et l'ancien chef des investissements pour analyser des possibilités d'investissements, de dessaisissements d'actifs et de partenariats stratégiques

- ✓ A collaboré avec le comité exécutif de 2018 pour faire progresser la mise en œuvre de notre modèle d'exploitation décentralisée et repérer des économies au chapitre des frais d'administration du siège social à l'échelle de la Société; ces frais en 2018, de 212 M\$, se sont établis bien en deçà de nos prévisions pour 2018
- ✓ A renforcé le leadership financier en plaçant un nouveau premier vice-président, chef des finances adjoint au siège social, ainsi qu'un nouveau chef des finances au Chili et à Hemlo, à Lumwana et à Pueblo Viejo
- ✓ A regroupé les fonctions de planification et des risques et a nommé le premier vice-président, chef des finances adjoint pour améliorer la qualité de la planification et la surveillance financières
- ✓ A regroupé les fonctions de fiscalité et trésorerie et a nommé le premier vice-président, Fiscalité et trésorerie pour rationaliser davantage la planification financière
- ✓ A continué à moderniser la fonction des finances en mettant en place un système d'automatisation robotisée des processus pour de multiples processus financiers à Henderson et au Pérou, en numérisant et centralisant les dossiers fiscaux, afin d'augmenter l'efficacité et l'agilité organisationnelles
- ✓ A collaboré avec le directeur exécutif des ressources humaines pour effectuer un examen exhaustif de tous les rôles financiers, ce qui a donné lieu au redéploiement et/ou à l'élimination des rôles financiers désormais non requis, à la fermeture de certains de nos petits bureaux et à l'amélioration de l'efficacité globale de l'équipe
- ✓ A collaboré avec notre ancien chef des investissements et notre ancien premier vice-président, Excellence opérationnelle et technique, pour améliorer les processus de planification de la durée d'utilité des mines et les processus budgétaires
- ✓ A renforcé la qualité des communications avec les investisseurs en collaboration avec le premier vice-président, Relations avec les investisseurs, et le premier vice-président, Communications
- ✓ A supervisé l'organisation de la Journée des investisseurs de Barrick en février 2018 et le développement de son contenu
- ✓ A continué à renforcer les liens avec les investisseurs, nouveaux et anciens, grâce à une interaction active et à des activités de marketing en Asie, en Europe (y compris le Royaume-Uni) et en Amérique du Nord
- ✓ Au cours du quatrième trimestre de 2018, a dirigé directement les efforts d'interaction avec la communauté financière (dont les actionnaires, analystes et médias) et le public général pour renforcer la vision stratégique de Barrick et l'accent mis sur la création de valeur provenant de nos actifs essentiels

Chef de l'exploitation, Amérique latine et Australie-Pacifique (anciennement chef des investissements)



M. Mark Hill a été chef des investissements du 12 septembre 2016 au 31 décembre 2018. Après la fusion le 1^{er} janvier 2019, M. Hill a été nommé chef de l'exploitation, Amérique latine et Australie-Pacifique. Pour fixer la PIAR de M. Hill de 2018, le comité de la rémunération a examiné les recommandations du président exécutif du conseil et l'apport de M. Hill à l'avancement de nos priorités de 2018, qui sont décrites plus en détail dans le tableau ci-dessous. Le comité de la rémunération a jugé qu'un résultat de 88 % aux termes du tableau de bord PIAR était approprié et il a attribué à M. Hill une PIAR de 1 833 797 \$. Les considérations du comité de la rémunération sont résumées dans le tableau ci-dessous.

Initiatives de l'ancien chef des investissements en 2018

Focalisation	<ul style="list-style-type: none"> Investir dans des projets à rendement élevé qui génèrent le maximum de flux de trésorerie disponibles¹ à court terme et à long terme, tout en élargissant l'éventail d'options et la valeur liquidative à long terme Collaborer avec le premier vice-président directeur, Affaires stratégiques pour évaluer et soutenir le processus de vérification diligente visant les opérations stratégiques
Excellence en matière d'exploitation minière	<ul style="list-style-type: none"> Collaborer avec le comité exécutif de 2018 pour élaborer des cibles applicables à l'échelle de la Société liées aux flux de trésorerie disponibles¹ provenant des actifs pour mettre encore plus l'accent sur la croissance et la génération durables de flux de trésorerie disponibles¹ par action
Ressources humaines	<ul style="list-style-type: none"> Étoffer les talents, assurer une solide planification de la relève et développer des capacités à l'échelle du groupe Capital Collaborer avec le directeur exécutif des ressources humaines afin de renforcer l'accent mis sur la croissance des flux de trésorerie disponibles¹ par action au fil du temps à tous les échelons de la Société au moyen du régime incitatif à court terme
Flexibilité financière	<ul style="list-style-type: none"> Réduire au minimum les dépenses d'investissement au moyen d'un jalonnement optimal des mines, d'une exécution supérieure et d'une discipline rigoureuse en matière de capital pour faire en sorte que le capital sert aux occasions de croissance dont on s'attend à ce que le taux de rendement minimal de l'investissement de 15 % de Barrick soit atteint ou dépassé
Croissance	<ul style="list-style-type: none"> En collaboration avec le premier vice-président directeur, Affaires stratégiques et le vice-président directeur, Prospection et croissance, identifier, évaluer et faire progresser toutes les occasions de croissance internes et externes qui atteignent ou dépassent le taux de rendement minimal de l'investissement de 15 % de Barrick
Partenariat	<ul style="list-style-type: none"> Développer des partenariats stratégiques pour élargir l'éventail d'options pour le portefeuille de projets de Barrick

Accomplissements en 2018

- ✓ A mené la réalisation de la vérification diligente réciproque aux fins de la fusion avec Randgold
- ✓ A réduit les investissements de maintien des mines en optimisant le cycle de planification de la durée d'utilité des mines au moyen d'un contrôle constant; le profil de l'efficacité des investissements de maintien de Barrick s'est amélioré d'une planification à l'autre et les dépenses d'investissement se sont situées dans le bas de notre fourchette de prévisions pour 2018
- ✓ A maintenu l'accent sur la maximisation de la valeur du portefeuille de Barrick en faisant progresser l'évaluation des occasions de croissance internes dans des territoires à faibles risques, en faisant notamment ce qui suit :
 - Mise en œuvre et financement d'une évaluation technique et d'autres activités de forage des ressources en vue de définir le potentiel de croissance de l'exploitation minière souterraine à Goldstrike
 - Mise en œuvre d'une étude de préaisabilité sur les avantages d'ajouter de la capacité de traitement au Nevada
 - Financement et réalisation d'une évaluation technique sur les compromis liés aux options de traitement relativement à l'optimisation de l'autoclave pour la coentreprise Turquoise Ridge et la mine Goldstrike
 - Lancement de l'expansion de l'usine de Pueblo Viejo, dont le projet de remblais de lixiviation en tas préoxydation et l'usine pilote de flottaison
- ✓ A dirigé un processus rigoureux d'examen des investissements et obtenu l'approbation du conseil pour des dépenses d'investissement estimatives totalisant 300 M\$ à 325 M\$ (base de 100 %) pour construire un troisième puits à Turquoise Ridge, qui devrait augmenter la production annuelle pour la porter à plus de 500 000 onces par année, la production initiale devant commencer en 2022 et la production durable, à compter de 2023
- ✓ A continué à évaluer de nouvelles et d'anciennes décisions de répartition du capital avec discipline et rigueur, donnant lieu à l'établissement de nouvelles priorités quant à certains projets d'investissement qui ne répondaient plus aux critères d'investissement de Barrick, dont Alturas, le projet de minerais sulfurés réfractaires (PMR) à Lagunas Norte, la relance des activités d'exploitation souterraine à Pascua-Lama et la phase 6 de l'expansion de la mine à ciel ouvert à Hemlo
- ✓ A mis en œuvre un processus d'examen après investissement pour tous les projets d'investissements afin d'améliorer la prise de décisions relative à l'emploi du capital
- ✓ En collaboration avec le directeur exécutif des ressources humaines, a accru la responsabilité des sites pour ce qui est fait de la croissance des flux de trésorerie disponibles¹ par action au fil du temps en mettant en place de nouvelles cibles incitatives à court terme fondées sur les actifs
- ✓ A collaboré avec le directeur exécutif des ressources humaines pour réaliser un examen exhaustif de tous les rôles au sein du groupe Capital afin de favoriser une plus grande efficacité et responsabilisation
- ✓ A continué à repérer des options de partenariat et de croissance externes au moyen d'approches actives

1. Les flux de trésorerie disponibles et le résultat net ajusté sont des mesures financières hors PCGR qui n'ont pas de sens normalisé selon les IFRS. Ces mesures pourraient donc ne pas être comparables à des mesures semblables présentées par d'autres sociétés. Pour plus de renseignements concernant les mesures financières hors PCGR, voir « *Autres renseignements – Utilisation de mesures financières hors PCGR* » à la page 104.

Gouvernance et surveillance de la rémunération

Processus en matière de gouvernance de la rémunération de Barrick

Surveillance exercée par le conseil

Il incombe au conseil de surveiller les principes, les pratiques et les programmes de rémunération des membres de la haute direction de Barrick et d'approuver les programmes de rémunération importants selon la recommandation du comité de la rémunération. En décembre 2018, avant la réalisation de la fusion, les administrateurs indépendants ont approuvé la rémunération du président exécutif du conseil et de l'ancien président selon les recommandations du comité de la rémunération. Le conseil approuve aussi les programmes de rémunération des administrateurs.

Rôle du comité de la rémunération

Le mandat du comité de la rémunération a été révisé le 1^{er} janvier 2019, après la réalisation de la fusion. À titre de responsable de notre approche en matière de rémunération au rendement, le comité de la rémunération :

- conçoit et met en œuvre tous les aspects des politiques et des programmes de rémunération de Barrick;
- conçoit les mesures de rendement et les tableaux de bord aux fins des programmes de rémunération des membres de la haute direction à long terme et à court terme de Barrick;
- évalue le rendement collectif des participants au régime à l'intention des partenaires au moyen du tableau de bord à long terme de la Société à la fin de chaque exercice;
- formule des recommandations au conseil à l'égard de la rémunération du président exécutif du conseil en fonction d'une évaluation de son rendement pour l'année faite par le comité de la rémunération et des mises en candidature, en consultation avec l'administrateur principal, à la fin de chaque exercice;
- formule des recommandations au conseil à l'égard de la rémunération du président et chef de la direction en fonction d'une évaluation de son rendement pour l'année faite par le président exécutif du conseil, en consultation avec l'administrateur principal, à la fin de chaque exercice;
- revoit et approuve la rémunération de notre premier vice-président directeur et chef des finances, de notre premier vice-président directeur, Affaires stratégiques et de celle d'autres cadres dirigeants, autres que le président et chef de la direction, en fonction de leur évaluation par rapport à leur tableau de bord PIAR respectif et d'autres facteurs pertinents fournis par le président et chef de la direction à la fin de chaque exercice;
- prend en compte la rétroaction des actionnaires en ce qui concerne la stratégie globale en matière de rémunération de Barrick;
- examine les incidences des risques associés aux programmes et aux pratiques de rémunération des membres de la haute direction de la Société; et
- revoit de temps à autre la rémunération des administrateurs afin de s'assurer que celle-ci reflète adéquatement le temps à consacrer à l'exécution des tâches et les responsabilités associées au fait d'être un administrateur efficace.

En décembre 2018, avant la réalisation de la fusion, le comité de la rémunération a recommandé aux administrateurs indépendants l'approbation de la rémunération de 2018 du président exécutif du conseil et de l'ancien président, et a approuvé la rémunération de 2018 du premier vice-président directeur, Affaires stratégiques, de l'ancienne vice-présidente directrice et chef des finances, de l'ancien chef des investissements et d'autres membres du comité exécutif de 2018 en fonction de l'évaluation de leur rendement, du tableau de bord à long terme de la Société, des tableaux de bord PIAR et d'autres facteurs pertinents. Pour plus de renseignements sur les principales activités et principaux accomplissements du comité de la rémunération en 2018, voir l'analyse sous « *Comités du conseil – Comité de la rémunération* » à la page 41.

Composition du comité de la rémunération

Avant le 1^{er} janvier 2019, le comité de la rémunération était composé des membres suivants : J. Brett Harvey (président), J. Robert S. Prichard, Gustavo A. Cisneros, Steven J. Shapiro et Ernie L. Thrasher. Le 1^{er} janvier 2019, à la réalisation de la fusion, le comité de la rémunération a été reconstitué et regroupe désormais les membres suivants : Christopher L. Coleman (président), Gustavo A. Cisneros, Brian L. Greenspun, et J. Brett Harvey. Aucun des membres du comité de la rémunération n'est un membre de la direction ni un employé de Barrick ou de ses filiales et chacun des membres du comité respecte les normes d'indépendance du conseil tirées des lignes directrices en matière de gouvernance établies par les normes de la NYSE et le *Règlement 58-101 sur l'information concernant les pratiques en matière de gouvernance*.

Collectivement, les membres du comité de la rémunération possèdent une vaste expérience en matière de rémunération dans les secteurs des ressources naturelles et de l'énergie en qualité de membres de la haute direction (anciens et actuels) et de membres de conseils d'administration et de comités d'autres sociétés ouvertes et fermées.

- M. Coleman est président du comité de la rémunération. Il possède une vaste expérience à titre de membre du comité de la rémunération du conseil d'administration de Papa John's International, Inc. et il a été président du conseil d'administration de Randgold avant la fusion. Il est responsable du groupe des activités bancaires et associé mondial du groupe Rothschild & Co. Il est aussi président du conseil de Rothschild Bank International et siège au sein de nombreux autres conseils et comités du groupe Rothschild & Co. À ce titre, il tire parti de sa vaste expérience en leadership au sein de conseils d'administration et de son expérience en gestion, en finances et en commerce international pour fournir une perspective pertinente quant aux questions de rémunération et de gouvernance.
- M. Cisneros possède une vaste expérience en tant que propriétaire et président du conseil de Cisneros, important conglomerat privé. De plus, M. Cisneros est président du comité de la gouvernance et des mises en candidature de Barrick, lequel contribue à l'examen des questions qui sont pertinentes aux mandats des deux comités.
- M. Greenspun possède une vaste expérience à titre de président du conseil et chef de la direction du Greenspun Media Group. De plus, M. Greenspun est membre du comité de la gouvernance et des mises en candidature de Barrick, lequel contribue à l'examen des questions qui sont pertinentes aux mandats des deux comités.
- M. Harvey a occupé un certain nombre de postes chez CONSOL Energy Inc., dont celui de président émérite du conseil, président du conseil et chef de la direction. À ce titre, il tire parti de son expérience de leadership et de son expérience en gestion pour fournir une perspective éclairée et pertinente quant aux questions de rémunération et de gouvernance. M. Harvey est président du comité d'audit et des risques, lequel apporte son aide lorsqu'il s'agit d'examiner les questions qui sont pertinentes aux mandats des deux comités. En outre, M. Harvey est l'administrateur principal du conseil d'administration de Barrick et il a agi à titre de président du comité de la rémunération de Barrick avant sa reconstitution le 1^{er} janvier 2019.

Le conseil est convaincu que le comité de la rémunération possède, collectivement, les connaissances, les antécédents et l'expérience nécessaires pour exécuter efficacement son mandat et prendre les décisions en matière de rémunération des membres de la haute direction qui sont au mieux des intérêts de la Société et de ses actionnaires.

Consultant indépendant en rémunération

Le comité de la rémunération a sollicité, de temps à autre, les opinions d'un consultant indépendant en rémunération quant à des questions relatives à la rémunération des membres de la haute direction. En mai 2016, le comité de la rémunération a choisi Pay Governance en tant que son consultant indépendant pour que ce dernier l'aide à réviser la structure de rémunération du président exécutif du conseil, compte tenu de la vaste expérience de ce consultant en prestation de conseils aux comités de rémunération d'un certain nombre de sociétés intercotées dont les titres font partie de l'indice S&P/TSX60. En 2017, Pay Governance a fourni des conseils et des données en matière d'étalonnage visant la rémunération du président exécutif du conseil. En 2018, Pay Governance a fourni des conseils et des données en matière d'étalonnage visant la rémunération du président exécutif du conseil et a réalisé une évaluation des risques associés à la rémunération aux fins des programmes de rémunération des membres de la haute direction de Barrick. Le tableau ci-dessous résume les honoraires versés à Pay Governance en 2018 et en 2017 pour les services fournis au comité de la rémunération. Pay Governance fournit des services-conseils exclusivement au comité de la rémunération et ne fournit aucun service-conseil à la direction.

Pay Governance ¹	Honoraires liés à la rémunération des membres de la haute direction	Autres honoraires pour les services fournis à la direction	Honoraires totaux
2018	173 131 \$ (100 %)	Aucun (Aucun)	173 131 \$ (100 %)
2017	61 017 \$ (100 %)	Aucun (Aucun)	61 017 \$ (100 %)

1. Les honoraires de consultation de Pay Governance sont versés en dollars américains.

Le comité de la rémunération passe en revue et approuve tous les honoraires et toutes les modalités en lien avec les services de consultation fournis par les consultants en rémunération indépendants qui sont requis par le comité de la rémunération ou demandés par la direction. Aux termes du mandat du comité de la rémunération, le président du comité doit approuver au préalable tous les services non liés à la rémunération fournis par le cabinet des consultants en rémunération indépendants pour veiller à ce que l'indépendance de ces consultants ne soit pas compromise.

Le 1^{er} mars 2019, le comité de la rémunération a nommé Willis Towers Watson (**WTW**) à titre de nouveau consultant indépendant pour qu'il examine les tendances en matière de rémunération et de gouvernance et conseille le comité à cet égard, qu'il apporte son point de vue relativement à des questions précises en lien avec les programmes de rémunération des membres de la haute direction et fournisse des données aux fins de l'étalonnage de la rémunération dans le marché. Le comité de la rémunération a examiné les protocoles de WTW et il est convaincu que des mesures préventives appropriées sont en place en vue d'assurer le bien-fondé, l'objectivité et l'indépendance des services-conseils de WTW.

Rémunération versée par le groupe de sociétés comparables et étalonnage

Le positionnement concurrentiel de la rémunération des membres de la haute direction est évalué au moyen de notre groupe de sociétés d'exploitation minière comparables, qui se compose de sociétés d'exploitation minière internationales rivalisant avec Barrick pour les investisseurs, les capitaux et les propriétés minières ainsi que pour le recrutement de membres de la haute direction compétents et chevronnés dans le secteur minier. Ces sociétés ont été choisies selon les critères présentés ci-dessous.



Chaque année, le comité de la rémunération évalue et, s'il le juge approprié, met à jour la composition du groupe de sociétés d'exploitation minière comparables. Pour mener à bien son examen annuel, le comité de la rémunération examine ce qui suit :

- L'harmonisation à long terme du groupe de sociétés d'exploitation minière comparables avec les critères de sélection des sociétés comparables;
- La rétroaction reçue des actionnaires sur sa composition; et
- Les sociétés aurifères et d'exploitation minière qui sont assujetties à un cycle des matières premières et à des pressions sur les prix semblables à long terme

Les modifications au groupe de sociétés d'exploitation minière comparables sont examinées attentivement et, en général, sont rarement pour assurer une continuité d'un exercice à l'autre.

Groupe de sociétés d'exploitation minière comparables de 2018

En 2018, avant la fusion, le comité de la rémunération a approuvé des modifications au groupe de sociétés d'exploitation minière comparables pour améliorer son alignement global. Notre groupe de sociétés d'exploitation minière comparables de 2018 est composé de onze sociétés d'exploitation minière internationales qui rivalisent avec Barrick pour les investisseurs, les capitaux et les propriétés minières ainsi que pour le recrutement de membres de la haute direction compétents et chevronnés dans le secteur minier.

Groupe de sociétés d'exploitation minière comparables de 2017 (n=10)

Anglo American plc
Anglo Gold Ashanti Ltd.
Cameco Corp.
Freeport McMoran Copper & Gold Inc.
Glencore plc
Goldcorp Inc.
Kinross Gold Corporation
Newmont Mining Corp.
Rio Tinto Ltd.
Teck Resources Limited



Sociétés retirées

Sociétés qui ont des pratiques de rémunération très différentes et/ou qui ont régulièrement glissé hors de nos critères définis concernant la taille afin d'améliorer l'harmonisation du groupe

- Cameco Corp
- Glencore plc



Sociétés ajoutées

Sociétés qui satisfont à nos critères définis concernant la taille, qui ont des activités comparables en termes d'envergure et de complexité et qui rivalisent avec nous pour les investissements et les talents

- + Agnico Eagle Mines Limited
- + First Quantum Minerals Ltd.
- + Newcrest Mining Limited

Groupe de sociétés d'exploitation minière comparables de 2018 (n=11)

Agnico Eagle Mines Limited
Anglo American plc
Anglo Gold Ashanti Ltd.
First Quantum Minerals Ltd.
Freeport McMoran Copper & Gold Inc.
Goldcorp Inc.
Kinross Gold Corporation
Newcrest Mining Limited
Newmont Mining Corp.
Rio Tinto Ltd.
Teck Resources Limited

Statistiques sur l'envergure du groupe de sociétés d'exploitation minière comparables de 2018

Capitalisation boursière au 31 décembre 2018; actifs et produits tirés des activités ordinaires à la clôture du dernier exercice

	Le plus bas	C25	Médiane	C75	Le plus élevé	Barrick (en M\$)	Médiane (en M\$)
Capitalisation boursière						15 780 \$	11 806 \$
Actifs						22 631 \$	22 126 \$
Produits tirés des activités ordinaires						7 243 \$	3 966 \$

Étalonnage de la rémunération

Dans l'ensemble, en ce qui a trait aux possibilités de rémunération totale que nous offrons, nous nous positionnons entre la médiane et le 75^e centile du groupe de sociétés d'exploitation minière comparables. En ce qui concerne la rémunération totale attribuée, elle peut être supérieure ou inférieure à cette fourchette entre la médiane et le 75^e centile pour refléter le rendement. La rémunération totale supérieure au 75^e centile ne sera attribuée qu'en cas de rendement exceptionnel. En 2018, le comité de la rémunération a revu les données d'étalonnage à l'égard du président exécutif du conseil et du comité exécutif de 2018, y compris l'ancien président, le premier vice-président directeur, Affaires stratégiques; l'ancienne vice-présidente directrice et chef des finances et l'ancien chef des investissements.

Les données d'étalonnage ont été utilisées en parallèle avec d'autres facteurs, dont l'envergure, les responsabilités et l'obligation redditionnelle de notre président exécutif du conseil et du comité exécutif de 2018 qui peuvent être, à certains moments, plus larges que ce que leurs titres de postes respectifs indiquent. Au moment de déterminer les niveaux de la rémunération des membres de la haute direction, le comité de la rémunération a aussi pris en compte les points de vue des actionnaires et les principes de gouvernance, la conjoncture économique et commerciale globale, les besoins de rétention, l'expérience et le potentiel de promotion future. De plus, le comité a tenu compte également du RTA de Barrick en termes absolus et relatifs pour s'assurer que les décisions en matière de rémunération reflètent la réalité globale des actionnaires. Le RTA est passé en revue annuellement en regard de notre groupe de sociétés d'exploitation minière comparables, de sociétés homologues du secteur et d'autres indices du marché global. Le RTA est évalué en regard de celui de sociétés ne faisant pas partie de notre groupe de sociétés d'exploitation minière comparables, étant donné que les actions de Barrick sont détenues en grande partie par des actionnaires institutionnels et des actionnaires individuels qui détiennent des participations dans des sociétés n'exerçant pas d'activité d'exploitation minière.

Gestion des risques associés à la rémunération

Nous surveillons régulièrement les risques associés à nos régimes, programmes, politiques et décisions en matière de rémunération des membres de la haute direction. En 2018, le comité de la rémunération a reçu les résultats d'une évaluation exhaustive des risques associés à la rémunération menée par Pay Governance qui ont confirmé que Barrick est dotée de solides pratiques incitatives en matière de gouvernance et d'une structure de rémunération des membres de la haute direction bien équilibrée. L'évaluation a aussi confirmé que nos régimes et programmes de rémunération des membres de la haute direction n'encourageaient pas la prise de risques inutiles et excessifs et ne créaient aucun risque majeur raisonnablement susceptible d'avoir une incidence défavorable importante sur Barrick.

Ce que nous faisons

- | | |
|---|---|
| ✓ Nous versons une rémunération au rendement | ✓ Nous sommes dotés d'une politique de recouvrement rigoureuse |
| ✓ Nous nous assurons que les intérêts à long terme de nos administrateurs et de notre direction sont indissociables | ✓ Nous concevons nos régimes de rémunération de façon à atténuer la prise de risques induite |
| ✓ Nous veillons au bon équilibre entre la rémunération incitative à court terme et la rémunération incitative à long terme de nos partenaires visés | ✓ Nous assortissons toutes les attributions de la rémunération incitative à long terme de dispositions en cas de changement de contrôle comportant deux événements déclencheurs |
| ✓ Nous plafonnons les paiements aux termes des régimes incitatifs pour nos partenaires visés | ✓ Nous passons régulièrement la rémunération en revue |
| ✓ Nous soumettons les programmes, les attributions et les versements de rémunération incitative à des exercices de simulation de crise | ✓ Nous tenons annuellement un vote consultatif sur la rémunération des membres de la haute direction |
| ✓ Nous imposons à nos partenaires visés des exigences minimales en matière d'actionnariat qui nous placent en tête du secteur à ce chapitre | ✓ Nous interagissons régulièrement et de façon proactive avec nos actionnaires et nous nous servons continuellement de leur rétroaction pour améliorer nos pratiques en matière de rémunération |

Ce que nous ne faisons pas

- | | |
|--|---|
| X Nous ne garantissons pas de rémunération incitative | X Nous interdisons les opérations de couverture portant sur la rémunération incitative à long terme fondée sur les titres de capitaux propres de la Société et sur l'actionnariat personnel |
| X Nous ne modifions pas le prix des attributions de rémunération incitative fondée sur des titres de capitaux propres | X Nous n'octroyons pas de primes incitatives en espèces différées à nos partenaires |
| X Nous n'offrons pas de majoration aux fins de l'impôt dans le cadre d'indemnités de cessation d'emploi en cas de changement de contrôle | |

Politique de recouvrement améliorée

Barrick a adopté une politique de recouvrement de la rémunération incitative (**politique de recouvrement**) dont les dispositions sont d'une portée plus large que celle des dispositions de la *Dodd-Frank Act* des États-Unis, qui ne sont pas encore en vigueur. Aux termes de la politique de recouvrement, nous pouvons recouvrer une certaine tranche de la rémunération incitative versée au président exécutif du conseil, aux partenaires visés, aux autres participants au régime à l'intention des partenaires, aux anciens membres de la haute direction et à certains autres membres de la direction et employés (**personnes en cause**) advenant un retraitement financier important ayant indûment donné lieu à un versement excédentaire de rémunération incitative. La politique de recouvrement prévoit qu'advenant un retraitement des états financiers en raison d'un manquement important à une exigence de présentation de l'information financière en vertu des lois sur les valeurs mobilières applicables, sauf par suite d'une modification des conventions comptables ou des lois sur les valeurs mobilières, le conseil pourrait chercher à recouvrer la rémunération incitative excédentaire versée ou octroyée en fonction de l'atteinte de certains résultats financiers au cours de la période de 36 mois précédant la date du retraitement, dans la mesure où le montant de cette rémunération aurait été inférieur si les résultats financiers avaient été comptabilisés adéquatement. Dans le cas de notre président exécutif du conseil, de nos partenaires visés et des participants au régime à l'intention des partenaires, la politique de recouvrement s'applique que la conduite fautive de la personne ait entraîné ou non la nécessité du retraitement ou y ait grandement contribué ou non.

Par suite de sa modification en février 2017, la politique de recouvrement permet maintenant le recouvrement de la rémunération incitative auprès d'une personne en cause, si le conseil juge qu'une conduite fautive de celle-ci (fraude, malhonnêteté ou négligence grave) a fait en sorte qu'elle ait atteint de façon inappropriée certaines cibles de rendement et ait reçu ou réalisé une rémunération incitative d'un montant supérieur à celui qu'elle aurait autrement reçu ou réalisé. Le recouvrement peut être effectué pendant une période de 36 mois à compter de la date à laquelle la conduite fautive a eu lieu. Vous pouvez vous procurer un exemplaire de notre politique en matière de recouvrement au www.barrick.com/about/governance.

Exigences en matière d'actionnariat des membres de la haute direction visés

Aux termes de notre culture de partenariat, notre président exécutif du conseil et nos partenaires doivent être des propriétaires; nous nous attendons à ce qu'ils détiennent un intérêt financier important dans la Société et nourrissent à l'égard de cette dernière un profond sentiment d'appartenance. L'actionnariat constitue un attribut essentiel de notre culture : tous nos partenaires adhèrent à ce principe. Fidèle à cette approche, Barrick a mis en place des exigences en matière d'actionnariat applicables au président exécutif du conseil (4 fois le salaire), au président et chef de la direction (10 fois le salaire) et à tous les premiers vice-présidents directeurs et vice-présidents directeurs (5 fois le salaire). En outre, les exigences en matière d'actionnariat s'étendent à d'autres participants au régime à l'intention des partenaires, notamment les premiers vice-présidents, les vice-présidents, les directeurs exécutifs et les directeurs généraux (1,5 fois à 2,5 fois le salaire). Tous les participants au régime à l'intention des partenaires ont cinq ans à compter de la date à laquelle ils deviennent partenaires pour remplir les exigences en matière d'actionnariat.

Les actions de Barrick détenues par nos partenaires visés, les actions de Barrick achetées au moyen du RAAB de Barrick, les actions de Barrick détenues en fiducie, les UAI non acquises et les UAOR non acquises sont prises en compte aux fins de l'exigence minimale en matière d'actionnariat, mais pas les options sur actions. L'exigence en matière d'actionnariat du président exécutif du conseil est évaluée annuellement le 31 décembre. L'exigence en matière d'actionnariat de nos partenaires est évaluée au moins une fois par année le 31 décembre et peut aussi être évaluée après le cycle d'octroi de la PILT annuelle, en février, après la clôture du dernier exercice.

Dans le tableau ci-dessous, l'actionnariat a été évalué à la clôture de l'exercice le 31 décembre 2018 et le 1^{er} mars 2019 afin de tenir compte des octrois de primes incitatives à long terme qui ont été faits à nos partenaires visés en février 2019 pour leur rendement en 2018. M. Thornton dépasse l'exigence en matière d'actionnariat qui lui est applicable : il possédait 5 000 000 d'actions de Barrick d'une valeur de plus de 24 fois son salaire de base au 1^{er} mars 2019. Tous les partenaires visés satisfaisaient à l'exigence en matière d'actionnariat qui leur était applicable au 1^{er} mars 2019.

Exigences de 2018			Détails de l'actionnariat réel des membres de la haute direction visés ¹					
Nom et poste principal	Multiple du salaire ²	Date	Valeur des actions de Barrick détenues (n ^{bre} d'actions de Barrick)	Valeur des UAOR pouvant être acquises (n ^{bre} d'UAOR)	Valeur des UAI pouvant être acquises (n ^{bre} d'UAI)	Valeur des UAD (n ^{bre} d'UAD)	Valeur de l'actionnariat total ¹ (n ^{bre} total)	Actionnariat total en multiple du salaire ²
John L. Thornton Président exécutif du conseil ³	4x	31 décembre 2018	67 700 000 \$ (5 000 000)	Aucune (Aucune)	Aucune (Aucune)	15 625 \$ (1 154)	67 715 625 \$ (5 001 154)	27,1x
		1 ^{er} mars 2019	61 550 000 \$ (5 000 000)	Aucune (Aucune)	Aucune (Aucune)	14 206 \$ (1 154)	61 564 206 \$ (5 001 154)	24,6x
Kevin J. Thomson Premier vice-président directeur, Affaires stratégiques ⁴	5x	31 décembre 2018	1 606 088 \$ (118 618)	2 675 057 \$ (197 567)	Aucune (Aucune)	Aucune (Aucune)	4 281 145 \$ (316 185)	6,2x
		1 ^{er} mars 2019	1 470 503 \$ (119 456)	4 131 802 \$ (335 646)	Aucune (Aucune)	Aucune (Aucune)	5 602 305 \$ (455 102)	7,5x
Catherine P. Raw Ancienne vice-présidente directrice et chef des finances ⁵	5x	31 décembre 2018	993 186 \$ (73 352)	2 377 841 \$ (175 616)	Aucune (Aucune)	Aucune (Aucune)	3 371 027 \$ (248 968)	4,9x
		1 ^{er} mars 2019	902 963 \$ (73 352)	3 860 059 \$ (313 571)	Aucune (Aucune)	Aucune (Aucune)	4 763 022 \$ (386 923)	7,0x
Mark F. Hill Ancien chef des investissements ⁶	5x	31 décembre 2018	260 929 \$ (19 271)	1 145 687 \$ (84 615)	1 295 616 \$ (95 688)	Aucune (Aucune)	2 702 232 \$ (199 574)	3,9x
		1 ^{er} mars 2019	239 479 \$ (19 454)	2 580 262 \$ (209 607)	1 184 542 \$ (96 226)	Aucune (Aucune)	4 004 283 \$ (325 287)	5,9x

- La valeur des actions de Barrick, des UAOR, des UAI et des UAD est fondée sur le cours de clôture des actions de Barrick à la NYSE le 31 décembre 2018 (13,54 \$) et le 1^{er} mars 2018 (12,31 \$).
- Pour déterminer les exigences en matière d'actionnariat au 31 décembre 2018, le salaire de base avant impôts de 2018 a été utilisé pour MM. Thornton (2 500 000 \$), Thomson (900 000 \$ CA), Hill (900 000 \$ CA) et M^{me} Raw (900 000 \$ CA). Pour fixer les exigences en matière d'actionnariat en date du 1^{er} mars 2019, le salaire de base avant impôts de 2019 a été utilisé pour MM. Thornton (2 500 000 \$), Thomson (995 000 \$ CA) et Hill (900 000 \$ CA) et M^{me} Raw (900 000 \$ CA). Pour MM. Thomson et Hill et M^{me} Raw, les salaires de base annuels de 2018 ont été convertis des dollars canadiens en dollars américains au taux de change moyen annuel affiché par la Banque du Canada (1,2957); les salaires de base annuels de 2019 ont été convertis des dollars canadiens en dollars américains au taux de change moyen quotidien de la Banque du Canada le 1^{er} mars 2019 (1,3260).
- Au 1^{er} mars 2019, M. Thornton détenait 3 985 219 actions de Barrick directement et 59 970 actions de Barrick indirectement au moyen d'un transfert à un compte de retraite individuel et 500 000 actions de Barrick indirectement par l'intermédiaire d'une fiducie dont le constituant conserve le droit à la rente. M. Thornton exerce également le contrôle ou a une emprise sur 240 600 actions de Barrick détenues au nom de son épouse et de ses enfants. En outre, 214 211 actions de Barrick sont

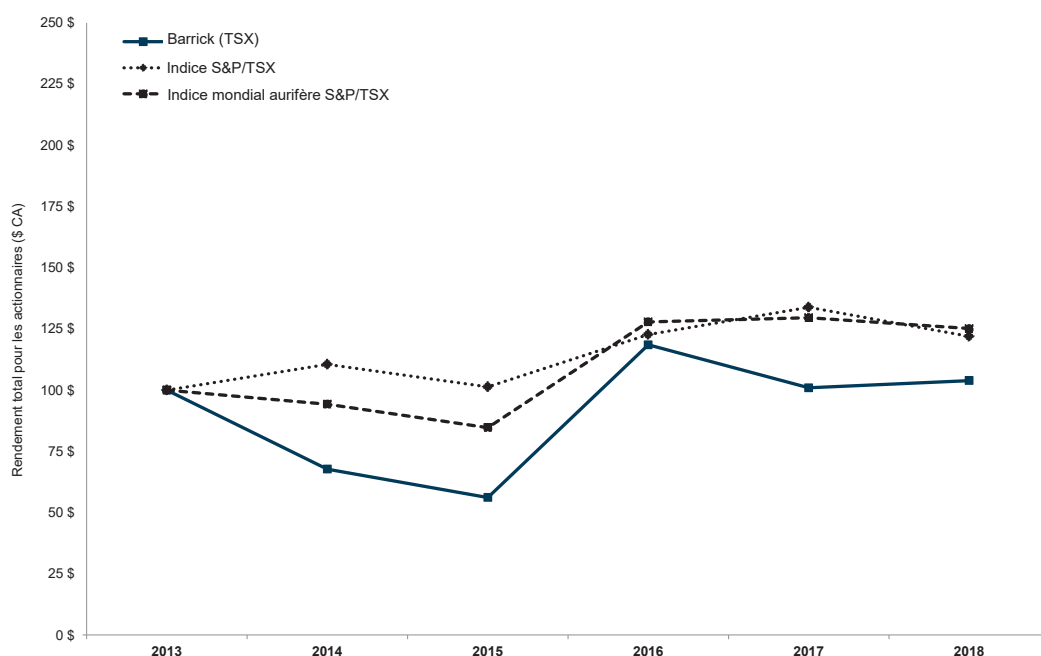
détenues par des fiducies familiales au profit de ses enfants, fiducies dont son épouse est la fiduciaire. M. Thornton n'a pas d'intérêt véritable dans ces actions de Barrick détenues en fiducie ni n'exerce de contrôle sur celles-ci. Le 25 mars 2019, M. Thornton a utilisé 51 % de la valeur après impôts de sa PILT (5 976 862 \$) pour acheter 215 000 actions de Barrick qui sont assujetties à une période de détention allant jusqu'à la plus tardive des dates suivantes : a) trois ans suivant la date d'achat et b) la date à laquelle M. Thornton prend sa retraite ou quitte la Société. À la suite de ces achats, l'actionnariat total de M. Thornton a augmenté pour s'établir à 5 215 000 actions de Barrick, ce qui représente près de 29 fois son salaire de base au 28 mars 2019.

4. M. Thomson détient 119 456 actions de Barrick directement.
5. M^{me} Raw détient 73 352 actions de Barrick directement.
6. M. Hill détient 19 454 actions de Barrick directement.

Graphiques sur le rendement pour les actionnaires

Le graphique ci-dessous compare le rendement total cumulé pour les actionnaires d'un placement de 100 \$ CA dans les actions de Barrick effectué à la TSX le 31 décembre 2013 et le rendement total cumulé de l'indice mondial aurifère S&P/TSX (anciennement l'indice plafonné aurifère S&P/TSX) et de l'indice composé S&P/TSX au cours des cinq derniers exercices financiers clos, en supposant le réinvestissement des dividendes.

Rendement total cumulé pour les actionnaires d'un placement de 100 \$ CA sur cinq exercices¹ du 31 décembre 2013 au 31 décembre 2018



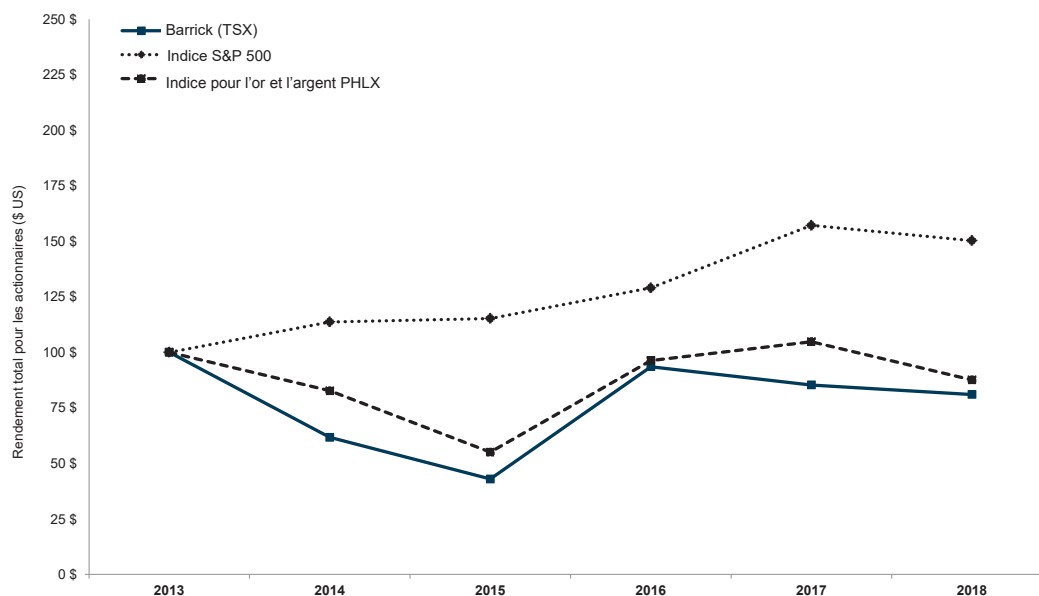
1. On suppose que les dividendes versés sur les actions de Barrick sont réinvestis au cours de clôture des actions de Barrick à la date de versement des dividendes. Les deux indices de la TSX sont des indices de rendement total et ils incluent les dividendes réinvestis.

Rendement total pour les actionnaires d'un placement de 100 \$ CA sur cinq exercices

	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Barrick (TSX : ABX)	100 \$	67,74 \$	56,17 \$	118,48 \$	100,95 \$	103,89 \$
Indice composé S&P/TSX	100 \$	110,55 \$	101,34 \$	122,71 \$	133,85 \$	121,96 \$
Indice mondial aurifère S&P/TSX	100 \$	94,25 \$	84,70 \$	127,87 \$	129,59 \$	125,13 \$

Le graphique suivant compare le rendement total cumulé pour les actionnaires d'un placement de 100 \$ US dans les actions de Barrick effectué à la NYSE le 31 décembre 2013 et le rendement cumulé de l'indice pour l'or et l'argent PHLX (XAU) et de l'indice S&P 500 pour les cinq derniers exercices financiers clos, en supposant le réinvestissement de tous les dividendes.

Rendement total cumulé pour les actionnaires d'un placement de 100 \$ US sur cinq exercices¹ du 31 décembre 2013 au 31 décembre 2018



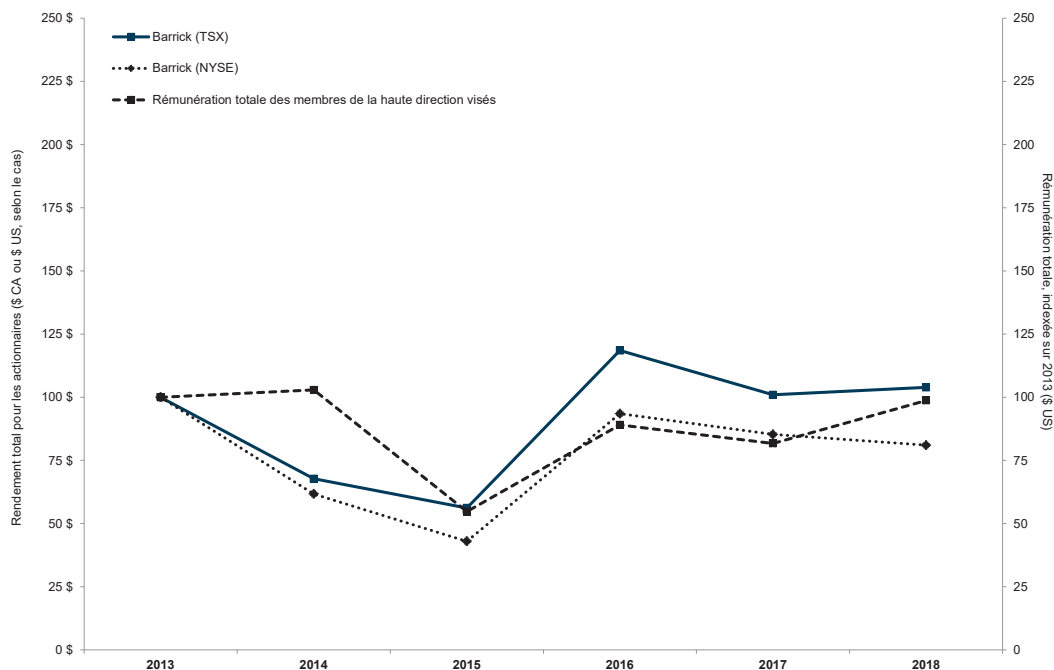
1. On suppose que les dividendes versés sur les actions de Barrick sont réinvestis au cours de clôture des actions de Barrick à la date de versement des dividendes. L'indice S&P 500 et l'indice pour l'or et l'argent PHLX (XAU) sont des indices de rendement total et ils incluent les dividendes réinvestis.

Rendement total pour les actionnaires d'un placement de 100 \$ US sur cinq exercices

	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Barrick (NYSE : GOLD)	100 \$	61,72 \$	42,96 \$	93,50 \$	85,27 \$	81,00 \$
Indice S&P 500	100 \$	113,68 \$	115,24 \$	129,02 \$	157,17 \$	150,27 \$
Indice pour l'or et l'argent PHLX	100 \$	82,71 \$	55,07 \$	96,32 \$	104,78 \$	87,58 \$

Rendement de l'action et rémunération des membres de la haute direction

Variation de la rémunération totale des membres de la haute direction visés¹
par rapport à la valeur cumulative de Barrick² d'un placement de 100 \$ CA et de 100 \$ US
du 31 décembre 2013 au 31 décembre 2018



- La rémunération totale représente le total de la valeur déclarée du salaire, des PIAR, de la juste valeur à la date d'octroi des attributions de PILT fondées sur des titres de capitaux propres, de la valeur du régime de retraite et de toute autre rémunération dans le Tableau sommaire de la rémunération des membres de la haute direction visés en poste au 31 décembre de chaque exercice. Pour assurer une base uniforme de comparaison sur la période de cinq exercices, les chiffres visant tous les exercices comprennent seulement la rémunération totale des cinq membres de la haute direction visés les mieux rémunérés qui étaient en poste au 31 décembre de chaque exercice. La rémunération déclarée pour les membres de la haute direction visés qui ont occupé des postes par intérim et les membres de la haute direction visés qui ont quitté la Société a été exclue; toutefois, cette information est divulguée dans la circulaire de sollicitation de procurations à l'égard de l'exercice pertinent. La rémunération totale pour tous les membres de la haute direction visés a été incluse pour 2018 pour permettre la comparaison d'une année à l'autre. Pour 2018, la rémunération des membres de la haute direction visés est divulguée dans le « *Tableau sommaire de la rémunération* », à la page 88 de la présente circulaire.
- On suppose que les dividendes versés sur les actions de Barrick sont réinvestis au cours de clôture des actions de Barrick à la date de versement des dividendes.

Rendement total pour les actionnaires d'un placement de 100 \$ CA et de 100 \$ US sur cinq exercices

	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Barrick (TSX : ABX)	100 \$	67,74 \$	56,17 \$	118,48 \$	100,95 \$	103,89 \$
Barrick (NYSE : GOLD)	100 \$	61,72 \$	42,96 \$	93,50 \$	85,27 \$	81,00 \$

Variation de la rémunération totale des membres de la haute direction visés sur cinq exercices

	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Rémunération totale des membres de la haute direction visés (indexée sur la rémunération de 2013)	100,00 (exercice d'indexation)	102,88 3 %	54,76 -45 %	89,04 -11 %	81,71 -18 %	98,73 -1 %
Rémunération totale des membres de la haute direction visés (en M\$ US)	28,89 \$	29,73 \$	15,82 \$	25,73 \$	23,61 \$	28,53 \$

Chaque année, le comité de la rémunération revoit la rémunération totale des membres de la haute direction visés par rapport à leur apport individuel et collectif au rendement financier et opérationnel de Barrick. Le comité revoit également la rémunération totale des membres de la haute direction visés à la lumière de la réalité globale des actionnaires, ce qui comprend une évaluation du progrès dans l'atteinte d'autres options stratégiques au moyen de plusieurs paramètres, dont le RTA. En raison de la nature à long terme du secteur minier et de la volatilité du cours de l'or, le comité adopte une perspective équilibrée au moment de l'évaluation du rendement. Le rendement à court terme qui est obtenu, y compris les mesures vérifiables prises pour affronter des enjeux cruciaux auxquels est confrontée l'entreprise, est examiné en parallèle avec l'accent mis par Barrick sur la rentabilité durable et la création de valeur à long terme.

L'exercice 2018 a été un autre exercice marqué par une exécution solide, impulsée par un leadership exceptionnel et une collaboration et un travail d'équipe efficaces. Il a aussi constitué une assise solide pour notre fusion transformationnelle à prime nulle avec Randgold. L'accent mis sur la discipline rigoureuse quant au capital nous a permis d'augmenter les investissements dans la croissance interne tout en remettant plus de capital aux actionnaires, en réduisant considérablement notre dette et en renforçant davantage l'état de la situation financière de la Société. Fidèles à notre engagement envers le rendement pour les actionnaires, nous avons accru notre dividende annuel de 33 %, le faisant passer de 12 cents par action en 2017 à 16 cents par action en 2018. Les remboursements de notre dette au cours des cinq dernières années et demie totalisent environ 10 G\$. Compte tenu du fait que plus de 85 % de l'encours de notre dette est exigible après 2032, Barrick affiche maintenant l'un des états de la situation financière les plus solides du secteur.

De 2013 à 2018, les cours moyens de l'or ont chuté, passant d'une moyenne de 1 411 \$ par once à une moyenne de 1 268 \$ par once, ce que traduit la baisse du cours de nos actions à la TSX et à la NYSE pendant la même période. Néanmoins, après l'annonce de la fusion à prime nulle de Barrick avec Randgold le 24 septembre 2018, le cours de nos actions à la NYSE a augmenté de 29 % jusqu'à la réalisation de la fusion le 1^{er} janvier 2019. En comparaison, au cours de la même période, le cours des actions des principales sociétés d'exploitation aurifère comparables a augmenté en moyenne de 7 % alors que le cours moyen de l'or n'a aussi augmenté que de 7 %.

Notre fusion transformationnelle avec Randgold a créé une société d'exploitation aurifère véritablement chef de file au sein du secteur. Cette fusion a considérablement renforcé la position de Barrick en ce qui a trait à des paramètres clés, dont ceux-ci : Barrick détient cinq des dix principaux actifs aurifères de première catégorie du monde et deux autres mines d'or sont en cours de mise en valeur; elle comptabilise le total des charges décaissées le moins élevé¹; elle possède des réserves d'or de grande qualité et de vastes terrains dans bon nombre de districts aurifères les plus prolifiques au monde, ce qui la positionne en vue d'une croissance durable.

Compte tenu de ce qui précède, le comité de la rémunération a attribué une rémunération totale de 28,53 M\$ aux membres de la haute direction visés en 2018, ce qui reflète une diminution de 1 % par rapport à 2013 (comparativement à notre RTA cumulatif sur cinq exercices de +3,9 % et de -19 % à la TSX et la NYSE, respectivement) et représente 7 % du résultat net ajusté² de Barrick de 409 M\$ et 0,4 % des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de Barrick s'élevant à 7 593 M\$ au 31 décembre 2018.

1 Le total des charges décaissées le moins élevé est une mesure financière hors PCGR qui repose sur les données de Wood Mackenzie et qui n'a pas de sens normalisé selon les IFRS. Cette mesure pourrait donc ne pas être comparable à des mesures semblables présentées par d'autres sociétés. Pour plus de renseignements, voir « *Autres renseignements – Utilisation de mesures financières hors PCGR* » et « *Autres renseignements - Données de tiers* » à la page 107.

2 Le résultat net ajusté est une mesure financière hors PCGR qui n'a pas de sens normalisé selon les IFRS. Cette mesure pourrait donc ne pas être comparable à des mesures semblables présentées par d'autres sociétés. Pour plus d'information, voir « *Autres renseignements – Utilisation de mesures financières hors PCGR* » et « *Autres renseignements - Données de tiers* » à la page 107.

Tableau sommaire de la rémunération

Le tableau ci-dessous résume la rémunération de nos membres de la haute direction visés pour les trois exercices clos le 31 décembre 2018, 2017 et 2016¹. Nos membres de la haute direction visés de 2018 sont le président exécutif du conseil, l'ancien président, le premier vice-président directeur, Affaires stratégiques, l'ancienne vice-présidente directrice et chef des finances et l'ancien chef des investissements. Les principaux facteurs nécessaires à la compréhension du sommaire de la rémunération présenté dans le tableau ci-dessous sont décrits à la rubrique « *Analyse de la rémunération* » et dans les notes afférentes au tableau.

Nom et poste principal a)	Exercice b)	Salaire c)	Attributions fondées sur des actions ² d)	Attributions fondées sur des options ³ e)	Rémunération en vertu d'un régime incitatif non fondé sur des titres de capitaux propres f)		Valeur du régime de retraite ⁵ g)	Autre rémunération ⁶ h)	Rémunération totale i)
					Régimes incitatifs annuels f1)	Régimes incitatifs à long terme ⁴ f2)			
John L. Thornton	2018	2 500 000	Aucune	Aucune	Aucune	9 735 000	375 000	249 994	12 858 994
Président exécutif du conseil ⁷	2017	2 500 000	Aucune	Aucune	Aucune	4 341 000	375 000	484 478	7 700 478
	2016	2 500 000	Aucune	Aucune	Aucune	5 320 000	375 000	307 198	8 502 198
Kelvin P.M. Dushnisky	2018	617 440	Aucune	Aucune	926 160	Aucune	92 616	174 806	1 811 022
Ancien président ⁸	2017	924 120	2 285 280	Aucune	693 090	Aucune	242 582	82 752	4 227 823
	2016	905 760	2 466 288	Aucune	1 412 986	Aucune	347 812	77 180	5 210 026
Kevin J. Thomson	2018	694 620	1 865 160	Aucune	1 667 088	Aucune	354 256	33 266	4 614 390
Premier vice-président directeur, Affaires stratégiques ⁹	2017	693 090	1 571 130	Aucune	1 455 489	Aucune	322 287	35 263	4 077 259
	2016	679 320	1 541 430	Aucune	1 671 127	Aucune	352 567	34 981	4 279 425
Catherine P. Raw	2018	681 757	1 865 160	Aucune	1 667 088	Aucune	352 327	56 852	4 623 184
Ancienne vice-présidente directrice et chef des finances ¹⁰	2017	616 080	1 396 560	Aucune	1 386 180	Aucune	300 339	45 103	3 744 262
	2016	603 840	1 370 160	Aucune	1 485 446	Aucune	313 393	118 383	3 891 222
Mark F. Hill	2018	668 893	1 695 600	Aucune	1 833 797	Aucune	375 404	46 173	4 619 866
Ancien chef des investissements ¹¹	2017	539 070	1 901 800	Aucune	1 132 047	Aucune	250 668	36 795	3 860 380
	2016	162 234	747 000	Aucune	Aucune	377 400	80 945	309 062	1 676 641

1. La totalité de la rémunération est versée en dollars canadiens et déclarée en dollars américains, à l'exception de la rémunération versée à M. Thornton, qui est versée et déclarée en dollars américains. Le taux de change utilisé pour convertir les dollars canadiens en dollars américains est le taux de change annuel moyen publié par la Banque du Canada pour l'exercice applicable. Les taux de change annuels moyens publiés par la Banque du Canada sont les suivants : 2018 : 1,2957; 2017 : 1,2986; et 2016 : 1,3248.
2. Les montants indiqués reflètent la juste valeur à la date d'octroi des UAOR et des UAI, approuvée par le comité de la rémunération pour les exercices précisés. Les UAOR octroyées le 11 février 2019 ont été converties de dollars canadiens en dollars américains au taux de change moyen quotidien de la Banque du Canada, soit 1,3270 le 8 février 2019. Les UAOR octroyées le 13 février 2018 ont été converties des dollars canadiens en dollars américains au taux de change moyen quotidien de la Banque du Canada, soit 1,2603 le 12 février 2018. Les UAOR octroyées le 14 février 2017 ont été converties des dollars canadiens en dollars américains au taux de change de clôture de la Banque du Canada le premier jour de négociation suivant l'expiration de la période d'interdiction de négociation, soit 1,3138 le 21 février 2017. Pour l'octroi d'UAI du 24 octobre 2017, le taux de change utilisé était le taux de change moyen quotidien de la Banque du Canada le dernier jour de négociation précédant la date d'octroi, soit 1,2644 le 23 octobre 2017. Pour l'octroi d'UAI du 25 octobre 2016, le taux de change utilisé était le taux de change de clôture de la Banque du Canada le dernier jour de négociation précédant la date d'octroi, soit 1,3386 le 24 octobre 2016. La juste valeur à la date d'octroi est établie en multipliant le nombre d'UAOR ou le nombre d'UAI, selon le cas, par le cours de clôture des actions de Barrick à la TSX le jour précédant la date d'octroi ou, dans le cas des UAOR uniquement, si la date d'octroi survient au cours d'une période d'interdiction de négociation, le nombre d'UAOR est déterminé par le cours de clôture des actions de Barrick à la TSX le premier jour de négociation suivant l'expiration de la période d'interdiction de négociation ou la date précédant la date d'octroi, selon le cours le plus élevé. Ces justes valeurs de la rémunération sont les mêmes que celles qui sont utilisées à des fins comptables. Le tableau suivant résume les octrois d'UAOR et d'UAI aux membres de la haute direction visés au cours des trois derniers exercices.

Attributions fondées sur des actions (2016 à 2018)

Nom	Date d'octroi	Nombre d'attributions d'UAOR	Nombre d'attributions d'UAI
John L. Thornton	11 février 2019	Aucune	Aucune
	13 février 2018	Aucune	Aucune
	14 février 2017	Aucune	Aucune
Kelvin P.M. Dushnisky	13 février 2018	172 352	Aucune
	14 février 2017	122 496	Aucune
Kevin J. Thomson	11 février 2019	136 968	Aucune
	13 février 2018	118 492	Aucune
	14 février 2017	76 560	Aucune
Catherine P. Raw	11 février 2019	136 968	Aucune
	13 février 2018	105 327	Aucune
	14 février 2017	68 053	Aucune
Mark F. Hill	11 février 2019	124 516	Aucune
	13 février 2018	83 783	Aucune
	24 octobre 2017*	Aucune	48 972
	25 octobre 2016*	Aucune	45 270

* Octroi à l'embauche

Les UAOR sont acquises 33 mois à compter de la date d'octroi et la valeur après impôts des UAOR sert à acheter des actions de Barrick sur le marché libre, ces actions de Barrick étant assujetties à des restrictions relatives à la vente. Les UAOR sont décrites plus en détail sous « *Attributions en vertu d'un régime incitatif – valeur à l'acquisition ou valeur gagnée au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018 – Unités d'actions octroyées en fonction du rendement (UAOR)* », commençant à la page 64. Les UAI de 2016 et de 2017 octroyées à M. Hill dans le cadre de son embauche sont acquises et deviennent payables 33 mois à compter de la date d'octroi. À l'acquisition, la valeur après impôts sera utilisée pour acheter des actions de Barrick qui devront être détenues jusqu'à ce qu'il prenne sa retraite ou quitte la Société. Des UAI additionnelles sont portées au crédit du compte du titulaire pour refléter les dividendes versés sur les actions de Barrick. Les UAI sont décrites en détail à l'annexe D de la présente circulaire.

- Nous avons cessé d'octroyer des options sur actions aux membres de la haute direction pour souligner davantage que la propriété à long terme est le fondement des attributions de primes incitatives à long terme.
- Les montants indiqués reflètent les attributions de primes incitatives à long terme ou la partie des attributions de PIAR ou des attributions de primes incitatives à court terme qui ont été versées aux membres de la haute direction, à la condition qu'ils les utilisent pour acheter des actions après impôts, lesquelles ne peuvent être vendues ou autrement aliénées jusqu'à la plus tardive des dates suivantes : a) la date tombant trois ans à compter de la date d'achat ou b) la date à laquelle le membre de la haute direction prend sa retraite ou quitte la Société, selon le cas. D'autres restrictions peuvent s'appliquer. L'obligation d'utiliser tout ou partie de l'attribution de PIAR pour acheter des actions de Barrick est décidée annuellement à l'appréciation du comité de la rémunération. Les attributions de primes incitatives à long terme incluses dans cette colonne reflètent celles qui ont été accordées aux termes de l'entente relative à la PILT du président exécutif du conseil, telle qu'elle est décrite dans la rubrique « *Rémunération des membres de la haute direction visés pour 2018 – Rémunération du président exécutif du conseil pour 2018* ».
- Les montants indiqués représentent les cotisations de l'employeur aux termes du régime de retraite à l'intention des membres de la haute direction pour la rémunération (gagnée en 2018). Les cotisations de l'employeur au régime de retraite à l'intention des membres de la haute direction à l'égard de l'attribution de PIAR gagnée pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 sont faites en mars de l'exercice suivant. Aucun gain préférentiel ou réalisé au-dessus du cours du marché n'est crédité à l'égard de toute cotisation. Les valeurs du régime de retraite des membres de la haute direction sont libellées en dollars canadiens et converties en dollars américains au taux de change annuel moyen publié par la Banque du Canada pour chaque exercice applicable, sauf en ce qui concerne les cotisations pour M. Thornton, qui sont faites et présentées en dollars américains. Pour obtenir plus de détails, voir la rubrique « *Régimes de retraite à l'intention des membres de la haute direction* » à la page 93.
- Les montants indiqués dans la colonne « Autre rémunération » représentent la valeur en dollars des coûts aux termes de divers régimes d'avantages sociaux et des primes d'assurance assumés par la Société pour le compte du membre de la haute direction visé en question; les allocations imposables et/ou les remboursements de certains avantages sociaux et avantages indirects offerts à nos membres de la haute direction visés, tels que l'allocation pour location d'automobile ou l'allocation pour automobile, des services-conseils financiers ou des services de préparation de déclarations de revenus, des allocations de stationnement, des avantages médicaux, des bourses d'études pour les enfants à charge, le transport terrestre et aérien et toute autre rémunération non déclarée dans les autres colonnes du Tableau sommaire de la rémunération, comme les primes à l'embauche versées en espèces, selon le cas. Les avantages sociaux et les avantages indirects de chaque membre de la haute direction visé sont indiqués en dollars américains et ont été convertis au taux de change annuel moyen de la Banque du Canada pour chaque exercice applicable. En 2018, MM. Thornton, Dushnisky et Hill et M^{me} Raw ont reçu des avantages sociaux et des avantages indirects d'une valeur dépassant 50 000 \$ CA. Les renseignements concernant les avantages sociaux et avantages indirects de 2018, y compris ceux représentant plus de 25 % de la valeur totale devant être divulguée individuellement, sont les suivants :
 - M. Thornton a reçu 249 994 \$ en avantages sociaux et avantages indirects, y compris des primes d'assurance vie et d'assurance décès et mutilation accidentels (ADMA), des primes d'assurance invalidité à l'intention des membres de la haute direction de 136 926 \$ et l'utilisation personnelle, à des fins de déplacement, de l'avion de fonction de la Société. Le coût supplémentaire pour Barrick qu'a représenté l'utilisation personnelle par M. Thornton de l'avion de fonction de Barrick pour se déplacer en provenance et à destination de notre siège social de Toronto en 2018 s'est élevé à 84 877 \$. Pour déterminer ce coût supplémentaire, Barrick calcule les coûts d'exploitation directs variables de notre avion, dont le carburant, les droits d'atterrissage et de manutention, les frais de déplacement et de l'équipage, les repas à bord et les frais additionnels associés à tout vol « à vide ». Puisque notre avion est utilisé surtout pour des voyages d'affaires, Barrick n'inclut pas les frais fixes qui ne changent pas en fonction de l'usage, comme les salaires annuels des membres de l'équipage, les coûts d'acquisition de l'avion, les frais liés au hangar, les frais d'entretien et l'assurance. Le coût supplémentaire total que représente l'utilisation de l'avion à des fins de déplacement personnel est déterminé en multipliant le coût d'exploitation variable par heure par le nombre d'heures d'utilisation de l'avion à des fins de déplacement personnel. Barrick n'assume aucun coût supplémentaire associé à des voyages d'affaires non liés à Barrick ou des voyages personnels (autres que les voyages en provenance et à destination du siège social de Toronto) puisque ces montants sont remboursés par M. Thornton.
 - M. Dushnisky a reçu 174 806 \$ en avantages sociaux et avantages indirects jusqu'à la date de prise d'effet de sa démission de la Société. Ces avantages sociaux et avantages indirects ont englobé l'achat pour M. Dushnisky de sa voiture de location au moment de sa démission d'une valeur de 92 066 \$.
 - M. Thomson a reçu 33 266 \$ en avantages sociaux et avantages indirects, y compris des primes d'assurance vie et d'ADMA, ainsi que des primes d'assurance invalidité à l'intention des membres de la haute direction de 10 105 \$ et une allocation pour automobile de 15 436 \$.

- M^{me} Raw a reçu 56 852 \$ en avantages sociaux et avantages indirects, y compris des services-conseils financiers et de préparation fiscale qui ont été obtenus en lien avec ses obligations fiscales au Canada et au Royaume-Uni, lesquels ont totalisé 28 673 \$, et une allocation pour automobile de 15 436 \$.
 - M. Hill a reçu 46 173 \$ en avantages sociaux et avantages indirects, y compris des primes d'assurance vie et d'ADMA, ainsi que des primes d'assurance invalidité à l'intention des membres de la haute direction de 16 507 \$ et une allocation pour automobile de 15 436 \$.
7. M. Thornton a été nommé coprésident du conseil avec prise d'effet le 5 juin 2012 et a été nommé président exécutif du conseil avec prise d'effet le 30 avril 2014. Pour 2016, M. Thornton a reçu une PILT équivalant à 5 320 000 \$, à la condition que la grande majorité de la valeur après impôts soit utilisée pour acheter des actions de Barrick sur le marché libre qui ne peuvent être vendues jusqu'à la plus tardive des dates suivantes : a) la date à laquelle M. Thornton prend sa retraite ou quitte la Société et b) la date tombant trois ans à compter de la date d'achat. M. Thornton a utilisé 68 % de son attribution en espèces après impôts de 2016 de 2 089 524 \$ pour acheter 109 898 actions après impôts le 16 mars 2017. M. Thornton a reçu des attributions incitatives en reconnaissance de ses réalisations exceptionnelles en regard des initiatives qui avaient été établies à son égard dans notre circulaire de sollicitation de procurations de 2016, de son apport au solide RCE de 8,7 % de Barrick et du RTA supérieur de Barrick au cours du dernier exercice et des trois derniers exercices. Pour 2017, M. Thornton a reçu une attribution de PILT égale à 4 341 000 \$, à la condition que la grande majorité de la valeur après impôts soit utilisée pour acheter des actions de Barrick sur le marché libre, lesquelles ne peuvent être vendues jusqu'à la plus tardive des dates suivantes : a) la date à laquelle M. Thornton prend sa retraite ou quitte la Société et b) la date tombant trois ans à compter de la date d'achat. M. Thornton a utilisé 61 % de l'attribution en espèces après impôts de 2017 de 2 617 869 \$ pour acheter 136 636 actions après impôts le 8 mars 2018. M. Thornton a reçu des primes incitatives en reconnaissance de son apport aux priorités stratégiques de Barrick en 2017 en regard des initiatives que nous avions établies à son égard dans notre circulaire de sollicitation de procurations de 2017, du solide RCE de 9,4 % et du RTA de Barrick au cours du dernier exercice et des trois derniers exercices. Pour 2018, M. Thornton a reçu une PILT égale à 9 735 000 \$. M. Thornton a reçu l'attribution de la PILT principalement en reconnaissance de son rendement eu égard aux initiatives stratégiques qui avaient été établies à son égard dans notre circulaire de sollicitation de procurations de 2018, de la façon dont il a fait progresser Barrick en renforçant son portefeuille en 2018 et au cours des trois dernières années et de sa participation cruciale dans la direction de la fusion transformationnelle de Barrick, ce qui fait progresser significativement l'atteinte de bon nombre de buts stratégiques de Barrick et a élargi ses perspectives de devenir la société d'exploitation aurifère la plus réputée au monde. Voir pages 57 à 61 pour l'évaluation circonstanciée du rendement du président exécutif du conseil de 2018. En reconnaissance de l'engagement continu du président exécutif du conseil à l'égard d'un actionnariat significatif et à long terme dans la Société et de son achat de 2 271 029 actions de Barrick additionnelles après l'annonce de la fusion, d'une valeur de 25,2 M\$ au moment de l'achat, 51 % de son attribution en espèces après impôts de 2018 de 5 976 862 \$ a servi à acheter 215 000 actions après impôts le 25 mars 2019 sur le marché libre. Ces actions après impôts ne peuvent être vendues avant la plus tardive des dates suivantes : a) la date tombant trois ans à compter de la date d'achat et b) la date à laquelle M. Thornton prend sa retraite ou quitte la Société.
 8. M. Dushnisky a été nommé coprésident le 16 juillet 2014 et président le 17 août 2015. M. Dushnisky a démissionné de la Société avec prise d'effet le 31 août 2018. La rémunération de M. Dushnisky telle qu'elle est présentée dans la Tableau sommaire de la rémunération est calculée au prorata pour refléter la date de sa démission. Conformément aux modalités du régime UAOR, les UAOR non acquises de M. Dushnisky continueront d'être acquises selon leur calendrier d'acquisition normal et seront réglées en espèces. Les UAOR non acquises octroyées le 16 février 2016 ont été acquises le 16 novembre 2018 et le produit après impôts a été versé à M. Dushnisky en espèces. Voir « *Attributions en vertu d'un régime incitatif – valeur à l'acquisition ou valeur gagnée au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018* » pour plus de renseignements. Conformément aux modalités du régime d'options sur actions (2004), les options sur actions de M. Dushnisky qui ont été acquises mais non exercées (dont la totalité a été octroyée en 2012 et 2013) sont demeurées susceptibles d'être exercées pendant six mois après la date de sa démission (28 février 2019) ou, si cette date est antérieure, jusqu'à leur date d'expiration initiale. Voir « *Attributions en vertu d'un régime incitatif – valeur à l'acquisition ou valeur gagnée au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018* » pour plus de renseignements.
 9. M. Thomson a été nommé premier vice-président directeur, Affaires stratégiques le 14 octobre 2014.
 10. M^{me} Raw a été nommée vice-présidente directrice, Rendement commercial, le 1^{er} mai 2015 et elle a été nommée vice-présidente directrice et chef des finances le 26 avril 2016. Du 1^{er} mai 2015 jusqu'au 4 janvier 2016, M^{me} Raw a travaillé à distance depuis Londres, au Royaume-Uni. En février 2016, M^{me} Raw a déménagé à Toronto, au Canada, et elle a touché des indemnités de relocalisation (81 547 \$) aux termes de notre programme de relocalisation internationale, ce qui équivaut à ce que la Société a payé pour fournir ces services. Les indemnités de relocalisation et l'allocation pour automobile (25 160 \$) sont incluses dans la colonne « Autre rémunération » pour 2016. Après la fusion, le 1^{er} janvier 2019, M^{me} Raw a été nommée chef de l'exploitation, Amérique du Nord.
 11. M. Hill a été nommé chef des investissements le 12 septembre 2016. La rémunération de M. Hill pour 2016, telle qu'elle figure dans la Tableau sommaire de la rémunération, comprend une prime en espèces à l'embauche (400 000 \$ CA) indiquée dans la colonne « Autre rémunération » pour 2016. M. Hill a reçu une prime incitative à court terme en espèces (500 000 \$ CA) pour acheter des actions Barrick sur le marché libre. Ces actions de Barrick sont assujetties à une période de détention et ne peuvent être vendues jusqu'à la plus tardive des dates suivantes : a) la date à laquelle M. Hill prend sa retraite ou quitte la Société et b) la date tombant trois ans à compter de la date d'achat. La prime incitative à court terme figure dans la colonne Rémunération en vertu d'un régime incitatif non fondé sur des titres de capitaux propres – Régimes incitatifs à long terme. M. Hill a également reçu une PILT en deux tranches le 25 octobre 2016 et le 24 octobre 2017 (1 000 000 \$ CA en UAI par tranche) en contrepartie des droits à long terme qu'il a perdus en quittant son ancien employeur. Au moment de l'acquisition, les actions après impôts sont assujetties à une période de détention et ne peuvent être vendues jusqu'à ce que M. Hill prenne sa retraite ou quitte la Société. Son salaire de base de 2016 a aussi été calculé au prorata pour refléter sa date d'entrée en fonction le 12 septembre 2016. Après la fusion, le 1^{er} janvier 2019, M. Hill a été nommé chef de l'exploitation, Amérique latine et Australie-Pacifique.

Tableaux des attributions en vertu d'un régime incitatif

Total des options exercées au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018

Les membres de la haute direction visés n'ont exercé aucune option sur actions en 2018.

Attributions fondées sur des actions et des options en cours en date de la clôture de l'exercice le 31 décembre 2018¹

Le tableau qui suit présente de l'information concernant toutes les attributions fondées sur des actions et sur des options faites aux membres de la haute direction visés qui sont en cours au 31 décembre 2018.

Nom a)	Attributions d'options ²				Attributions d'actions ³		
	Titres sous-jacents aux options non exercées (n ^b re) b)	Prix d'exercice des options ⁴ (\$) c)	Date d'expiration des options d)	Valeur des options dans le cours ou d'instruments semblables non exercés e)	Actions ou unités d'actions non acquises (comprend les UAOR et les UAI) (n ^b re) f)	Valeur marchande ou de paiement des attributions fondées sur des actions non acquises (comprend les UAOR et les UAI) g)	Valeur marchande ou de paiement des attributions fondées sur des actions acquises non payées ou distribuées (UAD) h)
John L. Thornton							
12/2/2013	Aucun	Aucun		Aucune	Aucune	Aucune	16 525 \$
Total⁵	Aucun			Aucune	Aucune	Aucune	16 525 \$
Kelvin P.M. Dushnisky							
14/2/2012	102 414	48,45 \$	13/2/2019	Aucune	Aucune	Aucune	—
7/8/2012	56 408	33,36 \$	28/2/2019	Aucune	Aucune	Aucune	—
12/2/2013	113 685	32,30 \$	28/2/2019	Aucune	Aucune	Aucune	—
14/2/2017	Aucun	Aucun		Aucune	124 637	1 683 851 \$	—
13/2/2018	Aucun	Aucun		Aucune	174 065	2 351 614 \$	—
Total⁶	272 507			Aucune	298 702	4 035 464 \$	—
Kevin J. Thomson							
14/2/2017	Aucun	Aucun		Aucune	77 898	1 052 407 \$	—
13/2/2018	Aucun	Aucun		Aucune	119 669	1 616 734 \$	—
Total⁷	Aucun			Aucune	197 568	2 669 141 \$	—
Catherine P. Raw							
14/2/2017	Aucun	Aucun		Aucune	69 243	935 468 \$	—
13/2/2018	Aucun	Aucun		Aucune	106 374	1 437 108 \$	—
Total⁸	Aucun			Aucune	175 616	2 372 576 \$	—
Mark F. Hill							
25/10/2016	Aucun	Aucun		Aucune	46 125	623 142 \$	—
24/10/2017	Aucun	Aucun		Aucune	49 564	669 611 \$	—
13/2/2018	Aucun	Aucun		Aucune	84 616	1 143 156 \$	—
Total⁹	Aucun			Aucune	180 304	2 435 909 \$	—

- Les montants indiqués dans le tableau ci-dessus pour chacun des membres de la haute direction visés au 31 décembre 2018 comprennent i) chaque option sur actions en cours, ii) le nombre total d'UAOR et d'UAI non acquises, iii) le nombre total d'UAD acquises qui n'ont pas encore été payées et iv) la valeur marchande de ces UAOR, UAI et UAD selon le cours de clôture des actions de Barrick le 31 décembre 2018. En ce qui concerne les options et les UAD, le cours de clôture des actions de Barrick se fonde sur le cours de clôture à la NYSE le 31 décembre 2018 (13,54 \$). En ce qui concerne les UAOR et les UAI, le cours de clôture des actions de Barrick se fonde sur le cours de clôture à la TSX le 31 décembre 2018 (18,43 \$ CA), converti en dollars américains au taux de change moyen quotidien de la Banque du Canada le 31 décembre 2018 (1,3642). La valeur réalisée à l'acquisition d'une UAOR est équivalente au cours de clôture des actions ordinaires à la TSX à la date d'acquisition. La valeur réalisée à l'acquisition d'une UAI est équivalente au cours de clôture moyen des actions de Barrick à la TSX au cours des cinq jours de négociation précédant la date d'acquisition.
- Nous avons cessé d'octroyer des options sur actions aux membres de la haute direction pour souligner davantage que la propriété à long terme est le fondement de nos attributions de primes incitatives à long terme.
- Les UAOR sont acquises 33 mois à compter de la date d'octroi et au moment de l'acquisition, le produit après impôts est utilisé pour acheter des actions incessibles, lesquelles ne peuvent être vendues jusqu'à ce que le partenaire visé prenne sa retraite ou quitte la Société (jusqu'à deux ans de plus s'il quitte la Société pour rejoindre les rangs d'un concurrent défini ou pour lui offrir ses services). Les UAI sont acquises 33 mois à compter de la date d'octroi. Les UAD sont acquises immédiatement à l'octroi, mais elles doivent être conservées jusqu'à ce que l'administrateur quitte le conseil. La valeur marchande ou de paiement des attributions d'UAOR et des attributions d'UAI qui n'ont pas encore été acquises est déterminée en multipliant le nombre d'UAOR ou d'UAI par le cours de clôture des actions de Barrick à la TSX le 31 décembre 2018 (18,43 \$ CA). La valeur marchande ou de paiement des UAD qui ont été acquises, mais qui n'ont pas été payées ou distribuées est déterminée en multipliant le nombre d'UAD par le cours de clôture des actions de Barrick à la NYSE le 31 décembre 2018 (13,54 \$).

4. Le prix d'exercice correspond au cours de clôture des actions de Barrick le jour précédant la date d'octroi à la NYSE ou, si la date d'octroi tombe au cours d'une période où une restriction visant la négociation des titres de Barrick est imposée aux titulaires d'options par une politique de la Société, le prix d'exercice correspond au cours de clôture le jour précédant la date d'octroi ou, si celui-ci est supérieur, au cours de clôture le premier jour ouvrable suivant la levée de la restriction. De plus amples renseignements sur le prix d'exercice et le cours de clôture des actions (en dollars américains) visant chacun des octrois d'options en cours sont donnés ci-dessous :

Prix d'exercice et cours de clôture des actions visant les octrois d'options en cours

Octroi d'options	Prix d'exercice	Cours de clôture des actions à la date d'octroi (NYSE)
14 février 2012	48,45 \$	48,45 \$
7 août 2012	33,36 \$	33,36 \$
12 février 2013	32,30 \$	32,30 \$

5. Les attributions fondées sur des actions acquises de M. Thornton qui ne sont pas encore payées ou distribuées comprennent 1 059 UAD et 95 UAD représentant des équivalents de dividendes qu'il a reçus pour les services qu'il a fournis à titre d'administrateur indépendant du 15 février 2012 au 5 juin 2012. En vertu du régime d'unités d'actions différées à l'intention des administrateurs, ces UAD doivent être conservées jusqu'à ce que M. Thornton quitte le conseil, moment où la valeur des UAD, y compris les dividendes accumulés sur l'octroi initial d'UAD, sera versée en espèces.
6. Le total des attributions fondées sur des actions en cours de M. Dushnisky comprend 294 848 UAOR et 3 854 UAOR représentant des équivalents de dividendes. L'emploi de M. Dushnisky auprès de Barrick a cessé le 31 août 2018. Aux termes du régime d'UAOR, la totalité des UAOR qui n'ont pas été acquises à la date de la cessation de son emploi continueront d'être acquises conformément à leur calendrier normal d'acquisition et seront versées en espèces à l'acquisition. Conformément aux modalités du régime d'options sur actions (2004), les options sur actions de M. Dushnisky qui ont été acquises mais non exercées demeurent susceptibles d'être exercées pendant six mois à compter de la date de sa démission, le 28 février 2019, ou, si cette date était antérieure, jusqu'à leur date d'expiration initiale. La totalité de ses options sur actions non acquises et non exercées ont expiré le 28 février 2019 et ne peuvent plus désormais être exercées.
7. Le total des attributions fondées sur des actions en cours de M. Thomson comprend 195 052 UAOR et 2 515 UAOR représentant des équivalents de dividendes.
8. Le total des attributions fondées sur des actions en cours de M^{me} Raw comprend 173 380 UAOR et 2 236 UAOR représentant des équivalents de dividendes et 1 514 UAI représentant des équivalents de dividendes.
9. Le total des attributions fondées sur des actions en cours de M. Hill comprend 83 783 UAOR, 94 242 UAI, 832 UAOR représentant des équivalents de dividendes et 1 446 UAI représentant des équivalents de dividendes.

Attributions en vertu d'un régime incitatif – valeur à l'acquisition ou valeur gagnée au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018

Le tableau qui suit présente, pour chacun des membres de la haute direction visés, de l'information sur 1) la valeur qui aurait été réalisée si les options aux termes des attributions fondées sur des options avaient été exercées à la date d'acquisition, 2) la valeur réalisée à l'acquisition des attributions fondées sur des actions (UAOR, UAI et UAD) et 3) la valeur gagnée aux termes du programme de PIAR ou des attributions de PILT qui ne sont pas attribuées en vertu de l'entente relative à la PILT du président exécutif du conseil, tel qu'il est décrit dans la rubrique « Rémunération des membres de la haute direction visés pour 2018 – Rémunération du président exécutif du conseil pour 2018 ».

Nom	Attributions fondées sur des options – valeur à l'acquisition au cours de l'exercice ¹	Attributions fondées sur des actions – valeur à l'acquisition au cours de l'exercice ²	Rémunération en vertu d'un régime incitatif non fondé sur des titres de capitaux propres – valeur gagnée au cours de l'exercice ³
a)	b)	c)	d)
John L. Thornton	Aucune	138 \$	9 735 000 \$
Kelvin P.M. Dushnisky	Aucune	1 637 585 \$	926 160 \$
Kevin J. Thomson	Aucune	1 023 502 \$	1 667 088 \$
Catherine P. Raw	Aucune	1 116 938 \$	1 667 088 \$
Mark F. Hill	Aucune	Aucune	1 833 797 \$

1. Nous avons cessé d'octroyer des options sur actions aux membres de la haute direction pour souligner davantage que la propriété à long est le fondement de nos attributions de primes incitatives à long terme.
2. Dans le cas de M. Thornton, les attributions fondées sur des actions qui ont été acquises au cours de 2018 représentent les équivalents de dividendes pour les UAD portés au crédit de son compte en fonction des UAD qu'il a reçues en contrepartie des services qu'il a fournis à titre d'administrateur indépendant du 15 février 2012 au 5 juin 2012. Dans le cas de M. Dushnisky, la valeur des UAOR qui ont été acquises en 2018 (libellées en dollars américains) est établie en multipliant le nombre d'UAOR qui ont été acquises par le cours de clôture des actions de Barrick à la TSX à la date d'acquisition, le résultat étant converti en dollars américains au taux de change moyen quotidien de la Banque du Canada à la date d'acquisition aux termes du régime d'UAOR. Conformément aux modalités du régime d'UAOR, au moment de l'acquisition, le produit après impôts a été versé à M. Dushnisky en espèces. Dans le cas de M. Thomson, la valeur des UAOR qui ont été acquises en 2018 (libellées en dollars américains) est établie en multipliant le nombre d'UAOR qui ont été acquises par le cours de clôture des actions de Barrick à la TSX à la date d'acquisition, le résultat étant converti en dollars américains au taux de change moyen quotidien de la Banque du Canada à la date d'acquisition aux termes du régime d'UAOR. Au moment de l'acquisition, le produit après impôts de l'attribution d'UAOR a été utilisé pour acheter des actions incessibles qui ne peuvent être vendues jusqu'à M. Thomson prenne sa retraite ou quitte la Société (jusqu'à deux ans de plus s'il quitte la Société pour joindre les rangs d'un concurrent défini ou pour lui offrir ses services). Dans le cas de M^{me} Raw, la valeur des UAI qui ont été acquises en 2018 (libellées en dollars américains) est établie en multipliant le nombre d'UAOR qui ont été acquises par le cours de clôture moyen des actions de Barrick à la TSX pendant les cinq jours de négociation précédant la date d'acquisition, le résultat étant converti en dollars américains, au taux de change moyen quotidien de la Banque du Canada le jour précédant la date d'acquisition aux termes du régime incitatif à long terme (anciennement, le régime d'UAI).
3. Dans le cas de M. Thornton, la valeur des attributions aux termes du régime incitatif non fondé sur des titres de capitaux propres au cours de l'exercice représente la rémunération incitative à long terme attribuée en vertu de l'entente relative à la PILT du président exécutif du conseil. Dans le cas de MM. Dushnisky, Thomson et Hill, ainsi que de M^{me} Raw, la valeur des attributions aux termes du régime incitatif non fondé sur des titres de capitaux propres gagnées au cours de l'exercice représente la PIAR gagnée eu égard au rendement de 2018.

Régimes de retraite à l'intention des membres de la haute direction

Barrick a adopté le régime de retraite à l'intention des membres de la haute direction en 2000. Le régime de retraite à l'intention des membres de la haute direction est un régime de retraite à cotisations définies non enregistré/non admissible dans lequel les participants accumulent des avantages sous forme de soldes de compte, avec un taux de rendement garanti et des cotisations théoriques définies. Actuellement, nous administrons un régime à l'intention des membres de la direction établis à l'extérieur des États-Unis (y compris au Canada) et un autre régime à l'intention des membres de la direction établis principalement aux États-Unis. Tous les membres de la haute direction visés participent au régime de retraite à l'intention des membres de la haute direction et ne participent à aucun autre régime de retraite de Barrick.

Un montant équivalant à 15 % du salaire et de la PIAR du membre de la direction pour l'exercice s'accumule dans le régime de retraite à l'intention des membres de la haute direction avec les intérêts jusqu'à la cessation d'emploi (avant la date du départ à la retraite du participant) ou au moment du départ à la retraite, selon le cas. Les intérêts s'accumulent au taux annuel des « rendements moyens des obligations négociables du gouvernement canadien de plus de 10 ans », tel qu'il est publié par le Bulletin hebdomadaire de statistiques financières de la Banque du Canada pour le mois de janvier de l'année civile applicable. En 2018, ce taux d'intérêt était de 2,35 %. Aucun gain préférentiel ou réalisé au-dessus du cours du marché n'a été payé.

Les participants peuvent toucher des paiements au moment de la retraite après avoir atteint l'âge de 55 ans, soit sous forme de somme forfaitaire, soit en versements mensuels d'une valeur actuarielle équivalente, à leur gré. Actuellement, MM. Thornton et Thomson ont droit, aux termes du régime de retraite à l'intention des membres de la haute direction, à des paiements tirés sur leurs soldes accumulés.

Au moment de la cessation de l'emploi du participant avant la date de sa retraite, celui-ci recevra le montant global qui aura été porté au crédit de son compte, déduction faite de tout montant transféré dans un régime enregistré d'épargne-retraite au titre d'une allocation de retraite. Si le participant décède avant la retraite, le solde du compte sera payé sous forme de somme forfaitaire au bénéficiaire du participant ou à sa succession. Voir la rubrique « *Paiements potentiels en cas de cessation d'emploi reliée à un changement de contrôle* », commençant à la page 97, pour obtenir plus de renseignements quant aux paiements faits au moment de la cessation d'emploi suivant un changement de contrôle.

Tableau du régime à cotisations définies au 31 décembre 2018¹

Nom a)	Valeur accumulée au début de l'exercice b)	Montant rémunératoire ² c)	Valeur accumulée à la fin de l'exercice d)
John L. Thornton	3 052 469 \$	375 000 \$	3 503 194 \$
Kelvin P.M. Dushnisky ³	3 242 801 \$	196 809 \$	Aucune
Kevin J. Thomson	902 477 \$	322 998 \$	1 161 279 \$
Catherine P. Raw	502 130 \$	310 650 \$	772 520 \$
Mark F. Hill	171 523 \$	270 516 \$	422 495 \$

- Les valeurs du régime de retraite à l'intention des membres de la haute direction sont libellées en dollars canadiens et converties en dollars américains aux taux de change suivants affichés par la Banque du Canada, à l'exception des cotisations pour M. Thornton, qui sont faites et libellées en dollars américains :
 - Valeur accumulée au début de l'exercice : taux de change moyen quotidien de 1,2545 le 29 décembre 2017, dernier jour de négociation de 2017;
 - Montant rémunératoire : taux de change annuel moyen de 1,2957 pour 2018; et
 - Valeur accumulée à la fin de l'exercice : taux de change moyen quotidien de 1,3642 le 31 décembre 2018.
- En vertu du régime de retraite à l'intention des membres de la haute direction, un montant équivalant à 15 % du salaire et de la PIAR d'un membre de la direction reçus au cours de l'exercice est accumulé avec les intérêts jusqu'à la cessation de son emploi ou son départ à la retraite, selon le cas. La PIAR à l'égard du dernier exercice clos est attribuée en février après la fin du dernier exercice clos. Par conséquent, le montant rémunératoire indiqué pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 figurant dans le tableau ci-dessus comprend 15 % du salaire gagné en 2018 ainsi que 15 % de la PIAR de 2017 qui a été attribuée en février 2018.
- Le solde accumulé dans le compte de M. Dushnisky aux termes du régime de retraite à l'intention des membres de la haute direction a été payé, conformément aux modalités du régime, à hauteur de 4 391 089 \$ au moment de sa démission.

Paielements potentiels en cas de cessation d'emploi

Dispositions en matière de cessation d'emploi aux fins des régimes et des programmes de rémunération existants

Le tableau ci-dessous décrit les dispositions standards de certains éléments de rémunération qui seraient devenus exigibles aux termes des régimes et des programmes de rémunération existants, si l'emploi de l'un de nos membres de la haute direction visés avait pris fin le 31 décembre 2018 dans des circonstances autres qu'un changement de contrôle (voir « *Paielements potentiels en cas de cessation d'emploi reliée à un changement de contrôle* », commençant à la page 97, pour plus de renseignements). Le comité de la rémunération peut s'écarter de ce traitement standard et examiner d'autres facteurs, s'il le juge approprié, notamment l'apport de la personne à la Société, les ententes renfermant des engagements restrictifs, ainsi que les paiements faits dans le but d'atténuer les risques d'éventuelles réclamations en justice, sauf si ces paiements sont faits aux termes d'une entente de règlement prévue par la loi.

	Démission	Départ à la retraite, décès ou invalidité ¹	Cessation d'emploi pour un motif sérieux ²	Cessation d'emploi sans motif sérieux ²
Salaire de base	Seulement la tranche gagnée	Seulement la tranche gagnée	Seulement la tranche gagnée	Seulement la tranche gagnée plus la rémunération en vertu des lois et de la common law canadiennes
Prime incitative annuelle	Aucun paiement	Tranche calculée au prorata en fonction du rendement réel atteint; fixée au cas par cas	Aucun paiement	Tranche calculée au prorata en fonction du rendement réel atteint; fixée au cas par cas
Unités d'actions octroyées en fonction du rendement (UAOR) <u>non acquises</u>³	Continuent de s'acquérir selon leur calendrier d'acquisition normal et sont versées en espèces, dans la mesure où le participant ne rejoint pas les rangs d'un « concurrent » ou ne lui fournit pas ses services pendant la période d'acquisition continue (voir page suivante pour plus de renseignements)	En cas de retraite, le traitement est le même que celui qui est appliqué dans le cas d'une démission. En cas de cessation d'emploi en raison du décès ou d'une invalidité, l'acquisition a lieu à la date de cessation d'emploi ou à la date de décès, selon le cas	Toutes les attributions d'UAOR non acquises deviennent caduques et sont annulées	Continuent d'être acquises selon leur calendrier d'acquisition normal et sont versées en espèces, dans la mesure où l'employé ne rejoint pas les rangs d'un « concurrent » ou ne lui fournit pas ses services pendant la période d'acquisition continue (voir page suivante pour plus de renseignements)
Unités d'actions octroyées en fonction du rendement (UAOR) <u>acquises</u> qui sont détenues en tant qu'« actions incessibles »	Les interdictions deviennent caduques et cessent de s'appliquer à toutes les actions incessibles, dans la mesure où le participant ne rejoint pas les rangs d'un « concurrent » ou ne lui fournit pas ses services (voir page suivante pour plus de détails)	Les interdictions deviennent caduques et cessent de s'appliquer à toutes les actions incessibles à la date de cessation d'emploi ou à la date de décès, selon le cas	Les actions incessibles seront remises en trois tranches : 50 % à la date de cessation d'emploi ou du départ à la retraite, 25 % au premier anniversaire de cette date et 25 % au second anniversaire de cette date	Les interdictions deviennent caduques et cessent de s'appliquer à toutes les actions incessibles, dans la mesure où le participant ne rejoint pas les rangs d'un « concurrent » ou ne lui fournit pas ses services (voir page suivante pour plus de détails)
Unités d'actions incessibles (UAI) <u>non acquises</u>	Les UAI non acquises sont annulées immédiatement	Acquisition accélérée des UAI non acquises	Les UAI non acquises sont annulées immédiatement	Conformément au régime incitatif à long terme (anciennement, le régime d'UAI), le comité de la rémunération a le pouvoir discrétionnaire d'accélérer ou de reporter l'acquisition des UAI non acquises; autrement elles sont annulées

	Démission	Départ à la retraite, décès ou invalidité ¹	Cessation d'emploi pour un motif sérieux ²	Cessation d'emploi sans motif sérieux ²
Prestations aux termes du régime de retraite	Les membres de la haute direction sont fondés à recevoir le montant total accumulé aux termes du régime de retraite à l'intention des membres de la haute direction	Les membres de la haute direction sont autorisés à recevoir le montant total accumulé aux termes du régime de retraite à l'intention des membres de la haute direction	Les membres de la haute direction sont autorisés à recevoir le montant total accumulé aux termes du régime de retraite à l'intention des membres de la haute direction	Les membres de la haute direction sont autorisés à recevoir le montant total accumulé aux termes du régime de retraite à l'intention des membres de la haute direction
Avantages sociaux/ avantages indirects	Les avantages ne sont plus versés en date du dernier jour d'emploi	En cas de décès, les avantages sont maintenus pendant 31 jours; autrement, ils cessent en date du dernier jour d'emploi	Les avantages cessent en date du dernier jour d'emploi	Lois et common law canadiennes

1. Voir la note 1 du tableau intitulé « *Dispositions en matière de cessation d'emploi aux fins des régimes et des programmes de rémunération antérieurs qui continuent de s'appliquer* » ci-après.
2. Voir la note 2 du tableau intitulé « *Dispositions en matière de cessation d'emploi aux fins des régimes et des programmes de rémunération antérieurs qui continuent de s'appliquer* » ci-après.
3. Dans le cas des participants américains uniquement, l'acquisition des UAOR ne sera accélérée en aucune circonstance afin d'éviter toute incidence fiscale non intentionnelle et défavorable découlant de l'article 409A de l'Internal Revenue Code.

En ce qui concerne les attributions d'UAOR, advenant une démission ou une cessation d'emploi sans motif sérieux, le comité de la rémunération doit être convaincu que le partenaire visé n'a aucune intention actuelle ou future de rejoindre les rangs d'un « concurrent ». Le traitement standard suivant s'applique à nos partenaires visés qui démissionnent ou prennent leur retraite dans le but de rejoindre les rangs d'un « concurrent » ou de lui fournir leurs services, ou s'applique si le comité de la rémunération prend connaissance d'une preuve d'une telle intention avant l'acquisition complète :

- toutes les attributions d'UAOR non acquises deviennent caduques et sont annulées; et
- les attributions d'UAOR acquises (actions incessibles), sous réserve des restrictions en matière de vente et de négociation, seront remises en trois tranches : 50 % à la date de cessation d'emploi, 25 % au premier anniversaire de cette date et 25 % au second anniversaire de cette date.

Dispositions en matière de cessation d'emploi aux fins des régimes et des programmes de rémunération antérieurs qui continuent de s'appliquer

Le tableau ci-dessous présente les dispositions standard applicables à notre régime d'options d'achat d'actions (2004) au moment de la cessation d'emploi dans des circonstances autres qu'un changement de contrôle (voir « *Paiements potentiels en cas de cessation d'emploi reliée à un changement de contrôle* », commençant à la page 97, pour plus de renseignements). Aucun octroi d'option sur actions n'a été attribué à nos partenaires visés depuis 2013 à l'égard de l'exercice de rendement 2012.

	Démission	Départ à la retraite, décès ou invalidité ¹	Cessation d'emploi pour un motif sérieux ²	Cessation d'emploi sans motif sérieux ²
Options sur actions non acquises	La tranche non acquise est annulée	En cas de cessation d'emploi en raison du départ à la retraite ou du décès, le comité de la rémunération a le pouvoir discrétionnaire de choisir d'accélérer l'acquisition des options non acquises et/ou de prolonger la période d'exercice pendant trois ans ou, si cette date tombe avant, jusqu'à la date d'expiration initiale. En cas de cessation d'emploi en raison d'une invalidité, les options ne sont pas touchées et continuent d'être acquises et peuvent être exercées conformément à leurs modalités initiales	Les options non acquises sont annulées immédiatement	Conformément au régime de 2004, le comité de la rémunération a le pouvoir discrétionnaire d'accélérer l'acquisition des options non acquises et/ou de prolonger la période d'exercice pendant un maximum de trois ans ou, si cette date tombe avant, jusqu'à la date d'expiration initiale; autrement les options sont annulées

	Démission	Départ à la retraite, décès ou invalidité ¹	Cessation d'emploi pour un motif sérieux ²	Cessation d'emploi sans motif sérieux ²
Options sur actions <u>acquises</u>	Les options acquises et non exercées pouvant être exercées à la date de cessation d'emploi pourront l'être pendant six mois ou, si cette date tombe avant, jusqu'à la date d'expiration initiale	En cas de cessation d'emploi en raison d'une invalidité, la période d'exercice des options n'est pas touchée. En cas de cessation d'emploi en raison du départ à la retraite ou du décès, les options acquises et non exercées pourront l'être pendant six mois à compter de la date du départ à la retraite ou du décès ou, si cette date tombe avant, jusqu'à la date d'expiration initiale	Les options acquises et non exercées expirent immédiatement à la date de cessation d'emploi	Les options acquises et non exercées pouvant être exercées à la date de cessation d'emploi pourront l'être pendant six mois ou, si cette date tombe avant, jusqu'à la date d'expiration initiale

- « Invalidité » signifie, à l'égard d'un participant qui n'est pas américain, toute maladie physique ou mentale du participant entraînant l'absence du participant et l'empêchant d'exercer ses fonctions à temps plein au sein de l'entreprise de Barrick pertinente pendant une période qui donne lieu à un événement de cessation d'emploi aux termes du régime d'invalidité de longue durée applicable de l'entreprise de Barrick pour laquelle le participant travaille. Le terme « invalidité » signifie, dans le cas d'un participant américain, i) qu'il est incapable d'exercer ses fonctions à temps plein au sein de l'entreprise de Barrick pertinente en raison d'une déficience physique ou mentale médicalement démontrable dont on peut s'attendre à ce qu'elle entraîne le décès ou se prolonge pendant une période continue d'au moins 12 mois ou ii) que, en raison d'une déficience physique ou mentale médicalement démontrable dont on peut s'attendre à ce qu'elle entraîne le décès ou se prolonge pendant une période continue d'au moins 12 mois, il touche des prestations de remplacement de revenu aux termes d'un régime d'assurance-santé visant le participant.
- « Motif sérieux » a le sens suivant :
 - le défaut volontaire et continu du participant d'exercer l'essentiel de ses fonctions au sein de la Société (sauf un défaut par suite d'invalidité découlant d'une maladie ou d'un handicap physique ou mental (au sens attribué dans le régime) ou un défaut par suite de l'envoi au participant d'un avis de cessation d'emploi sans motif sérieux par la Société ou de l'envoi par le participant d'un avis de cessation d'emploi pour une raison valable (au sens attribué dans le régime) à la Société après la remise au participant par le président, le président du conseil ou un comité du conseil d'administration de la Société, selon ce qui est approprié, d'une demande d'amélioration considérable du rendement qui décrit expressément à quels égards le participant n'a pas exercé l'essentiel de ses fonctions;
 - le fait, pour le participant, de faire volontairement preuve d'une inconduite grave qui peut indéniablement et sensiblement porter atteinte à la situation financière ou à la réputation de la Société; ou
 - la condamnation du participant pour un acte criminel imputable à de la malhonnêteté ou à une autre turpitude morale, aucun acte ni aucune omission du participant n'étant considéré comme « volontaire » pour les besoins de la note 2, à moins que le participant n'ait agi ou n'ait omis d'agir de mauvaise foi et sans être raisonnablement fondé de croire que l'acte ou l'omission du participant était au mieux des intérêts de la Société ou des membres de son groupe ou de ses filiales. Tout acte, ou toute omission, s'appuyant sur un pouvoir conféré dans le cadre d'une résolution dûment adoptée par le conseil, s'appuyant sur l'avis d'un conseiller juridique de la Société ou s'appuyant sur les instructions d'un membre de la haute direction à un échelon plus élevé de la Société est irréfutablement présumé comme posé, ou omis, par le participant de bonne foi et au mieux des intérêts de la Société. La Société doit aviser le participant de tout cas constituant un motif sérieux dans les 90 jours suivant le moment où elle prend connaissance de son existence, sinon ce cas ne constituera pas un motif sérieux aux termes du régime en cas de changement de contrôle.

Paievements potentiels en cas de cessation d'emploi

Le tableau suivant décrit et quantifie certains éléments de rémunération qui seraient devenus exigibles aux termes de nos politiques et programmes de rémunération existants et antérieurs, si l'emploi de l'un de nos membres de la haute direction visés avait pris fin le 31 décembre 2018. Les montants indiqués dans le tableau ci-après sont les montants supplémentaires auxquels les membres de la haute direction visés auraient droit au moment de la cessation d'emploi (sauf dans le cadre d'un changement de contrôle). Le présent tableau ne présente aucune indemnité en vertu des lois ou de la common law exigible en vertu du droit canadien ni la valeur de l'acquisition continue des titres de capitaux propres puisqu'ils ne sont pas réputés constituer une indemnité additionnelle pour nos membres de la haute direction visés.

Rémunération supplémentaire	J. Thornton	K. Thomson ¹	C. Raw	M. Hill
Démission	Aucun	Aucun	Aucun	Aucun
Cessation d'emploi pour un motif sérieux	Aucun	Aucun	Aucun	Aucun
Cessation d'emploi sans motif sérieux	Aucun	8 536 481 \$	Aucun	Aucun
Départ à la retraite	Aucun	Aucun	Aucun	Aucun
Cessation d'emploi en cas d'invalidité ou de décès ²	Aucun	2 669 141 \$	2 372 576 \$	2 418 685 \$

- Aux termes de son entente de cessation d'emploi, advenant une cessation d'emploi sans motif sérieux en 2018 ou par la suite, M. Thomson est fondé à recevoir le versement d'une indemnité de cessation d'emploi équivalant à deux fois son salaire de base (900 000 \$ CA), plus deux fois un montant égal à la moyenne de sa PIAR de 2015, 2016 et 2017, plus le versement des cotisations aux termes du régime de retraite à l'intention des membres de la haute direction et une indemnité pour la perte d'avantages sociaux pendant une période 24 mois. L'indemnité pour la perte d'avantages sociaux remplace les soins médicaux, les soins dentaires, les soins de la vue, l'assurance vie, l'assurance décès et mutilation accidentels et l'assurance invalidité de longue durée de M. Thomson, ainsi que des allocations pour automobile et les services de réaffectation. En outre, il a le droit de toucher des primes incitatives à court terme et à long terme, calculées au prorata du 1^{er} janvier 2018 à la date de sa cessation d'emploi. En ce qui concerne la PIAR, il a le droit de toucher le plus élevé entre la moyenne du paiement de sa PIAR réelle de l'année précédente et le résultat aux termes de son tableau de bord PIAR individuel pour 2018 tel qu'il a été établi par le comité de la rémunération. En ce qui concerne la PILT, il a le droit de toucher un montant tel qu'il est établi par le comité de la rémunération en fonction des résultats du tableau de bord à long terme de la Société. Les indemnités de cessation d'emploi exigibles estimatives en dollars canadiens ont été converties en dollars américains au taux de change moyen quotidien de la Banque du Canada au 31 décembre 2018 (1,3642).

2. Les montants déclarés dans le tableau représentent la valeur de l'acquisition accélérée des UAI et des UAOR en cas de cessation d'emploi. La valeur de l'acquisition accélérée des UAI non acquises est calculée en tant que produit i) du nombre d'UAI dont les restrictions ont été levées en raison de la cessation d'emploi et ii) de 13,33 \$ (le cours de clôture moyen des actions de Barrick à la TSX pendant les cinq jours de négociation précédant la date de l'acquisition supposée, soit le 31 décembre 2018, converti en dollars américains au taux de change moyen quotidien de la Banque du Canada le jour précédent, aux termes du régime incitatif à long terme (anciennement, le régime d'UAI). La valeur de l'acquisition accélérée des UAOR non acquises est calculée en tant que produit i) du nombre d'UAOR dont les restrictions ont été levées en raison de la cessation d'emploi et ii) de 13,51 \$ (le cours de clôture des actions de Barrick à la TSX le 31 décembre 2018, converti en dollars canadiens en dollars américains au taux de change moyen quotidien de la Banque du Canada le 31 décembre 2018, aux termes du régime d'UAOR)

Paielements potentiels en cas de cessation d'emploi reliée à un changement de contrôle

Le régime de cessation d'emploi en cas de changement de contrôle à l'intention des partenaires de Barrick (**régime en cas de changement de contrôle**) fait en sorte que les partenaires visés et les autres participants au régime à l'intention des partenaires ont droit à des indemnités de cessation d'emploi si la Société met fin à leur emploi (autrement que pour un motif sérieux ou en cas d'invalidité) ou si l'emploi est réputé avoir pris fin pour une raison valable (au sens défini à la page 99) à un moment quelconque dans les deux années suivant un changement de contrôle (au sens défini à la page 98). Il s'agit d'ententes en cas de changement de contrôle comportant « deux événements déclencheurs » exigeant qu'il y ait eu un changement de contrôle de la Société et une cessation admissible de l'emploi du partenaire visé ou de l'autre participant au régime à l'intention des partenaires avant que des paiements ne soient dus. Les cessations d'emploi pour un motif sérieux ou en cas d'invalidité et les cessations d'emploi sans raison valable après un changement de contrôle seront traitées de la même manière que si elles survenaient dans des situations non reliées à un changement de contrôle.

M. Thornton n'est pas visé par une protection en cas de changement de contrôle. Aux termes de l'entente de cessation d'emploi de M. Thomson, ce dernier a le droit de recevoir le plus élevé des deux montants suivants : a) le total des paiements et des avantages sociaux aux termes du régime en cas de changement de contrôle et b) les paiements totaux et les avantages sociaux aux termes de son entente de cessation d'emploi. Voir la note 1 du tableau « *Paielements potentiels en cas de cessation d'emploi* » ci-dessus pour un sommaire des dispositions de son entente de cessation d'emploi.

Le tableau ci-dessous présente une comparaison des dispositions en matière de cessation d'emploi standards applicables à nos partenaires visés et aux autres participants au régime à l'intention des partenaires au moment d'une cessation d'emploi sans motif sérieux et d'un changement de contrôle assorti de deux événements déclencheurs, aux termes du régime en cas de changement de contrôle et des dispositions pertinentes des régimes de rémunération de PILT fondés sur des titres de capitaux propres :

Disposition	Cessation d'emploi sans motif sérieux	Changement de contrôle (deux événements déclencheurs)
Versement d'une indemnité de cessation d'emploi forfaitaire en espèces¹	La tranche gagnée du salaire de base et de la PIAR calculée au prorata, en fonction du rendement réel atteint, fixée au cas par cas, plus l'indemnité en vertu des lois et de la common law canadiennes	La tranche gagnée du salaire de base et d'un montant de la PIAR équivalant au produit de a) la PIAR potentielle maximale, en supposant que toutes les cibles de rendement sont atteintes; et b) le nombre de jours travaillés jusqu'à la date de cessation d'emploi, inclusivement, divisé par 365 jours plus une fois la somme de ce qui suit : le plus élevé des montants suivants : a) le salaire de base versé pour le dernier exercice clos; ou b) le salaire de base convenu pour la période de 12 mois suivant immédiatement le changement de contrôle, plus la moyenne de la PIAR réelle versée à l'égard des trois derniers exercices clos avant le changement de contrôle, plus la moyenne des attributions d'UAOR réelles octroyées à l'égard des trois derniers exercices clos avant le changement de contrôle
Unités d'actions octroyées en fonction du rendement (UAOR)^{1, 2}	Les UAOR non acquises continuent d'être acquises selon leur calendrier d'acquisition normal, dans la mesure où l'employé ne rejoint pas les rangs d'un « concurrent » et ne lui fournit pas ses services pendant la période d'acquisition continue. Les interdictions deviennent caduques et cessent de s'appliquer à toutes les actions incessibles	Les attributions d'UAOR non acquises sont acquises à la date de cessation d'emploi et sont versées en espèces, sauf dans le cas des participants américains, dont les UAOR non acquises continueront d'être acquises selon le calendrier d'acquisition normal afin d'assurer le respect de l'article 409A de l' <i>Internal Revenue Code</i> . Toutes les interdictions relatives à la vente et au transfert d'actions incessibles deviennent caduques advenant une offre publique d'achat de bonne foi faite par un tiers, pourvu que l'offre publique d'achat soit menée à bien
Unités d'actions incessibles (UAI)^{2, 3}	Les unités non acquises sont annulées	Les unités non acquises sont acquises à la date de cessation d'emploi, sauf pour les participants américains dont les UAI non acquises continueront d'être acquises conformément au calendrier d'acquisition normal afin de respecter l'article 409A de l' <i>Internal Revenue Code</i>

Disposition	Cessation d'emploi sans motif sérieux	Changement de contrôle (deux événements déclencheurs)
Options sur actions	Les options acquises demeurent susceptibles d'être exercées pendant six mois à compter de la date de cessation d'emploi et les options non acquises sont annulées immédiatement	Les options non acquises sont acquises immédiatement et peuvent être exercées. Les options non acquises peuvent être exercées pendant deux ans ou, si cette période est plus courte, jusqu'à la date d'expiration initiale
Prestations de retraite	Le montant total accumulé aux termes du régime de retraite à l'intention des membres de la haute direction	Le montant total accumulé aux termes du régime de retraite à l'intention des membres de la haute direction, plus deux fois la cotisation annuelle qui aurait été portée au crédit du membre de la haute direction aux termes du régime de retraite à l'intention des membres de la haute direction ou d'un régime à cotisations définies à l'égard de l'exercice complet pendant lequel la cessation d'emploi se produit
Avantages sociaux et avantages indirects	Les avantages ne sont plus versés, sous réserve des exigences des lois et de la common law canadiennes	Les avantages se prolongent jusqu'à la plus hâtive des dates suivantes : l'écoulement de deux années après la cessation d'emploi ou la date à laquelle le membre de la haute direction commence un nouvel emploi à temps plein auprès d'un nouvel employeur. Le membre de la haute direction a droit au versement d'une indemnité forfaitaire équivalant à deux fois la juste valeur annuelle de l'allocation pour automobile et il a la possibilité d'acheter le véhicule de fonction au coût résiduel pour la Société aux termes du bail applicable en date de la cessation d'emploi. Les participants américains ont droit à la prolongation de l'assurance maladie pendant deux ans et au paiement d'une somme forfaitaire équivalant à la juste valeur marchande de tous les autres avantages sociaux auxquels ils ont droit pendant une période de deux ans
Remboursement du coût des services-conseils en réaffectation	Sans objet	Pendant une période pouvant aller jusqu'à 18 mois suivant la cessation d'emploi

1. Si le partenaire visé ou le participant au régime à l'intention des partenaires a été désigné partenaire depuis une période de moins de trois exercices clos avant le changement de contrôle, la moyenne des PIAR et/ou des UAOR attribuées sera calculée en fonction de la moyenne du nombre réel d'exercices où le partenaire visé ou le participant au régime à l'intention des partenaires a été désigné comme partenaire. Si aucune PIAR ou attribution d'UAOR n'a été faite au partenaire visé ou au participant au régime à l'intention des partenaires depuis qu'il a été désigné comme partenaire, alors la moitié de la PIAR maximale ou de l'attribution annuelle maximale aux termes du régime d'UAOR qui aurait été versée ou octroyée au partenaire visé ou à l'autre participant au régime à l'intention des partenaires servira à fixer l'indemnité de cessation d'emploi forfaitaire en espèces. Pour dissiper tout doute, la PIAR versée ou exigible et l'attribution d'UAOR octroyée ou devant être octroyée seront annualisées dans les cas où le partenaire visé ou le participant au régime à l'intention des partenaires n'a pas été employé par la Société pour la totalité d'un exercice applicable.
2. En ce qui concerne les participants américains uniquement, le paragraphe i) de la définition de changement de contrôle ci-dessous est remplacé par « l'acquisition par une personne, une entité, un groupe de personnes ou d'entités, agissant conjointement ou de concert, de la propriété véritable de 30 % ou plus des droits de vote combinés attachés aux titres comportant droit de vote de la Société alors en circulation conférant le droit de voter généralement dans le cadre de l'élection des administrateurs autrement que dans le cadre de la réalisation d'une opération décrite au paragraphe iii) de la définition de changement de contrôle ci-dessous et au moment d'une telle réalisation; toutefois, aux fins du paragraphe i), l'acquisition d'actions de Barrick ou d'autres titres comportant droit de vote par la Société ou par un régime d'avantages sociaux des employés (ou une fiducie connexe) parrainé ou tenu par la Société ou une société sous le contrôle de la Société ne constitue pas un changement de contrôle. »
3. En outre, le comité de la rémunération peut, à son appréciation, accélérer l'acquisition des UAI non acquises et des options sur actions non acquises et/ou prolonger la période d'exercice jusqu'à trois ans ou, si cette date est antérieure, la date d'expiration initiale.

Autres modalités et dispositions

Aux termes du régime en cas de changement de contrôle, les partenaires visés et les participants au régime à l'intention des partenaires ne peuvent faire de sollicitation auprès des gens de Barrick pendant une période de deux ans suivant la cessation de l'emploi. Les partenaires visés et les participants au régime à l'intention des partenaires sont tenus de maintenir la confidentialité de tout renseignement confidentiel ou exclusif concernant Barrick pendant une période de trois ans suivant la cessation d'emploi.

Définitions aux fins du changement de contrôle

Aux termes du régime en cas de changement de contrôle, un « **changement de contrôle** » est généralement défini comme suit :

- i) l'acquisition par une personne, une entité ou un groupe de personnes ou d'entités, agissant conjointement ou de concert, de 30 % ou plus A) des actions de Barrick alors en circulation ou B) des droits de vote combinés attachés aux titres comportant droit de vote de la Société alors en circulation conférant le droit de voter généralement dans le cadre de l'élection des administrateurs autrement que dans le cadre de la réalisation d'une opération décrite en iii) ci-dessous et au moment d'une telle réalisation; toutefois, l'acquisition par la Société ou par un régime d'avantages sociaux des employés (ou une fiducie connexe) parrainé ou tenu par la Société ou une société sous le contrôle de la Société ne constitue pas un changement de contrôle;

- ii) les personnes qui constituent le conseil au moment où le régime en cas de changement de contrôle est entré en vigueur (**conseil en fonction**) cessent pour quelque raison de constituer au moins la majorité au sein du conseil; toutefois, une personne dont la nomination à titre d'administrateur a été approuvée par un vote d'au moins les deux tiers des administrateurs constituant alors le conseil en fonction sera réputée être un membre du conseil en fonction. Pour clarifier tout doute, cette disposition exclut la personne qui est initialement entrée en fonction à l'issue d'une course aux procurations réelle ou envisagée à l'égard de l'élection ou de la destitution d'administrateurs ou d'une autre sollicitation de procurations ou de consentements réelle ou envisagée par ou pour une personne, une entité ou un groupe de personnes ou d'entités autres que la direction ou le conseil;
- iii) la réalisation d'une réorganisation, d'une fusion, d'un plan d'arrangement ou d'un regroupement visant la Société ou de la vente ou d'une autre aliénation de la totalité ou de la quasi-totalité des actifs de la Société; ou l'acquisition d'actifs, dans le cadre d'une seule opération ou d'une série d'opérations reliées (**regroupement d'entreprises**), dans chaque cas, à moins : A) que les propriétaires véritables des actions de Barrick alors en circulation et des autres titres comportant droit de vote avant ce regroupement d'entreprises ne continuent de détenir plus de 50 % de la propriété véritable des actions de Barrick et autres titres comportant droit de vote de la Société ou de la société résultant du regroupement d'entreprises alors en circulation; B) qu'aucune personne, aucune entité ou aucun groupe de personnes ou d'entités (sauf un régime d'avantages sociaux des employés (ou une fiducie connexe) parrainé ou offert par la Société ou la société résultant du regroupement d'entreprises) ne soit propriétaire véritable de 30 % ou plus des actions de Barrick et des titres comportant droit de vote de la Société ou de la société résultant du regroupement d'entreprises alors en circulation; et C) qu'au moins la majorité des membres du conseil d'administration de la Société ou de la société résultant du regroupement d'entreprises n'étaient membres du conseil en fonction au moment de la signature de la convention finale prévoyant ce regroupement d'entreprises ou, en l'absence d'une telle convention, au moment où l'approbation du conseil a été obtenue à l'égard d'un tel regroupement d'entreprises;
- iv) la vente ou une autre aliénation d'actifs de la Société dans le cadre d'une seule opération ou d'une série d'opérations reliées A) comportant une valeur nette globale de plus de 50 % de la valeur nette globale des actifs consolidés de la Société ou B) qui génère, globalement, plus de 50 % du résultat net ou des flux de trésorerie nets pendant le dernier exercice clos ou pendant l'exercice en cours, dans chacun des cas sur une base consolidée; ou
- v) l'approbation par les actionnaires de la Société de la liquidation ou de la dissolution intégrale de la Société.

« **Pour une raison valable** » signifie généralement la survenance, après un changement de contrôle, de l'un des événements suivants sans le consentement écrit du participant :

- i) l'attribution au participant d'une tâche incompatible, à quelque égard que ce soit, avec son poste (y compris le statut, les fonctions ou titres détenus, ou la chaîne hiérarchique), ses compétences, ses tâches ou ses responsabilités au sein de la Société par rapport à celles qui existaient immédiatement avant ce changement de contrôle, ou du salaire, de la prime incitative annuelle au rendement ou autre rémunération, des avantages sociaux, des allocations pour frais ou des droits de remboursement des frais, de l'emplacement du bureau ou du soutien administratif antérieurement fournis au participant, à l'exception, à cette fin, d'une mesure isolée, mineure et involontaire qui n'a pas été prise de mauvaise foi et à laquelle la Société remédie rapidement après réception d'un avis écrit à cet effet donné par le participant et, à l'égard de la prime incitative annuelle au rendement du participant, à l'exception de toute réduction de la prime incitative annuelle au rendement du participant qui A) a été fixée conformément aux mêmes pratiques et politiques que celles qui ont été appliquées pour fixer la prime incitative annuelle au rendement du participant au cours de l'exercice qui a immédiatement précédé l'exercice au cours duquel le changement de contrôle a lieu; et B) ne représente pas une réduction de plus de 10 % de la prime incitative annuelle au rendement maximale convenue, s'il en est, qui est payable au participant aux termes des modalités de rémunération en vigueur immédiatement avant le changement de contrôle;
- ii) tout défaut de la Société de se conformer à toute autre modalité de l'emploi du participant en vigueur immédiatement avant le changement de contrôle, comme une révision salariale ou une révision de la prime incitative annuelle au rendement, des activités permises et des vacances, à l'exception d'un défaut isolé, mineur et involontaire qui ne se produit pas par mauvaise foi et auquel la Société remédie rapidement après réception d'un avis écrit à cet effet donné par le participant en cause;
- iii) le fait que la Société exige que le participant A) travaille depuis un bureau ou un emplacement situé ailleurs que 1) dans les 50 kilomètres du bureau ou de l'emplacement du participant immédiatement avant le changement de contrôle ou 2) dans un bureau ou un emplacement convenu préalablement par écrit par le participant; ou B) fasse beaucoup plus de voyages d'affaires qu'il ne devait en faire immédiatement avant le changement de contrôle; ou
- iv) toute autre cessation présumée de l'emploi du participant par la Société autrement que pour un motif sérieux.

Paiements estimatifs au moment d'une cessation d'emploi reliée à un changement de contrôle

La fusion n'a pas donné lieu à un changement de contrôle pour Barrick et, conséquemment, n'a déclenché aucun paiement en vertu du régime de cessation d'emploi en cas de changement de contrôle de Barrick.

Le tableau suivant présente les montants estimatifs qui auraient été payables à nos partenaires visés, advenant une cessation d'emploi survenant deux ans après un changement de contrôle. Notre président exécutif du conseil n'est pas visé par la protection en cas de changement de contrôle. Sauf tel qu'il est indiqué ci-dessous, les montants estimatifs présentés dans le tableau ci-dessous sont donnés en fonction de l'hypothèse qu'un changement de contrôle a eu lieu et que l'emploi du membre de la haute direction a pris fin le 31 décembre 2018. Les montants payables dans le cadre d'un changement de contrôle comportant deux événements déclencheurs sont calculés selon le régime en cas de changement de contrôle.

Conformément à nos pratiques antérieures de communication de l'information, le tableau ci-dessous n'indique aucune indemnité prévue par la loi ou la common law exigible en vertu du droit canadien advenant une cessation d'emploi sans motif sérieux en l'absence d'un changement de contrôle ni la valeur de l'acquisition continue des titres de capitaux propres puisqu'elles ne sont pas réputées constituer une indemnité additionnelle pour nos partenaires visés.

Rémunération supplémentaire	J. Thornton	K. Thomson ¹	C. Raw	M. Hill
a) Changement de contrôle (cessation d'emploi)				
Indemnité de cessation d'emploi en espèces ² :				
Rémunération directe annuelle totale	Aucune	3 581 438 \$	3 345 412 \$	2 763 410 \$
Attribution de PIAR	Aucune	1 979 100 \$	1 979 100 \$	1 979 100 \$
Cotisations supplémentaires au régime de retraite à l'intention des membres de la haute direction	Aucune	681 910 \$	612 202 \$	521 163 \$
Accélération de l'acquisition des titres de capitaux propres non acquis :				
UAI ³	Aucune	Aucune	Aucune	1 275 529 \$
UAOR ⁴	Aucune	2 669 141 \$	2 372 576 \$	1 143 156 \$
Avantages sociaux et avantages indirects :				
Rémunération en remplacement des avantages sociaux et avantages indirects ⁵	Aucune	60 216 \$	60 216 \$	72 517 \$
Services-conseils en réaffectation (jusqu'à 18 mois) ⁶	Aucune	10 995 \$	10 995 \$	10 995 \$
Total	Aucune	8 982 800 \$	8 380 501 \$	7 765 870 \$
b) Changement de contrôle (sans cessation d'emploi)				
Total	Aucune	Aucune	Aucune	Aucune

- Aux termes de son entente de cessation d'emploi, M. Thomson a le droit de recevoir le plus élevé des deux montants suivants : a) le total des paiements et des avantages sociaux aux termes du régime en cas de changement de contrôle et b) le total des paiements et des avantages sociaux aux termes de son entente de cessation d'emploi. M. Thomson aurait eu le droit de recevoir 8 982 800 \$, ce qui représente le total du paiement et des droits aux avantages sociaux aux termes du régime en cas de changement de contrôle, en supposant que son emploi aurait pris fin le 31 décembre 2018.
- Aux fins de cette analyse, l'indemnité de cessation d'emploi en espèces est calculée conformément à la section « *Versement d'une indemnité de cessation d'emploi forfaitaire en espèces* » à la rubrique « *Paiements potentiels en cas de cessation d'emploi reliée à un changement de contrôle* », commençant à la page 97. Ces montants en dollars canadiens ont été convertis en dollars américains selon le taux de change moyen quotidien de la Banque du Canada le 31 décembre 2018 (1,3642).
- Les montants déclarés dans le tableau représentent le produit a) du nombre d'UAI dont les restrictions ont été levées en raison de la cessation d'emploi et b) 13,33 \$ (le cours de clôture moyen des actions de Barrick à la TSX au cours des cinq jours de négociation précédant la date de l'acquisition supposée, soit le 31 décembre 2018, converti des dollars canadiens en dollars américains au taux de change moyen quotidien de la Banque du Canada le jour précédent aux termes du régime incitatif à long terme (anciennement, le régime d'UAI).
- Les montants déclarés dans le tableau représentent le produit de ce qui suit : a) le nombre d'UAOR dont les restrictions ont été levées en raison de la cessation d'emploi et b) 13,51 \$ (le cours de clôture des actions de Barrick à la TSX le 31 décembre 2018, converti des dollars canadiens en dollars américains au taux de change moyen quotidien de la Banque du Canada le 31 décembre 2018 aux termes du régime d'UAOR).
- Le régime en cas de changement de contrôle prévoit le maintien des avantages sociaux en vertu de tous les régimes d'assurance vie, de soins médicaux, de soins dentaires, de soins de santé, d'assurance accidents et d'assurance invalidité pendant une période de 24 mois pour chacun des partenaires visés. Barrick offrira aussi un paiement en espèces en remplacement de l'usage continu d'un véhicule ou le maintien de l'allocation pour automobile, selon le cas, pour une période de deux ans pour chacun des partenaires visés. Les montants annuels indiqués ci-dessous ont été convertis des dollars canadiens en dollars américains au taux de change moyen quotidien de la Banque du Canada le 31 décembre 2018 (1,3642) et le total des coûts a par la suite été multiplié par deux pour MM. Thomson et Hill et M^{me} Raw en vertu du régime en cas de changement de contrôle.

Avantages sociaux et avantages indirects aux fins du calcul des indemnités de cessation d'emploi

	Assurance vie, ADMA et assurance invalidité de longue durée	Assurance santé	Allocation automobile	Total	Multiple	Maintien des avantages sociaux et des avantages indirects
J. Thornton	Aucun	Aucun	Aucun	Aucun	Aucun	Aucun
K. Thomson	9 584 \$	5 864 \$	[4 660 \$	30 108 \$	2x	60 216 \$
C. Raw	9 584 \$	5 864 \$	14 660 \$	30 108 \$	2x	60 216 \$
M. Hill	15 734 \$	5 864 \$	14 660 \$	36 258 \$	2x	72 517 \$

- Le régime en cas de changement de contrôle prévoit des services-conseils en réaffectation pour une période maximale de 18 mois. Les montants indiqués ci-dessus sont fondés sur les coûts estimatifs de 15 000 \$ CA pour M. Thomson, de 15 000 \$ CA, de 15 000 \$ pour M^{me} Raw et de 15 000 \$ CA pour M. Hill, convertis en dollars américains au taux de change moyen quotidien de la Banque du Canada le 31 décembre 2018 (1,3642).

Autres renseignements

Renseignements concernant les régimes de rémunération fondés sur des titres de capitaux propres

Barrick possède deux régimes de rémunération en vertu desquels les actions de Barrick sont autorisées à des fins d'émission, le régime de 2004 et le régime d'options sur actions modifié et mis à jour (**régime modifié et mis à jour** et, collectivement avec le régime de 2004, les **régimes d'options**). En 2007, des modifications du régime de 2004 ont été approuvées par les actionnaires et les organismes de réglementation.

Les régimes d'options visent à offrir aux gens et aux consultants clés de la Société et de ses filiales la possibilité de recevoir une forme de rémunération qui favorise l'actionnariat et améliore notre capacité de recruter, de fidéliser et de motiver le personnel clé. Les régimes d'options visent à récompenser des résultats solides sur le plan du rendement.

Les administrateurs de la Société sont admissibles à recevoir des options en vertu du régime modifié et mis à jour, mais aucune option n'a été octroyée aux administrateurs ne faisant pas partie de la direction depuis 2003. Ceux-ci ne peuvent pas adhérer au régime de 2004. Le comité de la rémunération a décidé en 2013 de cesser d'octroyer désormais des options à titre d'éléments de la rémunération des membres de la haute direction.

Le comité de la rémunération administre les régimes d'options. Tous les octrois d'options sont assujettis à l'approbation du conseil.

Le tableau qui suit fournit des renseignements en date du 31 décembre 2018 et au 1^{er} mars 2019 quant aux actions de Barrick pouvant être émises à l'exercice d'options aux termes de chacun de nos régimes d'options ainsi qu'au nombre d'actions de Barrick disponibles à des fins d'émission aux termes de chacun de ces régimes.

Régimes de rémunération fondés sur des titres de capitaux propres

Régimes d'options approuvés par les actionnaires ¹	Nombre d'actions de Barrick devant être émises à l'exercice des options en cours a)		Prix d'exercice moyen pondéré des options en cours b)		Nombre d'actions de Barrick restant à émettre en vertu de régimes d'options (sauf les actions de Barrick indiquées à la colonne a)) c)	
	Au 31 décembre 2018	Au 1 ^{er} mars 2019	Au 31 décembre 2018	Au 1 ^{er} mars 2019	Au 31 décembre 2018	Au 1 ^{er} mars 2019
Régime modifié et mis à jour	280 000	280 000	12,82 \$ CA	12,82 \$ CA	6 480 212	6 480 212
Régime de 2004	461 253	156 890	37,13 \$	32,30 \$	7 143 259	7 447 622

Principales caractéristiques de nos régimes d'options

	Régime modifié et mis à jour	Régime de 2004
Nombre maximal d'actions de Barrick pouvant être émises	35 000 000 d'actions de Barrick.	16 000 000 d'actions de Barrick.
Nombre total d'actions de Barrick émises et pouvant être émises au 1^{er} mars 2019	22 244 288 actions de Barrick, soit 1,3 % du capital-actions émis de la Société, desquelles seulement 280 000 actions de Barrick peuvent actuellement être émises à l'exercice d'options en cours, soit 0,02 % du capital-actions émis de la Société ¹ .	8 552 378 actions de Barrick, soit 0,49 % du capital-actions émis de la Société, desquelles seulement 156 890 actions de Barrick peuvent actuellement être émises à l'exercice d'options en cours, soit 0,01 % du capital-actions émis de la Société ² .
Options disponibles à des fins d'émission au 1^{er} mars 2019	6 480 212 options disponibles à des fins d'octroi, soit 0,37 % du capital-actions émis de la Société.	7 447 662 options disponibles à des fins d'octroi, soit 0,43 % du capital-actions émis de la Société.
Options émises en 2018	Aucune option n'a été émise en 2018.	Aucune option n'a été émise en 2018.

	Régime modifié et mis à jour	Régime de 2004
Limites d'émission	Le nombre total d'actions de Barrick pouvant être visées par des options octroyées à un titulaire, ajouté aux actions de Barrick réservées à des fins d'émission à ce titulaire et aux personnes qui ont des liens avec lui aux termes d'options ou d'autres mécanismes de rémunération en actions, ne peut dépasser 1 % du nombre des actions de Barrick à la date d'octroi.	Le nombre total d'actions de Barrick pouvant être visées par des options octroyées à un titulaire, ajouté aux actions de Barrick réservées à des fins d'émission à ce titulaire et aux personnes qui ont des liens avec lui aux termes d'options ou d'autres mécanismes de rémunération en actions, ne peut dépasser 1 % des actions de Barrick à la date d'octroi. De plus, le régime de 2004 a) limite le nombre global d'actions de Barrick pouvant être émises à nos initiés aux termes de l'un ou l'autre de nos régimes de rémunération fondés sur des actions à au plus 10 % de nos actions ordinaires émises et en circulation et b) limite le nombre d'actions de Barrick émises à nos initiés au cours de toute période de un an aux termes de l'un ou l'autre de nos régimes de rémunération fondés sur des actions à au plus 10 % des actions de Barrick émises et en circulation.
1.	Au 1 ^{er} mars 2019, 21 964 288 actions de Barrick avaient été émises aux termes d'options octroyées en vertu du régime modifié et mis à jour, soit 1,25 % du capital-actions de la Société en circulation à cette date. Au 31 décembre 2018, des options visant l'achat d'un nombre total de 280 000 actions de Barrick étaient en cours aux termes du régime modifié et mis à jour, soit 0,02 % du capital-actions de la Société en circulation à cette date, compte tenu des options qui ont été exercées, perdues ou annulées.	
2.	Au 1 ^{er} mars 2019, 8 395 488 actions de Barrick avaient été émises aux termes d'options octroyées en vertu du régime de 2004, soit 0,48 % du capital-actions de la Société en circulation à cette date. Au 31 décembre 2018, des options visant l'achat d'un nombre total de 461 253 actions de Barrick étaient en cours aux termes du régime de 2004, soit 0,04 % du capital-actions de la Société en circulation à cette date, compte tenu des options qui ont été exercées, perdues ou annulées.	

Principales modalités du régime modifié et mis à jour

Durée maximale des options.....	10 ans à compter de la date d'octroi.
Prix d'exercice	Le prix d'exercice de chaque option octroyée en vertu du régime modifié et mis à jour est fixé par le comité de la rémunération. Il ne peut être inférieur au cours de clôture des actions de Barrick à la TSX le dernier jour de négociation précédant le jour de l'octroi de l'option.
Acquisition et exercice des options	En général, les options ne sont pas acquises immédiatement. Le comité a eu comme pratique d'octroyer des options assorties d'une durée de 10 ans et d'une période d'acquisition de 4 ans. Le régime modifié et mis à jour renferme des dispositions standard permettant l'acquisition accélérée des options des membres de la haute direction et d'autres membres de la direction qui ont droit à des indemnités en cas de changement de contrôle aux termes du régime de changement de contrôle de la Société.
Transfert et cession	Les options octroyées sont incessibles, sauf en cas de décès du titulaire, auquel cas elles peuvent être exercées conformément à leurs modalités par les représentants personnels appropriés du titulaire.
Expiration des options	Les options peuvent être exercées seulement tant que le titulaire demeure un employé, sous réserve de certaines exceptions, dont le décès ou la cessation d'emploi, sauf pour un motif sérieux. Si, avant l'expiration d'une option conformément à ses modalités, l'emploi du titulaire prend fin pour toute raison, sauf le congédiement par la Société pour un motif sérieux, mais y compris la cessation d'emploi en raison du décès du titulaire, alors l'option pourra être exercée dans les trois mois qui suivent la date de cessation d'emploi ou le décès du titulaire, mais uniquement dans la mesure où elle était susceptible d'être exercée par le titulaire à la date de cessation de son emploi ou de son décès. Toutefois, si le titulaire décède, le comité peut, à son appréciation, prolonger la durée pendant laquelle le représentant personnel du titulaire peut exercer une option jusqu'à une date tombant au plus tard à la date d'expiration initiale de l'option.

Abolition et modifications.....	Le conseil peut abolir le régime modifié et mis à jour en tout temps et peut y apporter les modifications qu'il juge appropriées, sous réserve de l'approbation des actionnaires et des organismes de réglementation au besoin; toutefois, aucune modification ou abolition ne peut modifier ou toucher les options déjà octroyées en vertu du régime modifié et mis à jour sans le consentement des titulaires visés.
---------------------------------	--

Principales modalités du régime de 2004

Durée maximale des options	Sept ans à compter de la date d'octroi.
Prix d'exercice.....	<p>Le prix d'exercice de chaque option octroyée aux termes du régime de 2004 est fixé par le comité de la rémunération. Il ne peut être inférieur au cours de clôture des actions de Barrick à la TSX ou à la NYSE, tel que le détermine le comité, le dernier jour de négociation précédant le jour de l'octroi de l'option. Il est expressément interdit de réviser le prix des options.</p> <p>Le régime de 2004 permet l'octroi d'options durant une période d'interdiction d'opérations à un prix d'exercice égal au plus élevé des deux cours suivants : a) le cours du marché des actions de Barrick à la date d'octroi ou b) le cours du marché des actions de Barrick à la clôture des opérations le premier jour ouvrable suivant la fin de la période d'interdiction d'opérations; toutefois, en aucun cas des options octroyées pendant la période d'interdiction d'opérations ne pourront être exercées tant que le prix d'exercice de ces options n'aura pas été fixé.</p> <p>La « période d'interdiction d'opérations » s'entend de la période au cours de laquelle la négociation de nos titres par le titulaire d'options est interdite en vertu a) des politiques écrites de la Société (comme la politique en matière d'opérations d'initiés) ou b) d'une période d'interdiction d'opérations imposée au titulaire d'options par la Société.</p>
Acquisition et exercice des options	En général, les options ne sont pas acquises immédiatement. Le comité a eu comme pratique d'octroyer des options assorties d'une durée de sept ans et d'une période d'acquisition de quatre ans. Le régime de 2004 renferme des dispositions standard permettant l'acquisition accélérée des options des membres de la haute direction et d'autres membres de la direction qui ont droit à des indemnités en cas de changement de contrôle aux termes du régime de changement de contrôle de la Société.
Transfert et cession	Les options octroyées sont incessibles, sauf en cas de décès du titulaire, auquel cas elles peuvent être exercées conformément à leurs modalités par les représentants personnels appropriés du titulaire.
Expiration des options	<p>Les options peuvent être exercées seulement tant que le titulaire demeure un employé, sous réserve de certaines exceptions, dont le décès ou la cessation d'emploi, sauf pour un motif sérieux, et la retraite.</p> <p>Dans le cas où une option expirerait par ailleurs pendant une période d'interdiction d'opérations ou dans les 10 jours ouvrables suivant une telle période, la date d'expiration de cette option est reportée jusqu'à la date qui tombe 10 jours ouvrables suivant la date de la fin de la période d'interdiction d'opérations.</p> <p>Si, avant l'expiration d'une option conformément à ses modalités, l'emploi du titulaire prend fin pour toute raison, sauf le congédiement par la Société pour un motif sérieux, y compris la cessation d'emploi en raison du décès du titulaire, alors l'option pourra être exercée dans les six mois qui suivent la date de cessation d'emploi ou le décès du titulaire, mais uniquement dans la mesure où elle était susceptible d'être exercée par le titulaire à la date de cessation de son emploi ou de son décès. Toutefois, le comité peut, dans certains cas, accélérer l'acquisition des options non acquises ou prolonger la durée pendant laquelle le titulaire ou, s'il est décédé, son représentant personnel peut exercer une option jusqu'à une date tombant au plus tard à la date d'expiration initiale de l'option et trois ans à compter de la cessation de l'emploi ou du décès du titulaire, selon le cas, selon l'échéance la plus rapprochée.</p>
Abolition et modifications	Le conseil peut, à tout moment, modifier, suspendre, interrompre ou abolir le régime de 2004 et toute option en cours octroyée aux termes de ce régime sans en donner avis aux actionnaires de la Société ou sans obtenir leur approbation (toutefois, dans le cas d'une mesure prise relativement à une option en cours, l'approbation de cette mesure par le titulaire est requise, à moins que le conseil ne détermine que la mesure n'aura pas d'incidence défavorable importante sur ce titulaire), dans quelque but que ce soit; toutefois, toutes les modifications importantes au régime de 2004 requerront l'approbation préalable des actionnaires de la Société. Le régime de 2004 présente quelques exemples du type de modifications peu importantes que le conseil est autorisé à faire sans l'approbation des actionnaires.

Mesures de rendement..... Sous réserve de l'approbation du conseil, le comité peut déterminer les mesures de rendement à respecter en tant que condition préalable à l'octroi ou à l'acquisition d'une option. Ces mesures de rendement peuvent être fixées soit pour la Société dans son ensemble, soit pour le titulaire. Le comité de la rémunération peut prendre en compte une ou plusieurs des mesures de rendement suivantes : le résultat net, les flux de trésorerie, la valeur de l'actif net, le rendement au chapitre de la production, la croissance de la production et l'accroissement des réserves. Les mesures de rendement individuel que le comité pourra appliquer en vertu du régime de 2004 varieront en fonction de l'influence de chaque personne sur les résultats d'exploitation. Néanmoins, comme il est indiqué à la page 66 des présentes, le comité de la rémunération a décidé, en 2013, de cesser d'octroyer des options sur actions aux membres de la haute direction. Aucune option en cours n'est assujettie à des mesures de rendement.

Taux d'épuisement de nos régimes d'options

Le tableau ci-dessous présente le taux d'épuisement du régime modifié et mis à jour et du régime de 2004 à l'égard des trois derniers exercices clos. Le « taux d'épuisement » s'entend du nombre d'options octroyées au cours d'un exercice divisé par le nombre moyen pondéré des actions de Barrick en circulation au cours de cet exercice¹. Aucune option n'a été octroyée en 2016, 2017 et 2018.

Taux d'épuisement	Au 31 décembre 2016	Au 31 décembre 2017	Au 31 décembre 2018
Régime modifié et mis à jour	S.O.	S.O.	S.O.
Régime de 2004	S.O.	S.O.	S.O.

Indemnisation des administrateurs et des membres de la direction

Sous réserve des dispositions de la BCBCA, nos statuts prévoient que nous indemniserons les administrateurs ou les membres de la direction, actuels ou anciens, ainsi que les autres particuliers qui, à la demande de la Société, agissent ou ont agi en cette qualité (ou à un titre équivalent) pour une autre entité, à l'égard des pénalités applicables dont ces personnes sont passibles et la Société doit verser une indemnisation et rembourser les frais applicables avant le règlement définitif de toute procédure applicable conformément à la BCBCA et dans toute la mesure permise par celle-ci. Nous avons aussi conclu des ententes d'indemnisation avec les administrateurs et les membres de la direction de la Société à l'égard de ce qui précède. Si nous encourons une responsabilité aux termes de ces ententes d'indemnisation et/ou de nos statuts, notre garantie d'assurance couvrira notre responsabilité; cependant, une franchise de 2,5 M\$ ou de 5 M\$ s'appliquera à chaque demande de règlement, selon la nature de celle-ci.

Utilisation de mesures financières hors PCGR

La présente circulaire renvoie au « BAI A », au « BAI A ajusté », au « BAI ajusté », au « résultat net ajusté » et aux « flux de trésorerie disponibles », chacune de ces mesures constituant une mesure financière hors PCGR qui n'a pas de sens normalisé selon les IFRS. Les mesures pourraient donc ne pas être comparables à des mesures semblables présentées par d'autres sociétés. Le texte ci-dessous présente une description de chacune de ces mesures et la raison pour laquelle nous les utilisons, ainsi qu'un rapprochement avec la mesure la plus directement comparable établie selon les IFRS.

BAI et BAI ajusté

Le BAI est une mesure financière hors PCGR qui exclut du résultat net les éléments suivants :

- les charges d'impôt;
- les charges financières; et
- les produits financiers.

Le BAI ajusté correspond au BAI A ajusté, déduction faite de l'amortissement. D'autres sociétés peuvent calculer ces mesures différemment. Veuillez consulter la prochaine rubrique pour consulter une description du BAI A et du BAI A ajusté et un tableau rapprochant ces mesures hors PCGR avec la mesure la plus directement comparable selon les IFRS.

BAI A et BAI A ajusté

Le BAI A est une mesure financière hors PCGR qui exclut du résultat net les éléments suivants :

- les charges d'impôt;
- les charges financières;
- les produits financiers; et
- l'amortissement.

La direction estime que le BAIIA est une mesure utile de notre capacité de générer des liquidités en produisant des flux de trésorerie d'exploitation que nous pourrions utiliser pour financer les besoins en capital de notre fonds de roulement, nous acquitter du service de notre dette et financer nos dépenses d'investissement, et elle emploie le BAIIA à cette fin. Les investisseurs et les analystes y font aussi couramment appel à des fins d'évaluation. Il est alors multiplié par un facteur ou un « multiple du BAIIA » fondé sur le lien observé ou présumé entre le BAIIA et les valeurs de marché pour déterminer globalement la valeur d'une entreprise donnée.

Le BAIIA ajusté ne tient pas compte de l'incidence des pertes de valeur, des profits et pertes liés aux acquisitions et aux cessions; des écarts de conversion; des ajustements des autres charges; et des profits latents sur dérivés ne servant pas de couverture. Nous sommes d'avis que ces éléments permettent d'assurer une plus grande cohérence avec les éléments d'ajustement inclus dans le rapprochement du résultat net ajusté, sauf que ces montants sont ajustés afin d'éliminer toute incidence sur les charges financières ou les produits financiers, la charge d'impôt ou l'amortissement des immobilisations corporelles étant donné qu'ils sont sans effet sur le BAIIA. Nous estimons que, ce faisant, nous fournissons un complément d'information qui aidera les analystes, les investisseurs et les autres parties prenantes de Barrick à mieux comprendre notre capacité de générer des liquidités provenant des flux de trésorerie d'exploitation; ces montants sont exclus du calcul, car ils ne sont pas représentatifs de la performance de nos activités minières de base et ils ne rendent pas nécessairement compte des résultats d'exploitation sous-jacents pour les périodes présentées.

Avec prise d'effet au quatrième trimestre de 2018, nous avons modifié le calcul du BAIIA ajusté afin d'éliminer l'incidence de la charge d'impôt, des charges financières, des produits financiers et de l'amortissement attribuables aux participations mises en équivalence. Les périodes antérieures ont été retraitées de manière à refléter le changement du mode de présentation. Nous estimons que cela aidera les analystes, les investisseurs et les autres parties prenantes de Barrick à mieux comprendre la capacité de notre entreprise au complet, y compris les participations mises en équivalence, de générer des liquidités provenant des flux de trésorerie d'exploitation.

Le BAIIA et le BAIIA ajusté visent à fournir un complément d'information aux investisseurs et aux analystes et n'ont pas de sens normalisé selon les IFRS. Ils ne sauraient donc être considérés isolément ni se substituer à des mesures du rendement établies selon les IFRS. Comme le BAIIA et le BAIIA ajusté ne tiennent pas compte des charges décaissées liées aux activités de financement et aux impôts ni des variations du fonds de roulement d'exploitation, ils ne sont pas nécessairement indicatifs du résultat d'exploitation ni des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation établis selon les IFRS. D'autres entreprises peuvent calculer ces mesures différemment. Le tableau qui suit rapproche cette mesure hors PCGR à la mesure la plus directement comparable établie selon les IFRS.

Rapprochement du résultat net et du BAIIA et du BAIIA ajusté

(en millions de dollars)	Exercices clos les 31 décembre		
	2018	2017	2016
Résultat net	(1 435) \$	1 516 \$	861 \$
Charge d'impôt	1 198	1 231	917
Charges financières, montant net ¹	458	624	725
Amortissement	1 457	1 647	1 574
BAIIA	1 678 \$	5 018 \$	4 077 \$
Pertes de valeur (reprises) des actifs non courants ²	900	(212)	(250)
(Profits) pertes sur les acquisitions/cessions ³	(68)	(911)	42
Écarts de conversion	136	72	199
Ajustements des autres charges ⁴	336	51	(15)
Profits latents sur les contrats dérivés ne servant pas de couverture	1	(1)	(32)
Charge d'impôt, charges financières, montant net ¹ , et amortissement des entités détenues	97 \$	98 \$	\$63
BAIIA ajusté	3 080 \$	4 115 \$	4 084 \$

1. Les charges financières excluent la désactualisation.

2. Les pertes de valeur nettes pour l'exercice écoulé concernent principalement les pertes de valeur des actifs non courants de Lagunas Norte au cours du troisième trimestre de 2018 et les pertes de valeur des actifs non courants et du goodwill de Veladero au quatrième trimestre de 2018.

3. Les profits sur cession pour l'exercice écoulé concernent principalement le profit sur la vente d'un actif de redevance secondaire d'Acacia.

4. Les ajustements des autres charges pour l'exercice écoulé concernent principalement la perte de valeur des stocks de Lagunas Norte, la sortie du bilan d'un montant d'impôt à recevoir au titre d'un droit de timbre à long terme en Australie occidentale, les coûts associés à la fusion avec Randgold et le règlement d'un litige concernant un ancien contrat de fournisseur acquis dans le cadre de l'acquisition d'Equinox en 2011.

Résultat net ajusté

Le résultat net ajusté est une mesure financière hors PCGR qui exclut du résultat net les éléments suivants :

- les pertes de valeur (reprises) des immobilisations incorporelles, du goodwill, des immobilisations corporelles et des placements;
- les profits et pertes liés aux acquisitions et aux cessions;
- les écarts de conversion;
- les ajustements fiscaux importants;

- les profits et pertes latents sur dérivés ne servant pas de couverture;
- l'incidence fiscale et la participation ne donnant pas le contrôle liées aux éléments qui précèdent.

La direction utilise cette mesure à l'interne afin d'évaluer la performance de notre exploitation sous-jacente pour les périodes présentées ainsi que pour mieux planifier et prévoir les résultats d'exploitation futurs. La direction estime que le résultat net ajusté est une mesure utile de notre performance, car les pertes de valeur, les profits et pertes liés aux acquisitions ou aux cessions et les ajustements fiscaux importants ne reflètent pas la performance de l'exploitation sous-jacente de nos activités minières de base et ne sont pas nécessairement représentatifs de nos résultats d'exploitation futurs. En outre, les écarts de conversion et les profits et pertes latents découlant de contrats dérivés ne servant pas de couverture ne rendent pas nécessairement compte des résultats d'exploitation sous-jacents pour les périodes présentées. L'incidence fiscale et la participation ne donnant pas le contrôle liées aux éléments d'ajustement sont aussi exclues afin de permettre le rapprochement des montants avec la quote-part qui revient à Barrick après impôt, conformément au résultat net.

Comme nous l'avons souligné, nous utilisons cette mesure pour notre propre gestion interne. Comme les budgets et les prévisions internes de la direction ainsi que ses objectifs publiés ne reflètent pas les ajustements qui sont apportés, la présentation du résultat net ajusté permet aux investisseurs et aux analystes de mieux comprendre la performance de l'exploitation sous-jacente de nos activités minières de base du point de vue de la direction. La direction évalue périodiquement les composantes du résultat net ajusté en fonction de l'évaluation interne des mesures qui servent à établir le rendement de nos secteurs d'activité et d'une revue des mesures financières hors PCGR qu'utilisent les analystes de l'industrie minière et d'autres sociétés minières.

Le résultat net ajusté ne vise qu'à fournir un complément d'information et n'a aucune signification normalisée selon les IFRS; il ne saurait donc être considéré isolément ni se substituer à des mesures de rendement établies selon les IFRS. Cette mesure financière hors PCGR n'indique pas nécessairement le résultat d'exploitation ni les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation établis selon les IFRS. D'autres entreprises peuvent calculer ces mesures différemment. Le tableau ci-après présente un rapprochement de ces mesures financières hors PCGR et de la mesure la plus directement comparable selon les IFRS.

Rapprochement du résultat net et du résultat net par action, du résultat net ajusté et du résultat net ajusté par action

(en millions de dollars, sauf les montants par action, qui sont en dollars)	Exercices clos les 31 décembre		
	2018	2017	2016
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	(1 545) \$	1 438 \$	655 \$
Pertes de valeur (reprises) liées aux actifs non courants ¹	900	(212)	(250)
(Profits) pertes sur les acquisitions/cessions ²	(68)	(911)	42
Écarts de conversion	136	72	199
Ajustements fiscaux importants ³	742	244	43
Ajustements des autres charges ⁴	366	178	114
Profits (pertes) latents sur les contrats dérivés ne servant pas de couverture	1	(1)	(32)
Incidence fiscale et participation ne donnant pas le contrôle ⁵	(123)	68	47
Résultat net ajusté	409	876 \$	818 \$
Résultat net par action ⁶	(1,32)	1,23	0,56
Résultat net ajusté par action ⁶	0,35	0,75 \$	0,70 \$

1. Les pertes de valeur nettes pour l'exercice à l'étude concernent principalement les pertes de valeur des actifs non courants de Lagunas Norte au cours du troisième trimestre de 2018 et les pertes de valeur des actifs non courants et du goodwill de Veladero au quatrième trimestre de 2018.
2. Les profits sur cession pour l'exercice écoulé concernent principalement le profit sur la vente d'un actif de redevance secondaire d'Acacia.
3. Les ajustements fiscaux importants pour l'exercice écoulé concernent principalement la décomptabilisation d'actifs d'impôt différé au Canada et au Pérou.
4. Les ajustements des autres charges pour l'exercice à l'étude concernent principalement la perte de valeur des stocks de Lagunas Norte, la sortie du bilan d'un montant d'impôt à recevoir au titre d'un droit de timbre à long terme en Australie occidentale, les coûts associés à la fusion avec Randgold et le règlement d'un litige concernant un ancien contrat de fournisseur acquis dans le cadre de l'acquisition d'Equinox en 2011.
5. L'incidence fiscale et la participation ne donnant pas le contrôle pour l'exercice écoulé concernent principalement les pertes de valeur d'actifs à long terme.
6. Calcul effectué à partir du nombre moyen pondéré d'actions en circulation selon la méthode du résultat par action de base.

Flux de trésorerie disponibles

Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure financière hors PCGR qui déduit les dépenses d'investissement des rentrées nettes liées aux activités d'exploitation. La direction estime qu'il s'agit là d'une mesure utile de notre capacité à mener nos activités sans recourir à des emprunts supplémentaires ou à notre trésorerie disponible. Les flux de trésorerie disponibles ne visent qu'à fournir un complément d'information. Ils n'ont aucune signification normalisée selon les IFRS et ne sauraient être considérés isolément ni se substituer à des mesures de rendement établies selon les IFRS. Cette mesure n'est pas nécessairement représentative du résultat d'exploitation ou des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation établis selon les IFRS. D'autres entreprises peuvent calculer cette mesure différemment. Le tableau ci-après présente un rapprochement de ces mesures financières hors PCGR et de la mesure la plus directement comparable selon les IFRS.

Rapprochement des rentrées nettes liées aux activités d'exploitation avec les flux de trésorerie disponibles

(en millions de dollars)	Exercices clos les 31 décembre		
	2018	2017	2016
Rentrées nettes liées aux activités d'exploitation	1 765 \$	2 065 \$	2 640 \$
Dépenses d'investissement	(1 400)	(1 396)	(1 126)
Flux de trésorerie disponibles	365 \$	669 \$	1 514 \$

Données de tiers

Actifs aurifères de première catégorie

Toute mention des actifs aurifères de première catégorie des sociétés comparables de secteur de Barrick qui figure dans la présente circulaire est fondée sur des données obtenues auprès de Wood Mackenzie en date du 31 août 2018. Wood Mackenzie est une entreprise de recherche et de consultation tierce indépendante qui fournit des données pour le secteur des métaux et des mines, entre autres. Wood Mackenzie n'est pas membre du groupe de Barrick.

Total des charges décaissées le moins élevé

Cette mesure financière hors PCGR est fondée sur des données de Wood Mackenzie en date du 31 août 2018 et n'a pas de sens normalisé selon les IFRS. Cette mesure pourrait donc ne pas être comparable à des mesures semblables présentées par d'autres sociétés. Les comparaisons financières entre Barrick par suite de la fusion et ses principales sociétés aurifères comparables sont effectuées à partir des données présentées par Wood Mackenzie qui pourraient ne pas être calculées de la même manière que Barrick et Randgold calculent des mesures comparables.

Barrick estime que son utilisation des charges décaissées permettra aux analystes, aux investisseurs et aux autres parties prenantes de Barrick de mieux comprendre les charges associées à la production d'or et les paramètres économiques de l'exploitation aurifère, ainsi que de mieux apprécier la performance de notre exploitation, notre capacité à dégager des flux de trésorerie disponibles liés aux activités d'exploitation courantes et notre capacité à dégager des flux de trésorerie disponibles liés à l'ensemble des activités de la Société. Étant donné la nature capitalistique du secteur et les longues durées d'utilité sur lesquelles les actifs sont amortis, il peut exister un décalage important entre le résultat net calculé selon les IFRS et les flux de trésorerie disponibles dégagés par une mine. C'est pourquoi la Société juge que ces mesures financières hors PCGR sont utiles et constituent un complément aux informations fournies selon les IFRS.

Le total des charges décaissées est une mesure qui vise uniquement à fournir un complément d'information et n'a pas de sens normalisé selon les IFRS. Elle ne saurait être considérée isolément ni se substituer à des mesures du rendement établies selon les IFRS. Cette mesure n'est pas équivalente au résultat net ni aux flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation établis selon les IFRS. Même si le World Gold Council en a publié une définition normalisée, cette mesure peut être calculée différemment par d'autres sociétés.

Information technique

Au 31 décembre 2018, les réserves d'or prouvées et probables de Barrick s'élevaient à 62,3 millions d'onces (estimations établies conformément au *Règlement 43-101 sur l'information concernant les projets miniers*, comme l'exigent les Autorités canadiennes en valeurs mobilières). Réserves prouvées de 344,6 millions de tonnes d'une teneur de 2,15 g/t, soit 23,9 millions d'onces d'or, et de 169,2 millions de tonnes d'une teneur de 0,59 %, soit 2,195 milliards de livres de cuivre. Réserves probables de 0,9 milliard de tonnes d'une teneur de 1,33 g/t, soit 38,4 millions d'onces d'or, et de 452,7 millions de tonnes d'une teneur de 0,55 %, soit 5,454 milliards de livres de cuivre. Les données complètes sur les réserves minérales et les ressources minérales, y compris les tonnages, les teneurs et les onces figurent aux pages 35 à 43 de la notice annuelle pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 de Barrick. Les informations scientifiques et techniques ont été révisées et approuvées par Rick Sims, membre accrédité – SME, vice-président, Réserves et ressources de Barrick, qui est une « personne qualifiée » au sens du *Règlement 43-101 sur l'information concernant les projets miniers*.

ANNEXE A

RENSEIGNEMENTS SUR LES PRATIQUES EN MATIÈRE DE GOUVERNANCE

Notre objectif consiste à être la société d'exploitation aurifère la plus réputée au monde en découvrant, en mettant en valeur et en possédant les meilleurs actifs ainsi qu'en embauchant les personnes les plus talentueuses, de manière à dégager des rendements durables pour nos propriétaires et nos partenaires. En traitant les intérêts de nos partenaires externes comme étant nôtres, nous devenons le partenaire de choix des gouvernements et des collectivités hôtes, l'employeur de prédilection pour les plus grands talents dans le monde et le choix naturel pour les investisseurs avertis dont la visée est à long terme. Une culture de partenariat : voilà l'authenticité de Barrick, sa marque distinctive et son avantage concurrentiel durable.

Nous avons aussi fait de la culture de partenariat le pivot central de notre structure unique de gouvernance et de direction, le choix le plus approprié au moment actuel de l'histoire de Barrick.

Dans la rubrique intitulée « *Notre structure de gouvernance et de leadership* » ci-dessous, nous expliquons le fonctionnement de notre structure de façon circonstanciée et précisons les responsabilités de notre conseil, de notre président exécutif du conseil, de notre administrateur principal et de notre président et chef de la direction.

Le conseil travaille continuellement et soigneusement à revoir et à améliorer nos politiques et pratiques en matière de gouvernance, lesquelles sont conformes à l'*Instruction générale 58-201 relative à la gouvernance* des Autorités canadiennes en valeurs mobilières et tiennent compte également des règles de la TSX (**règles de la TSX**) et des normes de la NYSE (**normes de la NYSE**), même si la plupart des normes de la NYSE ne s'appliquent pas directement à nous puisque nous sommes une société canadienne. Nous avons résumé ci-dessous les principales différences entre nos pratiques en matière de gouvernance et les normes de la NYSE applicables aux sociétés américaines :

- En vertu du paragraphe 303A.08 des normes de la NYSE, les actionnaires sont tenus d'approuver tous les « régimes de rémunération fondés sur des titres de capitaux propres » et les modifications importantes qui y sont apportées. La définition de régimes de rémunération fondés sur des titres de capitaux propres en vertu des normes de la NYSE vise les régimes qui prévoient la livraison de titres nouvellement émis, ainsi que des régimes qui sont fondés sur des titres qui ont été rachetés sur le marché par la société émettrice aux fins de redistribution aux employés et aux administrateurs. Par contre, en vertu des règles de la TSX, les actionnaires sont tenus d'approuver les mécanismes de rémunération fondés sur des titres seulement si ceux-ci prévoient la livraison de titres nouvellement émis ou des modifications précisées apportées à ces mécanismes. Par conséquent, Barrick ne demandera pas l'approbation des actionnaires en ce qui concerne les régimes de rémunération fondés sur des titres de capitaux propres et les modifications apportées à ces régimes, à moins que ces régimes ne visent des titres nouvellement émis ou que les modifications ne constituent des modifications précisées aux termes des règles de la TSX.

Le cadre de gouvernance de Barrick comprend les mandats et les pratiques clés du conseil et de ses comités, les descriptions de poste pour notre président exécutif du conseil, notre administrateur principal et notre président et chef de la direction, ainsi qu'un ensemble de lignes directrices en matière de gouvernance que vous pouvez consulter sur notre site Web au www.barrick.com/about/governance. D'autres renseignements concernant la gouvernance sont présentés sur le site Web de Barrick, dont notre Code d'éthique et de conduite des affaires et notre politique en matière de présentation de l'information. Vous trouverez de plus amples renseignements sur nos comités du conseil (le comité d'audit et des risques, le comité de la rémunération et le comité de la gouvernance et des mises en candidature) sous la rubrique « *Comités du conseil* », commençant à la page 39 de la présente circulaire.

Mandat et responsabilités du conseil

Le conseil d'administration constitue la voix de tous les propriétaires en établissant les politiques et les priorités de la Société, en phase avec son objet et ses valeurs, et s'assure que la direction exécute ces priorités selon les plus hautes normes. Le conseil a adopté un mandat officiel qui décrit ses principales responsabilités et ses principaux buts et devoirs. Le conseil juge qu'il a librement accès à l'information et qu'il n'est pas restreint dans ses délibérations ni dans sa capacité d'exercer son mandat légal de supervision des affaires commerciales et internes de la Société et il estime que suffisamment de systèmes et de méthodes sont en place pour assurer son indépendance de la direction. Dans le cadre de l'exécution de ses fonctions, le conseil prend des décisions importantes en matière de politiques, participe à la planification stratégique, délègue à la direction le pouvoir et la responsabilité des affaires quotidiennes et passe en revue le rendement et l'efficacité de la direction. Le texte intégral du mandat du conseil est présenté à l'annexe B de la présente circulaire. Depuis notre dernière assemblée annuelle, par suite de la fusion, le conseil a revu et mis à jour son mandat.

Le texte qui suit décrit les principales responsabilités de supervision du conseil.

Planification stratégique

L'une des principales responsabilités du conseil consiste à examiner nos objectifs stratégiques en collaboration avec la direction. Au cours de l'année, le conseil examine les plans et les budgets d'exploitation de la Société, lesquels tiennent compte des occasions et des principaux risques associés à notre entreprise. Le conseil reçoit régulièrement des mises à jour sur la mise en œuvre de nos stratégies, plans et budgets ainsi que sur les contraintes réglementaires, environnementales ou sociales qui peuvent avoir une incidence sur l'atteinte des objectifs commerciaux de la Société. En 2018, dans le cadre de ses délibérations relatives à l'approbation de la fusion, le conseil a aussi examiné les autres opérations potentielles et options stratégiques qui s'offraient à Barrick.

Surveillance des risques

Le conseil estime qu'une approche en matière de gestion des risques déployée à l'échelle de l'entreprise permet à la Société d'évaluer et d'atténuer la plupart des risques avec efficacité et efficacité. Par conséquent, le conseil s'attend à ce que la direction :

- maintienne un cadre qui fait en sorte que nous gérons et atténuons les risques efficacement et de manière à créer la plus grande valeur;
- intègre une procédure en vue de la gestion et de l'atténuation des risques dans tous nos processus décisionnels importants de sorte que nous puissions réduire les incidences des incertitudes dans le cadre de l'atteinte de nos objectifs;
- veille à ce que les contrôles clés sur lesquels nous nous fions pour que la Société atteigne ses objectifs soient supervisés activement pour qu'ils demeurent efficaces; et
- fournisse au comité exécutif et aux comités du conseil d'administration pertinents l'assurance que les activités de contrôle clés sont efficaces.

Notre modèle de partenariat distinctif et authentique reflète notre conviction que les questions complexes sont mieux comprises et gérées par une équipe de partenaires qui collaborent, particulièrement en ce qui a trait à l'évaluation et la réduction des risques. Notre modèle rationalisé et décentralisé a mené à davantage de collaboration, à une meilleure prise de décisions et à une communication et à un processus de résolution des problèmes plus rapides. En décentralisant davantage notre siège social, nous avons accéléré le rythme auquel l'information circule entre la direction et les mines. Cette structure souple améliore nos processus de gestion des risques en assurant un partage de l'information instantané et une plus grande transparence.

À la fin de 2018, la réunion hebdomadaire de RPA est devenue la réunion hebdomadaire d'examen du comité exécutif qui constitue désormais le forum principal où les cadres supérieurs peuvent soulever les risques qui se rattachent à nos activités d'exploitation et à la Société et en discuter de façon plus générale. L'examen hebdomadaire du comité exécutif réunit le président et chef de la direction et d'autres membres de la haute direction clés ainsi que d'autres cadres supérieurs, y compris les chefs de l'exploitation régionaux. Au cours des réunions ordinaires du conseil prévues au calendrier, le conseil et le comité d'audit et des risques reçoivent des mises à jour sur des questions qui ont été soulevées par la direction dans le cadre de ces réunions hebdomadaires.

Au cours de 2018, nous avons continué à rehausser la qualité de l'information portant sur les risques fournie au comité des risques, y compris des renseignements concis et pertinents sur les risques qui facilitent des discussions sérieuses sur les principaux risques auxquels la Société fait face et sur la façon dont ils sont gérés. Au besoin, des exposés approfondis ont été faits sur des sujets précis afin de permettre une compréhension plus complète des risques et des stratégies d'atténuation des risques de la direction. Par exemple, au cours de 2018, des exposés approfondis ont été faits au comité des risques sur une gamme de sujets, dont le programme de gérance des parcs de résidus miniers de Barrick, Pascua-Lama, le séisme de Porgera, la décentralisation, les programmes d'assurances de Barrick, les risques d'intégration liés à la fusion et la gestion des talents visant les directeurs généraux des mines. Avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2019, les devoirs et responsabilités du comité des risques ont été assumés par le comité d'audit et des risques et le comité des risques a été dissous. Le comité d'audit et des risques continuera de tenir ces exposés approfondis et de recevoir ces renseignements sur les risques de meilleure qualité.

Le conseil surveille les risques d'entreprise et les cadres de contrôle interne de la Société principalement par le truchement du comité d'audit et des risques, lequel est composé entièrement d'administrateurs indépendants. Le comité d'audit et des risques surveille également la conception et l'exécution des programmes de gestion des risques financiers de Barrick. Par l'intermédiaire de ce comité, le conseil surveille aussi la gestion des risques en ce qui a trait aux principaux risques financiers et risques liés à l'information financière, comme ils se rapportent au contrôle interne à l'égard de l'information financière. Le comité d'audit et des risques supervise également la fonction d'audit interne qui est chargée de garantir l'efficacité de la conception et du fonctionnement des contrôles internes associés aux domaines de risque clés. Par le truchement du comité de la rémunération, aussi composé entièrement d'administrateurs indépendants, le conseil surveille la concordance des programmes de rémunération des membres de la haute direction de Barrick avec les priorités stratégiques, y compris les programmes mis en place aux fins de la gestion des risques associés aux pratiques de rémunération et réduire la prise de risques indus. Par le truchement du comité de la gouvernance et des mises en candidature, le conseil surveille l'élaboration des programmes de gestion des risques auxquels Barrick est exposée sur les plans de l'environnement, de la santé et sécurité au travail, de la responsabilité sociale de l'entreprise et des droits de la personne.

Changements climatiques

Barrick considère que les changements climatiques, notamment les variations des températures et des précipitations et les manifestations climatiques de plus en plus fréquentes et intenses, sont un grand sujet de préoccupation tant pour la Société que pour les collectivités et le monde

entier. L'instabilité du climat pourrait ainsi nuire à la stabilité et à l'efficacité des infrastructures et du matériel, avoir d'éventuelles conséquences sur les mesures de protection environnementale et les conditions de fermeture de mines, mener à une évolution du contexte réglementaire, y compris à un resserrement des régimes de taxation du carbone et, éventuellement, se répercuter sur la stabilité et le coût d'approvisionnement en eau et en énergie.

En 2018, Barrick a poursuivi la mise en œuvre de la stratégie sur les changements climatiques qu'elle a élaborée en 2017, laquelle est harmonisée avec la stratégie d'affaires générale qui consiste à faire croître les flux de trésorerie disponibles¹ par action en exerçant ses activités minières d'une manière sûre et responsable.

La stratégie sur les changements climatiques de Barrick repose sur trois piliers :

- *La compréhension et l'atténuation des risques associés aux changements climatiques.* En 2018, les changements climatiques ont été intégrés au processus officiel d'évaluation des risques de Barrick, aux termes duquel les facteurs liés aux changements climatiques ont été pris en compte dans le processus d'évaluation des risques des mines (par exemple, en tenant compte de l'incidence des précipitations plus importantes, des sécheresses ou des tempêtes violentes sur les activités d'exploitation ainsi que sur les collectivités situées à proximité des mines).
- *La réduction de l'impact de Barrick sur les changements climatiques.* L'exploitation minière consomme beaucoup d'énergie et nous sommes bien conscients de la corrélation importante entre la consommation d'énergie et les émissions de gaz à effet de serre. En gérant efficacement notre consommation d'énergie, nous serons à même de réduire notre consommation d'électricité fournie par les réseaux locaux, de réduire les émissions de gaz à effet de serre, d'améliorer notre productivité et, dès lors, d'abaisser nos frais miniers directs. À preuve, en 2018, nous avons annoncé notre plan de convertir la centrale électrique Quisqueya I en République dominicaine : de centrale alimentée par mazout lourd, elle deviendra une centrale alimentée par gaz naturel en 2019.
- *L'amélioration de notre information sur les changements climatiques.* En 2018, nous avons publié notre rapport sur le climat 2017/2018, dans lequel nous décrivons notre stratégie en matière de changements climatiques, énonçons les risques et les occasions associés aux changements climatiques et communiquons nos émissions de gaz à effet de serre pour toutes nos installations et centrales électriques en exploitation. La publication de ce rapport démontre notre engagement à divulguer volontairement nos émissions de gaz à effet de serre.

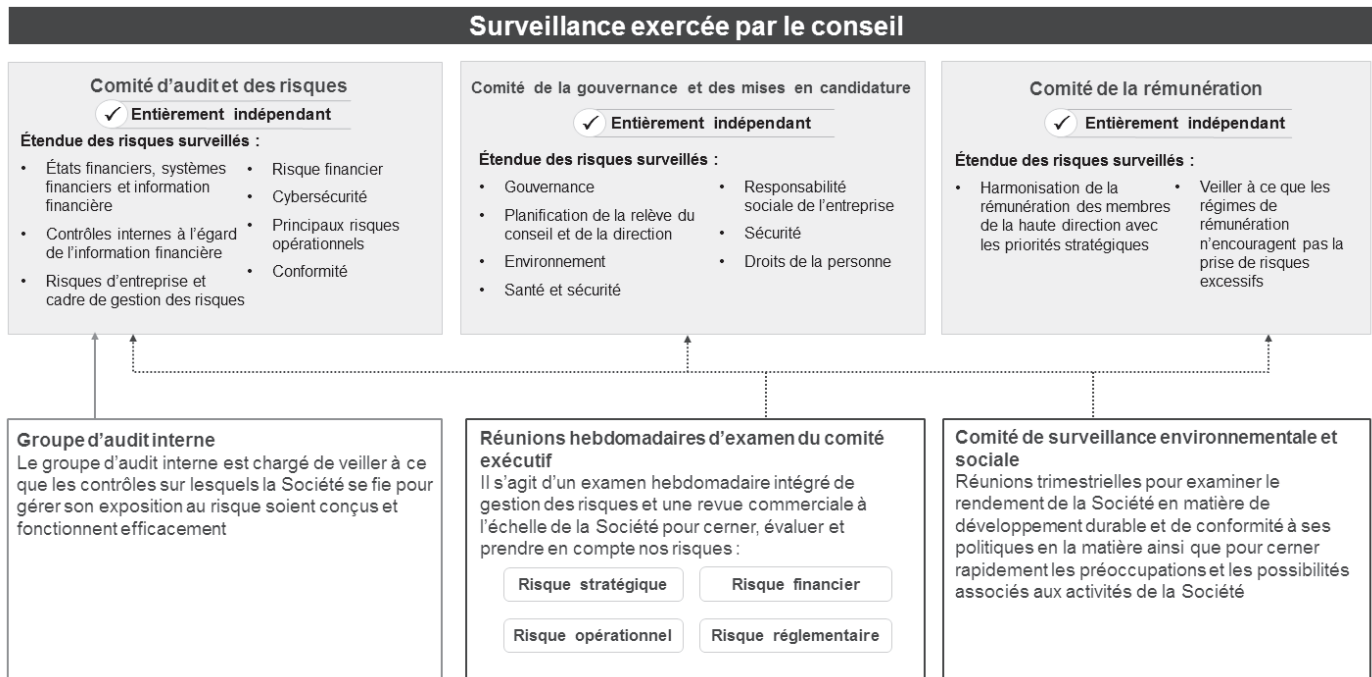
La gouvernance à l'égard des risques et des occasions associés aux changements climatiques est assurée par le conseil et par la direction.

Avant la réalisation de la fusion, le comité de la responsabilité sociale de l'entreprise, qui se réunissait trimestriellement, était chargé de la surveillance des politiques, des programmes et du rendement de Barrick relativement aux questions environnementales, notamment les changements climatiques. Le comité des risques a aidé le conseil à surveiller la gestion, par la Société, des risques d'entreprise ainsi que la mise en œuvre de politiques et de normes de suivi et d'atténuation de ces risques. Les changements climatiques sont intégrés au processus officiel de gestion des risques de Barrick, dont les résultats ont été examinés par le comité des risques tout au long de 2018. En outre, le comité d'audit a passé en revue l'approche de la Société en matière de changements climatiques avant sa publication par Barrick.

Après la réalisation de la fusion et les changements qui ont été apportés à la composition du conseil et des comités, le comité de la gouvernance et des mises en candidature a assumé les responsabilités du comité de la responsabilité sociale de l'entreprise quant à la surveillance des questions environnementales, tel qu'il est susmentionné, alors que les responsabilités du comité d'audit et celles du comité des risques avant la fusion ont été assumées par le comité d'audit et des risques. En outre, Barrick a réaffirmé son engagement envers le développement durable en créant un comité E&S. Ce comité est présidé par le président et chef de la direction et il regroupe tous les chefs de l'exploitation régionaux, les directeurs généraux des mines et les responsables des questions de santé, de sécurité et d'environnement et de fermeture des mines, ainsi que le directeur exécutif, Développement durable du groupe et un consultant indépendant en développement durable. Le comité E&S se réunit à tous les trimestres pour examiner le rendement de la Société en matière de développement durable et de conformité à ses politiques en la matière, ainsi que pour cerner les préoccupations et les possibilités associées aux activités de la Société. Le président et chef de la direction examine les rapports du comité S&S avec le comité de la gouvernance et des mises en candidature trimestriellement dans le cadre du mandat du comité ayant trait à la surveillance des programmes, des politiques et du rendement de Barrick en matière d'environnement, de santé, de sécurité, de responsabilité sociale de l'entreprise et de droits de la personne.

¹ Les flux de trésorerie disponibles par action sont une mesure financière hors PCGR qui n'a pas de sens normalisé selon les IFRS. Cette mesure pourrait donc ne pas être comparable à des mesures semblables présentées par d'autres sociétés. Pour plus de renseignements concernant les mesures financières hors PCGR, voir « *Autres renseignements – Utilisation de mesures financières hors PCGR* » à la page 104.

Le tableau suivant résume notre approche, à l'échelle de l'entreprise, à l'égard de la surveillance des risques et de la répartition des responsabilités en cette matière.



Intégrité des contrôles internes

Il incombe au conseil de surveiller le cadre de contrôle interne de la Société. Le conseil exerce une surveillance des activités d'assurance conçues pour offrir une assurance de l'efficacité des contrôles internes, essentiellement par l'intermédiaire du comité d'audit et des risques. Le comité d'audit et des risques examine régulièrement les rapports émanant du chef du groupe de gestion des risques et d'assurance de la Société. Le conseil examine aussi les rapports dressés par l'auditeur indépendant en vue d'évaluer le caractère adéquat et l'efficacité de nos contrôles internes à l'égard de l'information financière et des contrôles et procédures de communication de l'information et autres contrôles considérés comme cruciaux aux fins de la gestion des risques d'entreprise.

Par le truchement du comité d'audit et des risques, le conseil surveille les activités d'assurance relatives à la présentation de l'information comptable et financière et à la publication de l'information. De plus, le comité d'audit et des risques revoit et recommande l'approbation de nos états financiers consolidés et d'autres documents d'information externe et d'audit requis. À chacune de ses réunions, le comité d'audit et des risques se réunit avec l'auditeur externe et le responsable de la fonction d'audit interne de Barrick dans le cadre de sa séance habituelle à huis clos. Par l'intermédiaire du comité de la gouvernance et des mises en candidature, le conseil surveille les activités d'assurance liées à notre rendement en matière d'environnement, de santé et sécurité au travail, de responsabilité sociale de l'entreprise, de sécurité et des droits de la personne.

Planification de la relève

Le conseil estime que la gestion des talents et la planification de la relève sont essentielles au succès continu de Barrick. À chaque réunion ordinaire du conseil prévue au calendrier, le conseil reçoit le rapport portant sur les talents qui couvre la planification de la relève, le recrutement, les considérations en matière de perfectionnement et le maintien en fonction des leaders aux échelons les plus élevés et des personnes qui ont été repérées comme des membres de haute direction possédant de grandes aptitudes et très prometteuses. Ainsi, le conseil est tenu informé de notre bassin de talents à tous les échelons de l'entreprise. En outre, Barrick veille au perfectionnement de ses partenaires et de ses gens possédant de grandes aptitudes en favorisant les mutations à d'autres postes à des fins de perfectionnement, le mentorat au travail et la formation à l'interne et à l'externe. De plus, en 2018, le conseil a participé à une séance approfondie de planification de la relève afin de discuter de plans de la relève et de les créer pour les rôles clés, allant de la direction aux sites miniers en passant par le comité exécutif de 2018.

Le conseil revoit les questions liées à la relève des leaders aux échelons les plus élevés, y compris le président exécutif du conseil et le président et chef de la direction. Les plans de la relève sont fondés sur les systèmes de gestion des talents de Barrick, qui repèrent les candidats possédant les compétences, l'expérience et leadership nécessaires pour gravir les échelons et occuper les postes de leadership les plus élevés. Le conseil rencontre les personnes très prometteuses de la Société. La Société a également en place un plan de relève d'urgence pour faire face à une situation exigeant un remplacement immédiat du président et chef de la direction.

De plus, le conseil se réunit régulièrement avec nos partenaires aux échelons les plus élevés lorsque ceux-ci participent aux réunions du conseil et de ses comités et lors de séances de formation continue. Nos partenaires aux échelons les plus élevés participent aussi à des réunions officielles avec des membres du conseil tout au long de l'année. Cette interaction régulière fait en sorte que les administrateurs apprennent à connaître les personnes qui ont été identifiées comme les futurs leaders possibles de la Société.

Évaluation de notre président exécutif du conseil, de notre président et chef de la direction et d'autres cadres dirigeants

Après la clôture de la fusion, dans le but de refléter la nouvelle structure de gouvernance de Barrick, le conseil a approuvé de nouvelles descriptions de poste et de nouveaux mandats des comités, notamment en ce qui a trait au processus d'évaluation de la direction de Barrick.

L'administrateur principal travaille avec le président exécutif du conseil pour établir les objectifs de ce dernier chaque année, qui sont alors recommandés au conseil plénier aux fins d'approbation par le comité de la gouvernance et des mises en candidature et le comité de la rémunération. Ces deux comités sont entièrement composés d'administrateurs indépendants.

Le comité de la gouvernance et des mises en candidature, en consultation avec l'administrateur principal, fait une évaluation annuelle du rendement du président exécutif du conseil par rapport à ces objectifs et fournit un rapport sur l'évaluation du rendement au comité de la rémunération et au conseil. Le comité de la rémunération recommande au conseil la rémunération annuelle du président exécutif du conseil. Une description circonstanciée des critères et de la méthode employés pour évaluer le rendement du président exécutif du conseil ainsi que ses attributions au titre de la rémunération en 2018 est présentée à partir de la page 62.

Le président exécutif du conseil évalue annuellement le rendement du président et chef de la direction en s'appuyant sur les commentaires de l'administrateur principal et fait rapport de cet examen au conseil et au comité de la rémunération, au besoin. Le comité de la rémunération recommande au conseil la rémunération annuelle du président et chef de la direction. La rémunération du président exécutif du conseil et du président et chef de la direction est approuvée par nos administrateurs indépendants. Le comité de la rémunération revoit et approuve la rémunération annuelle des autres cadres dirigeants en fonction de l'évaluation annuelle du rendement de ceux-ci et des recommandations sur la rémunération fournies par le président et chef de la direction. Le comité de la rémunération fonde ses recommandations et approbations sur les politiques établies de Barrick en lien avec le rendement de chacun des membres de la haute direction tel qu'il est mesuré par rapport au tableau de bord aux fins des primes incitatives annuelles au rendement communiqué aux actionnaires à l'avance et sur le rendement de la Société, tel qu'il est mesuré par rapport au tableau de bord à long terme de la Société communiqué aux actionnaires à l'avance. La rémunération des membres de la haute direction est examinée dans le contexte de la gérance et de la gouvernance globales de la Société. Une description circonstanciée des critères et de la méthode employés pour évaluer le rendement de notre ancien président et d'autres cadres dirigeants avant la clôture de la fusion et pour fixer leur rémunération est présentée à partir de la page 62.

Communications et interaction avec les actionnaires

Nous sommes dotés d'une politique en matière de présentation de l'information qui fait état de notre engagement à communiquer en temps opportun, et de façon complète et exacte, l'information importante concernant la Société à nos actionnaires, à la communauté financière et au public. La Société a adopté des pratiques en matière de présentation de l'information qui font en sorte que l'information importante n'est pas présentée aux investisseurs, aux analystes ou aux autres personnes de façon sélective en violation des lois sur les valeurs mobilières applicables. Les communications et les réunions avec les actionnaires ou autres personnes respecteront ces pratiques en matière de présentation de l'information. Le conseil examine et approuve le contenu des documents d'information d'importance, dont notre rapport annuel, nos rapports trimestriels aux actionnaires, notre notice annuelle et notre circulaire. Vous pouvez consulter un exemplaire de notre politique en matière de présentation de l'information sur notre site Web au www.barrick.com/about/governance.

L'information concernant nos activités d'exploitation, nos résultats financiers et notre stratégie est présentée périodiquement par les cadres supérieurs au cours de l'exercice sous diverses formes, dont nos rapports annuels et trimestriels, notre notice annuelle, notre rapport sur le développement durable, nos communiqués, nos conférences tenues avec des représentants de l'industrie et des investisseurs, ainsi que nos rencontres avec des analystes et des investisseurs. La direction tient aussi des conférences téléphoniques et des webémissions en lien avec la publication de ses résultats trimestriels et des principaux faits nouveaux touchant l'entreprise dès qu'il est possible de le faire après leur annonce. Ces documents d'information, présentations aux investisseurs, conférences téléphoniques et webémissions se retrouvent sur notre site Web au www.barrick.com/investors.

Dans le cadre de nos efforts pour promouvoir une plus grande interaction avec les actionnaires, le conseil a adopté une politique d'interaction avec les actionnaires officielle afin de faciliter un dialogue franc et l'échange d'idées entre la Société, notre conseil et nos actionnaires. Vous pouvez consulter notre politique d'interaction avec les actionnaires sur notre site Web au www.barrick.com/about/governance. Nous avons également créé le rôle de premier vice-président, Gouvernance, en vue de favoriser une plus grande transparence et une meilleure communication avec les actionnaires et d'améliorer notre information à l'égard de tous les aspects de la gouvernance. Comme nous l'avons fait l'année dernière, Barrick tient une assemblée annuelle hybride (physique et virtuelle) à laquelle il est possible d'assister en personne ou, dans le cas des actionnaires inscrits, en ligne à partir d'un portail vidéo qui offre aux actionnaires la possibilité de poser des questions au conseil et à la direction et d'exercer leurs droits de vote attachés à leurs actions de Barrick au moyen de la plate-forme d'assemblée LUMI. Vous trouverez plus de renseignements à la rubrique « *Information concernant l'assemblée et l'exercice des droits de vote – Procédures de vote* », commençant à la page 6.

Les actionnaires peuvent communiquer avec le président exécutif du conseil par la poste (en indiquant sur l'enveloppe la mention « Confidentiel ») ou par courriel aux adresses suivantes :

À l'attention du président exécutif du conseil
Société aurifère Barrick
TD Canada Trust Tower
Brookfield Place
161 Bay Street, bureau 3700
C.P. 212
Toronto (Ontario) M5J 2S1
Courriel : executivechairman@barrick.com
c.c. : corporatesecretary@barrick.com

Les actionnaires peuvent communiquer avec les administrateurs indépendants par la poste (en indiquant sur l'enveloppe la mention « Confidentiel ») ou par courriel aux adresses suivantes :

À l'attention de l'administrateur principal
Société aurifère Barrick
TD Canada Trust Tower
Brookfield Place
161 Bay Street, bureau 3700
C.P. 212
Toronto (Ontario) M5J 2S1
Courriel : leaddirector@barrick.com
c.c. : corporatesecretary@barrick.com

Les actionnaires peuvent communiquer avec le président et chef de la direction par la poste ou par courriel aux adresses suivantes :

À l'attention du président et chef de la direction
Société aurifère Barrick
TD Canada Trust Tower
Brookfield Place
161 Bay Street, bureau 3700
C.P. 212
Toronto (Ontario) M5J 2S1
Courriel : corporatesecretary@barrick.com

Les actionnaires peuvent communiquer leurs points de vue à la direction par l'intermédiaire du service des relations avec les investisseurs de la Société aux adresses suivantes :

À l'attention du service des relations avec les investisseurs
Société aurifère Barrick
TD Canada Trust Tower
Brookfield Place
161 Bay Street, bureau 3700
C.P. 212
Toronto (Ontario) M5J 2S1
Téléphone : 416 307-7474
Courriel : investor@barrick.com

Notre structure de gouvernance et de leadership

Nous avons consciemment établi une structure distinctive pour la gouvernance et la direction de Barrick. Dans la présente rubrique, nous présentons les responsabilités de notre conseil, de notre président exécutif du conseil, de notre président et chef de la direction et de notre administrateur principal. De plus, nous expliquons la façon dont ils travaillent ensemble et les raisons pour lesquelles nous continuons d'estimer que cette structure est la bonne pour Barrick à ce moment-ci.

Sous la gouvernance de notre président exécutif du conseil, il y a cinq ans, Barrick a mis en place la stratégie « Retour à l'avant-garde » pour se réapproprier l'ADN initial et authentique de la Société telle qu'elle a existé lorsque Peter Munk et ses partenaires l'ont créée et lui redonner toute sa pertinence. Plus précisément, nous entendons rétablir nos quatre éléments fondamentaux : premièrement, une culture de partenariat; deuxièmement, un modèle d'affaires rationalisé, souple et décentralisé; troisièmement, une attention soutenue sur la création de la valeur à long terme, telle qu'elle est mesurée par les flux de trésorerie disponibles par action; et, quatrièmement, une rigueur et une prudence financières qui se traduisent par une gestion du portefeuille éclairée, une répartition du capital rigoureuse et un état de la situation financière sain. Aujourd'hui, la Société a endossé et mis en œuvre chacun de ces éléments.

Nous avons continué de faire progresser la mise en œuvre de notre modèle d'exploitation décentralisée, en réattribuant des rôles aux fonctions d'exploitation au besoin et en éliminant les rôles qui ne sont plus désormais nécessaires. Le siège social établit la stratégie et affecte des personnes et du capital selon les priorités stratégiques de la Société. Les chefs de l'exploitation régionaux décident comment mieux maximiser la valeur à long terme de leurs activités avec les conseils et l'aide des experts du siège social. Ces leaders régionaux travaillent de concert avec nos équipes régionales pour conserver et rehausser l'acceptabilité sociale de nos activités et créer des partenariats solides avec les gouvernements hôtes et les collectivités. Ce modèle rationalisé et décentralisé permet une libre et prompt circulation de l'information à l'échelle de la Société et fait en sorte que les problèmes sont résolus rapidement par les personnes qui les vivent de près. Ce modèle permet aussi nos partenaires de travailler en équipe pour comprendre et gérer les questions complexes de notre entreprise et évaluer et réduire les risques.

Ayant réinstauré le modèle qui a façonné les premiers succès de Barrick, nous désirons devenir la société d'exploitation minière la plus réputée au monde. Nous prôtons une culture du rendement élevé définie par les principes suivants : un profond engagement envers le partenariat, une exécution de haut niveau constante, l'excellence opérationnelle, la répartition rigoureuse du capital et l'amélioration personnelle continue. Nous sommes continuellement à l'affût de talents, recherchons de nouvelles perspectives provenant d'autres secteurs et nous nous imposons le défi de penser différemment. Nous investissons dans la technologie numérique de façon disciplinée pour faire de nous une société plus rapide, plus sécuritaire, plus efficace et plus transparente avec nos partenaires. Notre conseil d'administration est la voix de tous les propriétaires. Il établit les priorités stratégiques de la Société en phase avec notre vision et nos valeurs. Le président exécutif du conseil est lui-même un important propriétaire et il agit en tant que représentant du conseil et des propriétaires. Il veille à ce que les priorités stratégiques établies par le conseil soient exécutées selon les plus hautes normes possibles.

Conseil d'administration

Dans le cadre de l'exécution de sa fonction de surveillance, notre conseil d'administration, en tant que voix de tous les propriétaires, revoit avec la direction et établit les priorités de la Société en phase avec nos objectifs et nos valeurs.

Partenaires

Nos priorités sont exécutées par notre partenariat créé au début de 2015. Au 28 mars 2019, nous comptons 40 partenaires, dont 14 sont des membres de la haute direction. Les partenaires sont les personnes qui font preuve, avec constance, des plus grandes qualités de leadership transformationnel : un attachement inconditionnel aux valeurs de Barrick, la poursuite de l'excellence et de l'innovation et une capacité à motiver et à inspirer les autres. Nos partenaires abordent leur travail avec un souci d'équilibre entre l'audace et la prudence : agir avec diligence tout en faisant preuve de discipline et de diligence. Nos partenaires sont propriétaires de la Société et vivent les succès et les défis de celle-ci avec les actionnaires. Une partie importante de leur rémunération totale est à long terme, sous forme d'UAOR, qui se convertissent en actions de Barrick ne pouvant être vendues jusqu'à ce que le partenaire prenne sa retraite ou quitte la Société. Les partenaires dont le rendement ne répond pas aux attentes seront démis de leurs fonctions à titre de partenaires.

Président et chef de la direction

Le président et chef de la direction est nommé par le conseil et relève du président exécutif du conseil. Le président et chef de la direction a la responsabilité globale, sous réserve de la surveillance du président exécutif du conseil et du conseil, de la gestion quotidienne des activités de la Société, de la surveillance générale des activités de la Société et de l'exécution des plans opérationnels de la Société et, de concert avec le président exécutif du conseil, de l'exécution des priorités stratégiques de la Société. En remplissant son rôle de chef de la direction, le président et chef de la direction agit conformément aux pouvoirs qui lui sont délégués par le président exécutif du conseil et le conseil. Entre autres fonctions, le président et chef de la direction doit également i) contrôler le rendement opérationnel et la direction stratégique de la Société, ii) gérer le cadre des contrôles internes de la Société, iii) développer les structures du capital, d'entreprise et de gestion appropriées pour s'assurer que les objectifs de la Société soient atteints et iv) faire rapport au président exécutif du conseil et au conseil du progrès que réalise la Société dans l'atteinte de ses objectifs stratégiques ainsi qu'à l'égard du plan à court terme, à moyen terme et à long terme de la Société.

Président exécutif du conseil

Le président exécutif du conseil est nommé par le conseil et, au nombre de ses fonctions principales, il assure l'orientation et la direction du conseil et en facilite le fonctionnement et les délibérations ainsi que l'exécution des fonctions et des responsabilités du conseil énumérés dans son mandat, et il assume la responsabilité des initiatives stratégiques de Barrick. Outre les responsabilités applicables à tous les autres administrateurs, le président exécutif du conseil a la responsabilité notamment de faire ce qui suit : i) travailler de pair avec le conseil et le président et chef de la direction pour élaborer la stratégie de croissance future de la Société; ii) travailler de pair avec le président et chef de la direction pour repérer les possibilités d'initiatives stratégiques visant à faire croître la valeur de l'entreprise, dont les acquisitions, les coentreprises et les relations d'importance stratégique, ainsi que le dessaisissement de temps à autre d'actifs secondaires; iii) assurer la direction du développement et du maintien des relations de la Société avec de futurs partenaires et investisseurs stratégiques dont le capital, l'influence et les connaissances pourraient ajouter une valeur considérable à la Société et au cours de ses actions; iv) travailler de pair avec les membres du conseil consultatif international de Barrick et le président et chef de la direction en vue d'approfondir les relations de Barrick avec les chefs d'État, les chefs de la direction de fonds souverains internationaux et d'autres cadres supérieurs et parties prenantes dans des pays dont l'importance est cruciale pour Barrick et v) travailler de pair avec le président et chef de la direction et les membres de la haute direction sur des questions fondamentales liées aux relations avec les gouvernements et aux alliances stratégiques.

Dans le cadre de l'exercice de son leadership et de sa direction du conseil, le président exécutif du conseil préside chaque réunion du conseil et travaille en collaboration avec l'administrateur principal afin, notamment, de planifier et d'organiser les activités du conseil. Avec l'administrateur principal, le président exécutif du conseil veille à ce que le conseil possède toute l'information dont il a besoin pour fonctionner efficacement en tout temps, y compris, au besoin, envoie des communications entre les réunions du conseil. Le président exécutif du conseil agit à titre de lien principal entre le conseil et le comité exécutif et il rencontre les représentants de nos actionnaires et d'autres partenaires au nom du conseil. Il incombe également au président exécutif du conseil de mener une évaluation annuelle du rendement de notre président et chef de la direction avec la participation de l'administrateur principal.

Administrateur principal

Compte tenu du fait que le président exécutif du conseil n'est pas un administrateur indépendant, les administrateurs indépendants élisent, après chaque assemblée annuelle, un administrateur indépendant qui agit à titre d'administrateur principal. L'administrateur principal assure un leadership au sein du conseil et, plus particulièrement, auprès des administrateurs indépendants. L'administrateur principal facilite le fonctionnement indépendant du conseil par rapport à la direction, agit à titre de personne-ressource indépendante pour les administrateurs et les actionnaires et aide à maintenir et à améliorer la qualité de la gouvernance de la Société. Au début de 2016, le comité de la gouvernance et des mises en candidature a mené son étude et son évaluation annuelles de la description de poste de notre administrateur principal. Au terme de ce processus, le comité de la gouvernance et des mises en candidature a recommandé, et notre conseil a adopté, une description de poste plus étoffée pour notre administrateur principal, qui augmente les fonctions déjà considérables de celui-ci. Entre autres choses, les pouvoirs et les responsabilités de l'administrateur principal comprennent les suivants :

- donner son avis au président exécutif du conseil au sujet de l'ordre du jour de chaque réunion du conseil et, en dernier ressort, approuver cet ordre du jour (y compris les points qui s'y ajoutent) ainsi que les documents y afférents;
- approuver le calendrier des réunions du conseil en s'assurant que suffisamment de temps est accordé pour la discussion de tous les points à l'ordre du jour;
- présider les réunions du conseil en l'absence du président exécutif du conseil ou lorsque celui-ci est (ou pourrait être perçu comme étant) en conflit d'intérêts;
- présider les séances à huis clos des administrateurs indépendants après chaque réunion du conseil;
- convoquer les réunions des administrateurs indépendants ou du conseil, au besoin;
- informer le président exécutif du conseil des décisions prises et des suggestions formulées au cours des réunions des administrateurs indépendants ou des séances à huis clos;
- faciliter la communication entre les administrateurs indépendants et le président exécutif du conseil, notamment en présentant le point de vue, les préoccupations et les questions de celui-ci à ces administrateurs et soulever, auprès du président exécutif du conseil, s'il y a lieu, les points de vue, préoccupations et questions de ceux-ci;
- interagir avec le président exécutif du conseil entre les réunions du conseil et l'aider pour informer les administrateurs indépendants et interagir avec eux;
- superviser le processus d'évaluation annuelle du conseil et de chaque administrateur;
- interagir avec chaque administrateur individuellement en ce qui concerne le rendement et le fonctionnement du conseil, de ses comités et d'autres questions liées à l'évaluation, au besoin, et sonder chaque administrateur pour savoir s'il a des préoccupations quant à la mise en candidature d'autres administrateurs;
- fournir des commentaires quant à l'évaluation annuelle du rendement du président et chef de la direction effectuée par le président exécutif du conseil;
- donner son avis au comité de la gouvernance et des mises en candidature dans le cadre de son évaluation du rendement du président exécutif du conseil;
- fournir un leadership au conseil lorsque le président exécutif du conseil est, ou pourrait être perçu comme étant, en conflit d'intérêts dans le cadre de l'examen d'un conflit d'intérêts déclaré ou éventuel touchant un administrateur;
- se mettre à la disposition des actionnaires et de toute autre partie prenante clé à des fins de consultation ou de communication directe, s'il y a lieu; et
- retenir, pour le compte du conseil, les services des conseillers indépendants que le conseil ou les administrateurs indépendants jugent nécessaires ou appropriés.

J. Brett Harvey agit à titre d'administrateur principal depuis décembre 2013 et il a été président du comité de la rémunération de Barrick de juillet 2012 au 31 décembre 2018. En 2018, M. Harvey a joué un rôle fondamental à ce titre dans bon nombre de projets clés du conseil. Il a notamment donné son avis au président exécutif du conseil relativement à l'ordre du jour et aux documents y afférents aux fins des réunions du conseil, présidé toutes les réunions des administrateurs indépendants qui ont eu lieu au cours de l'exercice, facilité la communication entre les

administrateurs indépendants et le président exécutif du conseil, collaboré avec le comité de la gouvernance et des mises en candidature dans le cadre de l'évaluation du rendement du président exécutif du conseil de 2018 et établi, en consultation avec le président exécutif du conseil, les objectifs de rendement du président exécutif du conseil pour 2019. Le conseil a adopté les descriptions de poste pour le président exécutif du conseil, l'administrateur principal et le président et chef de la direction. Ces descriptions de poste se trouvent sur notre site Web au www.barrick.com/about/governance. Chaque comité du conseil possède un mandat qui établit aussi le rôle et les responsabilités de son président.

Le conseil estime que la structure actuelle de gouvernance et de leadership de Barrick est cruciale pour effectuer la transformation positive de Barrick. De fait, nous estimons que notre président exécutif du conseil joue un rôle essentiel pour assurer que notre partenariat continue d'atteindre les buts ambitieux que nous nous sommes fixés au profit de toutes les parties prenantes. Le conseil estime qu'il fonctionne efficacement dans le cadre de sa structure actuelle et que celle-ci, qui se caractérise notamment par la composition d'un conseil comprenant 75 % d'administrateurs indépendants et le rôle important de l'administrateur principal, fournit des garanties de surveillance appropriées.

Gouvernance

Par le truchement du comité de la gouvernance et des mises en candidature, qui est composé entièrement d'administrateurs indépendants, le conseil supervise les pratiques exemplaires en matière de gouvernance, élabore des lignes directrices à cet égard et établit les structures et les politiques appropriées pour permettre au conseil de fonctionner efficacement et en toute indépendance à l'égard de la direction. Le comité de la gouvernance et des mises en candidature recommande au conseil les modifications à apporter aux politiques en matière de gouvernance, au besoin, et le conseil approuve nos lignes directrices en matière de gouvernance annuellement.

Composition du conseil et mise en candidature des administrateurs

Les actionnaires élisent les administrateurs chaque année pour un mandat qui prend fin à l'assemblée annuelle suivante ou lorsque leurs remplaçants sont élus ou nommés. Les actionnaires votent pour des administrateurs particuliers. Entre les assemblées des actionnaires, le conseil peut nommer d'autres administrateurs, pour autant que le nombre additionnel d'administrateurs nommés ne dépasse pas le tiers des administrateurs actuels qui n'ont pas été nommés à titre d'administrateurs additionnels. Les statuts de la Société prévoient que le nombre d'administrateurs devant siéger au conseil sera d'au moins 5 et d'au plus 20.

Il incombe au comité de la gouvernance et des mises en candidature de repérer des candidats potentiels et d'examiner leur profil, puis de recommander des candidatures au conseil à des fins d'approbation. Le comité de la gouvernance et des mises en candidature vise à faire en sorte que le conseil possède un vaste éventail d'expérience et d'expertise de façon à remplir efficacement son mandat et constituer un atout pour la Société, dans son ensemble et par l'intermédiaire de ses trois comités permanents. Pour promouvoir cet objectif, le comité de la gouvernance et des mises en candidature supervise un processus qui permet d'identifier les domaines d'expérience et d'expertise dont le conseil a besoin à moyen terme.

Le tableau ci-dessous présente ces domaines d'expérience et d'expertise et les principaux domaines dans lesquels les candidats aux postes d'administrateur estiment posséder de l'expérience qui sera bénéfique au conseil.

	Bristow	Cisneros	Coleman	Evans	Greenspun	Harvey	Quinn	Thornton
Exploitation minière	✓					✓	✓	
Santé, sécurité et environnement	✓					✓		
Répartition du capital et connaissances financières	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Perfectionnement et répartition des talents et culture de partenariat	✓	✓	✓	✓	✓	✓		✓
Exécution de fusions et acquisitions	✓		✓	✓	✓		✓	✓
Expérience en commerce international et partenariats mondiaux	✓	✓	✓	✓			✓	✓
Affaires gouvernementales et réglementaires et relations avec les collectivités	✓	✓			✓			✓
Gestion des risques	✓		✓	✓		✓	✓	✓

Descriptions des domaines d'expérience et d'expertise

- **Exploitation minière** : Expérience à un échelon élevé dans l'activité minière, notamment au chapitre de la production, de la prospection, des réserves, des projets d'investissement et de la technologie connexe. Familiarité avec l'établissement des attentes en matière de rendement, la poursuite d'améliorations continues au moyen de normes opérationnelles prévues dans le programme *Excellence*, du développement des capacités de leadership opérationnel et de la promotion de l'innovation.
- **Santé, sécurité et environnement** : Connaissance ou expérience des pratiques de premier plan en matière de santé, de sécurité et d'environnement et des exigences connexes, y compris les pratiques en matière de développement durable et de responsabilité sociale de l'entreprise et de communication de l'information à cet égard.
- **Répartition du capital et connaissances financières** : Expérience dans la surveillance de la répartition du capital pour assurer la réalisation de rendements financiers supérieurs ajustés en fonction des risques, y compris le renforcement de notre structure du capital, l'évaluation des décisions d'investissement, l'établissement et l'application de seuils à l'égard des rendements financiers, l'optimisation des portefeuilles d'actifs et la connaissance ou l'expérience de la comptabilité financière et du financement d'entreprise.
- **Perfectionnement et répartition des talents et culture de partenariat** : Compréhension profonde des processus clés pour assurer une répartition optimale du capital humain, notamment sur les plans du recrutement, de la motivation et du maintien en fonction des talents aux niveaux les plus élevés. Familiarité avec les structures de partenariat et les cultures connexes. Expérience dans des domaines comme l'établissement d'objectifs de rendement, la conception de régimes de rémunération, l'appariement des ressources humaines et des postes, la planification de la relève et la conception organisationnelle.
- **Exécution de fusions et acquisitions** : Expérience dans l'évaluation et l'exécution de fusions, d'acquisitions et de ventes d'actifs, y compris la formation de partenariats et de coentreprises avec des sociétés partout sur le globe.
- **Expérience en commerce international et partenariats mondiaux** : Expérience en conduite des affaires à l'échelle internationale, dont une exposition à une diversité d'environnements politiques, culturels et réglementaires. Familiarité avec les fonctions clés des partenariats avec les gouvernements hôtes, les collectivités locales, les peuples autochtones, les organisations non gouvernementales et les autres parties prenantes et compréhension de la façon d'établir et de renforcer ces partenariats.
- **Affaires gouvernementales et réglementaires et relations avec les collectivités** : Expérience avec le fonctionnement des politiques gouvernementales et des politiques publiques et réglementaires au Canada, aux États-Unis et à l'échelle internationale. Familiarité avec l'engagement auprès des collectivités.
- **Gestions des risques** : Connaissance des principes et des pratiques de gestion des risques et compréhension d'une partie ou de la totalité des domaines de risques les plus importants auxquels la Société fait face et une capacité à sonder les contrôles des risques et les expositions aux risques.

Nous estimons que nos candidats aux postes d'administrateur doivent représenter un bon équilibre entre, d'une part, les compétences et l'expérience nécessaires pour obtenir et maintenir l'acceptabilité sociale de nos activités et, d'autre part, l'expertise technique et opérationnelle et les compétences financières et commerciales requises. En fonction de leur évaluation de l'expérience et des forces dont dispose actuellement le conseil et des besoins de la Société, le comité de la gouvernance et des mises en candidature et le conseil déterminent les compétences, aptitudes et qualités qu'ils devraient rechercher chez les nouveaux membres du conseil. En recommandant les candidats, le comité de la gouvernance et des mises en candidature évalue la capacité de contribuer à la gestion efficace de la Société, compte tenu des besoins de la Société et des antécédents, de l'expérience, de la vision, des compétences et des connaissances des candidats qui sont appropriés et bénéfiques pour la Société. En lien avec la politique en matière de diversité de Barrick, le comité et le conseil examinent aussi des critères de diversité comme la représentation féminine, l'âge et l'origine ethnique.

Les candidats aux postes d'administrateur sont recommandés au conseil par le comité de la gouvernance et des mises en candidature. Dans le cadre du repérage de candidats, le comité consulte de façon générale les autres membres du conseil et retient les services de consultants externes pour l'aider à recruter les meilleurs candidats possible et il peut aussi consulter des parties prenantes clés. Au cours du processus de mise en candidature des administrateurs, le comité fournit des mises à jour au conseil et sollicite des commentaires sur les candidats. Les nouveaux candidats participent à une entrevue avec les membres du comité et d'autres administrateurs, au besoin. Au terme du processus, le comité soumet des recommandations sur la composition du conseil au conseil plénier, qui approuve les candidats aux fins de soumission aux actionnaires et d'élection au conseil.

Après la fusion de Barrick et de Randgold, qui a pris effet le 1^{er} janvier 2019, le conseil de Barrick a été reconstitué avec neuf administrateurs, dont les deux tiers ont été nommés par Barrick et le dernier tiers, par Randgold. Malheureusement, le 28 février 2019, peu avant que la présente circulaire ait été finalisée, M^{me} María Ignacia Benítez, administratrice indépendante de Barrick depuis avril 2018, est décédée. En raison du décès de María Ignacia Benítez, la présente circulaire n'inclut aucune femme à titre de candidate au poste d'administratrice. Bien que cet événement malheureux et imprévu fasse reculer l'atteinte de notre objectif lié à une plus grande diversité sur le plan des genres au sein du conseil, le comité de la gouvernance et des mises en candidature recherche maintenant activement une candidate tout aussi convaincante et compétente à titre d'administratrice. En raison du décès de M^{me} Benítez, le conseil de Barrick est maintenant composé de huit administrateurs, chacun d'entre eux étant candidat au poste d'administrateur à l'élection à l'assemblée. Notre nouveau conseil comprend des gens d'affaires ayant de l'expérience des affaires internationales et des professionnels de l'industrie minière dotés d'une expertise et d'une expérience de travail dans tous les territoires où Barrick exerce maintenant des activités. Le nouveau conseil tire aussi parti de l'expérience et des connaissances tant de Barrick que de Randgold afin de faciliter une transition plus harmonieuse et efficace au sein de la société issue de la fusion. Notre nouveau conseil reconstitué réunit divers points de vue et diverses perspectives, et affiche les compétences, l'expérience professionnelle et les antécédents nécessaires pour que l'entreprise tire le maximum des occasions et puisse faire face aux défis et aux risques qui se posent de la meilleure façon qui soit.

Attentes envers les administrateurs

Le conseil a adopté des lignes directrices en matière de gouvernance afin de promouvoir le fonctionnement efficace du conseil et de ses comités. Ces lignes directrices renferment les attentes quant à la façon dont le conseil devrait gérer ses affaires et s'acquitter de ses responsabilités. Entre autres choses, les lignes directrices établissent les attentes en matière de présence minimale des administrateurs à toutes les réunions du conseil et des comités, fixées à 75 % de celles-ci, sous réserve de circonstances atténuantes, et prévoient l'exigence minimale en matière d'actionnariat applicable aux administrateurs et l'exigence selon laquelle les administrateurs doivent faire tous les efforts raisonnables pour assister à l'assemblée annuelle des actionnaires.

Politique sur le vote majoritaire

La Société a adopté une politique sur le vote majoritaire dans ses lignes directrices en matière de gouvernance, laquelle peut être consultée sur notre site Web au www.barrick.com/about/governance. Aux termes de cette politique, dans le cadre d'une élection, le candidat proposé au poste d'administrateur à l'égard duquel le nombre d'abstentions de vote est supérieur au nombre de voix exprimées en faveur de son élection doit présenter sans délai sa démission au président exécutif du conseil ou, dans le cas du président exécutif du conseil, à l'administrateur principal, avec prise d'effet au moment où le conseil accepte cette démission. Cette politique s'applique seulement aux élections d'administrateurs sans concurrence dans le cadre desquelles le nombre de candidats correspond au nombre d'administrateurs devant être élus.

Le comité de la gouvernance et des mises en candidature examinera avec célérité l'offre de démission présentée par l'administrateur et recommandera au conseil de l'accepter ou non; toutefois, le conseil doit accepter la démission en l'absence de circonstances exceptionnelles. Le conseil disposera de 90 jours pour prendre une décision définitive et l'annoncer par voie de communiqués, dont une copie sera fournie à la TSX conformément à la procédure standard de Barrick. L'administrateur en question ne prendra pas part aux délibérations du comité ou du conseil portant sur son offre de démission. Si la démission est acceptée, le conseil peut nommer un autre administrateur pour le remplacer.

Limites de la durée des mandats

Barrick n'impose pas de limites à la durée des mandats des administrateurs ni n'est dotée d'une politique sur l'âge de la retraite pour ses administrateurs. En effet, le conseil est d'avis que de telles limites et l'âge de la retraite obligatoire constituent des mécanismes arbitraires de destitution d'administrateurs qui, malgré leur valeur et leur expérience, sont forcés de quitter le conseil uniquement en raison de la durée de leurs services ou de leur âge. Nous estimons que les administrateurs devraient plutôt être évalués en fonction de leur capacité à continuer d'apporter une contribution significative. L'évaluation annuelle du rendement des administrateurs de Barrick porte sur les forces et les

faiblesses des administrateurs et sur leur apport, ce qui, de notre point de vue, constitue un moyen plus efficace pour évaluer le rendement des administrateurs et prendre des décisions sur la nécessité de destituer ou non un administrateur en raison d'un rendement ne répondant pas aux attentes. Voir « *Évaluations du rendement annuelles* » à la page 126.

Indépendance

Le conseil estime qu'il doit être indépendant de la direction pour être efficace. Le conseil a adopté des normes en matière d'indépendance des administrateurs conformes aux normes de la NYSE et au *Règlement 58-101 sur l'information concernant les pratiques en matière de gouvernance* et a adopté une politique aux termes de laquelle les deux tiers au moins de nos administrateurs doivent être indépendants. Pour qu'un administrateur soit considéré comme « indépendant », le conseil doit rendre une décision, par voie de résolution, affirmant que l'administrateur en cause n'a pas de relation importante (par exemple à titre d'associé, d'actionnaire ou de membre de la direction d'une autre entité qui a une relation importante avec la Société), directe ou indirecte, avec la Société, autre qu'à titre d'administrateur, dont on pourrait raisonnablement s'attendre à ce qu'elle ait une incidence sur la capacité de l'administrateur à exercer un jugement indépendant en qualité d'administrateur. Dans chaque cas, le conseil procédera à une revue de tous les faits et circonstances pertinents. Les normes en matière d'indépendance sont plus strictes en ce qui concerne les membres du comité d'audit et des risques, tel que le requiert le *Règlement 52-110 sur le comité d'audit* des Autorités canadiennes en valeurs mobilières et les normes de la NYSE. Tous les membres du comité d'audit et des risques remplissent les exigences additionnelles canadiennes et américaines en matière d'indépendance qui s'appliquent aux membres du comité d'audit de sociétés ouvertes.

En général, un administrateur ne sera pas considéré comme « indépendant » s'il remplit l'une ou l'autre des conditions suivantes :

- a) l'administrateur est, ou a été au cours des trois dernières années, salarié de la Société ou de l'une quelconque de ses filiales;
- b) un membre de la famille immédiate de l'administrateur est, ou a été au cours des trois dernières années, membre de la haute direction de la Société;
- c) l'administrateur, ou un membre de sa famille immédiate, est un associé actuel d'une société qui est l'auditeur interne ou externe de la Société;
- d) l'administrateur, ou un membre de sa famille immédiate, a été au cours des trois dernières années (mais n'est plus) un associé ou un salarié de l'auditeur interne ou externe de la Société et a participé personnellement à l'audit de la Société durant cette période;
- e) l'administrateur est un salarié actuel de l'auditeur interne ou externe de la Société;
- f) un membre de la famille immédiate de l'administrateur est un salarié actuel de l'auditeur interne ou externe de la Société et cette personne participe aux activités d'audit, d'assurance ou de conformité fiscale (mais non de planification fiscale) de cette société;
- g) l'administrateur, ou un membre de sa famille immédiate, a reçu plus de 75 000 \$ CA comme rémunération directe de la Société pour toute période de 12 mois au cours des trois dernières années, à l'exclusion de la rémunération versée en contrepartie des services fournis à titre d'administrateur ou liée aux comités du conseil ou reçue dans le cadre d'un régime de retraite ou toute autre rémunération différée, si cette rémunération n'est subordonnée d'aucune façon à la continuation des services;
- h) l'administrateur, ou un membre de sa famille immédiate, est ou a été au cours des trois dernières années membre de la haute direction d'une autre société au sein de laquelle l'un des membres de la haute direction actuels de la Société siège ou siège ait alors au comité de la rémunération; ou
- i) l'administrateur, ou un membre de sa famille immédiate, est un membre de la haute direction ou un salarié d'une société qui a fait à la Société ou qui a reçu de celle-ci, pour des biens ou services, des paiements qui dépassent, au cours de l'un quelconque des trois derniers exercices, le plus élevé des montants suivants, soit 1 000 000 \$ ou 2 % des produits d'exploitation bruts consolidés de cette société.

Un « membre de la famille immédiate » inclut le conjoint, les père et mère, l'enfant, le frère ou la sœur, le beau-père ou la belle-mère, le gendre ou la belle-fille, le beau-frère ou la belle-sœur de l'administrateur et toute autre personne (autre que les employés domestiques) qui partage sa résidence. Les services que fournit un administrateur en qualité de membre de la haute direction d'un organisme à but non lucratif ne compromettent pas son indépendance si, au cours des trois dernières années, les dons de charité qu'a versés la Société à cet organisme, au cours d'un exercice, ne dépassaient pas, au total, le plus élevé des montants suivants, soit 1 000 000 \$ ou 2 % des derniers produits d'exploitation bruts consolidés publiés de cet organisme. Avec le concours du comité de la gouvernance et des mises en candidature, le conseil a examiné les relations de Barrick avec chacun des candidats aux postes d'administrateur et il a déterminé que six des huit candidats aux fins de l'élection des administrateurs à l'assemblée étaient indépendants comme il est présenté ci-dessous.

Nom	Membre de la haute direction	Indépendant	Non indépendant	Raison du manque d'indépendance
Mark Bristow	✓		✓	Président et chef de la direction de la Société
Gustavo A. Cisneros		✓		
Christopher L. Coleman		✓		
J. Michael Evans		✓		
Brian L. Greenspun		✓		
J. Brett Harvey		✓		
Andrew J. Quinn		✓		
John L. Thornton	✓		✓	Président exécutif du conseil de la Société

Sièges au sein d'autres conseils de sociétés et appartenance commune à des conseils d'administration externes

Le conseil n'a pas adopté de lignes directrices établissant le nombre précis d'autres conseils et comités auxquels un administrateur peut siéger. Les lignes directrices en matière de gouvernance de la Société prévoient que les administrateurs devraient prendre en compte le fait que siéger au conseil et à des comités exige beaucoup de temps et d'efforts pour qu'ils s'acquittent adéquatement de leurs responsabilités et que la participation à des conseils ou à des comités d'autres sociétés devrait s'inscrire dans le respect des normes en matière de conflits d'intérêts de la Société, telles qu'elles sont énoncées dans notre Code d'éthique et de conduite des affaires.

Le conseil a adopté des lignes directrices limitant à deux le nombre d'instances d'appartenance commune à des conseils à quelque moment que ce soit et interdit à tout membre de la haute direction de Barrick aux échelons les plus élevés de siéger au conseil d'administration d'une autre société ouverte si l'un quelconque des membres de la haute direction de cette société aux échelons les plus élevés siège au conseil d'administration de Barrick. Une appartenance commune se produit quand deux administrateurs ou plus siègent ensemble au conseil d'une autre société ouverte. En date du 28 mars 2019, aucune appartenance commune à des conseils n'était à signaler.

Autres mécanismes pour assurer l'indépendance

Le conseil a établi d'autres politiques et pratiques importantes en matière de gouvernance pour accroître l'indépendance du conseil, dont celles-ci :

- Le mandat de chaque comité prévoit que le comité peut recourir à des services de consultants externes aux frais de Barrick.
- Pour faciliter une discussion franche et ouverte entre les administrateurs, nos lignes directrices en matière de gouvernance stipulent ce qui suit :
 - une séance à huis clos suit chaque réunion du conseil (y compris les réunions extraordinaires) à laquelle les administrateurs indépendants se réunissent sans la participation du président exécutif du conseil et sans autre membre de la direction ou employé; et
 - l'administrateur principal préside chacune de ces séances.

Initiatives en matière de diversité

Politique en matière de diversité

En 2015, conformément à son engagement envers la diversité au sein du conseil et des postes de leadership aux échelons les plus élevés, Barrick a adopté une politique écrite en matière de diversité. La politique n'établit pas de cibles fixes quant à la représentation des femmes au conseil ou dans les fonctions de leadership aux échelons les plus élevés, y compris la haute direction, car le conseil ne croit pas que des cibles résulteront nécessairement dans le repérage ou la sélection de meilleurs candidats pour l'entreprise hautement spécialisée de Barrick. En outre, les nominations des administrateurs et des leaders aux échelons les plus élevés devraient être faites et perçues comme étant en fonction des compétences des personnes; le fait d'avoir une cible fixe pourrait empêcher l'application de ce principe. La politique exprime plutôt le désir de la Société de promouvoir une meilleure gouvernance, un meilleur rendement et une prise de décisions efficace grâce à une diversité de points de vue et de perspectives au sein du conseil et des fonctions de leadership aux échelons les plus élevés. En ce qui concerne l'étude des candidats à l'élection au conseil, la politique prévoit que le conseil et le comité de la gouvernance et des mises en candidature examinent des critères de diversité plus larges, comme l'âge, l'origine ethnique et l'origine géographique et sectorielle. Aux termes de la politique, des considérations semblables doivent être prises en compte par le conseil, le président exécutif du conseil et le président et chef de la direction au moment de procéder à la nomination des leaders aux échelons les plus élevés. En outre, la politique en matière de diversité de la Société exige du comité de la gouvernance et des mises en candidature qu'il considère et recommande, au besoin, la mise en œuvre d'initiatives en vue de promouvoir la diversité des genres au sein du conseil et aux échelons de leadership les plus élevés. Plus particulièrement, afin d'améliorer la représentation des femmes au sein du conseil, aux termes de la politique en matière de diversité, le comité de la gouvernance et des mises en candidature doit expressément prendre en compte, au moment du repérage et de l'examen des candidats à l'élection ou à la

réélection aux postes d'administrateur, le niveau de représentation des femmes au sein du conseil. De même, aux termes de la politique en matière de diversité, le conseil, le président exécutif du conseil et le président et chef de la direction doivent expressément prendre en compte, au moment du repérage et de l'examen des candidats aux postes de leadership aux échelons les plus élevés, la représentation des femmes au sein des postes de leadership aux échelons les plus élevés.

Chaque année, le comité de la gouvernance et des mises en candidature examine la politique en matière de diversité et évalue le progrès réalisé par la Société en regard de ses objectifs. Cet examen permettra au comité de la gouvernance et des mises en candidature d'évaluer sur une base continue l'efficacité de la politique en matière de diversité. Les résultats de l'évaluation du comité de la gouvernance et des mises en candidature sont présentés ci-dessous sous l'intitulé « *Évaluation de la politique en matière de diversité* ».

Diversité au sein du conseil

Après la fusion de Barrick et de Randgold, qui a pris effet le 1^{er} janvier 2019, le conseil de Barrick a été reconstitué avec neuf administrateurs, dont les deux tiers ont été nommés par Barrick et le dernier tiers, par Randgold. Malheureusement, le 28 février 2019, peu avant que la présente circulaire ait été finalisée, M^{me} María Ignacia Benítez, administratrice indépendante de Barrick depuis avril 2018, est décédée. En raison du décès de María Ignacia Benítez, la présente circulaire n'inclut aucune femme à titre de candidate au poste d'administratrice. Bien que cet événement malheureux et imprévu fasse reculer l'atteinte de notre objectif lié à une plus grande diversité sur le plan des genres au sein du conseil, le comité de la gouvernance et des mises en candidature recherche maintenant activement une candidate tout aussi convaincante et compétente à titre d'administratrice. En raison du décès de M^{me} Benítez, le conseil de Barrick est maintenant composé de huit administrateurs, chacun d'entre eux étant candidat au poste d'administrateur à l'élection à l'assemblée. Notre nouveau conseil comprend des gens d'affaires ayant de l'expérience des affaires internationales et des professionnels de l'industrie minière dotés d'une expertise et d'une expérience de travail dans tous les territoires où Barrick exerce maintenant des activités. Le nouveau conseil tire aussi parti de l'expérience et des connaissances tant de Barrick que de Randgold afin de faciliter une transition plus harmonieuse et efficace au sein de la société issue de la fusion. Notre nouveau conseil reconstitué réunit divers points de vue et diverses perspectives, et affiche les compétences, l'expérience professionnelle et les antécédents nécessaires pour que l'entreprise tire le maximum des occasions et puisse faire face aux défis et aux risques qui se posent de la meilleure façon qui soit.

Pour repérer et choisir des candidats potentiels pour le conseil, le comité de la gouvernance et des mises en candidature est conscient des avantages que procure la diversité au sein du conseil et de la nécessité de maximiser l'efficacité du conseil et de son processus décisionnel. La diversité des genres ne constitue qu'un des éléments de la diversité que le conseil juge importants. Le comité de la gouvernance et des mises en candidature examine les différents aspects de la diversité à la lumière des besoins et des objectifs de la Société ainsi que de ses activités au pays et à l'étranger, à savoir les antécédents et l'expérience, l'expertise, la représentation géographique, l'origine ethnique, le milieu culturel, le handicap, l'âge et le genre de chaque candidat. Les membres du conseil actuel ont entre 50 et 73 ans; ils possèdent l'expérience nécessaire pour diriger une entreprise et exercer des activités dans toutes les régions où Barrick exerce ses activités. En outre, nos candidats aux postes d'administrateur possèdent un éventail d'expertise et de connaissances qu'ils ont acquises au sein d'une vaste gamme de secteurs, y compris les mines, la finance, l'immobilier, les médias, les relations gouvernementales, le pétrole et le gaz et le transport. Par conséquent, dans sa recherche de nouveaux administrateurs, le comité de la gouvernance et des mises en candidature tient compte du niveau de représentation des femmes au sein du conseil, de même que des moyens d'accroître la diversité sur d'autres plans.

Diversité au sein des leaders aux échelons les plus élevés

Pour Barrick, il est important d'assurer la diversité non seulement au sein du conseil, mais à l'échelle de son effectif. Bien que Barrick ne se soit pas dotée d'une cible fixe quant à la représentation des femmes dans des postes de haute direction, aux termes de sa politique en matière de diversité, elle s'est engagée à promouvoir la diversité (y compris la diversité sur le plan des genres) parmi les leaders aux échelons les plus élevés et examinera la représentation des femmes ainsi que les autres critères de diversité mentionnés ci-dessus dans le cadre de ses délibérations aux fins des embauches et des promotions liées à l'ensemble des postes de leadership aux échelons les plus élevés, y compris les membres de la haute direction.

En repérant et passant en revue des candidats potentiels à des postes de leadership aux échelons les plus élevés, y compris à titre de membres de la haute direction, le conseil examine des facteurs tels que les années de service, l'origine régionale, le mérite, l'expérience et les compétences. En outre, par rapport au processus de repérage et de sélection de candidats pour le conseil, la diversité au sein des postes de leadership aux échelons les plus élevés de la Société est tributaire d'autres facteurs, dont certains sont indépendants de la volonté de la Société, comme le taux de roulement du personnel, le calendrier des embauches et des promotions et le bassin de main-d'œuvre.

Au 28 mars 2019, 6 femmes occupaient des postes de vice-présidence chez Barrick, représentant 15 % du groupe des vice-présidents de la Société. De plus, 3 des membres de la haute direction de la Société sont des femmes (soit 21 %) et 13 % des partenaires sont des femmes.

Évaluation de la politique en matière de diversité

Le comité de la gouvernance et des mises en candidature a mené une évaluation de la politique en matière de diversité en comparant les caractéristiques de diversité et les profils du conseil et de l'équipe de haute direction en février 2019 comparativement à février 2018. Le profil du conseil continue de représenter un vaste éventail de régions géographiques, de groupes d'âge, de formation et d'expérience. Tel qu'il a été noté ci-dessus, M^{me} María Ignacia Benítez est malheureusement décédée le 28 février 2019. En date de la présente circulaire, la recherche d'une candidate tout aussi convaincante pour combler la vacance laissée par M^{me} Benítez se poursuivait. Au fur et à mesure, Barrick apportera

d'autres changements à son conseil, elle cherchera à accroître la diversité au sein du conseil en mettant un accent particulier sur l'ajout d'autres femmes.

En 2019, le conseil a confirmé la nomination de trois femmes partenaires au sein de notre comité exécutif. Au 28 mars 2019, le pourcentage de femmes à titre de membres de la haute direction atteint 21 % (c'est-à-dire 3 sur 14). La fonction des ressources humaines de la Société veille à ce que diverses candidatures soient examinées pour tous les postes de haute direction et à ce que tout conseiller indépendant engagé reçoive l'instruction de présenter une liste de candidats représentant la diversité. Depuis novembre 2016, Barrick est membre de l'organisation Club 30% Canada, qui travaille avec la communauté d'affaires en vue d'atteindre un meilleur équilibre entre les sexes au sein des conseils d'administration et de la direction de sociétés canadiennes. À l'instar de Barrick, Club 30% Canada ne croit pas que l'établissement de quotas obligatoires constitue la bonne approche pour atteindre une plus grande parité hommes-femmes. Plutôt, l'organisation, dont le nom s'inspire de l'objectif ambitieux d'une participation de 30 % de femmes au sein des conseils d'administration canadiens d'ici 2022, se concentre sur la création d'une base solide de leaders d'entreprise qui sont résolument engagés à atteindre un équilibre significatif et durable entre les sexes dans le monde des affaires. Barrick soutient cet objectif important. Afin de réaliser cet objectif, le comité de la gouvernance et des mises en candidature a retenu les services d'un conseiller indépendant chargé d'identifier d'autres candidats aux postes d'administrateur et lui a donné le mandat précis de proposer divers candidats, en particulier des femmes.

Éthique et conduite des affaires

Code d'éthique et de conduite des affaires

La Société a adopté un Code d'éthique et de conduite des affaires (**Code**) qui s'applique à tous les administrateurs, membres de la direction et employés, employés contractuels et fournisseurs tiers. En 2017, le Code a été révisé et mis à jour pour le rendre moins formaliste, plus près de nos valeurs fondamentales et plus convivial par l'ajout d'exemples clairs et d'une rubrique Foire aux questions. Le Code incarne notre engagement à exercer nos activités conformément aux plus hautes normes éthiques, aux lois et des règlements, aux pratiques de l'industrie et aux normes internationales applicables. Le Code établit les principes fondamentaux qui guident le conseil dans ses délibérations et façonnent les activités commerciales de la Société. Le Code aborde notamment ce qui suit :

- la conformité aux lois, y compris les lois interdisant les pots-de-vin et la corruption;
- le respect des droits de la personne;
- l'exactitude des contrôles et des documents financiers;
- la prévention des conflits d'intérêts;
- la protection et le bon usage des éléments d'actif de la Société;
- la confidentialité de l'information;
- les opérations d'initiés et la non-divulgence d'information importante non publique;
- l'équité dans l'ensemble de nos opérations;
- la santé et la sécurité en milieu de travail;
- la dignité et le respect dans le cadre des relations de travail; et
- de saines pratiques environnementales.

Le Code aborde également le signalement d'infractions potentielles à la loi et au Code. Barrick a établi une ligne téléphonique sans frais ainsi qu'un portail Internet réservés aux questions touchant la conformité afin de permettre le signalement anonyme des cas d'infraction alléguée au Code, y compris l'expression de préoccupations se rapportant à la comptabilité, aux contrôles comptables internes ou à d'autres questions liées à l'audit. La Société encourage son personnel à soulever les questions d'éthique qui pourraient surgir et ne tolérera aucune mesure de représailles contre les personnes qui, de bonne foi, soulèvent des préoccupations ou des questions au sujet de l'éthique ou du Code. En général, le président et chef de la direction ou la directrice du contentieux sont les seules personnes qui peuvent approuver une dérogation au Code. Cependant, seul le conseil ou l'un de ses comités peut approuver une dérogation au Code par les membres de la haute direction et, comme l'exigent les lois applicables, les actionnaires seront avisés de l'approbation d'une telle dérogation. À ce jour, aucune dérogation au Code n'a été approuvée.

Le Code a été élaboré en collaboration avec le comité de la gouvernance et des mises en candidature. Le conseil supervise la conformité au Code par l'intermédiaire du comité d'audit et des risques, qui reçoit périodiquement des rapports de la direction à l'égard de tout signalement d'infractions alléguées au Code et de toute mesure correctrice prise par la Société. Une fois par année, les employés peuvent être tenus de remplir une attestation confirmant qu'ils :

- ont reçu une formation liée au Code;
- comprennent les exigences du Code et qu'ils acceptent de s'y conformer; et

- n'ont aucune connaissance d'une infraction potentielle au Code qui n'aurait pas été communiquée aux membres appropriés de la direction de la Société.

La Société a également établi un volet en ligne de ses programmes de formation liés au Code, dans le cadre duquel les employés ont accès à une formation et à des contrôles en temps réel, et qui complète les autres programmes de formation et le processus d'attestation annuel de la Société.

Notre Code mis à jour est affiché sur le site Web de Barrick au www.barrick.com/about/governance et sur SEDAR au www.sedar.com.

Conflits d'intérêts

Outre les exigences en matière d'indépendance décrites ci-dessus, notre Code, nos lignes directrices en matière de gouvernance et la BCBCA traitent expressément des situations de conflits d'intérêts auxquelles des administrateurs sont parties. Aux termes du Code, tous nos administrateurs sont tenus d'agir au mieux des intérêts de la Société et d'éviter les conflits d'intérêts. Les administrateurs ne peuvent profiter du poste qu'ils occupent pour obtenir des avantages inappropriés pour eux-mêmes. Nos administrateurs ne peuvent agir en qualité de membres de la direction ou d'administrateurs d'une société concurrente ou d'un partenaire d'affaires potentiel ou réel de la Société, ni par ailleurs entretenir des liens avec une telle entité, sans l'approbation écrite préalable du président exécutif du conseil et du président du comité de la gouvernance et des mises en candidature.

Aux termes de nos lignes directrices en matière de gouvernance, les administrateurs sont tenus d'informer le président exécutif du conseil et le président du comité de la gouvernance et des mises en candidature de leur intention d'accepter d'être membres du conseil d'administration d'une autre société ouverte ou de tout concurrent, partenaire d'affaires ou investisseur important dans la Société, actuel ou éventuel, avant de le faire et de s'assurer que ces fonctions respectent les normes en matière de conflits d'intérêts de Barrick.

La section 3 de la partie 5 de la BCBCA aborde la question des conflits d'intérêts d'un administrateur d'une société de la Colombie-Britannique telle que Barrick. Entre autres choses, la BCBCA prévoit qu'un administrateur d'une société qui a) a un intérêt important dans un contrat ou une opération d'importance en cours ou projeté avec la société; b) est administrateur ou dirigeant d'une partie à un tel contrat ou à une telle opération, ou possède un intérêt important dans cette partie, est tenu de communiquer cet intérêt important. La communication doit être faite par écrit aux administrateurs, y compris la nature et l'étendue de l'intérêt, et doit être attestée par une résolution de consentement ou être consignée dans le procès-verbal d'une réunion ou dans tout autre compte rendu déposé dans le bureau des registres de la société. Si un administrateur a un intérêt devant être communiqué dans un contrat ou une opération que Barrick projette de conclure, l'administrateur ne peut voter sur la résolution présentée pour approuver le contrat ou l'opération. L'administrateur peut toutefois être pris en compte aux fins du quorum nécessaire à la réunion du conseil. La BCBCA renferme un certain nombre d'exceptions dans le cas de situations particulières, y compris certains contrats ou certaines opérations avec des filiales détenues en propriété exclusive, un contrat portant sur une indemnité ou une assurance visant l'administrateur, ainsi que les contrats et les opérations en lien avec la rémunération de l'administrateur en qualité d'administrateur, membre de la direction, mandataire ou employé de la société ou d'un membre du même groupe.

Politique anticouverture

La Société a adopté une politique anticouverture officielle aux termes de laquelle il est interdit à tous les administrateurs, membres de la direction, premiers vice-présidents, vice-présidents et partenaires couverts par le régime à l'intention des partenaires et autres personnes de conclure des opérations de couverture des risques économiques liés à leur actionnariat et à leur rémunération incitative à long terme fondée sur des titres de capitaux propres. Notre politique anticouverture rend indissociables nos intérêts de ceux de nos actionnaires.

Marche à suivre relativement aux plaintes concernant des questions liées à la comptabilité et aux mécanismes assurant l'indépendance de l'auditeur

Le comité d'audit et des risques a établi la marche à suivre relativement à la réception, à la conservation et au traitement des plaintes se rapportant à des questions liées à la comptabilité, aux contrôles internes ou à l'audit ainsi que relativement à l'envoi confidentiel par les employés de la Société, sous le couvert de l'anonymat, de préoccupations touchant des points discutables en matière de comptabilité ou d'audit. Ces procédures sont affichées sur le site Web de Barrick, à l'adresse www.barrick.com/about/governance.

Le comité d'audit et des risques a adopté la politique sur les services d'audit qui prévoit l'approbation préalable des services fournis par l'auditeur de Barrick. L'objectif de la politique sur les services d'audit est de préciser l'étendue des services pouvant être fournis par l'auditeur de la Société et d'assurer que l'indépendance de l'auditeur de la Société n'est pas compromise lorsqu'il est engagé pour d'autres services. Tous les services fournis par l'auditeur de la Société sont approuvés au préalable par le comité d'audit et des risques au fur et à mesure ou au moyen de l'approbation préalable, chaque année, de services et d'honoraires accessoires. Tous les services fournis par l'auditeur de Barrick sont conformes à la politique sur les services d'audit ainsi qu'aux normes professionnelles et aux règlements sur les valeurs mobilières régissant l'indépendance de l'auditeur.

Le comité d'audit et des risques a établi une politique d'embauche visant les employés ou ex-employés de l'auditeur externe. Aux termes de notre politique d'embauche, la Société ne peut employer une personne à titre de chef de la direction, de chef des finances ou de chef des services comptables (ou un poste équivalent) : 1) si cette personne est, ou a été au cours des deux années avant son embauche par la Société, un employé ou un associé d'un auditeur indépendant qui a audité les états financiers de la Société au cours de cette période de deux ans et que cette

personne, à quelque titre que ce soit, a participé à cet audit, ou 2) si l'embauche de cette personne contrevenait par ailleurs aux restrictions énoncées dans l'article 206 de la *Sarbanes-Oxley Act of 2002* ou établies en vertu de cet article.

Orientation et formation continue du conseil

Les nouveaux membres du conseil reçoivent de l'information concernant leurs rôle, responsabilités et devoirs à titre de membres du conseil ainsi que des renseignements à l'égard de la Société, de ses activités et des facteurs qui touchent son rendement. Ils reçoivent des trousseaux d'orientation qui renferment l'information concernant les principales exigences légales, les statuts de la Société, les devoirs et les responsabilités des administrateurs, les mandats du conseil et de ses comités, les principales politiques de la Société, y compris notre Code, et des copies de nos documents d'information publique.

En plus de se réunir avec le président exécutif du conseil, le président et chef de la direction et les autres membres de la direction aux échelons les plus élevés pour discuter de la nature et de l'exploitation de notre entreprise, les nouveaux administrateurs participent à des séances de formation ciblées de plusieurs heures qui abordent de multiples sujets qui sont essentiels à la compréhension de notre entreprise. En 2018, ces sujets comprenaient ceux-ci :

- **Finances** : Le rôle du premier vice-président directeur et chef des finances; les responsabilités clés du groupe des finances; les processus d'information financière; la planification et l'optimisation commerciales; le rôle du groupe de la trésorerie; la fonction de la fiscalité d'entreprise; l'information de gestion et la technologie; la gestion du risque et l'assurance; et l'interaction avec les actionnaires.
- **La gestion des investissements** : Une révision de nos processus de répartition du capital et d'évaluation des projets et notre approche en matière d'analyse des investissements.
- **Aperçu des activités d'exploitation** : Le rôle du processus de surveillance du risque opérationnel de Barrick; les valeurs de Barrick; les cibles opérationnelles; les initiatives ayant trait à l'amélioration de l'entreprise; la santé et la sécurité; l'environnement; et un aperçu des projets importants.
- **Acceptabilité sociale de nos activités** : La perception qu'a le public de l'industrie; un aperçu de la réglementation gouvernementale; les attentes des diverses parties intéressées (collectivités, investisseurs, gouvernements et organisations non gouvernementales); les considérations sectorielles; l'évolution de la responsabilité sociale de Barrick; et les principes liés au développement durable.
- **Gestion des risques et assurance** : Le rôle de la gestion des risques et de l'assurance; la gouvernance financière; la fonction de l'audit interne; et l'assurance visant la gestion opérationnelle.
- **Prospection et croissance** : Le profil et les perspectives de Barrick en matière de prospection; le sommaire global des projets de prospection; le système de prospection de Barrick; les processus de sélection des projets; la géochimie; la géophysique; le forage; la modélisation; et la révision des études de cas.
- **Gestion des talents et ressources humaines** : Un aperçu de l'approche de Barrick en matière de rémunération des membres de la haute direction; la philosophie en matière de rémunération; l'interaction avec les actionnaires; la rémunération des partenaires et des non-partenaires; et le régime d'actionnariat mondial de Barrick et le régime d'achat d'actions de Barrick.
- **Aperçu du service juridique** : Le rôle joué par le service juridique interne en appui aux fonctions commerciales de Barrick et à ses activités d'exploitation mondiales; la gestion juridique des risques; la gestion des litiges; les questions en matière d'éthique et de conformité; les obligations en matière d'information; la révision des politiques clés d'entreprise; et les obligations et responsabilités des administrateurs.
- **Aperçu de la gouvernance en matière juridique et de la conformité** : Examen de la structure de gouvernance du point de vue de l'éthique et de la conformité, dont les politiques internes, les procédures et les obligations de communication de l'information; le profil de Barrick en matière de droits de la personne et de risques associés à la corruption; et conformité interne et programmes de formation concernant l'éthique et la conduite des affaires.
- **Approche en matière d'audit** : La présentation de l'équipe d'audit externe, l'approche en matière d'audit et l'interaction avec l'auditeur indépendant et Barrick.

Sur une base continue, les administrateurs :

- reçoivent une trousse complète d'information avant chaque réunion du conseil et des comités;
- reçoivent des rapports sur les travaux des comités du conseil après les réunions des comités;
- participent à des séances d'information lors des réunions du conseil et des comités sur des sujets précis touchant nos activités, comme les principaux projets de développement, les programmes de gestion des risques financiers, l'expansion de la Société ainsi que les stratégies et les activités d'exploration et les activités liées à la responsabilité sociale de l'entreprise;

- peuvent s'adresser directement à nos cadres supérieurs et aux employés;
- reçoivent des mises à jour, au besoin, entre les réunions du conseil sur des questions qui touchent nos activités et nos activités d'exploitation;
- participent à des séances de formation continue qui sont intégrées à chaque réunion ordinaire du conseil prévue au calendrier et à certaines réunions des comités du conseil dans toute la mesure du possible; et
- sont invités à participer aux autres activités de formation qui sont offertes, aux frais de la Société, afin d'approfondir leur compréhension de notre entreprise et d'améliorer leur rendement au sein du conseil.

Séances de formation à l'intention du conseil tenues en 2018

La présence des administrateurs à quatre séances de formation présentées par la direction en 2018 est indiquée ci-dessous.

		Administrateurs participants ¹																
Date	Sujet de la séance de formation	Benítez ²	Cisneros	Clow ³	Doer ⁴	Dushnisky ⁵	Evans	Greenspun	Harvey	Hatter ⁶	Lockhart ⁷	Marcet ⁸	Moyo ⁹	Munk ¹⁰	Prichard ¹¹	Shapiro ¹²	Thornton	Thrasher ¹³
Février 2018	Chaîne de blocs Description de la chaîne de blocs; augmentation de l'investissement dans la chaîne de blocs à l'échelle des secteurs; signification et applicabilité de la chaîne de blocs dans le secteur minier; occasions liées à la chaîne de blocs pour Barrick		✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓		✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Avril 2018	Évaluations Rôle et composition de l'équipe d'évaluation de Barrick; fonction du processus d'évaluation et approche à l'égard des classements; revue des études de cas du processus d'évaluation de Barrick (modèles de vente, repérage des synergies et conversion des ressources); les projets de Barrick à l'égard des occasions de croissance	✓	✓	✓		✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓		✓	✓	✓	✓	✓
Juillet 2018	Intelligence artificielle Avancées en intelligence artificielle; rôle que l'intelligence artificielle est appelée à jouer; signification de l'intelligence artificielle pour les entreprises en général et utilisation de l'intelligence artificielle aux fins des processus d'affaires	✓	✓	✓		✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓		✓	✓	✓	✓	✓
Décembre 2018	Intégration de Barrick et de Randgold Buts de la société issue de la fusion; occasions régionales de maximisation de la valeur; objectifs à court et long terme; considérations et priorités stratégiques; optimisation des initiatives à l'égard du développement durable; occasions de prospection; interaction avec les actionnaires; analyse des forces et des faiblesses; intégration des systèmes; renforcement des partenariats; vision et culture	✓	✓	✓			✓	✓	✓	✓		✓		✓		✓	✓	✓

1. Afin de se conformer aux exigences relatives à la résidence au Canada en vertu de la *Loi sur les sociétés par actions* (Ontario), M. Kevin Thomson – premier vice-président directeur, Affaires stratégiques, et résident canadien – est devenu administrateur de Barrick à titre intérimaire entre le 7 novembre 2018 et le 27 novembre 2018. Aucune réunion du conseil n'a eu lieu pendant que M. Thomson était administrateur.
2. M^{me} Benítez est devenue administratrice le 24 avril 2018. M^{me} Benítez est décédée le 28 février 2019.
3. M. Clow a cessé d'être membre du conseil le 1^{er} janvier 2019.
4. M. Doer a cessé d'être membre du conseil le 24 avril 2018.
5. M. Dushnisky a cessé d'être membre du conseil le 31 août 2018.
6. M^{me} Hatter est devenue membre du conseil le 24 avril 2018 et elle a cessé de l'être le 1^{er} janvier 2019.
7. M^{me} Lockhart a cessé d'être membre du conseil le 23 septembre 2018.
8. M. Marcet a cessé d'être membre du conseil le 1^{er} janvier 2019.
9. M^{me} Moyo a cessé d'être membre du conseil le 24 avril 2018.
10. M. Munk a cessé d'être membre du conseil le 1^{er} janvier 2019.
11. M. Prichard a cessé d'être membre du conseil le 1^{er} janvier 2019.
12. M. Shapiro a cessé d'être membre du conseil le 1^{er} janvier 2019.
13. M. Thrasher a cessé d'être membre du conseil le 1^{er} janvier 2019.

Évaluations du rendement annuelles

En général, le conseil, ses comités et les administrateurs participent à un processus d'évaluation annuelle. Pour 2017, l'administrateur principal et le président du comité de la gouvernance et des mises en candidature ont rencontré ensemble les administrateurs pour obtenir leur rétroaction sur les priorités pour 2018, le fonctionnement du conseil et de ses comités et les possibilités d'en améliorer l'efficacité. Les rencontres portaient notamment sur les évaluations par les pairs des administrateurs et sur des questions précises relatives à l'efficacité du président exécutif du conseil, de l'administrateur principal et des présidents de comités. Les résultats du processus d'évaluation ont été revus avec le conseil en 2018. L'administrateur principal et le président du comité de la gouvernance et des mises en candidature ont donné leur propre rétroaction aux administrateurs en fonction des évaluations par les pairs des administrateurs. En raison du processus de fusion en cours et des changements de gouvernance y afférents, des évaluations du rendement annuel officielles n'ont pas été menées en 2018. Le conseil nouvellement constitué prévoit reprendre les évaluations du rendement annuel officielles en 2019.

Politique de recouvrement améliorée

La politique de recouvrement de Barrick a été récemment modifiée afin d'assujettir la rémunération incitative versée ou octroyée au président exécutif du conseil, au président et chef de la direction, au premier vice-président directeur et chef des finances, au premier vice-président directeur, Affaires stratégiques, à d'autres partenaires visés ainsi qu'à d'autres employés cadres choisis au recouvrement de la rémunération en cas d'inexactitudes financières importantes ou si le conseil détermine qu'il y a eu une conduite fautive ayant, dans chaque cas, fait en sorte qu'un participant a reçu une rémunération incitative d'un montant plus élevé que celui qu'il aurait reçu, n'eût été la déclaration inexacte importante ou la conduite fautive, selon le cas. Le texte intégral de notre politique de recouvrement peut être consultée sur notre site Web au <http://www.barrick.co/about/governance>.

ANNEXE B

MANDAT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Mandat

Le conseil d'administration (**conseil**) est responsable de la gérance de la Société aurifère Barrick (**Société**) et de la supervision de la gestion des activités commerciales et des affaires internes de la Société.

Les administrateurs doivent exercer leur appréciation commerciale en conformité avec leurs devoirs fiduciaires. De fait, les administrateurs sont tenus d'agir avec intégrité et de bonne foi au mieux des intérêts de la Société et avec le soin, la diligence et la compétence dont ferait preuve, en pareilles circonstances, une personne prudente.

Responsabilités

Le conseil s'acquitte de ses responsabilités de supervision de la gestion des activités commerciales et des affaires internes de la Société en déléguant la gestion quotidienne aux membres de la haute direction aux échelons les plus élevés de la Société. Le conseil se fie aux membres de la haute direction aux échelons les plus élevés pour être au courant de tous les faits importants qui surviennent et touchent la Société et ses activités.

Le conseil s'acquitte de ses responsabilités directement et par l'intermédiaire de ses comités.

Au nombre des responsabilités du conseil figurent :

Supervision de la gestion

1. Adopter un processus de planification de la relève et participer à la sélection, à la nomination et au perfectionnement du président exécutif du conseil, du chef de la direction et d'autres membres de la haute direction aux échelons les plus élevés.
2. Par l'intermédiaire du comité de la gouvernance et des mises en candidature et du comité de la rémunération, adopter un processus aux fins de l'évaluation et de la rémunération du président exécutif du conseil, du chef de la direction et d'autres membres de la haute direction aux échelons les plus élevés.
3. Par les mesures prises par le conseil et ses membres individuellement, par l'interaction du conseil avec les membres de la haute direction aux échelons les plus élevés et par les attentes du conseil à l'égard de ces derniers, promouvoir une culture d'intégrité à l'échelle de la Société conforme au Code d'éthique et de conduite des affaires de la Société; prendre les mesures appropriées, si possible, pour s'assurer lui-même de l'intégrité du président exécutif du conseil, du chef de la direction et des autres membres de la haute direction aux échelons les plus élevés de la Société; s'assurer que le président exécutif du conseil, le chef de la direction et les autres membres de la haute direction aux échelons les plus élevés contribuent à la culture d'intégrité à l'échelle de la Société.
4. Revoir et approuver périodiquement toute modification importante au Code d'éthique et de conduite des affaires de la Société.
5. Élaborer et approuver des descriptions de poste pour le président exécutif du conseil et le chef de la direction, et évaluer le rendement de ceux qui agissent en cette qualité en regard des descriptions de poste.

Questions financières et questions liées au risque

6. Surveiller la fiabilité et l'intégrité des principes et pratiques comptables suivis par la direction, des états financiers et des autres documents d'information financière diffusés publiquement ainsi que des principes et des pratiques suivis par la direction en matière de présentation de l'information.
7. Surveiller l'intégrité des contrôles internes et des systèmes d'information de gestion de la Société en adoptant des systèmes appropriés d'audit et de contrôle internes et externes.
8. Revoir et approuver le budget d'exploitation annuel de la Société et celui de ses filiales sur une base consolidée et superviser le rendement de la Société en regard de ce budget.
9. Approuver les états financiers annuels et, directement ou par l'intermédiaire du comité d'audit et des risques, les états financiers trimestriels et leur publication par la direction.

10. Faire l'examen avec la direction, et en discuter avec elle, des processus utilisés par la direction relativement à l'évaluation et à la gestion du risque, notamment en ce qui a trait à l'identification par la direction des principaux risques associés aux activités de la Société, y compris les risques financiers, et en ce qui a trait à la mise en œuvre par la direction des systèmes appropriés pour gérer ces risques.

Stratégie d'affaires

11. Adopter un processus de planification stratégique aux termes duquel la direction élabore et propose, en tenant compte des occasions et des risques associés aux activités de la Société, des stratégies et des objectifs d'affaires importants que le conseil étudie et approuve.
12. Revoir et approuver toutes les acquisitions et cessions et tous les placements importants ainsi que toutes les questions importantes, comme les financements importants, qui sont hors du cours normal des activités de la Société.
13. Veiller à ce que la direction mette en œuvre des systèmes appropriés de gérance relatifs à l'environnement et aux collectivités ainsi que des systèmes appropriés de gestion des questions liées à la santé et sécurité, compte tenu des lois applicables, des politiques de la Société et des pratiques courantes dans le secteur minier.

Communications et présentation de l'information

14. Superviser le programme d'information continue de la Société en s'assurant que l'information importante est diffusée en temps opportun.
15. Revoir et approuver périodiquement toute modification importante à la politique de présentation de l'information de la Société.
16. Adopter un processus permettant aux actionnaires de communiquer directement avec l'administrateur principal ou le président du comité de la gouvernance et des mises en candidature.

Gouvernance

17. Superviser l'élaboration de la marche à suivre de la Société en matière de gouvernance, notamment revoir et approuver les modifications apportées aux lignes directrices en matière de gouvernance de la Société, qui doivent énoncer les attentes à l'endroit des administrateurs, y compris les devoirs et responsabilités élémentaires à l'égard de la participation aux réunions du conseil et de l'étude préalable des documents liés aux réunions.
18. Prendre les mesures appropriées pour demeurer informé des devoirs et responsabilités du conseil ainsi que des activités commerciales et d'exploitation de la Société.
19. S'assurer que le conseil reçoit des membres de la haute direction aux échelons les plus élevés l'information et les commentaires nécessaires pour lui permettre de remplir ses fonctions efficacement.
20. Élaborer et approuver les descriptions de poste pour l'administrateur principal et le président de chaque comité du conseil et mesurer le rendement des personnes agissant à ces titres en regard de ces descriptions de poste.
21. Superviser annuellement, par l'intermédiaire du comité de la gouvernance et des mises en candidature et de l'administrateur principal, l'examen de l'efficacité du conseil, de ses comités et de chacun des administrateurs.

Organisation du conseil

22. Mettre sur pied les comités du conseil et déléguer certaines responsabilités du conseil à ces comités, conformément aux lignes directrices en matière de gouvernance de la Société.

ANNEXE C

CARACTÉRISTIQUES CLÉS DU RÉGIME D'UNITÉS D'ACTIONS OCTROYÉES EN FONCTION DU RENDEMENT (UAOR)

Caractéristiques	Description
Admissibilité	Partenaires.
Attribution potentielle maximale	Les attributions aux termes de ce régime sont déterminées en multipliant : a) un multiple, qui varie selon le niveau de l'emploi, du salaire de base (allant de une à six fois le salaire de base) établi annuellement par le comité de la rémunération par b) un facteur de rendement se situant entre 0 % et 100 % en fonction du rendement pour l'exercice précédent évalué au moyen du tableau de bord à long terme de la Société.
Attribution minimale	0 % de l'attribution potentielle maximale.
% du total des primes incitatives à long terme	100 % des primes incitatives à long terme.
Durée	Sont acquises 33 mois à compter de la date d'octroi pour les UAOR, sous réserve d'une exigence de détenir les actions de Barrick jusqu'à la cessation d'emploi (et potentiellement jusqu'à deux ans après la cessation d'emploi, selon les circonstances de la cessation d'emploi).
Critères d'acquisition	<ul style="list-style-type: none"> Sont acquises 33 mois à compter de la date d'octroi, mais sont assujetties à d'autres restrictions relatives à la détention. Les actions de Barrick ne peuvent être vendues jusqu'à ce qu'un partenaire prenne sa retraite ou quitte la Société. Voir « <i>Traitement, interdictions et période de restriction après l'acquisition</i> » ci-après. À moins que le comité de la rémunération n'en décide autrement, sont acquises à la plus hâtive des dates suivantes : la date tombant trois ans après la date d'octroi (ou si le troisième anniversaire d'une date d'octroi tombe durant une période d'interdiction de négociation, le deuxième jour de négociation suivant l'expiration de la période d'interdiction de négociation) et la date qui tombe 15 jours avant l'expiration des UAOR.
Pouvoir discrétionnaire du comité	<p>Le comité de la rémunération a le pouvoir de renoncer à appliquer les interdictions relatives à la vente, au transfert et à toute autre aliénation de tout ou partie des actions de Barrick détenues par un participant, une décision qu'il prend au cas par cas, sans l'approbation des actionnaires.</p> <p>La valeur de l'attribution de la prime incitative à long terme est déterminée à la seule appréciation du comité de la rémunération et le comité de la rémunération a le pouvoir d'augmenter ou de diminuer toute attribution qui est fonction du tableau de bord à long terme de la Société. Plus précisément, le comité de la rémunération a le pouvoir discrétionnaire d'approuver un niveau de paiement différent de celui qui est calculé en fonction du tableau de bord à long terme de la Société pour s'assurer que le paiement est approprié.</p>
Établissement du prix au moment de l'octroi	Conversion de la valeur en dollars en des unités en fonction du cours de clôture des actions de Barrick le jour de négociation précédant immédiatement la date d'octroi à la TSX ou à la NYSE, selon le cas, ou, si la date de l'octroi tombe pendant une période d'interdiction de négociation, le cours de clôture des actions de Barrick le premier jour de négociation suivant l'expiration de la période d'interdiction de négociation ou, s'il est plus élevé, à la veille de l'octroi, à la TSX ou à la NYSE, selon le cas.
Équivalents de dividendes	À l'acquisition, chaque attribution d'UAOR (l'octroi plus les équivalents de dividendes) aura une valeur égale au cours de clôture des actions de Barrick à la TSX ou à la NYSE, selon le cas, à la date d'acquisition (ou, si la date d'acquisition ne tombe pas un jour de négociation, alors le jour de négociation immédiatement avant la date d'acquisition), multiplié par le nombre d'UAOR (y compris les équivalents de dividendes accumulés au cours de la période d'acquisition, le cas échéant).

Caractéristiques ^(suite)	Description ^(suite)		
Traitement, interdictions et période de restriction après l'acquisition	<ul style="list-style-type: none"> Lorsque les UAOR sont acquises, la valeur acquise (déduction faite de l'impôt approprié et des autres retenues exigées par les lois applicables) est utilisée par un agent administratif tiers pour acheter des actions de Barrick sur le marché libre. Les actions de Barrick achetées (appelées actions incessibles) sont assujetties à des interdictions relatives à la vente, au transfert, aux opérations de couverture et de gage jusqu'à la cessation d'emploi (période de restriction). Sous réserve des restrictions susmentionnées, au cours de la période de restriction, les participants jouissent de tous les attributs de propriété associés aux actions incessibles, y compris le droit de vote et les droits de recevoir les dividendes en espèces versés sur les actions de Barrick. Les actions incessibles sont détenues par l'agent administratif tiers jusqu'à ce qu'il y ait cessation d'emploi complète et que les interdictions soient levées et cessent de s'appliquer à ces actions incessibles, selon les circonstances entourant la cessation d'emploi, comme il est décrit ci-dessous. 		
Traitement à la cessation d'emploi	Événement de cessation	UAOR non acquises¹	Actions incessibles²
	Cessation d'emploi sans motif sérieux, départ à la retraite ou démission (sauf en cas d'entrée en fonction chez un concurrent ou fourniture de services à un concurrent).	<ul style="list-style-type: none"> Les UAOR non acquises continuent d'être acquises selon leur calendrier d'acquisition, pourvu que l'employé ne rejoigne pas les rangs d'un concurrent (au sens défini dans le régime d'UAOR) ni ne lui fournisse des services au cours de la période d'acquisition continue. Si, subséquemment, l'employé rejoint les rangs d'un concurrent ou lui fournit des services au cours de la période d'acquisition continue, toutes les UAOR qui n'ont pas été acquises à ce moment deviennent caduques et sont annulées. 	<ul style="list-style-type: none"> Les interdictions sont levées et cessent de s'appliquer à toutes les actions incessibles à la date de cessation d'emploi.
	Invalidité ou décès	<ul style="list-style-type: none"> Les UAOR non acquises seront acquises à la date de cessation d'emploi ou à la date de décès, selon le cas (sauf pour un participant américain, dont les UAOR non acquises continuent d'être acquises selon le calendrier d'acquisition normal). 	<ul style="list-style-type: none"> Les interdictions sont levées et cessent de s'appliquer à toutes les actions incessibles à la date de cessation d'emploi ou à la date de décès, selon le cas.
	Démission ou départ à la retraite en liaison avec l'entrée en fonction chez un concurrent ou la fourniture de services à un concurrent, ou cessation d'emploi pour un motif sérieux.	<ul style="list-style-type: none"> Toutes les UAOR non acquises deviennent caduques et sont annulées. 	<ul style="list-style-type: none"> Les interdictions sont levées et cessent de s'appliquer aux actions incessibles en trois tranches : <ul style="list-style-type: none"> - 50 % des actions incessibles à la date de cessation d'emploi; - 25 % des actions incessibles au premier anniversaire de la date de cessation d'emploi; et - 25 % des actions incessibles au second anniversaire de la date de cessation d'emploi.

Caractéristiques ^(suite)	Description ^(suite)		
	Cessation d'emploi sans motif sérieux dans les deux ans suivant un changement de contrôle.	<ul style="list-style-type: none"> Les UAOR non acquises seront acquises à la date de cessation d'emploi (sauf pour un participant américain, dont les UAOR non acquises continuent d'être acquises selon le calendrier d'acquisition normal). 	<ul style="list-style-type: none"> Les interdictions sont levées et cessent de s'appliquer aux actions incessibles en cas de présentation d'une offre publique d'achat de bonne foi d'un tiers, pourvu que l'offre publique d'achat soit menée à bien.
Équivalents de dividendes	Les dividendes sont portés au crédit du compte en cause ou versés lorsqu'ils sont déclarés.	<ul style="list-style-type: none"> Dans le cas des UAOR non acquises, les dividendes sont portés au crédit du compte en cause en tant qu'unités additionnelles au cours de la période d'acquisition, au même taux que les dividendes qui sont versés sur les actions de Barrick. 	<ul style="list-style-type: none"> En ce qui concerne les actions incessibles, les dividendes sont versés en espèces lorsqu'ils sont déclarés sur les actions de Barrick (autres que les dividendes en actions ou autres distributions versés sous forme d'actions de Barrick additionnelles qui seront toutes traitées comme des actions incessibles).
Forme de paiement	À compter de la cessation d'emploi, la forme des paiements varie pour les UAOR non acquises et les actions incessibles.	<ul style="list-style-type: none"> Les UAOR non acquises qui deviennent immédiatement acquises à la cessation d'emploi sont payées en espèces (déduction faite de l'impôt et des retenues applicables). Les UAOR non acquises qui continuent d'être acquises normalement après la cessation d'emploi sont payées en espèces (déduction faite de l'impôt et des retenues applicables) à la fin de la période d'acquisition normale. 	<ul style="list-style-type: none"> Les actions incessibles peuvent être vendues sur le marché libre contre espèces (ou faire l'objet d'une autre aliénation) lorsque les interdictions sont levées et cessent de s'appliquer.
Recouvrement	Les UAOR sont assujetties à la politique de recouvrement. Pour plus de renseignements, vous pouvez consulter le texte intégral de notre politique de recouvrement qui se trouve sur notre site Web au www.barrick.com/about/governance .		

1. Le comité de la rémunération peut, à son gré, accélérer l'acquisition de la totalité ou d'une partie des UAOR non acquises à ce moment-là.
2. Le comité de la rémunération peut, à son gré, renoncer en tout temps à appliquer les interdictions relatives à la vente, au transfert ou à toute autre aliénation des actions incessibles à l'égard de tout ou partie des actions incessibles détenues par l'employé.

ANNEXE D

CARACTÉRISTIQUES CLÉS DES ATTRIBUTIONS D'UNITÉS D' ACTIONS INCESSIBLES (UAI)

Caractéristiques	Description
Attribution potentielle maximale	100 % du nombre cible d'UAI octroyées.
Attribution minimale	100 % du nombre cible d'UAI octroyées, sous réserve de recouvrement.
Durée	33 mois (dans le cas des UAI qui ont été octroyées en octobre 2017, en octobre 2016 et en août 2015).
Critère d'acquisition	Sont acquises au plus tard trois ans à compter de la date d'octroi.
Pouvoir discrétionnaire du comité	Le comité de la rémunération a le pouvoir discrétionnaire d'arrêter la date d'acquisition des UAI au moment de l'octroi, ce qui peut donner lieu à des octrois qui sont acquis dans une période de moins de trois ans.
Établissement du prix au moment de l'octroi	Conversion de la valeur en dollars en des unités en fonction du cours de clôture des actions de Barrick le jour de négociation précédant immédiatement la date d'octroi à la TSX.
Équivalents de dividendes	Portés au crédit du compte en cause en tant qu'unités additionnelles au cours de la période d'acquisition au même taux que les dividendes versés sur les actions de Barrick.
Valeur de paiement	À l'acquisition, chaque attribution d'UAI (l'octroi plus les équivalents de dividendes) aura une valeur égale à la moyenne du cours de clôture des actions de Barrick en dollars canadiens à la TSX au cours des cinq derniers jours de négociation avant la date d'acquisition. Le comité de la rémunération a le pouvoir discrétionnaire d'ajuster les attributions lors d'événements exceptionnels.
Forme de règlement	Le comité a le pouvoir discrétionnaire de choisir la forme de règlement des UAI au moment de l'octroi, ce qui peut donner lieu à des octrois réglés en espèces ou en actions après impôts au moment de l'acquisition.
Recouvrement	Les UAI sont assujetties à la politique de recouvrement. Pour plus de renseignements, vous pouvez consulter le texte intégral de notre politique de recouvrement qui se trouve sur notre site Web au www.barrick.com/about/governance .

BARRICK